

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°377

AOUT 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA : LA TURQUIE INTERVIENT EN SYRIE POUR CONTRER LES AVANCÉES DES KURDES**
- **HASSAKEH: REGAIN DE TENSION ENTRE PYD ET REGIME SYRIEN**
- **TURQUIE: LA LOGIQUE DES ARMES VA-T-ELLE L'EMPORTER ?**
- **KURDISTAN D'IRAK: APRÈS DAECH, QUEL STATUT POUR LES TERRITOIRES DITS CONTESTÉS?**
- **IRAN: EXÉCUTIONS DANS LES PRISONS ET MEURTRES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ**
- **DOHOUK: UN JOURNALISTE KURDE RETROUVÉ MORT**

ROJAVA : LA TURQUIE INTERVIENT EN SYRIE POUR CONTRER LES AVANCÉES DES KURDES

L'opération pour reprendre à Daech la ville de Manbij, lancée fin mai par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) avec le soutien de la coalition dirigée par les États-Unis, s'est conclue ce mois-ci: le 1^{er} août, après deux jours d'avance rapide, les FDS ont annoncé avoir repris 70% de la ville, les djihadistes, retranchés dans le vieux centre, en tenant encore des quartiers Nord-Est, des milliers d'habitants piégés dans les combats. Le 6, les FDS contrôlaient la ville à 90%. C'est le 13 que, après la fuite des derniers djihadistes vers Jerablous, à la frontière turque 30 km au

nord, les FDS ont annoncé avoir pris le contrôle total de Manbij. Les combattants de Daech ont quitté la ville sans armes, mais en utilisant comme boucliers humains plus de 2.000 civils, ensuite relâchés.

Face à ces avancées des Kurdes du Parti de l'unité démocratique (PYD) et de l'alliance dont ils constituent la composante principale au travers de leurs combattants des YPG et YPJ, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavuşoğlu, a dès le 15 réitéré la demande de la Turquie que les forces kurdes se retirent à l'est de l'Euphrate, déclarant que c'était une promesse américaine.

Alors que les FDS ont annoncé le 16 vouloir sceller totalement la frontière syro-turque afin d'empêcher Daech de l'utiliser pour recevoir armes et combattants, la Turquie n'a pas tardé à passer à la vitesse supérieure pour contrer les Kurdes de Syrie. Le 22, quelques heures seulement après qu'un groupe de rebelles syriens aient annoncé la création d'un «Conseil militaire de Jerablous» visant à combattre Daech avec l'appui des FDS, son commandant Abdulsattar Al-Jadr a été assassiné. Le Conseil a annoncé avoir capturé deux suspects et a accusé de ce meurtre le MIT (les services de renseignements turcs).

Parallèlement, des rebelles soutenus par la Turquie se sont rassemblés du côté turc de la frontière, attendant d'entrer dans Jerablous, tandis que l'artillerie turque pilonnait la ville et ses environs. Une source de la rébellion a parlé de 1.500 combattants, ajoutant que l'objectif était de «prendre Jerablous et de descendre vers le sud, afin de bloquer toute avancée des Kurdes vers le nord [de Manbij]». Le 24 à 4 h du matin, tanks, forces spéciales et rebelles soutenus par Ankara ont passé la frontière avec le soutien aérien de la coalition anti-Daech, dans le but officiel de nettoyer la frontière de Daech. Cependant, le nom que la Turquie a donné à son intervention, «Bouclier de l'Euphrate», fait plutôt référence à son réel objectif principal: empêcher les Kurdes du PYD de s'installer à l'ouest du fleuve pour relier entre eux leurs «cantons» de Kobanê (à l'est) et d'Afrîn (à l'ouest). Le Premier ministre turc Binali Yıldırım a d'ailleurs déclaré que la région à l'ouest de l'Euphrate devait être nettoyée non seulement des djihadistes de Daech, mais aussi des Kurdes du PYD, une exigence aussi exprimée par le ministre de la Défense Fikri Isik. L'opération semble ainsi avoir visé à prendre les devants d'une éventuelle opération kurdo-américaine sur Jerablous depuis le sud.

Cette intervention militaire a suscité de nombreuses réactions. Si l'opposition syrienne pro-turque l'a évidemment approuvée, les responsables du Rojava ont accusé la Turquie d'agression, ainsi que le ministre syrien des Affaires étrangères, qui a parlé de «violation de souveraineté» (un terme repris en fin de mois par l'Iran), ajoutant que «chasser l'EI pour le remplacer par des groupes terroristes soutenus par la Turquie n'est pas combattre le terrorisme». Le ministre russe des Affaires étrangères s'est dit «extrêmement préoccupé». Une source proche du PYD a déclaré

que selon les habitants de Jerablous, l'aspect anti-Daech de l'opération tenait de la mise en scène, les djihadistes n'ayant pas réellement combattu, mais ayant simplement quitté la ville par petits groupes vers... la Turquie, avant d'y revenir vêtus d'autres uniformes! Même si cette information demeure invérifiable, il semble bien que les groupes entrés dans la ville avec le soutien turc comprennent plusieurs factions islamistes voire djihadistes, comme Faylaq Al Sham, Noordin Al Zingi, Jabhat Al Shamia, Liwa Al Fatah, Sultan Murad...

Ces combats entre deux de leurs alliés contre Daech ont visiblement embarrassé les États-Unis, contraints à un «grand écart». Le 25, en visite à Ankara, le Vice-président Joe Biden a déclaré que les Kurdes avaient été informés avant l'opération sur Manbij qu'ils devraient ensuite se retirer de la rive ouest de l'Euphrate, et le Secrétaire d'État John Kerry a fait savoir par téléphone à Mevlut Çavuşoğlu qu'ils avaient bien entamé ce retrait. Les YPG ont de leur côté déclaré avoir transféré le contrôle des territoires pris aux djihadistes au Conseil militaire de Manbij, et leur gestion civile à un Conseil civil, tous deux composés de résidents de la ville, avant de «regagner leurs bases» (sans préciser où se trouvaient celles-ci). Cependant, le même jour, de nouveaux tanks turcs sont entrés en Syrie tandis que les autorités indiquaient que «l'opération militaire continuerait jusqu'à ce que les menaces contre la sécurité du pays soient écartées». Le journal *Hürriyet* a annoncé que le nombre de militaires turcs impliqués, soit 450, pourrait augmenter jusqu'à 15.000 hommes... Selon l'agence *Anatolie*, les tanks ont envoyé des «coups de semonce» sur les positions des YPG au sud de Jerablous. Le 27, le Conseil Militaire de Jerablous, soutenu par les États-Unis et les FDS, a confirmé des

bombardements à l'artillerie, puis des frappes aériennes sur ses bases près de la ville, parlant d'«escalade dangereuse et sans précédent». Au même moment, le Département d'Etat américain a rappelé qu'il considérait les FDS comme un partenaire «fiable» dans la lutte contre Daech, et qu'il continuerait à les soutenir – y compris les combattants kurdes des YPG, «composante critique» des FDS. Le lendemain, des accrochages au sol se sont produits entre combattants kurdes et rebelles soutenus par la Turquie, donnant lieu aux premières pertes turques de l'opération «Bouclier de l'Euphrate»: un soldat tué et trois blessés. Le 28, alors qu'une manifestation se tenait à Kobanê pour avertir la Turquie de ne pas y tenter d'incursion militaire, l'Observatoire syrien des droits de l'homme a annoncé qu'au moins 40 civils avaient été tués et 75 blessés dans des bombardements turcs en partie nocturnes sur Jab al-Koussa et Al-Amarneh, 8 km au sud de Jerablous. L'armée turque a répondu avoir éliminé 25 «terroristes kurdes» du PKK. Les avions et l'artillerie turcs ont également bombardé la région d'Afrîn.

Le 29, Brett McGurk, envoyé spécial du Président américain pour la coalition anti-Daech, a déclaré que les combats entre militaires turcs et combattants des FDS étaient «inacceptables» et a appelé toutes les parties concernées à les arrêter pour se concentrer sur «l'ennemi commun et mortel»: Daech. Le président français a lors d'une conférence aux ambassadeurs exprimé une position similaire. Enfin, le 30, lors d'une conférence de presse au Pentagone, le Secrétaire à la Défense Ash Carter a encore appelé la Turquie à cesser de frapper les combattants kurdes pour se concentrer sur Daech. Le Vice-conseiller à la sécurité de la Maison Blanche Ben Rhodes a quant à lui déclaré que poursuivre ces frappes contre les YPG allait

rendre plus difficile la constitution d'un front commun contre Daech. Le même jour, une source anonyme au Pentagone a déclaré à l'AFP que les YPG s'étaient bien retirés à l'est de l'Euphrate, et que si des Kurdes étaient restés à l'ouest du fleuve, ils n'appartenaient pas aux YPG. De leur côté, les YPG ont nié avoir envoyé des renforts à Manbij, déclarant que les seuls renforts des FDS arrivés dans la ville n'étaient pas des combattants kurdes. Seule réponse turque aux

demandes américaines, le porte-parole de la présidence, Ibrahim Kalin, a déclaré que «Les États-Unis devraient réviser leur politique de soutien à tout prix aux forces kurdes».

Le 31, un responsable de la Défense aux États-Unis a annoncé qu'un accord de cessez-le-feu informel avait été accepté par la Turquie et les Kurdes de Syrie. Le porte-parole de la Maison Blanche, Josh Earnest, a déclaré que

Washington était satisfait de l'arrêt des combats «entre différentes factions anti-Daech». Un porte-parole des YPG a confirmé l'accord, mais la Turquie a gardé le silence, avant que le ministre turc des Affaires européennes, Omer Celik, n'en nie l'existence, ajoutant que certains éléments du PYD étaient demeurés à l'ouest de l'Euphrate de manière «inacceptable» – un adjectif qu'il a également utilisé à propos des critiques américaines de l'opération turque.

HASSAKEH : REGAIN DE TENSION ENTRE PYD ET REGIME SYRIEN

Si le Rojava a été attaqué au nord par l'armée turque, au sud-est, les Kurdes se sont aussi confrontés ce mois-ci aux forces du régime syrien: le 17, des combats ont éclaté à Hassakeh entre *Asayish* (forces de sécurité kurdes) du PYD et milices pro-gouvernementales. Comme à Qamishlo, où des combats semblables avaient éclaté en avril dernier, Hassakeh, qui compte des quartiers kurdes à l'est et des quartiers arabes (majoritaires) au sud, est en majorité contrôlée par les Kurdes, avec quelques points tenus par les loyalistes de Bachar El-Assad. Les affrontements auraient commencé après une avancée des *Asayish* vers le sud et l'attaque par des miliciens pro-régime d'un de leurs points de contrôle dans le quartier de Newsha, dans le sud-est de la ville. Le lendemain, deux avions de l'armée de l'air syrienne

ont bombardé des positions des *Asayish* dans les quartiers nord de la ville. C'était la première fois en cinq ans de guerre civile que le régime utilisait son armée de l'air contre les Kurdes. Le 19, les Kurdes ont pourtant annoncé avoir poursuivi leur avance dans les quartiers sud. Après de nouvelles frappes aériennes syriennes le 20, les États-Unis ont averti le régime de «rester à l'écart de Hassakeh», et ont même envoyé leurs propres avions protéger leurs conseillers au sol. Malgré la tenue de discussions avec la médiation d'une délégation militaire russe entre Kurdes et représentants du gouvernement, les combats ont repris le 21, le régime ayant refusé de retirer ses milices de la ville, opposant à cette demande une proposition de désarmement des deux camps, à son tour refusée par les Kurdes. Selon l'OSDH, les combats ont fait au moins 43 morts dont

27 civils et 11 enfants, et des milliers d'habitants ont fui la ville. Des témoignages ont fait état d'une nouvelle avancée des Kurdes dans le sud de la ville suivie d'une trêve négociée par l'intermédiaire des Russes, avec la restitution au régime de certaines positions. Cependant, une source militaire kurde a nié tout accord, et le 22 dans la nuit, les YPG ont lancé une attaque d'envergure sur le quartier arabe de Ghweiran puis sur Neshwa. Le 23, après de violents combats, ils ont pris la prison centrale de Hassakeh, située dans Ghweiran, et ont annoncé contrôler 90% de la ville. Après une semaine d'affrontements, grâce à de nouvelles discussions tenues dans la base côtière de Hmeimim avec une médiation militaire russe, les deux camps ont conclu une trêve qui prévoit l'échange de prisonniers et le retrait des forces armées de la ville.

TURQUIE: LA LOGIQUE DES ARMES VA-T-ELLE L'EMPORTER ?

Depuis la tentative de coup d'État de juillet, les cercles de répression s'élargissent toujours plus en Turquie: plus de 80.000 membres de l'armée, de l'administration, des systèmes judiciaire ou éducatif ont été inculpés, emprisonnés ou suspendus. Le 1^{er} du mois, ce sont les méde-

cins de l'hôpital de l'académie militaire de Gulhane, à Ankara, qui ont été visés par une enquête, soupçonnés d'avoir facilité l'incorporation de gülenistes en leur délivrant des rapports médicaux positifs, tout en bloquant les non-gülenistes... Le 9, le ministre de la Justice, Bekir Bozdağ, a chiffré à 16.000 le nombre de personnes

arrêtées, plus 6.000 en détention provisoire et 7.768 autres en cours d'instruction. Il faut de la place pour garder autant de gens en prison: le 17, a été annoncée la libération sur parole de 38.000 prisonniers de droit commun... alors que 2.360 officiers de police accusés de «gülenisme» étaient limogés par décret.

Le gouvernement a saisi l'opportunité d'étendre sa répression à tous ses opposants, et d'abord à ceux le moins susceptibles d'avoir partie liée avec les gülenistes qu'il accuse du coup: alors que le Président turc a exclu le parti «pro-kurde» HDP des rencontres post coup d'État organisées avec l'opposition, on a appris début août qu'il avait retiré ses plaintes personnelles contre les députés du CHP et du MHP... mais pas contre le HDP. Dès le 3, des arrestations de membres du HDP et d'étudiants ont eu lieu lors de raids de police à Antalya, et le 11 la police a annoncé avoir lancé des raids sur dix bureaux du HDP dans tout le pays pour rechercher la «structure urbaine» du PKK. A Istanbul, le raid a visé plusieurs bureaux, dont celui de Beyoğlu, attaqué à trois heures du matin avec le soutien d'un hélicoptère! 17 personnes ont été arrêtées et accusées de «participation à une organisation terroriste». La campagne de fermeture violente par les Forces spéciales d'organes de presse (130 déjà fermés) s'est aussi poursuivie, se concentrant contre les journaux ou agences kurdes. Le 16, après qu'un tribunal ait ordonné sa fermeture pour «propagande pour le PKK», le journal *Özgür Gündem* a subi un raid. Déjà visé par d'innombrables procédures judiciaires, ce journal diffusé à 7.500 exemplaires avait le tort d'être à la fois de gauche et pro-kurde. 23 personnes ont été molestées, arrêtées et emmenées au département anti-terroriste de la police d'Istanbul – incluant des visiteurs venus en soutien. Les journalistes de la chaîne d'opposition *IMC* qui couvraient l'événement, ont également été interpellés en plein reportage et leurs caméras confisquées. Des attaques semblables ont visé d'autres organes de presse: le 30, les Forces spéciales ont attaqué le bureau de l'agence de presse kurde *Dijle News Agency* (DIHA) à Hakkari, et le même jour à Diyarbakir, c'est le journal *Azadiya Welat* qui a subi un

raid où 23 employés ont été arrêtés ainsi que quatre visiteurs. Créé en 1992, *Azadiya Welat* a toujours été harcelé: l'un de ses distributeurs à Adana a été assassiné en octobre 2014 (un meurtre pour lequel personne n'a jamais été inquiété), et tout récemment l'un de ses journalistes, Rohat Aktaş, a trouvé la mort à Cizre en couvrant les combats entre combattants kurdes et militaires turcs.

Concernant les opérations militaires, la période de calme relatif ayant suivi la tentative de coup d'État n'a pas duré. Après que le commandant du PKK Cemil Bayik ait annoncé début août une intensification des attaques contre les forces turques, le cycle de violence a repris dans toutes les régions kurdes du pays, mais aussi, ce qui est nouveau, dans des régions où les Kurdes ne sont pas majoritaires. Attaques du PKK et frappes des militaires, avec parfois imposition de nouveaux couvre-feux «anti-civils», l'arme favorite des militaires, se sont répondues sans fin durant tout le mois d'août: le 1^{er} du mois, il a été annoncé que deux attaques de la guérilla kurde, l'une sur la côte de la mer Noire et l'autre à Hakkari, avaient fait 4 morts parmi les soldats turcs le 31 juillet. La liste se poursuit en une triste litanie: le 2 août, 5 policiers tués et 4 gravement blessés dans une explosion de mine à Bingöl, le 8, frappes aériennes turques dans la province de Siirt; le 10, 3 soldats tués et 10 autres blessés à Beytüşşebap, dans la province de Şırnak, par une bombe déclenchée au passage de leur convoi; à Uludere, 5 soldats tués et 8 blessés par des tirs de roquette venus du côté irakien de la frontière... Le 11, 5 civils ont été tués à Diyarbakir dans une attaque à la bombe, et 12 personnes blessées dont 5 policiers. A Kiziltepe, dans la province de Mardin, une autre attaque a tué deux civils et un policier et blessé 15 autres personnes. Le 15, 2 officiers et un enfant ont été tués et 25

personnes, dont 5 policiers, blessées par une bombe à un point de contrôle à la sortie de Diyarbakir sur la route de Batman, détruisant le bâtiment de la police. Le 18 au soir, le quartier général de la police à Van a été la cible d'une attaque à la bombe qui a selon le gouverneur de la province fait 3 morts civils et 40 blessés, dont 2 policiers. Selon le PKK, des sources locales ont fait état de 20 morts parmi les policiers et de 20 civils tués, les policiers ayant tiré au hasard vers les civils après l'explosion. Le même jour, 3 soldats et gardes de village ont été tués et 6 blessés près de Bitlis par une mine visant leur convoi. Mais l'attaque la plus meurtrière du 18 août demeure celle du quartier général de la police à Elazığ par une bombe placée dans le jardin du bâtiment: au moins 120 blessés et des dizaines de tués. Le PKK a déclaré que 105 officiers avaient été tués et 155 autres blessés.

Dans ce contexte délétère, le HDP, tentant de briser ce cycle infernal de violences, a multiplié propositions de démocratisation, condamnations de la violence et appels à la paix. Alors que le gouvernement l'a exclu de la Commission parlementaire devant préparer les changements constitutionnels, il a publié le 10 une «Feuille de route pour la démocratisation» proposant entre autres la rédaction en commun d'une constitution pluraliste, la garantie de droits égaux à tous les citoyens quelles que soient leur religion ou appartenance ethnique, une approche participative de la gestion des territoires impliquant leurs habitants, un soutien au développement social, politique et économique des femmes, le refus de l'usage de la violence dans le pays, et afin d'y mettre fin, «l'ouverture de négociations avec ceux qui utilisent des armes pour demander leurs droits»... Après les attaques à la bombe à Diyarbakir et Mardin, le HDP a réitéré son appel à «stopper immédiatement l'effusion de sang et la



violence et [à] prendre des mesures pour résoudre les problèmes par les pourparlers et la négociation». Son co-président, Selahattin Demirtaş, critiquant la déclaration de Bayik, a appelé le PKK à redoubler ses efforts pour parvenir à un règlement pacifique du conflit. Puis, après les attentats du 18, le Bureau exécutif du HDP a fait part de ses condoléances à toutes les victimes et demandé de nouveau à tous de «faire preuve de raison et [de] s'abstenir d'actions qui risquent de rendre la situation encore plus conflictuelle». Cependant, le 20, le Premier ministre Binali Yıldırım a exclu toute reprise du processus de paix avec le PKK, déclarant refuser d'«entrer en dialogue avec une organisation terroriste», et le 22, le PKK a subordonné toute négociation à la levée du strict isolement de son leader emprisonné, d'Abdullah Öcalan, interdit de journaux et de toute visite, y compris de ses proches. Le même jour, de nouveaux accrochages ont eu lieu près d'un poste de contrôle à Nazimiye, au Dersim (province de Tunceli). Un soldat et une militante PKK ont été tués, et trois policiers blessés. Un couvre-feu a été décrété sur la ville tandis que des renforts et un hélicoptère étaient envoyés. Le 26, le PKK a revendiqué une attaque au camion suicide contre le QG de la police anti-émeute à Cizre. L'explosion, qui a totalement détruit la façade du bâtiment, a selon le gouvernement fait parmi les policiers 11 morts et 75 blessés plus 3 victimes civiles ; le PKK a publié le 29 son propre bilan de 118 policiers tués et 152 blessés. Le 28, l'aéroport de Diyarbakir a été provisoirement fermé après avoir été frappé par quatre tirs de roquettes qui n'ont pas fait de victimes.

Si les forces de sécurité turques ont

été particulièrement visées durant ce mois, les civils kurdes ont aussi payé un lourd tribut. Outre les nombreuses arrestations d'opposants kurdes et certaines disparitions extrêmement inquiétantes – comme celle du responsable du DBP (Parti démocratique des régions) Hursit Kulter, dont on est sans nouvelles depuis le 26 mai, date de sa probable arrestation à Şırnak – un nouvel attentat anti kurde a été perpétré tard le samedi 21 à Gaziantep, une ville située 60 km au nord de la frontière syrienne et connue comme un fief de Daech. L'attaque suicide à la bombe, qui visait la noce d'un membre du HDP, a fait 51 morts et 94 blessés. Le gouvernement a d'abord déclaré que le porteur de bombe était un enfant de 12 ans, avant de faire machine arrière et de déclarer n'avoir aucune idée de l'identité du responsable. Dès la nouvelle de l'attentat, le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, s'est rendu sur place pour visiter les familles des victimes. Dans un discours prononcé avant de prendre l'avion à l'aéroport de Diyarbakir, il a lancé au gouvernement un vibrant appel à la paix: «Tout d'abord je voudrais lancer au gouvernement un appel sincère. Nous l'avons déjà dit lors de Suriç et des autres massacres: certaines forces ont pénétré l'appareil d'État – comme cela s'est révélé de manière très douloureuse dans la nuit du 15 juillet. Ces forces ne veulent pas que nous nous parlions les uns aux autres, que nous fassions la paix ensemble. [...] La meilleure façon de nous venger de ces gens qui commettent des meurtres de masse, de ces sauvages, c'est de mener le pays vers la paix. [...] Faisons-le, engageons-nous tous dans un effort [...] pour partager, pour lier nos douleurs. Commençons d'abord par faire nos mariages ensemble, nos funérailles ensemble, joignons nos douleurs et

nos condoléances. Et à partir de là, nous pourrions joindre nos cœurs».

Mais Demirtaş a également demandé au Premier ministre une enquête sur les défauts de sécurité ayant permis une telle attaque – des défauts, a-t-il déclaré, «organisés par ces mêmes personnes qui ont récemment tenté un coup d'Etat», faisant écho à l'accusation de négligence lancée par le PKK à l'encontre du gouvernement, responsable de ces morts pour avoir laissé sans réagir Daech s'installer à Gaziantep. Le lendemain, le HDP a publié un communiqué précisant ces accusations: «Cette attaque ressemble aux attentats qui ont pris pour cible notre parti en juin 2015 à Adana, Mersin et Diyarbakır, ainsi que celles du 20 juillet 2015 à Suriç et du 10 octobre à Ankara. [...] Le Gouvernement a autorisé la transformation progressive de Gaziantep en repaire de djihadistes et n'a pas pris les mesures nécessaires pour empêcher [l'organisation de telles attaques]. Il est tout à fait significatif que cette attaque contre un mariage kurde se soit produite précisément le soir où l'Union des Communautés du Kurdistan [KCK, aile politique du PKK], a déclaré souhaiter négocier avec le gouvernement turc pour arriver à une solution. Il faut relever que la dernière fois que le KCK avait annoncé vouloir relancer les pourparlers de paix, le 10 octobre 2015, 2 kamikazes avaient attaqué la gare d'Ankara. [Suite à cet attentat] et à la diffusion d'images de carnage dans tout le pays, toute discussion sur la paix et sur une solution était devenue impossible [...]».

La question demeure de savoir si le gouvernement turc n'a pas toléré voire soutenu la présence de djihadistes susceptibles de l'assister dans sa lutte devenue obsessionnelle contre les Kurdes.

KURDISTAN D'IRAK: APRÈS DAECH, QUEL STATUT POUR LES TERRITOIRES DITS CONTESTÉS ?

La préparation de l'opération visant à reprendre Mossoul à Daech se poursuit. Les avions irakiens ont de nouveau largué des tracts sur la ville, incitant les habitants à s'abriter, demeurer chez eux et s'éloigner des positions des djihadistes. Le 12, les réparations du pont de Khazir sur le Grand Zab, entre Erbil et Mossoul, ont commencé en prévision de l'attaque – le pont avait été détruit par les djihadistes à l'été 2014 dans leur retraite après leur tentative de prendre Erbil. Le 14, une importante opération impliquant des milliers de pechmergas a débuté pour se rapprocher de Mossoul. Soutenues par des frappes aériennes de la coalition anti-Daech, les forces kurdes parties de Makhmour et Khazir ont entamé des bombardements d'artillerie sur des villages kurdes et arabes proches de Mossoul et tenus par les djihadistes. Cette opération constitue en fait le début du grand encerclement de Mossoul préalable à l'offensive pour reprendre la ville. Le 15, les pechmergas ont repris une quinzaine de villages au Sud-Est de la ville.

Mais à Bagdad comme à Erbil, les dirigeants se posent déjà clairement la question de l'«après-Daech»: qui contrôlera les territoires repris? Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a été jusqu'à demander aux pechmergas durant une conférence de presse de «rester là où ils se trouvent» et ne pas prendre le contrôle de nouveaux territoires! Le porte-parole du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) Safin Dizayî a répondu le 18 que les pechmergas continueraient à avancer «jusqu'à ce que tous les territoires du Kurdistan se trouvant dans la province de Ninawa [celle de Mossoul] soient libérés», et ne se retireraient pas des zones déjà libérées. Autre question, celle du commandement des

troupes impliquées dans l'opération: le 20, le porte-parole du Département d'Etat américain, Mark Toner, a déclaré que pour une bonne coordination, les pechmergas y participant devraient être placés sous commandement irakien. Le ministre des Pechmergas a immédiatement répondu qu'ils demeureraient sous commandement du GRK, ajoutant que le gouvernement central n'avait jamais voulu ni payer leurs soldes, ni même participer à leur formation ou à leur équipement... Aux termes de l'accord conclu entre le GRK et les États-Unis, les soldes des pechmergas participant à l'opération seront d'ailleurs payées par une aide financière américaine. Le 21, peut-être pour faire baisser la tension, le bureau de la Présidence du Kurdistan a publié un communiqué spécifiant que «la Région recherchera un accord politique entre tous les participants à l'opération sur Mossoul sur la manière dont la province sera administrée après qu'elle aura été reprise à Daech, et [...] respectera tous les accords conclus avec le gouvernement irakien et les forces de la coalition». Reste à savoir cependant si un tel accord politique pourra être conclu préalablement à l'opération...

Autre question devenue très sensible politiquement, celle des personnes déplacées par les combats. Les Kurdes ne peuvent oublier les politiques d'arabisation menées à leur encontre par Saddam Hussein, et ce souvenir alimente leur soupçon que Bagdad pourrait utiliser les déplacés pour modifier la composition ethnique de territoires qu'ils considèrent comme leurs. Le GRK s'attend à ce que l'offensive sur Mossoul provoque la fuite de 500.000 personnes vers sa Région, qui avec une population normale d'environ 4,5 millions d'habitants, héberge déjà près de 2 millions de personnes déplacées,

ajoutant aux difficultés économiques déjà considérables auxquelles est confronté le Kurdistan... Quant aux déplacés, en majorité des arabes sunnites, ils se plaignent de l'absence d'aide du gouvernement irakien aussi bien pour survivre sur place que pour regagner leurs lieux d'origine. Le 29, Hassan al-Jabouri, un membre du Conseil arabe sunnite de Kirkouk, s'est ainsi plaint à la chaîne de télévision kurde *Rûdaw* des déficiences du gouvernement central (dominé par les chiïtes), reprochant à celui-ci de ne pas remplir ses obligations morales et de se préoccuper d'abord de l'appartenance confessionnelle (sunnite) des déplacés...

En fait, les sunnites eux-mêmes sont inquiets de se voir exclure de la gestion de leurs propres territoires une fois que Daech en aura été chassé. Le 2, Saadun Afandi, membre du Conseil arabe sunnite de Kirkouk, a annoncé que celui-ci avait soumis à Massoud Barzani une liste de 5.000 combattants pour créer sous le commandement du ministère des Pechmergas une... brigade sunnite, qui pourrait contrôler les zones sunnites de la province une fois celles-ci reprises à Daech. Le fait que la Haute commission électorale irakienne ait pour la troisième fois en 15 ans exclu Kirkouk des élections provinciales «pour des raisons liées à la situation politique de la ville» n'est pas non plus fait pour rassurer les résidents. Le gouverneur de Kirkouk, le Dr. Najmaddin Karim, s'est montré particulièrement choqué que la Commission ait par ailleurs autorisé l'ouverture dans la province de bureaux de vote pour les déplacés venant d'autres gouvernorats, et a déclaré qu'il n'autoriserait aucune ouverture si les résidents de la province ne pouvaient pas eux-mêmes participer aux élections. La

question de la participation aux élections dans la province est là encore compliquée par les années de politique d'éviction des Kurdes et d'arabisation menée par l'ancien régime, qui rendent difficile de décider qui peut être considéré légitimement comme résident de la province...

Cependant, dans la province de Sulaimaniya, qui compte 36.500 familles de déplacés d'Al-Anbar, dans la ville même et dans six camps aux alentours, l'enregistrement de ceux souhaitant rentrer chez eux a débuté le 3 ; des hommes étaient souvent allés vérifier en éclaireurs si le reste de la famille pouvait revenir. Mais les autorités de la province s'attendent à ce que ces départs soient largement compensés par de nouvelles arrivées en provenance de Mossoul: du 5 au 7 août, la province voisine de Salahaddin a déjà dû accueillir 120.000 personnes, et du 17 au 24, Kirkouk a reçu 1.500 nouveaux déplacés.

Autre point de tension entre Bagdad et Erbil: le pétrole et le paiement des exportations du territoire (notamment celui de Kirkouk). Les discussions à ce propos se poursuivent depuis des mois, donnant lieu à des déclarations alternativement positives

(annonce d'un prochain accord) et négatives (pas d'aboutissement). L'arrivée aux affaires le 16 d'un nouveau ministre du Pétrole irakien, Jabbar Al-Luaibi, a donné lieu à une flambée d'optimisme sur les possibilités d'arriver à un accord, qui reprenait l'idée d'un partage des revenus en vertu duquel le GRK recevrait 17% du budget fédéral en échange de l'exportation de 550.000 barils de pétrole par jour vers le port de Ceyhan en Turquie par l'intermédiaire du SOMO (*State Organization for Marketing Oil*, l'organisation irakienne chargée de l'exportation du pétrole). Mais en fin de mois, le 29, après une réunion entre le Premier ministre du GRK Nechirvan Barzani et le Premier ministre irakien Haider Al-Abadi, un communiqué commun déclarait que «des discussions allaient reprendre» entre les deux ministères du pétrole à propos des différends concernant l'exploitation du pétrole... Le 30, le Premier ministre irakien réitérait sa demande que le GRK exporte son pétrole seulement par l'intermédiaire de Bagdad en échange du paiement de sa part de 17% du budget fédéral, tandis que le même jour, la SOMO mettait sur «liste noire» trois tankers ayant participé à l'exportation de pétrole par le Kurdistan...

On a donc fait du sur place, à l'exception peut-être de Kirkouk: le 8, Rebwar Talabani, président du Conseil provincial de Kirkouk, annonçait que la province avait reçu du GRK depuis décembre 2015 pour son pétrole 50 millions de dollars, correspondant à 2 dollars par baril exporté. Jusqu'à fin juin, ces paiements étaient faits par le gouvernement central, mais ensuite ils étaient dûs par le GRK, en vertu d'un accord Bagdad-Erbil sur les exportations de pétrole de la province de Kirkouk par l'intermédiaire de la région du Kurdistan. Puis, en fin de mois, *Rûdaw* a annoncé un accord: 150.000 barils par jour seront exportés de Kirkouk vers Ceyhan conjointement et à parts égales par Bagdad et Erbil, les deux partenaires payant chacun la moitié des salaires du personnel et des fonctionnaires de la province.

A contrario, l'étrange nouvelle suivante a été annoncée le 13 août: l'Irak devrait rapidement installer des postes de contrôle douaniers avec le Kurdistan! Cela fait suite au refus du GRK d'entériner la «Loi d'unification douanière» qui prévoit que Bagdad contrôlera l'ensemble des postes de douane, y compris ceux situés aux frontières extérieures du GRK...

IRAN:

EXÉCUTIONS DANS LES PRISONS ET MEURTRES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ

Le 2 août, une vingtaine de prisonniers kurdes ont été exécutés par pendaison pour «terrorisme». Plusieurs organisations des droits de l'homme ont critiqué ces exécutions, accusant les autorités d'avoir fait usage d'accusations fabriquées à l'encontre de ces prisonniers politiques. Selon *Amnesty International*, avec au moins 977 personnes exécutées en 2015, l'Iran est le premier pays sur la liste mondiale des exécutions, loin devant le Pakistan

(320 exécutions) et l'Arabie Saoudite (158). D'autres sources parlent de l'exécution de 20 personnes dont 10 Kurdes accusés d'avoir attaqué les forces de sécurité.

Parmi les suppliciés, se trouve Shahram Amadi, arrêté en avril 2009 par des Gardiens de la révolution à Sanandadj, exécuté dans la prison de Rajayî Shahr. Amadi a toujours déclaré que les faits qui lui étaient reprochés résultaient d'aveux obtenus sous la torture. Sa

famille n'a pas été autorisée à le voir avant son exécution, et a été informée de sa mort sur la route de Téhéran. Amadi a été condamné à mort pour *moharabeh* – c'est-à-dire littéralement «inimitié avec Dieu» – une accusation imaginaire souvent utilisée dans le cas de prisonniers islamistes sunnites ou appartenant à des organisations laïques. Amadi a été accusé d'appartenir à un groupe djihadiste sunnite et d'avoir eu en sa possession des armes de guerre, alors qu'il a été arrêté alors qu'il était désarmé, et blessé lors de son

arrestation. Le responsable de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies a émis de sérieux doutes quant au respect des règles du droit et à la justice des procès ayant mené à ces condamnations à mort. Le 7, c'est Shahram Amîrî, un scientifique nucléaire kurde de Kermanshah, qui a été condamné à mort pour trahison au profit des États-Unis et exécuté. Puis le 9, six nouveaux prisonniers kurdes ont été exécutés, dont un prisonnier politique, Mohammed Abdolahi, arrêté en mai 2010 par la sécurité d'Urmiye et accusé d'avoir participé aux activités du parti kurde *Komala*.

Par ailleurs, le Kurdistan d'Iran (*Rojhelat*) étant particulièrement défavorisé sur le plan économique, le gouvernement central ne lui attribuant que très peu d'investissements, de nombreux Kurdes ne trouvent de travail que dans le passage illégal de la frontière avec l'Irak pour faire passer des marchandises. Ces porteurs de charges, appelés «kolbars», fréquemment très jeunes, sont depuis toujours les cibles des forces de

sécurité iraniennes, qui les considèrent comme des contrebandiers et n'hésitent pas à les abattre. Le 11 août, l'un de ces *kolbars*, âgé de 19 ans, originaire du Kurdistan d'Irak, a été blessé par des *pasdaran* (Gardiens de la révolution) à la frontière iranienne près du point de passage de Shabadin. Touché alors qu'il se trouvait du côté irakien de la frontière, le jeune homme est mort de ses blessures à l'hôpital de Sulaimaniya. Le 28, à l'initiative du *Komala*, plusieurs partis politiques kurdes d'Iran ont soumis une demande aux ministères des Affaires étrangères de plusieurs pays européens pour demander justement à ces pays de tenter d'obtenir de l'Iran l'arrêt des abus contre les *kolbars*, ainsi qu'une répartition plus juste des investissements entre provinces iraniennes. La demande faisait référence à l'article 48 de la Constitution iranienne, qui stipule qu'il ne doit pas y avoir de discrimination entre les différentes provinces concernant l'exploitation des ressources naturelles, l'utilisation des fonds publics, et la distribution des activités économiques

entre les différentes provinces et régions du pays, afin de permettre à chaque région d'accéder au capital et aux services qui lui sont nécessaires en rapport à ses besoins et à sa croissance». Les peuples non persans de l'Iran, qui forment la majorité de la population du pays, se plaignent depuis longtemps d'être économiquement discriminés par le gouvernement central en raison de leur identité ethno-linguistique ou religieuse (sunnite).

Enfin, le 11, l'Iran a de nouveau pilonné avec son artillerie certains villages du Kurdistan d'Irak proches de la frontière, près de Sidakan, dans le district de Soran, au NE d'Erbil, obligeant à évacuer certains résidents, tandis que des hélicoptères militaires iraniens ont également survolé la zone. Des bombardements avaient déjà eu lieu le 26 juin, toujours pour le même motif selon l'Iran: bombarder des bases du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), qui a annoncé en mai dernier la reprise de la lutte armée contre le régime.

DOHOUK: UN JOURNALISTE KURDE RETROUVÉ MORT

Le journaliste kurde Wedat Hussein Ali, 28 ans, travaillant pour l'agence de presse *Roj*, proche du PKK, enlevé à Dohouk, a ensuite été retrouvé mort le 13 sur la route Dohouk-Semel, son corps portant des traces de torture. L'agence *Roj* a souligné que le journaliste avait été arrêté à plusieurs reprises par la sécurité locale, dépendant du PDK. A Erbil, le groupe PDK au Parlement kurde a demandé une enquête, qualifiant ce meurtre de «dangereux». La famille de Wedat a le 15 accusé du meurtre les forces de sécurité de la

ville, qui ont déclaré être au contraire très préoccupées de l'événement. La Commission Indépendante pour les droits de l'homme de la Région du Kurdistan a dénoncé le kidnapping et le meurtre du jeune journaliste et demandé une enquête approfondie, tandis que le consulat britannique au Kurdistan faisait le même jour une demande identique. Le porte-parole de la Présidence de la Région, Omed Sabah, a indiqué que le Président avait appelé la famille du journaliste pour exprimer ses condoléances et avait ordonné une enquête. Le 16, le

vice-représentant spécial des Nations-Unies en Irak, Gyorgy Busztin, a condamné le meurtre en termes sévères et a appelé le GRK à mettre en œuvre des mesures d'urgence pour assurer la sécurité de tous les journalistes et professionnels des médias. Des manifestations ont eu lieu à Erbil en protestation contre ce meurtre. L'organisation Reporters sans frontières a également condamné le meurtre le 17, de même que la Fédération internationale des journalistes, basée à Bruxelles. Le 25, HRW a demandé une enquête complète sur cette mort.

Pas de trêve ni de négociations en vue entre le PKK et l'Etat turc

Malgré la condamnation immédiate de la tentative de putsch par le HDP, le parti prokurde, les affrontements se poursuivent au Kurdistan

ISTANBUL - correspondante

Cinq policiers des forces spéciales ont été tués, lundi 1^{er} août à Bingol, dans l'est de la Turquie, par l'explosion d'une charge placée sur le trajet de leur véhicule. Les jours précédents, douze soldats avaient trouvé la mort dans la province de Hakkari (sud-est) et à Ordu, une ville du littoral de la mer Noire (nord), dans des attaques attribuées à la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie). Confronté à l'échec de sa «guérilla urbaine», quand ses militants armés ont déclaré «l'autonomie» au cœur des villes kurdes du sud-est à l'automne 2015, au prix de lourdes pertes (5 000 rebelles tués), le PKK poursuit sa guerre de harcèlement contre les forces turques.

L'attaque survenue dimanche à Ordu, une région où le PKK est peu présent, a causé la mort de trois soldats. Elle a été revendiquée par le Front populaire révolutionnaire uni, une association formée par le PKK et huit groupuscules extrémistes. Fondée en avril, elle est dirigée par Duran Kalkan, une figure du PKK. Ce groupuscule n'a aucun soutien – pas plus que le PKK – auprès de la population de la mer Noire. Les assaillants ont donc rapidement été encerclés par les forces spéciales non loin de Mesudiye, où l'acroschage avec l'armée avait eu lieu. Une battue a été organisée, à laquelle se sont joints les villageois de Mesudiye, armés de leurs fusils de chasse.

Troisième force du Parlement

Les attaques de la rébellion kurde avaient pourtant faibli en inten-

sité immédiatement après la tentative de putsch du 15 juillet, à laquelle ont participé des officiers de haut rang chargés des opérations antiterroristes contre le PKK, ranimant l'espoir d'un retour aux pourparlers de paix entre Ankara et le PKK, interrompus à l'été 2015. Les chasseurs bombardiers des putschistes ont décollé le 15 juillet de la base de Diyarbakir, la grande ville du Kurdistan de Turquie, pour bombarder le Parlement à Ankara. Le commandant de la 2^e armée, Adem Huduti, chargé de la protection de la frontière avec la Syrie et l'Irak, faisait partie des conjurés, il a été arrêté.

Nombreux sont les Kurdes qui, sur les réseaux sociaux, se sont réjouis de cette arrestation. «Il paye ce qu'il a fait à Cizre», disaient les commentateurs. Ville du Kurdistan de Turquie, Cizre a été détruite par les combats entre les rebelles kurdes et les forces turques à l'hiver 2015-2016, des dizaines de militaires et de civils ont perdu la vie.

Après l'échec de la tentative de putsch, l'idée d'une reprise des pourparlers entre le PKK et le gouvernement islamo-conservateur a commencé à germer. Il faut dire qu'aux premières heures du soulèvement, le Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde), troisième force du Parlement turc, s'est rangé aux côtés de Recep Tayyip Erdogan, le président élu, contre les putschistes. Les Kurdes n'avaient aucun intérêt à soutenir l'avènement d'une junte militaire en Turquie, dont, tôt ou tard, ils auraient fait les frais. «Nous sommes heureux que le putsch n'ait pas réussi», a déclaré Selahattin Demirtas, le président du HDP (la vitrine politique du PKK), lors d'une rencontre

«Lorsque la nouvelle du putsch m'est parvenue, j'ai pensé que je serais arrêté au petit matin»

SELAHATTIN DEMIRTAS
président du HDP

avec la presse étrangère à Istanbul, le 29 juillet.

M. Demirtas était à Diyarbakir, chez lui, avec sa femme et ses enfants dans la nuit du 15 au 16 juillet : «Lorsque la nouvelle du putsch m'est parvenue, j'ai pensé que je serais probablement arrêté au petit matin.» Très vite, il a joint sa voix à celle des deux autres partis d'opposition pour condamner la tentative de renversement du pouvoir islamo-conservateur, avec lequel les relations sont pourtant tendues depuis la rupture des pourparlers de paix turco-kurdes, en juillet 2015.

Pour autant, le président Erdogan ne semble guère décidé à renouer avec le parti prokurde. Après les événements du 15 juillet, les leaders de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu, le secrétaire général du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche), et Devlet Bahçeli, le chef du Parti de l'action nationaliste (MHP, extrême droite) ont été reçus au palais par le président. Selahattin Demirtas, lui, n'a pas été convié.

Le CHP et le MHP ont par ailleurs été invités à se joindre au grand rassemblement prévu le 7 août à Yenikapi pour célébrer le triomphe

de M. Erdogan, mais pas le HDP. En revanche, le parti prokurde a été encouragé à participer aux débats qui vont bientôt s'ouvrir sur l'adoption d'une nouvelle Constitution, taillée à la mesure des aspirations absolutistes de M. Erdogan. «Le gouvernement a dit que nous serions invités à participer aux débats, mais pour l'instant, nous n'avons rien reçu de concret.»

Les pourparlers de paix pourraient-ils reprendre? «Il n'y aura pas de retour à la table de négociations dans l'immédiat. Nous n'avons reçu aucun message du gouvernement à ce sujet», explique le leader kurde. Et si les autorités voulaient vraiment renouer avec le processus de paix, «il leur faudrait faire cesser l'isolement d'Abdullah Öcalan».

Incarcé à vie sur l'îlot d'Imrali en mer de Marmara, Öcalan, le fondateur du PKK, est privé de visites depuis plus d'un an. «Si le gouvernement avait vraiment à cœur de démocratiser le pays, la première chose à faire serait de trouver une solution au problème kurde.»

Bien qu'ayant pris fait et cause pour le président légitime, M. Demirtas reste critique de sa politique. Il est convaincu, par exemple, que la tentative de coup d'État n'est pas à mettre au seul compte du prédicateur musulman Fethullah Gülen, désigné par Ankara comme le cerveau de la conjuration. «Il n'y avait pas que des gülenistes parmi les putschistes, il y avait aussi des factions mécontentes de la politique du gouvernement.» Quant aux gülenistes, «ils ne sont pas arrivés là par hasard. Ils ont joué pendant des années du soutien d'Erdogan et de son parti, qui leur ont ouvert toutes grandes les portes des institutions». ■

MARIE JÉGO

AFP

Turquie: cinq policiers tués dans une attaque du PKK

Istanbul, 1 août 2016 (AFP)

CINQ POLICIERS TURCS ont été tués lundi dans l'est du pays dans un attentat à la bombe attribué à la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé un responsable local.

Les policiers des forces spéciales ont été tués par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule, à Bingol (est), a précisé le gouverneur de la province Yavuz Selim Köşger.

Entre vendredi et dimanche, 12 soldats turcs avaient été tués dans des combats avec le PKK dans la province de Hakkari (sud-est) et à Ordu, une ville des bords de la mer Noire (nord-est).

Les attaques contre l'armée se sont multipliées depuis la fin en juillet 2015 du cessez-le-feu, qui avait tenu pendant deux ans et demi dans le sud-est à majorité kurde. Ces attaques ont fait depuis lors des centaines de morts du côté des forces de sécurité.

Ces derniers mois, le gouvernement a mené des opérations militaires contre le PKK pour déloger les combattants kurdes des zones urbaines. Selon des militaires, des civils sont aussi touchés par la reprise du conflit.

Depuis le début du soulèvement du PKK en 1984, près de 40.000 personnes ont été tuées dans les combats. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne. ●

Turkey's fractured state

Halil M. Karaveli

GOTHENBURG, SWEDEN The Turkish military is known to be a stronghold of Kemalism, the secularist and nationalist ideology of the founder of Turkey, Mustafa Kemal Atatürk. So when the Islamic conservative Justice and Development Party, known as the A.K.P., came to power in 2002, many then feared that the military would stage a coup in the name of Kemalism.

Yet when a coup in Turkey did finally materialize, on July 15, it wasn't Kemalists who were blamed, but the Gulenists, members of an Islamic fraternity led by the cleric Fethullah Gulen, who has lived in exile in the United States since 1999. President Recep Tayyip Erdogan, echoed by the Turkish military's general staff, claimed that what they call the "Fethullah Gulen terrorist organization" was behind the failed ouster.

In the wake of the coup, the Turkish government has arrested scores of military officers, hundreds of other military personnel have been dismissed, and thousands of officials have been purged from the state bureaucracy. Not all of these people are necessarily connected with the Hizmet movement, the official name of the Gulen fraternity that means "service" in Turkish.

Yet the notion that a Gulenist faction within the military was behind the coup plot is not so far-fetched. This attempted putsch occurred in the context of entrenched Gulenist influence within Turkey's institutions of state and a yearslong power struggle between Mr. Erdogan and Gulen loyalists, who were once the president's political ally.

This was one reason the coup failed, for the Kemalist majority in the military, including its high command, did not join the attempt. Instead, they moved to crush what the chief of the general staff called a "crazy" attempt instigated by Gulenists.

Officially, the Hizmet movement is committed to values of religious moderation and interfaith dialogue; it promotes education and science through its extensive network of schools, both internationally and — until now — in Turkey. Yet Gulenists also belong to a secretive network that has ruthlessly sought to

The coup attempt brought the Erdogan-Gulen conflict into the open. Can the damage be repaired?

and the Gulenists were allies. The Gulenists provided the governing party with the educated cadres that it lacked, and their followers in the police and the judiciary played a crucial role in orchestrating the trials that sent droves of military officers to prison in the early years of A.K.P. ascendancy. Once this common enemy, the Kemalist state establishment, was defeated, though, the Gulen movement and the A.K.P. turned on each other.

Having helped Mr. Erdogan lay the foundation for an authoritarian Islamic-oriented government, the Gulenist faction within the state started a struggle against its former ally. The first sign of this internecine conflict showed in 2012, when an attempt was made to arrest the chief of the national intelligence service, a close confidant of Mr. Erdogan's. The then-prime minister made a thinly veiled countermove in the power struggle by announcing his intention to close down dozens of private prep schools in Turkey, many of which were Gulenist. That step precipitated a further round of retaliation from the Gulenists in 2013, when the judiciary began an investigation into government corruption.

Mr. Erdogan responded by purging Gulen supporters from the police and the judiciary. He even turned to the military as a new ally, releasing in 2014 all the imprisoned Kemalist officers, who had been accused of coup plotting. The former chief of the general staff, Gen. Ilker Basbug, has claimed that he and his colleagues had been the victims of a conspiracy mounted by the Gulen movement. Mr. Erdogan endorsed this charge, saying that he had been misled by the Gulenists who, he said, had fooled him with evidence against the military officers that turned out to be fabricated. It is likely that this disinformation helped Gulen loyalists to ad-

vance up the military hierarchy after the imprisonment of the Kemalist old guard.

In the past, the Turkish military was vigilant about possible infiltration by members of Islamic fraternities. But starting in 2003, the A.K.P. government regularly blocked the military command's requests to discharge officers suspected of Islamist ties.

That changed after the A.K.P.-Gulenist alliance broke up. Then, it was the government insisting on a purge, with the general staff resisting because the clear-out of Kemalist officers had been so demoralizing for the armed forces. This resistance finally crumbled. Days before the coup attempt, it became clear that the judiciary was about to indict 1,000 officers accused of being Gulenists, and that the military leadership would accede to Mr. Erdogan's purge.

The Turkish government may nonetheless struggle to present incontrovertible evidence identifying that a faction loyal to Mr. Gulen was behind the failed ouster. It is even less likely to be able to prove that the cleric himself was involved in the plot.

What is beyond doubt, though, is that Gulen sympathizers in government institutions and the military are responsible — along with President Erdogan himself — for turning the Turkish state into a war zone. The armed forces were always a pillar of the Turkish state; now they have been torn apart by factional fighting.

This institutional implosion will continue and expand with the mass purges of Gulenists, which will inevitably sweep up others who have nothing to do with the fraternity. For Mr. Erdogan, seizing on this moment to reassert control, these purges may not ultimately rescue him. The breakdown of authority, discipline and cohesion in the Turkish state has gone alarmingly far. Despite its failure, this coup attempt sets a dangerous precedent.

This institutional implosion will continue and expand with the mass purges of Gulenists, which will inevitably sweep up others who have nothing to do with the fraternity. For Mr. Erdogan, seizing on this moment to reassert control, these purges may not ultimately rescue him. The breakdown of authority, discipline and cohesion in the Turkish state has gone alarmingly far. Despite its failure, this coup attempt sets a dangerous precedent.

This institutional implosion will continue and expand with the mass purges of Gulenists, which will inevitably sweep up others who have nothing to do with the fraternity. For Mr. Erdogan, seizing on this moment to reassert control, these purges may not ultimately rescue him. The breakdown of authority, discipline and cohesion in the Turkish state has gone alarmingly far. Despite its failure, this coup attempt sets a dangerous precedent.

HALIL M. KARAVELI is a senior fellow at the Central Asia-Caucasus Institute and the Silk Road Studies Program.

The case for (finally) bombing Assad

Dennis B. Ross
Andrew J. Tabler

WASHINGTON The Obama administration wants to reduce the violence and suffering in Syria and, at the same time, quash jihadist groups there. This is why the White House is now pushing a plan for the United States to cooperate with the Russian military in Syria, sharing intelligence and coordinating airstrikes against the Islamic State and the Qaeda-affiliated Nusra Front. In return, Russia would force the government of Syria's president, Bashar al-Assad, to stop using barrel bombs and air attacks in areas in which neither extremist group is present.

Wiping out terrorist groups in Syria is an important goal and, after years of death and destruction, any agreement among the country's warring parties or their patrons may seem welcome. But the Obama administration's plan, opposed by many within the C.I.A., the State Department and the Pentagon, is flawed. Not only would it cement the Assad government's siege of the opposition-held city Aleppo, it would push terrorist groups and refugees into neighboring Turkey. Instead, the United States must use this opportunity to take a harder line against Mr. Assad and his allies.

Secretary of State John Kerry hopes that this understanding with Russia

will help lead to progress on other issues, including restoring the "cessation of hostilities," a partial truce that began in February and broke down in May, and returning to negotiations on a political transition. These are reasonable goals, which are also embodied in a United Nations Security Council resolution adopted last December.

But a leaked text of the proposed agreement with Russia shows that it is riddled with dangerous loopholes. American and Russian representatives are now delineating areas where the Nusra Front is "concentrated" or "significant" and areas where other opposition groups dominate but "some possible Nusra presence" exists. This will still allow Mr. Assad and his Iranian and Russian backers to attack the non-Nusra opposition in those areas, as well as solidify the Syrian government's hold on power.

More worrying is that the Assad government lacks the manpower to hold rural Sunni areas and so will rely on Hezbollah and other Shiite militias to do so. These brutal sectarian groups will most likely force the Nusra Front and other Sunni rebels to decamp to Turkey, bringing them, and the threat of militant violence, closer to the West. The fighting will similarly displace Sunni civilians, leading more of them to try to make their way to Europe.

The administration's initiative with Russia is driven by either hope or desperation, but surely not by experience. During the partial truce, Russia took advantage of similar loopholes that permitted it and the Assad government to

keep fighting the non-Nusra and non-Islamic State opposition. Such violations have allowed Mr. Assad and his allies to gain territory and besiege Aleppo.

The Obama administration appears to believe that President Vladimir V. Putin is looking for a way to limit Russia's involvement in the Syrian civil war. We doubt it. Mr. Putin is more interested in demonstrating that Russia

The White House is pursuing a deal with Russia that will only help Bashar al-Assad hold on to power. It's time for a change.

and its friends are winning in Syria and the United States is losing. He will not alter his approach unless he becomes convinced that it has grown too expensive. Instead, because Mr. Putin knows the United States will not take action to punish Russia for its support for the Assad government, he and Mr. Assad

probably treat the emerging agreement no differently from the previous ones.

There is an alternative: Punish the Syrian government for violating the truce by using drones and cruise missiles to hit the Syrian military's airfields, bases and artillery positions where no Russian troops are present.

Opponents of these kinds of limited strikes say they would prompt Russia to escalate the conflict and suck the United States deeper into Syria. But these strikes would be conducted only if the Assad government was found to be violating the very truce that Russia says it is committed to. Notifying Russia that this will be the response could deter such violations of the truce and the proposed military agreement with Moscow. In any case, it would signal to Mr. Putin that his Syrian ally would pay a price if it did not maintain its side of the deal.

If Russia does want to limit its involvement in Syria, the threat of limited strikes should persuade it to make Mr. Assad behave. Conversely, if the skeptics are right that Mr. Putin will get serious about a political solution only if he sees the costs of backing Syria's government increasing, the threat of such strikes is probably the only way to start a political process to end the war.

Mr. Obama and Mr. Kerry have long said there is no military solution to the Syrian conflict. Unfortunately, Russia and Iran seem to think there is — or at least that no acceptable political outcome is possible without diminishing the rebels and strengthening the Syrian government. It is time for the United States to speak the language that Mr. Assad and Mr. Putin understand.

DENNIS B. ROSS, a former senior Middle East adviser to President Obama, and **ANDREW J. TABLER**, the author, most recently, of "In the Lion's Den: An Eyewitness Account of Washington's Battle with Syria," are fellows at the Washington Institute for Near East Policy.



Damage last month in Aleppo, Syria, from Syrian and Russian warplanes. Secretary of State John Kerry hopes that an understanding with Russia will help restore the "cessation of hostilities."

TURKEY'S NEW ANTI-AMERICANISM

The wild charges of U.S. involvement in the failed coup, combined with

the scope of the purge, are a threat to relations with the West.

Shaken by a failed coup attempt, Turkey's government and many of its citizens are desperate for someone to blame. Instead of undertaking a thorough investigation of the facts, though, they have accused the United States of complicity in the insurrection. This has ignited a new wave of anti-Americanism that, combined with a sweeping government crackdown against enemies real and imagined, poses a serious risk to NATO, relations with the United States and Turkey's long-term stability.

The main culprit behind the July 15 coup, according to President Recep Tayyip Erdogan and other Turkish leaders, is Fethullah Gulen, a Muslim cleric who has lived in self-imposed exile in Pennsylvania since 1999 and has denied any involvement in the attempted overthrow. But the pro-government press, political leaders and ordinary citizens across all segments of society are also pointing fingers at Washington, which has denied any involvement.

When Gen. Joseph Votel, the top American commander in the Middle East, told a security conference last week of his concerns about the effect of the purge on Turkish officers, including some who worked with the Americans and are now jailed, Mr. Erdogan faulted him for taking "the side of the coup plotters." On Tuesday, Mr. Erdogan kept at it, giving a speech in which he said that in standing by the putschists, the West supported "terrorism."

Meanwhile, the pro-government newspaper *Yeni Safak* accused the C.I.A.; Gen. John Campbell of the Army, formerly a NATO commander in Afghanistan; and Henri Barkey, who runs the Middle East program at the Woodrow Wilson Center, of being behind the insurrection. The evidence against Mr. Barkey? When the coup erupted, he was on an island near Istanbul holding a workshop for academics. The paper called it a "secret meeting" and said he made several telephone calls; hardly a suspicious activity. It also ran a headline claiming the United States had tried to assassinate Mr. Erdogan that night.

It makes no sense that the United States would seek to destabilize a NATO ally whose cooperation is crucial to alliance security as well as to the fight against the Islamic State, especially when much of the region is in chaos.

While it is understandable that the Turks are rattled by the coup attempt, in which Mr. Erdogan said 237 people died, they are playing a duplicitous and cynical game. Mr. Erdogan has faulted Western nations for not condemning

the coup firmly enough, but his real beef seems to be that they have expressed alarm over his use of the crisis to purge some 66,000 people from the military, government ministries, schools and universities. That is far more than could possibly be justified, and so sweeping as to radically upend the character and competency of those institutions.

American officials assume, with good reason, that Mr. Erdogan is ratcheting up his criticism to press Washington to comply with his demand that Mr. Gulen, a former ally who broke with him a few years ago, be extradited to Turkey. Turkey has given the administration documents but no formal legal request for extradition, and so far the Americans see no evidence that Mr. Gulen was culpable.

The Turks need to be reminded that Mr. Gulen has a legal right to be in the United States, and that the Justice Department would have to go through a rigorous process before deciding whether he could be handed over, especially to a country where due process is increasingly unlikely, and torture is reportedly used against detainees.

Turkey's real job is to get to the bottom of who orchestrated the coup and why. But that requires setting aside conspiracy theories in favor of unbiased fact-gathering.

The expectation in Washington is that tensions over Mr. Gulen will worsen, and could draw Turkey closer to Russia. Still, American officials say the Turks have given private assurances, including to Gen. Joseph Dunford Jr., the chairman of the Joint Chiefs of Staff, when he visited Ankara on Monday, that they will continue to cooperate in the fight against ISIS. So far the assurances are holding.

Over the long term, the United States and NATO have a more profound problem on their hands: What to do with a vital ally that is veering far from democratic norms? American officials say they have begun to study options, including whether NATO might one day have to decide on some kind of consequences, so far unspecified, for antidemocratic behavior.

Even the mention of possible action by NATO would be likely to infuriate Mr. Erdogan. But it is hard to see how Turkey can be a trusted ally if it embraces principles and practices so at odds with the West, or how the country can ensure its own continued development and security without NATO as an anchor.

Erdogan : « Les Occidentaux ont laissé les Turcs seuls »

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, rejette les critiques sur l'ampleur des purges en cours en Turquie depuis la tentative de coup d'Etat dans la nuit du 15 au 16 juillet. Il menace de rompre les accords migratoires signés avec l'Union européenne

► Le chef de l'Etat turc a accordé au « Monde » son premier entretien à la presse occidentale depuis la tentative de putsch

► Recep Tayyip Erdogan reproche à ses alliés européens et américain de l'avoir laissé seul pendant la crise

► Il juge que l'Europe ne se comporte pas « de façon sincère » et ne cherche qu'à contenir les réfugiés en Turquie



A Istanbul, le 6 août.
LAURENT VAN DER STOCKT
POUR « LE MONDE »

ENTRETIEN

ISTANBUL - envoyés spéciaux

Trois semaines après la tentative de putsch qui a ébranlé la Turquie dans la nuit du 15 au 16 juillet, le président Recep Tayyip Erdogan a reçu *Le Monde*, samedi 6 août, à Istanbul, pour lui accorder son premier entretien à la presse occidentale depuis ces événements. Le chef de l'Etat turc, en butte à de virulentes critiques en Occident sur l'ampleur des purges post-coup d'Etat, reproche à ses partenaires, européens comme américains, leur manque d'« empathie » et de soutien. Alors qu'il doit rencontrer son homologue russe, Vladimir Poutine, mardi, à Saint-Petersbourg, M. Erdogan dessine les contours d'une probable rupture avec l'Union européenne (UE) sur la question migratoire ainsi que sur les droits de l'homme.

Vous avez déclaré que les Occidentaux avaient « pris le parti des putschistes et des terroristes ». Qu'est-ce que vous leur reprochez ?

Pendant la tentative de putsch, une partie des leaders du monde occidental m'ont appelé au téléphone. Cela n'était pas suffisant. Nous n'étions pas face à une attaque terroriste ordinaire. Nous comptons 240 martyrs et 2200 blessés. Le monde entier avait réagi à l'attaque contre *Charlie Hebdo*. Notre premier ministre s'était joint à la marche dans les rues de Paris. J'aurais souhaité que les leaders du monde occidental réagissent également à ce qui s'est passé en Turquie et qu'ils ne se contentent pas de quelques clichés pour condamner [la tentative de putsch]. Ou alors, j'aurais voulu qu'ils viennent ici en Turquie.

Le monde occidental a été en contradiction avec les valeurs qu'il défend. Il doit être solidaire de la Turquie, qui s'est approprié ses valeurs démocratiques. Malheureusement, il a préféré laisser les Turcs seuls. Les Occidentaux ne devraient pas se soucier du nombre de personnes arrêtées ou limogées. Un Etat a le droit de recruter et de licencier les fonctionnaires qu'il souhaite, la Turquie n'a jamais posé ce type de question à ses partenaires occidentaux. C'est à nous de savoir qui nous gardons, qui nous limogéons. Cha-

cun doit savoir quelle est sa place. Nous sommes en train de lutter contre une tentative de putsch, contre des terroristes. Le monde occidental doit comprendre ce à quoi nous faisons face.

Quand M. Poutine m'a appelé pour me présenter ses condoléances, il ne m'a pas critiqué sur le nombre de militaires ou de fonctionnaires limogés. Alors que tous les Européens m'ont demandé : pourquoi tant de militaires sont en détention, pourquoi tant de fonctionnaires ont été démis ? Il faut voir sur le terrain les événements que nous avons vécus avant de porter un jugement : le Parlement et les services de renseignement ont été bombardés. Même le complexe présidentiel a été visé par des avions de chasse ; six martyrs y ont perdu la vie. Au lieu de faire preuve d'empathie, les dirigeants occidentaux ont eu la réaction opposée. Cela nous attriste, c'est inacceptable.

Envisagez-vous de reconsidérer vos relations avec les Occidentaux, qu'il s'agisse de l'UE, de l'OTAN ou des Etats-Unis ?

C'est aux membres de l'UE d'essayer de corriger leurs relations avec la Turquie. Cela fait cinquante-trois ans que nous sommes aux portes de l'Europe. L'UE est la seule responsable et coupable. Personne d'autre que la Turquie n'a été traité de cette manière. Lorsque j'ai participé à mon premier sommet européen, il n'y avait que quinze Etats membres. L'UE a eu une attitude partielle en ouvrant des chapitres [en vue de l'adhésion de la Turquie à l'UE] sans que les négociations n'aboutissent jamais.

L'Union européenne ne se comporte pas de façon sincère avec la Turquie. Nous accueillons actuellement 3 millions de réfugiés alors que la seule préoccupation de l'UE est qu'ils n'arrivent pas sur son territoire. On nous a proposé d'accepter les réadmissions [de migrants venant de Turquie] en échange d'une exemption de visa pour les citoyens turcs. L'accord de réadmission et l'exemption de visas devaient entrer en vigueur simultanément le 1^{er} juin. Nous sommes aujourd'hui en août et il n'y a toujours pas d'exemption de visas. Si nos demandes ne sont pas satisfaites, les réadmissions ne seront plus possibles.

Et les Etats-Unis ?

Le chef de l'organisation terroriste [accusée d'avoir fomenté la tentative de putsch du 15 juillet] réside aux Etats-Unis depuis 1999.

J'ai demandé à Obama l'extradition de [Fethullah] Gülen. Il m'a demandé des documents, des preuves. Je lui ai fait remarquer que lorsque les Etats-Unis demandaient l'extradition de terroristes, on ne leur demandait rien, on extradait. En vertu de notre partenariat stratégique, les Etats-Unis doivent extraditer cette personne, puisque la Turquie a déjà extradé une dizaine de terroristes vers les Etats-Unis. Nous avons envoyé 85 caisses de documents aux Etats-Unis. J'espère désormais que Gülen sera remis au plus vite à la Turquie et qu'ainsi, le sentiment anti-américain en Turquie se dissipera.

Le 24 août, [le chef de la diplomatie américaine, John] Kerry va effectuer une visite en Turquie. C'est tard, trop tard. Cela nous attriste. Qu'est-ce qu'il faut de plus aux Américains? Leur allié stratégique fait face à une tentative de putsch et ils attendent quarante-cinq jours pour lui rendre visite. Cela nous heurte. Lorsque le World Trade Center a été frappé [le 11 septembre 2001], j'avais réagi tout de suite: j'avais condamné ces attaques, que j'avais qualifiées de crime terroriste. J'eus espéré que les responsables américains aient des paroles plus fortes et viennent en Turquie plus tôt. Malheureusement, cela ne s'est pas passé comme ça.

Quel est votre projet de civilisation pour la Turquie: le modèle européen ou celui du monde arabo-musulman?

La Turquie fait partie du monde moderne, et la civilisation turque s'adresse au monde entier. Au sein des Nations unies, nous avons mis en place l'alliance des civilisations, qui compte 146 pays membres, parce que nous refusons la thèse de Samuel Huntington, qui parle de clash des civilisations. Notre projet n'est pas partiel ou local.

Le 9 août, vous allez rencontrer Vladimir Poutine à Saint-Petersbourg. Vous sentez-vous plus proche de lui que des Occidentaux?

A vos yeux, M. Poutine est oriental? La Fédération de Russie est un pays à la fois européen et asiatique, c'est ainsi qu'il faut voir les choses. Le monde occidental a essayé de l'exclure, pas nous. Nous avons eu cet incident de l'avion russe [la destruction d'un avion russe par deux chasseurs turcs à la frontière turco-syrienne, le 24 novembre 2015] mais cette visite du 9 août avait été planifiée bien avant la tentative de coup d'Etat. Cette rencontre marquera une nouvelle étape dans nos relations.

Le rapprochement avec la Russie pourrait-il modifier votre position vis-à-vis du régime syrien de Bachar Al-Assad?

Résoudre le problème de la Syrie suppose la mobilisation des acteurs les plus importants: la Russie, la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Etats-Unis. Nous avons toujours proposé de trouver une solution au conflit, ensemble et au plus vite. Seulement, cette solution ne peut être trouvée tant que Bachar Al-Assad reste au pouvoir. Il faut qu'il parte. Dès lors, nous pourrions nous entendre sur un nom acceptable pour tous, et si des élections sont organisées sans sa participation, une transition sera possible. Nous

avons déjà eu des préparatifs en vue d'une telle solution.

Six cent mille personnes ont été tuées jusqu'à présent en Syrie. Qui en est le responsable? Assad. Le responsable de la mort de 600 000 de ses citoyens ne devrait pas bénéficier de notre soutien. Pourtant, certains le soutiennent. Si nous croyons en la démocratie, nous ne devons pas jouer à ce jeu. Nous devons aller vers autre chose. Et je crois que le monde occidental – qui essaie de nous donner des leçons sur cette question –, que ce soit l'Allemagne, la France ou le Royaume-Uni, tous ensemble, bien sûr avec la Russie qui est un acteur important, nous devons tous nous réunir autour d'une table et nous demander pourquoi 600 000 personnes ont été tuées. C'est ça qui me fait mal.

Le fait que tous ces Syriens aient été massacrés devrait nous inciter à ne pas soutenir Assad. N'y a-t-il personne d'autre capable de gouverner ce pays? On nous dit que si Assad s'en va, on aura Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique]. Rien de tel n'aura lieu. Nous pouvons tous ensemble lutter contre ce régime tout comme nous luttons contre Daech. Il est de notre devoir de donner au peuple syrien la possibilité d'élire la personne de son choix, c'est la seule solution. Nous ne pouvons pas déclarer que nous ne faisons pas confiance au peuple syrien et laisser d'autres personnes décider du destin de ce pays.

La reprise d'Alep par le régime syrien est-elle une ligne rouge pour la Turquie?

Actuellement en Syrie, il y a différentes situations. L'opposition est en passe de récupérer des positions du régime syrien. Ce processus est très difficile. Si Alep tombe [aux mains du régime], cela posera un gros problème à la Turquie. Parce que les personnes qui fuient la Syrie font forcément route vers notre pays. Nombreux sont les habitants des villes turques proches de la frontière, comme Gaziantep et Kilis, par exemple, qui ont de la famille à Alep. Nous n'avons jamais dit que notre porte serait fermée.

S'il y a un nouvel afflux de réfugiés, nous les accueillerons. Nous n'avons pas la même approche que les Européens dans ce domaine. Nous savons que ces gens fuient les bombes, notre sentiment humaniste et aussi notre croyance religieuse nous commandent de ne pas leur fermer la porte. Nous avons déjà accueilli 3 millions de réfugiés, tant pis, nous en accueillerons 1 million de plus. Nous avons également accueilli des réfugiés venus d'Irak: yézidis, musulmans, chrétiens, nous avons accueilli tout le monde, sans distinction. Jusqu'ici, l'aide consacrée aux réfugiés se monte à environ 13 milliards de dollars [11,7 milliards d'euros], 20 milliards si l'on compte les aides prodiguées par les ONG. Et puis nous avons des projets. Nos frères syriens réfugiés pourront obtenir la nationalité turque, nous y travaillons.

Vous avez été le premier dirigeant turc à engager des négociations de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ces pourparlers ont-ils une chance de re-

démarrer un jour?

Je veux corriger ce point: je n'ai jamais commencé de négociations de paix avec le PKK. Ce sont les services de renseignements turcs qui ont rencontré [le leader historique du PKK condamné à la prison à vie, Abdullah] Öcalan. Jamais, ni comme premier ministre ni depuis que je suis président, je n'ai rencontré des terroristes. Un Etat ne peut pas négocier avec le terrorisme. Il y a eu trop de martyrs tombés dans ce combat contre le PKK. Il ne s'agit pas de se venger, mais de rendre justice. L'Etat, avec toutes ses institutions, continuera la lutte sur tous les plans, y compris celui du développement. Les territoires occupés par l'organisation terroriste n'ont pas bénéficié d'investissements pendant des années. Les entrepreneurs privés et publics ne voulaient pas venir dans ces régions à cause des risques sécuritaires. Il y a eu des bombardements, des destructions. Maintenant, les choses s'améliorent. Nous avons des projets de transformation urbaine pour des villes de cette région. Il y aura une reconstruction, et les gens qui ont dû fuir les combats pourront commencer à revenir dans des maisons modernes, avec des écoles et des lieux de culte modernes.

L'opposition s'est rangée derrière vous contre les putschistes, et ses représentants ont été invités au grand meeting de dimanche 7 août. Mais le parti prokurde HDP, le Parti démocratique des peuples, semble exclu de ce consensus, bien qu'il ait aussi condamné la tentative de coup d'Etat. Pourquoi?

Ce parti soutient les terroristes et est soutenu par une organisation terroriste, le PKK. En outre, ce parti n'est pas le parti des Kurdes, comme il le prétend. La force politique qui rassemble le plus grand nombre de voix de citoyens d'origine kurde est le parti que j'ai fondé, l'AKP [Parti de la justice et du développement]. Il y a un malentendu qu'il faut corriger. Il y a certes des citoyens kurdes qui soutiennent le HDP, mais c'est souvent sous la menace, parce qu'ils y sont forcés par les terroristes. Lorsque l'organisation terroriste disparaîtra, ce parti disparaîtra aussi. Il s'est affaibli entre les élections de juin 2015 et celles de novembre, car le peuple a vu la réalité. Des municipalités gérées par le HDP dans le sud-est avaient creusé des tranchées. Ce n'était pas pour installer des canalisations d'eau ou de gaz, mais pour empêcher les forces de sécurité d'opérer. En tant que président de la République de Turquie, je ne pouvais inviter le chef d'un tel parti, soutenu par une organisation terroriste, à un rassemblement pour la démocratie et les martyrs. Les dirigeants du HDP peuvent s'exprimer au Parlement comme ils le veulent, mais nous ne voulons pas nous retrouver avec eux à la tribune. Si on les avait conviés, le peuple ne l'aurait pas supporté et il risquait de les lyncher. Nous ne voulons pas provoquer notre nation; nous voulons l'unifier pour un avenir meilleur. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR

CHRISTOPHE AYAD,
MARIE JÉGO ET MARC SEMO

Success in Syria gives Putin an edge in proxy war against U.S.

WASHINGTON

By bludgeoning rebels, Russia gets upper hand in proxy war against U.S.

BY MARK MAZZETTI,
ANNE BARNARD
AND ERIC SCHMITT

The Syrian military was foundering last year, with thousands of rebel fighters pushing into areas long considered to be government strongholds. The rebel offensive was aided by tank-destroying missiles supplied by the Central Intelligence Agency and Saudi Arabia.

Intelligence assessments circulated in Washington that the Syrian president, Bashar al-Assad, was losing his grip on power. But then the Russians arrived, bludgeoning C.I.A.-backed rebel forces with an air campaign that has sent them into retreat. And now rebel commanders, clinging to besieged neighborhoods in the divided city of Aleppo, say their shipments of C.I.A.-provided antitank missiles are drying up.

For the first time since Afghanistan in the 1980s, the Russian military for the past year has been in direct combat with rebel forces trained and supplied by the C.I.A. The American-supplied Afghan fighters prevailed during that Cold War conflict. But this time the outcome — thus far — has been different.

“Russia has won the proxy war, at least for now,” said Michael Kofman, a

talking with President Vladimir V. Putin’s government about a plan to share intelligence and coordinate airstrikes against the Islamic State and other militant groups in Syria, and Mr. Putin has thus far met his goals in Syria without becoming caught in a quagmire that some — including President Obama — had predicted he would.

But even Mr. Obama has expressed wariness about an enduring deal with Moscow. “I’m not confident that we can trust the Russians or Vladimir Putin,” Mr. Obama said at a news conference on Thursday. “Whenever you are trying to broker any kind of deal with an individual like that or a country like that, you have got to go in there with some skepticism.”

At the same time, some military experts point out that Mr. Putin has saddled Russia with the burden of propping up a Syrian military that has had difficulty vanquishing the rebels on its own.

The Russian campaign began in September, after a monthslong offensive by C.I.A.-backed rebel groups won new territory in Idlib, Hama and Latakia Provinces in northern Syria. One problem for Washington: Those groups sometimes fought alongside soldiers of the Nusra Front, which until recently was officially affiliated with Al Qaeda.

The offensive took Syrian troops by surprise, prompting concerns in Moscow and Damascus that Mr. Assad’s government, long supported by the Russians, might be in trouble.

Some of the rebel groups boasted at the time that powerful TOW antitank missiles provided by American and Saudi intelligence operatives were a key to their success. For several years, the C.I.A. has joined with the spy services of several Arab nations to arm and train the rebels at bases in Jordan and Qatar, with the Saudis bankrolling much of the operation.

A C.I.A. spokesman declined to comment about any American assistance to Syrian rebels.

But Lt. Col. Fares al-Bayyoush, a former aviation engineer who heads the rebel group Fursan al-Haq, said during an interview in May 2015 that his group would receive new shipments of the antitank weapons as soon as the missiles were used. “We ask for ammunition and missiles, and we get more than we ask for,” he said.

Yet the advance also created problems for the fractious assortment of rebel groups, as it allowed the Nusra Front to gain control over more areas of northern Syria. The Obama administration has officially forbidden any Nusra fighters to receive weapons or training. But the group has at times shown great

er prowess against the Syrian government forces than the C.I.A.’s proxies.

Moreover, they have shown that they can and will destroy or sideline C.I.A.-backed rebels who do not agree to battlefield alliances. Moscow cited the battlefield successes of the Nusra Front to justify its military incursion into Syria as a campaign to fight terrorism — even if its primary goal was to shore up Mr. Assad’s military against all insurgent groups, including the C.I.A.-backed rebels.

The Russians began a rapid military buildup in September and launched an air campaign that targeted the Syrian rebel groups that posed the most direct threat to Mr. Assad’s government, including some of the C.I.A.-trained groups. By mid-October, Russia had escalated its airstrikes to nearly 90 on some days.

About 600 Russian marines landed in Syria with the mission of protecting the main air base in Latakia; that ground force has grown to about 4,000 throughout Syria.

It took time for the Russian intervention to have a significant impact on the Syrian battlefield, prompting Mr. Obama to predict that Moscow might become bogged down in its own Middle East conflict. “An attempt by Russia and Iran to prop up Assad and try to pacify the population is just going to get them stuck in a quagmire, and it won’t work,” Mr. Obama said at a news conference in October. “And they will be there for a while if they don’t take a different course.”

The C.I.A. moved to counter the Russian intervention, funneling several hundred additional TOW missiles to its proxies.

But Russian firepower eventually overwhelmed the rebel groups in the north. By early this year, attacks by Russian long-range bombers, fighter jets, attack helicopters and cruise missiles allowed the Syrian Army to reverse many of the rebel gains — and seize areas near the Turkish border that many thought the government could never reclaim.

The flow of C.I.A. arms continued, but the weapons proved too little in the face of the Russian offensive.

Jeffrey White, a former Defense Intelligence Agency officer who now studies Syria at the Washington Institute for Near East Policy, said the Russians had built a capable intelligence network in Syria, giving them a better understanding of the terrain and location of rebel forces. That has allowed Russian troops to call in precision airstrikes, making them more effective against the rebels.

The mismatch has been most acute in the last several months, with Syrian government forces, with Russian help, laying siege to the rebel-held parts of



Syrians react to the arrival of a Russian military convoy at a village near Hama in May.

fellow at the Woodrow Wilson Center in Washington.

Russia’s battlefield successes in Syria have given Moscow, isolated by the West after its annexation of Crimea and other incursions into Ukraine, new leverage in decisions about the future of the Middle East.

The Obama administration is now

Aleppo. Losing their foothold in Aleppo, once Syria's largest city, would be a big blow to the rebels.

Rebel leaders and military experts say that perhaps the most pressing danger is that supply routes from Turkey, which are essential to the C.I.A.-backed rebels, could be severed.

"The U.S. is doing just enough to placate its allies and partners and says it is doing something, but does not seek to do what it takes to change conditions on the

battlefield," said Emile Hokayem, an analyst at the International Institute for Strategic Studies and an Assad critic.

Mr. Putin has achieved many of his larger goals — to prop up Mr. Assad's government, retain access to the long-time Russian naval base on the Mediterranean Sea and use Syria as a proving ground for Russian military technology.

It is the type of Cold War-era battle that Mr. Obama, in October, insisted he did not want to enter.

"We're not going to make Syria into a proxy war between the United States and Russia," he said. "This is not some superpower chessboard contest."

Mark Mazzetti and Eric Schmitt reported from Washington, and Anne Barnard from Beirut, Lebanon. Karam Shoumali contributed reporting from Istanbul, Maher Samaan from Beirut, and Steven Lee Myers from Washington.

LE FIGARO

mercredi 10 août 2016

Entre Berlin et Ankara, le temps de la méfiance

EN ARRIVANT à Ankara, lundi, Markus Ederer a déçu ses hôtes. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères était le premier responsable allemand à se rendre en Turquie depuis le coup d'État avorté du 15 juillet. Vexé, le gouvernement turc aurait préféré un invité de plus haut rang... Mais le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, n'entendait pas faire un tel cadeau à ses interlocuteurs alors que les relations entre l'Allemagne et la Turquie se tendent. Le message de Markus Ederer se voulait donc clair : solidarité avec la Turquie, partenaire essentiel de l'Allemagne, mais tout d'abord « respect de l'État de droit ».

Les velléités autoritaires du président turc, Recep Tayyip Erdogan, inquiètent à Berlin et les mises en garde sont de moins en moins masquées. La réintroduction de la peine de mort, évoquée par Erdogan pour punir les putschistes, marquerait « la fin des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Europe, point », a expliqué une porte-parole lundi à Berlin. Mais même si Ankara y renonce, les perspectives d'adhésion ne

« La Turquie est un partenaire important de l'Otan et cela doit rester ainsi »

FRANK-WALTER STEINMEIER, MINISTRE ALLEMAND DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

sont pas réalistes avant « des décennies », a assuré le vice-chancelier, Sigmar Gabriel.

Quant au rapprochement de la Turquie et de la Russie, il est surveillé avec circonspection. « La Turquie est un partenaire important de l'Otan et cela doit rester ainsi », a expliqué Frank-Walter Steinmeier dans une interview à *Bild* mardi. La relation personnelle entre Angela Merkel et Recep Tayyip Erdogan est elle aussi au plus bas. D'ailleurs, contrairement à Vladimir Poutine, la chancelière n'avait pas jugé utile de té-

léphoner au président turc dans les heures qui ont suivi la tentative de putsch. La confiance entre eux n'existe plus.

Mais à Berlin, on redoute aussi une rupture avec Ankara. « Si le coup d'État avait réussi, cela aurait été une catastrophe pour la Turquie, l'Allemagne et la région », a assuré lundi Markus Ederer. La formule ne cherche pas seulement à rassurer le président turc : le gouvernement allemand tient par-dessus tout à la stabilité politique de ses interlocuteurs dans la région. Même si le flux des réfugiés s'est tari, la crise pourrait reprendre si la Turquie décidait de ne plus assurer ses engagements. L'accord est fragile et achoppe toujours sur la question des visas. La Turquie veut obtenir leur libéralisation pour permettre à ses ressortissants d'entrer plus facilement dans l'Union. Mais l'Europe attend encore que les conditions posées soient respectées. « Ce n'est pas encore le cas », a jugé Frank-Walter Steinmeier sans dire combien de temps les discussions pourront encore durer.

Les tensions germano-turques risquent de s'exporter sur le sol allemand, où vit une forte communauté turque de quelque 3 millions de personnes. Avec 22 milliards d'euros d'exportation en 2015, la Turquie est aussi un marché en expansion pour l'Allemagne. Mais l'opinion allemande a quoi qu'il en soit basculé contre Ankara. À en croire un sondage Infratest Dimap paru dimanche, 89 % des Allemands jugent la démocratie en danger en Turquie et 69 % voudraient l'abandon pur et simple de la discussion sur les visas. Ils sont aussi 80 % à refuser une adhésion à l'Union européenne. Signe de cette tension croissante, des voix s'élèvent en Allemagne pour revenir sur le droit à la double nationalité accordé en 2014. Cette disposition permettait avant tout à nombre de jeunes d'origine turque nés en Allemagne de ne plus devoir choisir entre les deux nationalités. « Notre président s'appelle Gauck », a, au contraire, averti fin juillet l'un des responsables de

Les restrictions à l'immigration sont une condition pour la sécurité de notre pays

HORST SEEHOFER, PRÉSIDENT DE LA (CSU), ALLIÉE BAVAROISE DE LA CDU D'ANGELA MERKEL

la CDU, Jens Spahn. Pour lui, les Turcs vivant en Allemagne devraient indiquer envers qui s'exprime « leur loyauté »... Cette position a été notamment soutenue par les conservateurs de la CSU.

D'autres responsables politiques allemands, y compris à gauche, ont aussi mis en cause l'influence du Ditib en Allemagne. Cette organisation, qui contrôle près de 900 mosquées allemandes, sert à leurs yeux de relais au président turc. Les pro-Erdogan en Allemagne, de leur côté, se mobilisent, comme l'a montré la manifestation organisée à Cologne le 31 juillet. Le président turc a dénoncé dimanche les conditions de son organisation : la retransmission de son discours y avait été interdite. « Où est la démocratie ? », a-t-il ironisé à Istanbul.

Ankara et Berlin s'éloignent depuis plusieurs mois en réalité. En reconnaissant le génocide arménien, le Bundestag avait provoqué la colère de la Turquie. En mettant Berlin au défi de poursuivre un humoriste pour diffamation au printemps dernier, Ankara avait riposté par une surenchère. Et en juin, le gouvernement turc avait refusé à une délégation de parlementaires allemands une visite sur une base militaire. Pour l'instant, Berlin et Ankara ont évité la rupture. Mais jusqu'à quand ? Lundi, Markus Ederer n'a pas dévoilé les conclusions de sa visite. ■

N.B. (A BERLIN)

A Alep, le nouveau visage de l'insurrection

Appelés en renfort par les rebelles modérés, les djihadistes de l'ex-franchise d'Al-Qaïda tirent profit de la bataille

BEYROUTH - correspondance

C'est un scénario que prédisent des observateurs depuis des mois : le siège des quartiers rebelles de la ville d'Alep, mené par le régime de Bachar Al-Assad, et l'échec des négociations politiques à Genève allaient bénéficier aux groupes les plus radicaux, et en particulier, au Front Al-Nosra. Dans l'immédiat, la nouvelle offensive menée depuis la fin juillet par les forces qui combattent le régime pour « briser le siège d'Alep » semble leur donner raison.

Le groupe djihadiste, qui s'est rebaptisé fin juillet Front Fatah Al-Cham, a joué un rôle clef dans la percée réalisée au sud de la ville, samedi 6 août. Il est un pilier de la coalition Jaïch Al-Fatah, déployée sur ce front. Sa participation déterminante aux combats pourrait avoir d'importantes répercussions pour l'insurrection syrienne. D'autant qu'elle s'accompagne d'une tentative de normalisation :

quelques jours avant l'assaut, le groupe affirmait avoir pris ses distances avec Al-Qaïda.

Au cours des semaines précédant l'offensive, les factions rebelles implantées dans l'est d'Alep, dont les artères ont été mutilées par les bombardements à répétition du régime, avaient appelé à la rescousse, sans enthousiasme, la coalition Jaïch Al-Fatah. Conscients du caractère radical de cette alliance, des militants affirmaient cependant qu'il n'y avait pas d'autres options disponibles pour éviter la chute du bastion insurgé.

De multiples factions, dont certaines affiliées à l'Armée syrienne libre et bénéficiant d'un appui militaire américain, ont participé à l'assaut lancé fin juillet, mené sur deux fronts distincts, de l'intérieur des quartiers assiégés et depuis l'extérieur de la ville, avec le but d'ouvrir un couloir pour désenclaver l'est d'Alep. Les brigades qui ont pris part à l'offensive ont pris soin de communiquer de façon distincte du Front Fatah Al-Cham sur la victoire engrangée. Mais elles ne peuvent qu'en faire le constat : la combativité du groupe djihadiste, qui a réussi ce

que les efforts diplomatiques ont échoué à accomplir – tenter d'alléger le blocus imposé aux quartiers rebelles –, lui a déjà valu des gages de popularité.

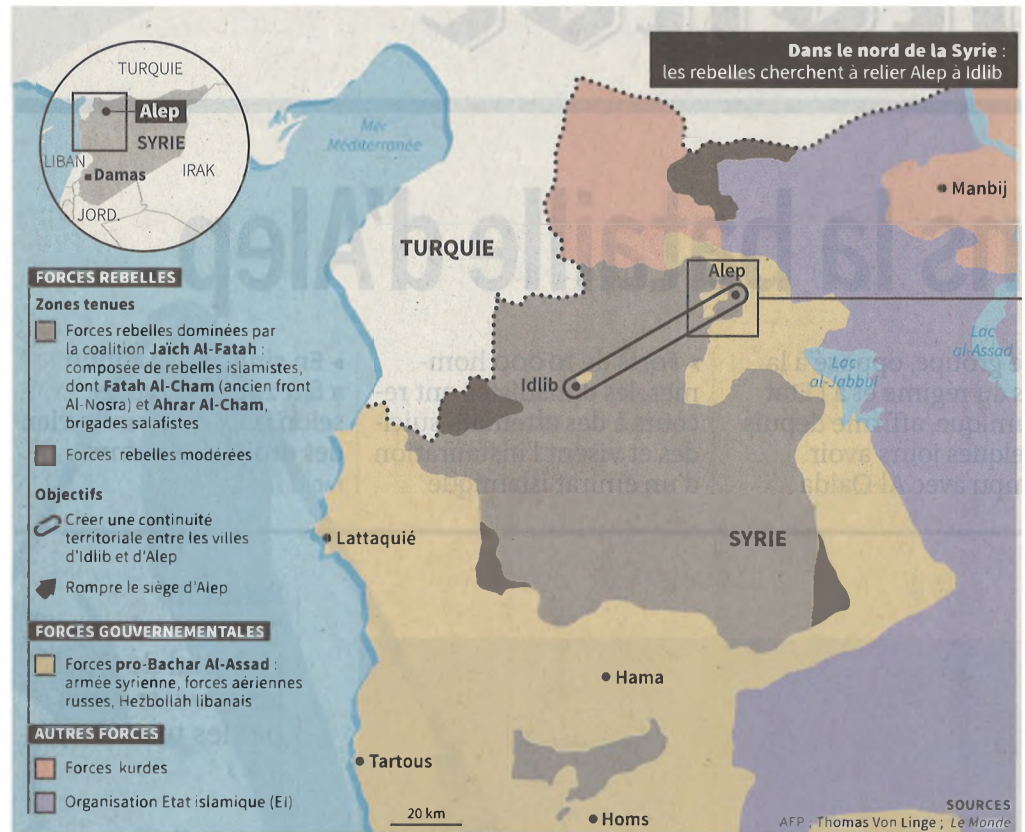
La Coalition syrienne, organe politique de l'opposition en exil, a rapidement réagi à cette avancée. Son chef, Anas Al-Abdè, voit dans cet épisode de la bataille d'Alep à l'avantage de l'insurrection « l'un des événements les plus importants de la révolution syrienne des cinq ans et demi écoulés », a-t-il affirmé, lundi, dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse. Il semble aussi faire le pari d'une normalisation du Front Al-Nosra. « La bonne nouvelle est que les groupes » qui se battent contre Bachar Al-Assad à Alep n'ont pas de liens avec les organisations terroristes comme Al-Qaïda et l'Etat islamique, a estimé M. Abdè, en tentant de minimiser le poids des hommes du Front Fatah Al-Cham, qui « représentent peut-être 10 % des forces combattantes ».

Il n'est pas sûr que cette évaluation soit pertinente pour mesurer le rôle de l'organisation djihadiste. Si l'ex-Front Al-Nosra est l'un des groupes armés les plus

puissants de Syrie, avec un contingent estimé à 10 000 hommes, sa force ne réside pas tant dans le nombre que dans ses méthodes de combat. Au sud d'Alep, comme dans d'autres batailles, le groupe a eu recours à des opérations-suicides pour enfoncer les retranchements des forces du régime. Au printemps 2015, lors de la prise d'Idlib, une ville distante d'une soixantaine de kilomètres d'Alep, par les groupes qui combattent Bachar Al-Assad, le nombre de combattants du Front Al-Nosra, qui se revendiquait alors pleinement d'Al-Qaïda, avait été estimé à la moitié de ceux fournis par la puissante brigade salafiste Ahrar Al-Cham.

Emirat islamique

Peu après la prise d'Idlib, le chef du Front Al-Nosra, Abou Mohamed Al-Jolani, avait affirmé que ses hommes ne chercheraient pas à y « monopoliser » le pouvoir. Au fil des mois, ils se sont pourtant imposés dans la ville et ses environs. Ils y ont posé, de l'avis de spécialistes, les premières pierres d'un émirat islamique auquel ils aspirent. Cette montée



Le Front Fatah Al-Cham a joué un rôle-clé dans la percée réalisée au sud de la ville, samedi 6 août

en puissance s'est accompagnée de tensions avec les combattants d'Ahrar Al-Cham, qui se sont parfois traduites par des combats. Elle a aussi nourri l'inquiétude de civils, à cause des exactions perpétrées par le Front Al-Nosra, de règles de vie de plus en plus restrictives imposées à la population, et de ses tentatives de réduire toute voix dissidente. Les habitants de la province d'Idlib avaient réagi à cette volonté de mainmise, par exemple en expulsant des combattants du Front Al-Nosra de manifestations anti-régime.

L'offensive en cours signifie-t-elle une entrée en force à Alep du Front Fatah Al-Cham ? Le militant

Bakri Al-Halabi, qui vit dans les quartiers rebelles, veut plutôt croire que les brigades djihadistes vont tenter de « *consolider des positions entre Alep et Idlib* ». Par le passé, leurs diverses tentatives de montée en puissance dans ces faubourgs ont suscité de profondes tensions.

Consolider son assise

La priorité du Front Fatah Al-Cham semble être de consolider son assise au sein de la population et de pousser d'autres groupes à le rejoindre. Son détachement d'Al-Qaida était demandé

par la Coalition syrienne, alors que le Front Al-Nosra a été classé comme organisation terroriste par Washington. On peut cependant douter que cet appel de l'opposition politique ait eu un impact sur la décision d'Abou Mohamed Al-Jolani d'offrir des habits neufs à son groupe. La Coalition syrienne n'a jamais pesé sur le Front Al-Nosra : déjà à Idlib, les factions djihadistes « *n'ont pas laissé la coalition agir* », affirmait lundi, sur Al-Jazira, le chercheur syrien Haïd Haïd. La prise de distance du groupe vis-à-vis d'Al-Qaida était aussi réclamée par les

salafistes d'Ahrar Al-Cham, qui souhaitaient enlever « *une excuse à la communauté internationale pour bombarder la Syrie* ». A la fin du mois de juillet, Abou Mohamed Al-Jolani a justifié le repositionnement de son groupe par ce même argument.

De véritables alliances peuvent-elles être nouées par le Front Fatah Al-Cham au sein de la myriade de groupes insurgés présents dans le nord de la Syrie ? Il apparaît, pour l'heure, comme un partenaire nécessaire dans l'offensive d'Alep. Mais pour se repositionner, les groupes rebelles

« *attendent que les déclarations [du chef de l'ex-Front Al-Nosra] se transforment en actes* », croit M. Haïd, tant par une prise de distance avec son idéologie que dans son comportement envers la population et les factions insurgées. Or jusqu'ici, le groupe djihadiste n'a pas signalé qu'il comptait modifier ses objectifs de long terme : l'établissement d'un émirat islamique en Syrie et l'imposition de la charia comme législation. ■

LAURE STEPHAN

LE FIGARO mardi 9 août 2016

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoul
ISTANBUL

En Turquie, les rassemblements unitaires masquent la fragilité du chef de l'État

CE DEVAIT être le rassemblement de « l'union nationale », un « meeting historique pour la démocratie et les martyrs » (de la tentative de putsch). En ce dimanche caniculaire, au moins deux millions de Turcs ont répondu à l'appel du président islamo-conversateur Recep Tayyip Erdogan en ralliant l'esplanade de Yenikapi, au bord de la mer de Marmara. « *Pour la première fois depuis la guerre de Chypre, en 1974, les principaux partis politiques ont fait un rassemblement commun* », note l'écrivain turc Mustafa Akyol sur son compte Twitter.

Pour la première fois en treize ans de pouvoir, le chef de l'État turc a également partagé la tribune avec deux leaders de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, du Parti républicain du peuple (CHP), et Devlet Bahçeli, du Parti d'action nationaliste (MHP). Cet événement inédit, qui marquait l'aboutissement de trois semaines de mobilisation populaire après le putsch raté, a vite été salué comme un « plébiscite » par les dirigeants de l'AKP (Parti de la justice et du développement, au pouvoir), en pleine démonstration de force depuis le 15 juillet. Mais nombre d'experts y voient, a contrario, une « unité en trompe l'œil » visant à masquer la fragilité d'un président en pleine paranoïa qui cherche à renforcer son pouvoir.

« *Aujourd'hui, Erdogan n'a d'autre choix que de tendre la main à l'opposition* », observe un analyste qui préfère garder l'anonymat, en citant la récente décision présidentielle d'annuler les poursuites judiciaires entamées pour « insulte » à sa personne. Pour lui, l'acceptation des conditions posées par le chef du CHP à sa participation au rassemblement de dimanche est également un signe de faiblesse d'un président qui se



Au moins deux millions de Turcs ont répondu à l'appel du président Erdogan en ralliant, dimanche, l'esplanade de Yenikapi, au bord de la mer de Marmara. HANDOUT/REUTERS

cherche des alliés « *à la fois face au complot güleniste, vraisemblablement toujours en cours, mais aussi face à l'Occident, qui dénonce les purges touchant quelque 60 000 militaires, magistrats, fonctionnaires et universitaires* ».

“ **Pour la première fois depuis la guerre de Chypre, en 1974, les principaux partis politiques ont fait un rassemblement commun** ”

MUSTAFA AKYOL, ÉCRIVAIN

Kemal Kılıçdaroglu avait en effet d'abord décliné l'invitation en critiquant l'état d'urgence, en vigueur pour trois mois, et par crainte que son apparition aux côtés du président ne serve à « *relever son crédit en baisse auprès de l'étranger* ». Il est finalement revenu sur sa décision en obte-

nant que seuls les leaders s'expriment, pendant une durée égale, qu'aucune musique partisane n'anime la manifestation et qu'aucun poster ne dépasse en taille celui de Mustafa Kemal Atatürk, premier président de la République (et fondateur du CHP). Mais les concessions faites par Erdogan ont leurs limites : le parti de gauche prokurde HDP, qui a pourtant ouvertement dénoncé la tentative de coup d'État, était le grand absent de ce meeting. « *Je ne pouvais pas inviter ceux qui collaborent avec l'organisation terroriste PKK* », s'est justifié Erdogan, qui l'accuse d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan. « *C'est regrettable* », tranche Osman Baydemir, député HDP au Parlement turc, dont le bâtiment, à Ankara, a été bombardé par les putschistes. « *Erdogan parle de souveraineté et de démocratie, mais il ignore 6 millions d'électeurs. L'après-coup d'État devrait être l'occasion pour relancer le processus de paix avec le PKK* », soupire-t-il. ■

LE FIGARO

mercredi 10 août 2016

Poutine et Erdogan font cause commune

EMMANUEL GRYSZPAN @_zerez_ MOSCOU

Les deux présidents ont prôné mardi le rétablissement des relations économiques et évoqué le dossier syrien.

DIPLOMATIE Vladimir Poutine rouvre les vannes du tourisme russe vers la Turquie en tablant que le gaz suivra. Il a promis une levée prochaine de l'embargo sur les fruits et légumes turcs, posé en novembre dernier. «*La priorité est de revenir au niveau de partenariat bilatéral d'avant la crise*», a résumé le président russe à l'issue de la rencontre. La destruction en vol d'un bombardier russe Su-24 le 24 novembre 2015 par des chasseurs turcs à la frontière syrienne n'est plus qu'un mauvais souvenir.

La rencontre mardi entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine à Saint-Petersbourg consacre le rapide réchauffement des relations entre Ankara et Moscou. Les deux pays ont en commun des relations de plus en plus froides avec le camp occidental et leurs économies fragilisées ont grandement besoin de briser l'isolement créé par les tensions diplomatiques.

Erdogan est arrivé avec une heure de retard au palais Konstantinov de Saint-Petersbourg, où l'attendait son hôte. La télévision russe a montré pendant deux minutes un Vladimir Poutine à la mine fermée, attendant debout et seul son homologue turc dans la salle des négociations. Après une poignée de main, ils se sont brièvement exprimés devant la presse. Erdogan a mis en avant l'importance des deux pays: «*Notre coopération apportera une grande contribution à la résolution de nombreux problèmes de la région.*»

Un tête-à-tête de deux heures

Sur une note plus personnelle, il a loué la célérité de Vladimir Poutine: «*Votre appel immédiatement après le coup d'État du 15 juillet m'a beaucoup réjoui, ainsi que mes collègues et la population.*» Poutine a acquiescé, soulignant avoir été «*l'un des premiers à appeler le président (Erdogan) pour lui offrir des mots de soutien.*» Un geste présenté par Ankara comme contrastant avec la froideur supposée des dirigeants occidentaux. Les deux présidents ont rapidement congédié la presse pour démarrer un tête-à-tête de deux heures. Auquel ont succédé deux heures de pourparlers en format élargi.

La composition des deux délégations reflète la nature des rapports bilatéraux. Côté turc, figuraient cinq ministres (Affaires étrangères, Économie, Énergie, Agriculture, Transports) et le secrétaire d'État pour l'Industrie de défense, Ismail Demir. Côté russe, trois ministres étaient



En froid avec l'Occident, Poutine et Erdogan se réconcilient à Saint-Petersbourg

La première visite du président turc à l'étranger ce mardi, depuis le putsch raté du 15 juillet, marque un désir mutuel de rapprochement entre Moscou et Ankara après la crise déclenchée par le crash d'un bombardier russe abattu en Turquie fin 2015.

présents (Affaires étrangères, Transports et Énergie), ainsi que le représentant spécial du président pour le règlement du conflit en Syrie, Alexandre Lavrentiev, et le patron de Gazprom, Alexei Miller.

Avant même la rencontre, le Kremlin prévenait qu'aucune signature n'était prévue à l'issue du sommet. Lors de la conférence de presse, les deux chefs d'État ont confirmé ce que les experts annonçaient: une normalisation progressive des liens commerciaux. Vladimir Poutine a promis d'autoriser «*très prochainement*» les liaisons charters aériennes permettant à des millions de Russes de se détendre sur la Riviera turque, une contribution notable à l'économie turque. L'embargo sur les produits alimentaires turcs sera «*levé avant la fin de l'année*», a indiqué le président russe. De son côté, Recep Tayyip Erdogan a réitéré l'intérêt de son pays pour le gazoduc Turkish Stream de Gazprom. Un projet aux contours encore imprécis auquel le Kremlin tient beaucoup. La Turquie est le deuxième client étranger de Gazprom après l'Allemagne. Mais Turkish Stream doit aussi et surtout permettre d'étendre son étreinte gazière sur le sud de l'Europe. Autre pierre angulaire des relations bilatérales, le projet de centrale nucléaire Akkuyu est dégelé. Le président turc envisage d'offrir un «*sta-*

tut d'investissement stratégique» à la centrale, dont la construction et le financement seront assumés par le groupe d'État russe Rosatom.

Très attendus sur le dossier syrien, les deux chefs d'État ont préféré remettre à plus tard la divulgation des résultats de leurs pourparlers. La presse russe a signalé que les contacts entre les armées russe et turque ont repris, avec pour objectif de mettre au point un mécanisme permettant d'éviter de futurs incidents en Syrie. D'où la présence à Saint-Petersbourg du patron du renseignement turc, Hakan Fidan, qu'on dit fragilisé par le coup d'État raté. Il s'est entretenu avec le chef d'état-major russe, Valeri Guerassimov. La présence du secrétaire d'État pour l'Industrie de défense, Ismail Demir, est plus surprenante. Ruslan Pukhov, directeur du Centre d'analyse des stratégies et des technologies, émet l'hypothèse que la Turquie, bien qu'elle soit membre de l'Otan, s'intéresse à des technologies militaires russes. «*Erdogan crée une armée parallèle, une sorte de garde présidentielle, qu'il a besoin d'équiper. En outre, il est atteint d'une océanomania: il veut faire de son pays une grande puissance maritime. La question est de savoir ce que Moscou est prêt à lui vendre.*» ■

LE PARCOURS

Quatre siècles de rivalité russo-turque

La rencontre Poutine-Erdogan scelle une réconciliation entre deux anciens empires qui s'opposent en Syrie, mais développent des relations économiques

✍ JEAN-BAPTISTE NAUDET



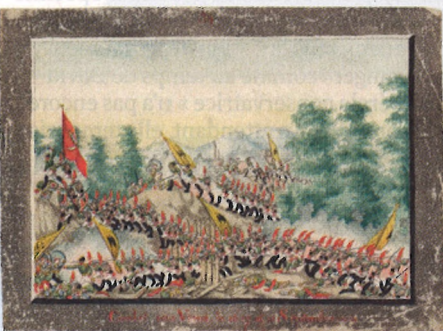
1696
Prise d'Azov par les Russes.



1711
Pierre I^{er} de Russie signe la paix avec les Ottomans.



1787-1792
Un nouveau conflit oppose les deux empires.



1828-1829
A Varna, Ottomans et Russes s'affrontent.

Un temps au bord de la guerre, la Turquie et la Russie se réconcilient. Symbole de la fin de la brouille : la rencontre, le 9 août, des présidents turc et russe, Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine. Les relations entre les deux puissances s'étaient fortement détériorées après que la défense anti-aérienne turque avait abattu, fin novembre 2015, un bombardier russe près de la frontière turco-syrienne. Mais, le 27 juin dernier, le leader turc, en froid avec l'Union européenne, avait présenté des excuses à Moscou pour la destruction de l'avion de chasse russe, ouvrant la voie à une normalisation. Rivaux géopolitiques du temps des tsars et de l'Empire ottoman, pas moins de onze guerres russo-turques, du xvi^e au xx^e siècle, ont opposé à intervalles rapprochés ces deux empires pour la domination des Balkans, la Crimée et l'accès aux « mers chaudes ». Ennemis pendant la guerre froide (la Turquie étant dans l'Otan), les deux pays sont cependant devenus des partenaires économiques importants après l'effondrement de l'Union soviétique. Mais le conflit syrien a ravivé les tensions géopolitiques. Car si Moscou soutient fermement le régime du Syrien Bachar al-Assad, Ankara est farouchement opposée au dictateur de Damas et a vu d'un très mauvais œil l'engagement militaire de Poutine en Syrie, en septembre dernier. En représailles à l'incident du bombardier Sukhoï détruit par les Turcs, Moscou avait pris un train de sanctions économiques. Mais les deux pays avaient beaucoup à y perdre. La Turquie a évalué ses pertes issues des sanctions à 9 milliards de dollars par an, soit environ 1,2% de son PIB. Et, selon les estimations russes, les sanctions

ont réduit les échanges de plus de 11 milliards de dollars. Car les deux puissances sont liées par de nombreux intérêts économiques. Ankara reste le deuxième client du géant russe Gazprom, derrière l'Allemagne. L'année dernière, Gazprom a livré à la Turquie 26,9 milliards de mètres cubes de gaz en satisfaisant 55% de ses besoins. En outre, Gazprom et la société turque Botas ont signé, fin 2014, un mémorandum prévoyant la construction d'un deuxième gazoduc, passant par le fond de la mer Noire - Turkish Stream - d'une capacité de 63 milliards de mètres cubes de gaz par an. Suspendu, le projet vient d'être relancé. Les actifs étrangers les plus importants de Sberbank, plus grande banque publique de Russie, sont situés en Turquie. En juin 2012, Sberbank avait acheté le turc DenizBank pour 3,5 milliards de dollars. Destination touristique préférée des Russes, la Turquie est aussi leur principal fournisseur de fruits et légumes. Les Turcs ont aussi réalisé plusieurs grands projets à Moscou : la société Enka a modernisé le siège de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, tandis que Renaissance Construction élèvera à Saint-Petersbourg le siège de Gazprom. Face aux Occidentaux, qui critiquent les dérives autoritaires des régimes de Poutine et d'Erdogan, les deux leaders font bloc. Au néo-impérialisme russe dans son « étranger proche », notamment en Ukraine, font écho les ambitions néo-ottomanes d'Ankara au Proche-Orient. Quant à l'Union européenne, si la Russie considère que cette construction est vouée à l'échec, les Turcs lui en veulent toujours de lui avoir fermé la porte et entendent lui en faire payer le prix.

Putin and Erdogan, in meeting in Russia, pledge to improve relations

MOSCOW

Leaders meet in Russia as Turkey's relations with the West erodes

BY NEIL MACFARQUHAR

Against a backdrop of rising tensions with the West, Presidents Vladimir V. Putin of Russia and Recep Tayyip Erdogan of Turkey pledged on Tuesday to repair relations after six months of open contention, although their meeting in St. Petersburg produced little beyond vows of friendship and cooperation.

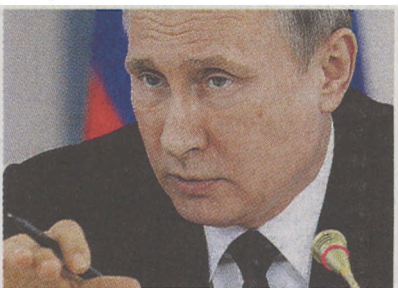
Yet just the optics of the two former antagonists coming together for a friendly talk had to be enough to raise alarms in Western capitals. In addition to being a NATO member, Turkey is vital to Europe's efforts to stanch the flow of refugees from Syria and elsewhere.

Mr. Erdogan's visit to Russia, his first venture outside his country after a failed coup last month, was draped in symbolism because Turkey's relationships with the United States and the European Union have eroded significantly.

There is a deepening sense in Turkey that its Western allies have failed the solidarity test, given the threat to its existence posed by the July 15 coup attempt. Turkish officials are frustrated that Western capitals have focused on Mr. Erdogan's purge of tens of thousands of military officers, civil servants and journalists as a worrying sign of his



Recep Tayyip Erdogan spoke of "returning our relationship to its precrisis level."



Vladimir V. Putin said that the restoration of relations "will take some time."

drift toward authoritarianism.

An anti-American campaign erupted in Turkey after Washington showed no indication that it planned to extradite Fethullah Gulen, the reclusive Turkish cleric whom Mr. Erdogan has accused of plotting the coup from his retreat in the Pocono Mountains in Pennsylvania.

The meeting in St. Petersburg on Tuesday was in some respects a stunning development, given that through the end of May, Moscow and Ankara were hurling unbridled insults at each other. Russia's state-run television network attacked Mr. Erdogan as "deceitful" and "unrestrained," while the Turkish leader accused Russia of engaging in "cheap slander."

But the Kremlin never misses a chance to try to exploit cracks in the NATO alliance, and it has repeatedly expressed support for Mr. Erdogan since the coup attempt.

"It is true that we lived through a complicated moment in our interstate relations," Mr. Putin said at a news conference in St. Petersburg. "But we all would like to — and we feel that our Turkish friends want the same — overcome those complications."

Any future agreements between the two countries could have significant repercussions in the Middle East and Europe. Mr. Erdogan likely hopes to use the leverage of better relations with Russia to force a better deal with Europe over the refugee crisis.

Closer ties with Russia also carry the potential to create tensions within the NATO alliance, which Mr. Putin is happy to exploit. Ultimately, Moscow would like to draw Turkey into its orbit and the security and trade organizations it is promoting in Asia, although few envision such a shift any time soon.

"Erdogan can use Russia as a trump card in his negotiations with the West," said Aleksandr D. Vasilyev, an expert on Russian-Turkish ties at Moscow's Institute for Oriental Studies. "For him, the main goal is the West, not Russia."

Still, Syria remains a major potential fault line between Moscow and Ankara despite all the pledges to work together. Mr. Putin noted that the views of the two sides "do not always coincide" when it comes to Turkey's southern neighbor.

Mr. Erdogan is a bitter enemy of the Syrian president, Bashar al-Assad, and has insisted that he step down before any peace negotiations can begin. Russia is a longtime ally of Mr. Assad and intervened in the Syrian conflict to bolster his fortunes.

The Kremlin signaled on Tuesday that it was in Syria to stay. Mr. Putin called on the Russian Parliament to approve an extended deployment of the Russian Air

Force at an air base near Latakia, where its planes have flown sorties for almost a year to support Mr. Assad's forces.

"This is a demonstration that Russia has come to Syria for a very long time," said Aleksandr M. Golts, a veteran Russian military analyst. "This is a demonstration that it will support Assad and that it is ready to tie itself to a regime that is involved in a bloody civil war."

In Syria, Russia would like Turkey to stem the flow of men and arms to the insurgents and of course to reverse its demand that Mr. Assad must go. Ankara wants less Russian support for the Kurds and to halt the bombing near the border that drives refugees into Turkey.

After the downing of a Russian jet in November, both sides set about sever-

"Erdogan can use Russia as a trump card in his negotiations with the West."

ing robust economic relations worth about \$30 billion annually in trade, a number that the two presidents had previously pledged to increase to \$100 billion by 2020.

Russia imposed economic sanctions, cutting Turkey off from lucrative construction contracts and apparently discovering health problems with fruits and vegetables that, months earlier, the Russian government had praised as wholesome. Charter flights were halted, with millions of Russians who had vacationed in Turkey ordered to stay home.

At the same time, two crucial energy projects sought by Russia — a nuclear power plant that it planned to build and a major gas pipeline seen as an alternative route to those blocked by Europe — were frozen.

As recently as May, the "complications," as Mr. Putin called them Tuesday, meant Turkey in general and Mr. Erdogan in particular were often portrayed as enemy No. 1 on state-run television in Russia.

On Tuesday the two leaders said they were planning to stabilize their countries' economic ties, with Mr. Erdogan repeating their pledge to eventually bring trade to \$100 billion annual.

"Both countries are committed and determined to returning our relationship to its precrisis level," Mr. Erdogan said at the news conference.

Russia agreed to lift sanctions that had barred some agricultural imports and saw the flow of millions of Russian tourists stopped. Both men said the agreements needed to restore such relations would be accelerated. "The process has been launched, but it will take some time," Mr. Putin said.

Mr. Erdogan had written to Mr. Putin in June to apologize about the downed warplane, but efforts to restore ties accelerated after the coup attempt in Turkey. Mr. Putin was the first leader to call to offer support. "It was very important from a mental perspective, this kind of psychological support," Mr. Erdogan said at the news conference on Tuesday.

On Tuesday, Mr. Putin called the entire incident surrounding the downed Russian jet a "tragedy."

For all the professed warmth during the talks with Mr. Erdogan, Russia seemed to drop one subtle hint that despite the pledge of better ties, things were not entirely back to normal.

Greece and Turkey share a long, ancient enmity, and the Russian press reports noted that Mr. Putin met his Turk-



ish counterpart in a restored Czarist palace outside St. Petersburg.

The name of the venue where they met: "The Greek sitting room."

Reporting was contributed by Tim Arango and Ceylan Yeginsu from Istanbul, and Oleg Matsnev and Ivan Nechepurenko from Moscow.



VOICE of AMERICA

AUGUST 4, 2016

Rights Groups Condemn Iran's Executions of 20 Kurdish Prisoners

By Mehdi Jedinia, Sirwan Kajjo
August 04, 2016

<http://www.voanews.com>

Human rights groups on Thursday condemned the execution of at least 20 Kurdish activists in Iran who had been charged with links to terrorism.

A statement by the Iranian intelligence ministry confirmed the Wednesday executions, saying the convicts were part of a terrorist cell that was responsible for armed attacks in Iran's western provinces.

"These people had committed murder... killed women and children, caused destruction and acted against the security, and killed Sunni religious leaders in some Kurdish regions," Mohammad Javad Montazeri, Iran's top prosecutor, told IRIB TV, a state-run channel.

The Iranian government said that the men had ties to foreign Islamist groups, an apparent reference to Islamic State, and that they were plotting to carry out attacks inside Iran. But rights activists said the government's accusations were baseless.

IMPRISONED EARLIER

"Some of them had been in prison even before Daesh [Islamic State] or other Sunni extremist groups appeared in the region," said an attorney from Tehran who requested anonymity.

Shahram Ahmadi, 29, a Kurdish activist from Sanandaj, was among those who were hanged. He was reportedly arrested for distributing leaflets that demanded rights for the Sunni minority in Iran.

Ahmadi's sister told VOA the family recently received a call from an Iranian court, asking that the relatives give him a "farewell visit" in prison.

"When we went to Tehran, we received another call saying that only [Shahram's] dad must show up," she said. "But when we got [to the prison], we received the body of our executed brother."

SCARING THE PUBLIC

Rights activists in Iran say the government is using IS as an excuse to instill fear in the public.



Iranian national television recently aired a documentary featuring interviews with alleged IS agents who had been arrested by Iranian intelligence forces. The men pictured in the report confessed to infiltrating Iran with the aim of destabilizing the country.

"The broadcast of this so-called documentary was a sign that a string of executions is under way," said Mahmoud Amiri Moghaddam, a spokesperson for Iran Human Rights, a Norway-based group that monitors Iran's executions. "These sorts of tactics are used to prepare the public for upcoming actions."

Ethnic Kurds make up nearly 9 percent of Iran's 80 million people. They are largely Sunni Muslims in a country ruled by Shi'ite Muslims.

"Kurds in Iran are persecuted twice — first because they are Kurds, and second because they are Sunnis," said Azad Moradian, spokesman for the Los Angeles-based Kurdish American Committee for Democracy and Human Rights in Iran.

Kurds in Iran have long desired more autonomy from Tehran's firm grip, and they have been calling for cultural and political rights. Since mid-

June, Iran's Revolutionary Guards have been clashing with Kurds in some areas along the Iran-Iraq border.

SUPPORT FOR KURDS ALLEGED

Tehran has accused foreign powers, Saudi Arabia in particular, of backing Kurdish rebels against Iranian forces. But Kurdish groups say this is merely a pretext for the government to justify its suppression of Kurds.

Saudi Arabia is a traditional rival of Iran in the region. In Syria, Iran has been a major backer of President Bashar al-Assad's regime, while Saudis have been supporting anti-government Syrian rebels.

"These [executions] have something to do with Iran's regional policy," said Moradian. "Iran is afraid of a Saudi influence in Sunni Kurds. And so these executions could be a message for Saudi Arabia."

Rights groups have long criticized Iran for hangings and executions of people that the regime says are criminals. Amnesty International said 977 people were executed in 2015, mostly for drug-related offenses. ■

Les Kurdes de Syrie arrachent Manbij à l'EI

La ville, libérée avec l'aide de la coalition internationale, était un point de passage pour les djihadistes d'Europe

Deux mois de siège et de combats ont pris fin à Manbij, ancien bastion de l'organisation Etat islamique (EI) stratégiquement situé à proximité de la frontière turco-syrienne. Le réduit où s'étaient retranchés les djihadistes la semaine passée a cédé vendredi 12 août avant d'être investi par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance dominée par les combattants kurdes et soutenue par la coalition internationale contre l'EI. Les FDS déclaraient en fin d'après-midi avoir pris le contrôle de la totalité de cette ville à majorité arabe qui comptait près de 100 000 habitants avant le déclenchement du conflit syrien.

Selon Cherwan Darwich, porte-parole des FDS, les derniers djihadistes assiégés dans Manbij auraient entraîné dans leur convoi en fuite de nombreux civils, arrachés au dernier secteur encore contrôlé par l'EI avant d'être utilisés comme boucliers humains afin de leur permettre de traverser les lignes de front sans essuyer les tirs ennemis.

À l'annonce de la prise de la ville, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) estimait à près de 2 000 le nombre des victimes de cet enlèvement de masse, un chiffre qui n'a cependant pas été confirmé par le porte-parole des FDS. Les djihadistes et leurs otages se sont repliés au nord de la ville, vers Djarabulus, une localité distante d'une quarantaine de kilomètres, située sur la frontière avec la Turquie.

Le commandement des FDS, qui assiègent la ville depuis le 10 juin, avait appelé de manière répétée les djihadistes à évacuer Manbij, sans que ses ultimatums soient suivis d'effet. Dans les quartiers contrôlés par l'EI, des milliers d'habitants étaient restés pris au piège, sous le feu des belligérants. Si leur présence dans la ville a considérablement ralenti la progression des FDS, les habitants demeurés à l'intérieur de Manbij alors que les combats faisaient rage ont payé un lourd tribut tout au long de la bataille.



Une habitante de Manbij remercie une combattante kurde après la libération de son quartier, le 12 août.

RODI SAID/REUTERS



Frappes aériennes mal guidées

L'OSDH estimait, une semaine avant la fin du siège, que près de 400 civils avaient été tués par le déclenchement des engins explosifs improvisés laissés derrière eux par les djihadistes, ou en marge des combats de rue qui se sont prolongés au cœur de la ville, mais aussi à la suite de frappes aériennes mal guidées de la coalition dans les environs de la ville.

La victoire des FDS marque cependant une étape majeure dans la lutte contre l'EI dans le nord de la Syrie. Après la prise de la localité frontalière de Tal Abyad par les forces kurdes en juin 2015, Manbij commandait la principale voie de communication restante entre le territoire turc et le cœur du « califat » d'Abou Bakr Al-Baghdadi. En chassant les djihadistes, les FDS, qui constituent l'unique allié au sol de la coalition internationale, se sont approchées d'un objectif stratégique de premier ordre : couper les territoires contrôlés par l'EI de la frontière turque.

Passée sous l'emprise des djaha-

distes début 2014, Manbij était connue pour être un point de passage et un lieu de fixation important pour les djihadistes européens venus combattre en Syrie après être passés par la Turquie et la zone frontalière singulièrement poreuse de Djarabulus.

Dernière halte avant la frontière turque, Manbij servait également de nœud de transit dans la direction opposée, depuis le territoire du « califat » vers la Turquie, et au-delà vers l'Europe. Alors que les FDS complétaient leur encerclement de la ville, Brett McGurk, l'émissaire spécial du président américain auprès de la coalition, a souligné le 10 juin l'importance de la ville dans les parcours des combattants étrangers.

C'est vrai, notamment, des djihadistes francophones : M. McGurk a affirmé que c'était par Manbij qu'étaient passés, en provenance de Rakka, les auteurs des attentats de Paris en novembre 2015 et de Bruxelles en mars. Samy Amimour, l'un des terroristes ayant pris part à l'attentat du Bataclan, y a séjourné en 2014. Publié en juillet, le rapport de la commission d'enquête française sur la lutte contre le terrorisme, présidée par le député Georges Fenech, a également fait mention de la place de Manbij dans les mouvements connus de djihadistes francophones de part et d'autre de la frontière turco-syrienne.

L'importance stratégique de Manbij pour la coalition correspond à un objectif ancien des forces kurdes : opérer une jonction entre le nord-est syrien déjà passé

Le déséquilibre entre Kurdes et Arabes cause des frictions que seule l'existence d'un ennemi commun permet de contenir

sous leur contrôle et l'enclave kurde d'Afrin, à l'ouest de la province d'Alep. Une fois leurs positions consolidées à Manbij, les forces dirigées par les Kurdes pourront envisager, avec l'assentiment de leurs alliés occidentaux, de nouvelles offensives vers Djarabulus au nord et vers Al-Bab à l'ouest. C'est aussi vers Rakka, la place forte de l'EI en Syrie, que l'effort de guerre des Kurdes, de leurs partenaires arabes locaux et des puissances occidentales impliquées militairement pourra se porter, une fois que le territoire tenu par les djihadistes aura été suffisamment isolé.

La bataille de Manbij couronne, par son importance, une série de succès remportés depuis plus d'un an par les forces kurdes et leurs alliés arabes face à l'EI dans le nord du pays, et ce avec le soutien de la coalition. Indispensable pour les combattants au sol, il se traduit par un appui aérien constant et par la présence à leurs côtés d'éléments des forces spéciales relevant de plusieurs nations occidentales. Ces victoires militaires sont cependant porteuses de défis politiques du plus en plus pressants qui sont autant d'obstacles potentiels à la victoire finale contre les djihadistes en Syrie.

Ambitions séparatistes

Le noyau dirigeant des FDS est constitué par une force combattante kurde liée à une structure politique qui a pris le contrôle exclusif des zones kurdes de Syrie dès 2012. En s'alliant à elle pour repousser les djihadistes, la coalition internationale la met en situation d'accroître son territoire au-delà des enclaves kurdes syriennes, vers des zones très majoritaire-

ment arabes comme Manbij. Militairement et politiquement, ce sont partout des responsables kurdes qui dominent, forts de leur solidarité organisationnelle et déterminés à orienter le destin des territoires passés sous leur contrôle, même s'ils ont coopté des groupes armés et des notables arabes.

Ce déséquilibre produit des frictions non négligeables que seule l'existence d'un ennemi commun, l'EI, permet encore de con-

tenir. Les FDS sont accusées d'œuvrer à la mainmise des Kurdes et de cultiver des ambitions séparatistes. Elles devront faire leurs preuves à Manbij, la plus importante des villes non kurdes qu'elles ont libérées de l'EI. Le poids des pertes civiles enregistrées au cours de la bataille pourrait déjà jouer en leur défaveur.

Par ailleurs, les cadres dirigeants des FDS, leur savoir-faire militaire, leur discipline et leurs mé-

thodes proviennent des structures du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dont le champ d'action ne se limite pas à la seule Syrie. Le PKK est une organisation armée régionale dont l'Etat turc est l'ennemi historique.

Sa confrontation avec les forces de sécurité d'Ankara, qui a repris à l'été 2015, et la dégradation rapide des relations entre la Turquie et les Etats-Unis depuis le coup d'Etat militaire avorté du 15 juillet

compliquent encore l'équation. Ankara s'est de fait toujours montrée hostile à l'influence croissante des Kurdes sur sa frontière méridionale, et notamment à Manbij. Ainsi, défaite après défaite, l'EI recule mais les foyers de tension qu'il laisse derrière lui semblent vouer à retarder chaque fois sa chute. ■

ALLAN KAVAI

Le Monde.fr 10 août 2016

Turquie : huit morts dans deux attaques simultanées attribuées au PKK

Le Monde.fr avec AFP | 10.08.2016

Huit personnes, sept civils et un policier, ont été tuées dans deux attaques simultanées à la bombe mercredi 10 août au soir dans le sud-est de la Turquie. Elles ont été attribuées à l'insurrection du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé un responsable de la sécurité.

L'explosion d'une voiture piégée a fait cinq morts dans le centre de la ville de Diyarbakir, selon cette source. Douze personnes, dont cinq policiers, ont été blessées, a annoncé le gouverneur de Diyarbakir, chef-lieu du Sud-Est à majorité kurde.

Une autre explosion, quasi simultanée, a tué trois civils dans la localité de Kiziltepe, au sud de la ville de Mardin, a ajouté un responsable de la sécurité, requérant l'anonymat. Elle a

également fait vingt-cinq blessés, selon la télévision NTV. Des images télévisées ont montré d'importants dégâts sur des bâtiments environnants et des véhicules stationnés à proximité. Les deux attaques à la bombe ont eu lieu lors du passage de véhicules de police, selon l'agence de presse Dogan.

Journée particulièrement meurtrière dans le Sud-Est

La journée de mercredi a été particulièrement meurtrière dans le Sud-Est. Cinq soldats turcs avaient été tués et huit autres blessés dans un attentat à la bombe en matinée, attribué lui aussi à la rébellion du PKK, selon une source de sécurité locale. Un engin artisanal a été actionné à distance au passage d'un convoi militaire à Uludere, à proximité de la frontière irakienne.

Les attaques contre l'armée se sont multi-



Une explosion a tué trois civils dans la localité de Kiziltepe, au sud de la ville de Mardin, en Turquie.

pliées depuis la fin, en juillet 2015, du cessez-le-feu, qui avait tenu pendant près de deux ans et demi dans le sud-est de la Turquie. Ces attaques ont fait depuis des centaines de morts du côté des forces de sécurité, ainsi que du côté des insurgés, et ont poussé de nombreux habitants à fuir les lieux des combats, qui se sont déplacés des campagnes vers les centres urbains.

Ces derniers mois, le gouvernement a mené des opérations militaires contre le PKK pour déloger les combattants kurdes des zones urbaines. ■

France-Soir 14 août 2016

Syrie: dans Manbij libérée du joug de Daech par les Kurdes, des scènes de liesse

14 Août 2016 — <http://www.francesoir.fr>

Autres images fortes, ces dizaines de femmes brûlantes leur niqab, imposé de force par les djihadistes, dans des feux de joie ou encore ces hommes qui se rasent mutuellement la barbe, au port rendu obligatoire par les membres de l'EI, tandis que les combattants kurdes distribuaient des cigarettes aux passants (il est formellement interdit de fumer dans le califat "autoproclamé" de l'EI). Autant de signes qui montrent à quel point la chape de plomb imposé par le groupe terroriste pesait sur la vie des habitants de la ville.

Depuis deux ans et demi Manbij, verrou stratégique situé sur la route de Raqqa vivait sous la férule des djihadistes de l'EI. Ces derniers en avaient fait un centre de triage pour les milliers de combattants étran-

gers (dont de nombreux Français) venus clandestinement de Turquie.

Appuyées par les frappes de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de combattants issus des milices d'autodéfense kurdes et des tribus arabes sunnites de la région, avaient lancé le 31 mai leur offensive pour reprendre Manbij, qui servait à l'EI de carrefour vital d'approvisionnement à partir de la frontière turque vers ses zones en Syrie, dont Raqqa, plus à l'est, capitale autoproclamé du "califat".

Plusieurs centaines de civils que les djihadistes de l'Etat islamique (EI) avaient emmené comme "boucliers humains" en se retirant de leur ancien fief de Manbij, dans le nord de la Syrie, ont été libérés, rapportait samedi 13 l'Observatoire syrien des droits de



Les hommes de Manbij se rasent la barbe après le départ de Daesh

l'Homme (OSDH).

Des dizaines de milliers d'habitants avaient réussi à fuir Manbij, mais des dizaines de milliers d'autres avaient été pris au piège des combats. L'utilisation par les djihadistes d'habitants comme boucliers humains avait retardé la prise de la ville, les FDS disant vouloir éviter des victimes civiles. Malgré les précautions prises par les combattants arabo-kurdes, 437 civils ont été tués dont 105 enfants dans Manbij et sa région. Parmi les civils, 203 ont péri dans les frappes de la coalition. ■

Kurdish forces 'cut off IS escape route' through Manbij

12 August 2016
http://www.bbc.com

Kurdish and Arab fighters say they have liberated the north Syrian town of Manbij from so-called Islamic State, cutting off its route to Europe.

The coalition of militias fought 73 days to drive out IS and say they freed 2,000 civilians being used as human shields on the final day.

IS captured Manbij, close to the Turkish border, two years ago.

Roads to Syria's embattled second city, Aleppo, and to the IS capital, Raqqa, pass through the town.

"After the liberation of Manbij, IS members won't be able to freely travel to and from Europe anymore," said Syrian Kurdish leader Salih Muslim.

The Syrian Democratic Forces (SDF) coalition includes the powerful Kurdish YPG militia. They were backed in their campaign against IS by US-led air strikes on IS positions.

Responding to reports of the human shields, EU foreign affairs chief Federica Mogherini said in a statement that IS continued to "pose a threat to the people of Syria, Iraq, the region as well as to Europe and beyond".

"The recent military advances against Da'esh [IS] by the Global Coalition together with the Syrian Democratic Forces in North West Syria are welcome and the EU will continue to commit its efforts, as part of the Coalition, to its non-military fields of activity," she added.

The roads through Manbij had become crucial to the group's ability to move fighters, weapons and supplies in and out of Syria.



Syrian Democratic Forces fighters led civilians to safety

According to the Syrian Observatory for Human Rights, which monitors the conflict from the UK, around 500 cars left Manbij carrying IS members and civilians.

They were heading north-east towards Jarablus, a town under IS control on the Turkish border. ●

Mosul: Kurdish Peshmerga forces launch fresh thrust to retake Islamic State's stronghold in Iraq

By Saif Hameed | WARDAK, Iraq
15 Aug 2016, Reuters
http://www.abc.net.au/

Kurdish Peshmerga forces have launched a fresh attack on the Islamic State (IS) group as part of a campaign to capture Mosul, the militants' de facto capital in Iraq, Kurdish officials say.

The advance began after heavy shelling and air strikes by a United States-led coalition against IS forces, a Reuters news agency correspondent reported from Wardak, 30 kilometres south-east of Mosul.

The militants fought back, firing mortars at the advancing troops and detonating at least two car bombs.

A Peshmerga commander said a dozen villages had been taken from the ultra-hardline Sunni militants as Kurdish forces headed towards Gwer, the target of the operation, 40 kilometres south-east of Mosul.

Repairing a bridge that the militants destroyed in Gwer would allow the Peshmerga to open a new front around Mosul — the bridge crosses the Grand Zab river that flows into the Tigris.

The IS group said in a statement on its Amaq news service that two car bombs driven by suicide fighters were detonated in one of the villages to block advancing Kurdish forces, causing casualties among the Peshmerga.

Authorities in autonomous Kurdistan gave no toll for the fighting, other than confirming the death of a Kurdish TV cameraman and the injury of another journalist.



Kurdish Peshmerga forces fire a rocket toward Islamic State militants on the southeast of Mosul, Iraq, August 14, 2016. REUTERS/Azad Lashkari

Clouds of black smoke rose from the scene of fighting and dozens of civilians fled in the direction of Peshmerga lines, brandishing white flags.

The Iraqi army and the Peshmerga forces of the Kurdish self-rule region are gradually taking up positions around Mosul, 400 kilometres north of the capital Baghdad.

It was from Mosul's Grand Mosque in 2014 that IS leader Abu Bakr al-Baghdadi declared a "caliphate" spanning regions of Iraq and Syria.

FALL OF MOSUL WOULD MARK DEFEAT OF IS IN IRAQ

Mosul is the largest urban centre under the militants' control, and had a pre-war population of nearly 2 million.

Its fall would mark the effective defeat of IS militants in Iraq, according to Prime Minister Haider al-Abadi, who has said he aims to retake the city this year.

The Iraqi army is trying to close in from the south.

In July it captured the Qayyara airfield, 60 kilometres south of Mosul, which is to serve as the main staging post for the anticipated offensive.

The Peshmerga operation was "one of many shaping operations that will also increase pressure on ISIL in and around Mosul", said an official from the Kurdistan Regional Security Council, using another acronym to refer to IS.

"Noose tightening around #ISIL terrorists: #Peshmerga advancing east of #Mosul, #ISF shoring up south near #Qayyara," tweeted Brett McGurk, the US envoy to the coalition fighting the militant group.

Preparations for the offensive on Mosul are "approaching the final phase", Mr McGurk told reporters during a visit to Baghdad on Thursday — he said the planning included considerations for humanitarian aid to uprooted civilians.

Once the fighting intensifies around Mosul, up to one million people could be driven from their homes in northern Iraq, posing "a massive humanitarian problem", the International Committee of the Red Cross forecast last month.

More than 3.4 million people have already been forced by conflict to leave their homes across Iraq, taking refuge in areas under control of the Government or in the Kurdish region. ●

Why Kurdistan Is a Pillar of Hope in a Turbulent Middle East



Sasha Toperich
Aug 15, 2016
Senior Fellow, Center for
Transatlantic Relations, Johns
Hopkins School of Advanced International
Studies

Co-written with Tea Ivanovic, WYLN Senior Fellow and Board Member at the Mediterranean Basin Initiative, Paul H. Nitze School of International Advanced Studies at Johns Hopkins University alumna
<http://www.huffingtonpost.com>

It is known to the world that the Kurdistan region in Iraq is facing daunting problems as it combats the largest global terrorist threat, the self-proclaimed Islamic State, or ISIS. The courage of the Peshmerga, the Kurdistan army that halted ISIS' advancement two years ago, and which keeps counting victories over this vicious terrorist group, has entered world history. Add to that the fact that these brave men and women are fighting with old weapons, unlike ISIS fighters, who confiscated modern and heavy weaponry from the Iraqi army that the U.S. provided.

Fearing the threat of ISIS and political instability, investors and foreign companies left Kurdistan, which had a sizable impact on the region's economic development. In addition, since February 2014, the Iraqi central government stopped paying its financial obligations to Kurdistan, all while more than two million refugees and internally displaced people of all ethnicities and nationalities found refuge in the Kurdistan region, fleeing ISIS.

To address these challenges, the government

After Mosul is liberated, the international community must prepare for long-term humanitarian aid.

in Erbil has launched a set of reforms to create a more efficient administration and to diversify the economy, which is still heavily dependent on oil and gas exports. The liberation of Mosul is expected to send between 500,000 and 1,000,000 additional refugees to the Kurdistan region, and will undoubtedly have abysmal effects on its fragile economy. The international community will need to commit to long-term aid and financial assistance, which will be crucial to defeating ISIS not only militarily, but also their entire ideology.

The fear is that if basic living conditions for refugees are not created and sustained, additional resentment might develop and new ter-



The city of Rawanduz, some 24 miles from Erbil, with a stunning view and a fresh supply of sweet mineral water (PHOTO: Sarkawt A. Sabir)

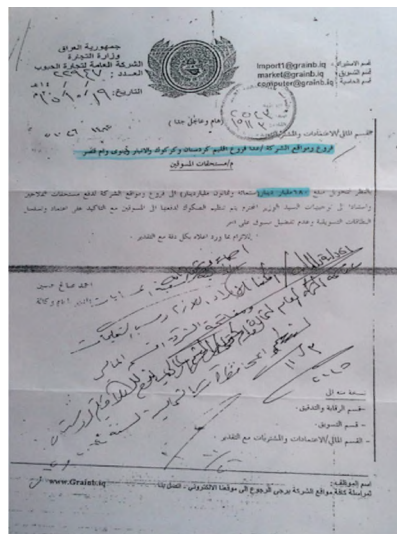
ror groups could emerge. The process of finding permanent homes for refugees will be slow at best, as ISIS destroyed numerous villages and placed landmines in others. Those mines are placed within buildings, which make them almost impossible to neutralize, and are planted there with the sole reason of potentially killing more people who try to dismantle them in an effort to inhabit the villages. Just a few days ago, Peshmerga Colonel Peshkaft Zuher Khalid was killed while attempting to dismantle a mine left by ISIS in Tulaband village. He was 34 years old and left three sons and a daughter behind.

Talks about a post-ISIS future for the Mosul area are already well underway, and Masoud Barzani, the Kurdistan region president, already supported requests by Yezidis, Christians, Shabaks, Kakais, Armenians and Assyrians, for independent administration and self-rule of Nineveh province.

The liberation of Mosul will be a huge leap forward for the Kurdistan region. After ISIS is repelled further from its borders, investors are expected to start coming back. Plenty are already eyeing ways to enter or re-enter projects and foreign ministers, ambassadors and other officials are meeting daily with Kurdistan government officials. And rightly so, as opportunities for cooperation are plenty.

Restoring the Agricultural Richness of the Kurdistan Region

Kurdistan, formerly known as the "breadbasket of Iraq," has 1.5 million hectares of irrigated lands and 70 percent of the grain production in Kurdistan is organic. In addition, Kurdistan annually produces 1.6 million tons of wheat, of which it only uses 650,000 tons, leaving one million tons available for export. Yet Iraq is not buying wheat from the Kurdistan region and is importing it from Iran and Turkey. Furthermore, the region's fruit production is also substantial. The Barwar Bella region alone (Duhok province) produces more than 28,000 tons of apples, and Halabja produces over 50,000 tons of pomegranates on an annual basis. Opportunities for U.S. businesses are plenty in the agricultural sector, where technology is needed for further growth. Now is the time to start exploring these opportunities through the union of farmers in Kurdistan and connecting to the existing agriculture private



In Oct. 2015, the Iraqi Ministry of Commerce issued a letter instructing the government in Baghdad to pay all Iraqi but not Kurdish farmers for delivered agricultural products to Baghdad in 2014 and 2015.

► sector for exploring joint business opportunities.

The extent to which politics undermine economics in this part of the world is proven by this letter from the Iraqi Ministry of Commerce issued on Oct. 19, 2015, in which instructions were given to not honor the payment for the already delivered agricultural goods from Kurdistan, Kirkuk, Anbar, Nineveh and Om Qasr but to pay farmers throughout Iraq with allocated 680 billion Iraqi dinars (around \$600 million).

A lack of property rights is a huge problem for economic development in the Middle East, and so it is in Kurdistan, a condition inherited from Saddam's times. The KRG should look to reform the agricultural sector to allow for individual ownership of the land, to encourage farmers to use owned land as a collateral in obtaining bank loans to expand their businesses and foster international business cooperation. It is a win-win situation where the government will have increases in tax revenue and the agricultural sector will be a strong and stable pillar of private sector business. To boost revenue, requests should be made to the U.N. and other international agencies that will be instrumental in the rebuilding effort in post-ISIS Mosul and other territories, to buy wheat and other products from local farmers in the Kurdistan region, instead of importing readymade products for their needs from neighboring countries.

Group Tourism Gaining Momentum in the Kurdistan Region

Before ISIS, the Kurdistan region was a very popular tourist destination and would host over three million visitors annually. In 2014,



The Citadel, located inside Erbil, is one of the oldest uninterruptedly inhabited towns in the world. It is listed on the UNESCO world heritage list and is currently undergoing restorations (PHOTO: Jan Sefti)

Erbil was named the "Capital of Tourism" by the Arab World Tourist organization. Understandably, the very present fear of ISIS significantly decreased visitor numbers, but in the last two months tourism started to pick up again as security in the region improves. Even though ISIS is still a major danger for the region, its threat to security is significantly diminished within Kurdistan.

On July 7, the second day of Eid, 18,000 visitors entered Kurdistan, and nearly 200,000 visited the region in July, mostly from the rest of Iraq. The Kurdistan Regional Government is in the process of negotiating agreements with Turkey, Iran, Armenia, Kuwait and Jordan on group tourism to make it easier to obtain visas for organized group travel through security check points.

The Kurdistan Tourism Guide, an excellent smartphone app, and the General Board of Tourism website, are available in five lan-

guages and are a great tool to discover the hidden beauties, the cultural and historical treasures of the Kurdistan Region.

During my recent visit to Erbil, I visited the small but wonderful Institute and Museum of Stones and Gems, which is privately owned by a Kurdish family, located at the heart of the ancient Citadel in Erbil. I made a promise to this young man (in the picture) to not only mention the museum, but to also to spread the word about the Kurdistan's tourism richness. His determination to create a life in spite of all the imposed difficulties was a very humbling experience. I truly admire the spirit of the people in Kurdistan, tirelessly working to reinvent their lives and to create a better future. As the government officials in Erbil often say, "we've made mistakes, but we are now correcting them." This tends to be true, and although there is much work to be done and the road ahead is long, the Kurdistan region is on the right track. ♦



AUGUST 11, 2016

Turkey Bombs Kurdish Rebels in Iraq After Deadly Attacks

August 11, 2016 //www.voanews.com

ReBELS of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, detonated a roadside bomb in the town of Kiziltepe, in Mardin province, killing three people and wounding at least 25, including at least five children.

Turkey carried out airstrikes against Kurdish rebel targets in northern Iraq and raided pro-Kurdish political offices in Istanbul after deadly bombings blamed on the rebels hit southeastern Turkey.

State-run media said the airstrikes killed a number of militants in the Sinat-Haftanin region. Turkey often conducts similar air-

trikes as part of its campaign against members of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, which has waged a decades-long insurgency.

Police in Istanbul detained 17 suspected militants during their raids early Thursday at multiple sites in the city, including offices of the pro-Kurdish People's Democratic Party.

Wednesday's bombings included two that struck at about the same time. One was a roadside bomb in the town of Kiziltepe that killed three people, while the other was a car bomb that killed five people in a historic part of Diyarbakir. Both blasts were aimed at passing police vehicles, but ended up killing mainly civilians.



A still image taken from a video footage shows emergency vehicles at the scene of a bomb blast in Kiziltepe, Turkey, Aug. 10, 2016.

An earlier bombing, also blamed on the PKK, killed four soldiers and wounded nine others near the border with Iraq.

Since hostilities with the PKK resumed last year, more than 600 Turkish security personnel and thousands of PKK militants have been killed, according to the state-run Anadolu Agency. Human rights groups say hundreds of civilians also have died. ■



19 AOÛT 2016

Le PKK revendique un attentat meurtrier contre la police qui a fait 5 morts et plus de 200 blessés à Elazig

20 Minutes avec AFP / 19.08.2016
www.20minutes.fr

Ce vendredi, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué l'attentat à la voiture piégée perpétré jeudi contre le siège de la police à Elazig (est), qui a fait cinq morts et plus de 200 blessés.

« Une attaque suicide d'envergure a été commise par nos camarades contre le siège de la police à Elazig » pour dénoncer la répression des forces turques contre les villes kurdes du sud-est, à majorité kurde, de la Turquie, a précisé le HPG, l'aile militaire du PKK dans un communiqué, cité par l'agence pro-kurde Firat.

Les autorités turques avaient immédiatement attribué l'attaque au mouvement kurde indépendant

tiste illégal. Ce dernier revendique rarement ses attentats. Cet attentat avait été précédé dans la nuit par une attaque similaire contre un poste de police à Van (est) qui avait fait trois morts.

Les attentats et les attaques des rebelles kurdes contre la police et l'armée - avec six morts supplémentaires à Bitlis (est) - ont fait 14 morts en une seule journée, signe d'une intensification des violences liées au conflit kurde promise par le commandement du PKK.

Elazig est un bastion nationaliste turc qui avait été épargné par le conflit qui dure depuis 1984 et a coûté la vie à plus de 40.000 personnes.

Des milliers d'habitants de la ville ont manifesté vendredi pour



Le PKK a revendiqué une attaque visant le siège de la police à Elazig, dans l'est de la Turquie - STR / AFP

conspuer le PKK, ont rapporté les médias.

Lundi, cinq policiers et trois civils avaient été tués dans un autre

attentat à la voiture piégée également imputé au PKK contre un poste de police sur une autoroute de Van. ●



19 August 2016

Syrian fighter jets hit Kurd-held areas for first time

Kurdish YPG fighters vow "not to be silent" after areas of Hasakah city under their control are bombed by Syrian army.

19 August 2016 — <http://www.aljazeera.com>

Syrian government fighter jets have bombed Kurdish-held areas of the northeastern city of Hasakah for the first time in the five-year-old civil war, according to fighters and a monitoring group.

The Kurdish People's Protection Units (YPG), a key US ally in the fight against the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) group, said on Thursday that it would "not be silent" over what it called it an act of aggression.

There was no immediate comment from the Syrian government.

YPG spokesman Redur Xelil said that the air raids had hit Kurdish districts of Hasakah and positions held by a Kurdish security force known as the Asayish.

"There are martyrs and wounded," he told the Reuters news agency.

Government forces were also bombarding Kurdish districts of Hasakah with artillery, and there were fierce clashes in the city, which is mostly controlled by Kurdish groups.

"Every hand spattered with the blood of our people will be held to account through all possible and available means," the YPG said in a statement.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights, which tracks the war using a network of activists, said jets had targeted Kurdish security forces' positions in the northwest and northeast of Hasakah.

Kurdish YPG forces 'exploit government offensive' in Syria

It also said that there was fighting in several parts of the city.

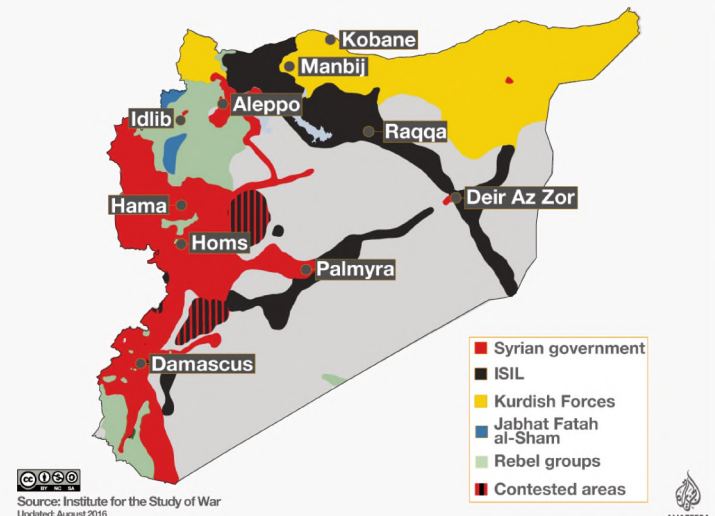
The Syrian government, which routinely uses its air force against rebels fighting President Bashar al-Assad in western Syria, still has footholds in Hasakah and Qamishli, both in the Hasakah governorate.

The latest bout of fighting is the most significant between YPG and government forces since several days of battles in Qamishli in April.

The YPG makes up a significant portion of the US-backed Syria Democratic Forces (SDF), a Kurdish and Arab alliance fighting ISIL in Syria.

Last week the SDF, backed by air raids from a US-led anti-ISIL coalition,

Syria: Who controls what?



said they had pushed ISIL fighters from the city of Manbij near the Turkish border after a two-month campaign.

Syria's complex, multi-sided war has created a patchwork of areas across the country controlled by the government, rebels, Kurdish forces or ISIL.

Kurdish groups have exploited the collapse of state control to establish autonomy across much of the north. ◆

Alep dans l'attente de la bataille décisive

Les bombardements russes depuis l'Iran pourraient marquer un tournant pour le contrôle de la ville syrienne

BEYROUTH - correspondance

Qui domine Alep domine le cours de la guerre en Syrie. Forts de ce credo, partisans et adversaires du président Bachar Al-Assad se livrent à des combats acharnés aux abords de l'ancienne capitale économique, divisée en deux depuis 2012. Chaque camp tient la chronique quotidienne des gains qu'il réalise au sud ou à l'ouest de la ville, où se concentrent les affrontements. Mais la bataille décisive n'a pas encore commencé, malgré les roulements de tambour des uns et des autres.

Du côté des forces prorégime, le triomphalisme affiché fin juillet, après l'encercllement des quartiers orientaux de la ville tenus par l'opposition, a cédé le pas à plus de retenue. A cette date, le sort d'Alep semble alors sur le point de vaciller. Le pouvoir de Damas et son puissant allié russe paraissent déterminés à lancer l'assaut sur les faubourgs est, qu'ils pilonnent déjà. Ils somment les civils de partir. Pour les partisans du régime, la chute du bastion insurgé est une question de semaines.

Tout change, quelques jours plus tard : le 6 août, les combattants anti-Assad parviennent à ouvrir un corridor, depuis la zone de Ramoussah, au sud d'Alep, vers les faubourgs rebelles. Cette attaque, minutieusement préparée, porte en grande partie la marque du Front Fatah Al-Cham – l'ancien Front Al-Nosra qui a annoncé se distancer d'Al-Qaïda –, l'un des piliers de la coalition insurgée Jaïch Al-Fatah (« l'Armée de la conquête ») à l'œuvre au sud d'Alep. Un revers pour les forces pro-Assad.

Diffusé peu après cette déroute, un enregistrement audio présenté comme celui d'un combattant du Hezbollah libanais accuse l'armée syrienne et ses suppléants paramilitaires des Forces de défense nationale d'avoir abandonné leurs positions. Une version à laquelle Elias Farhat, ancien général de l'armée libanaise converti en analyste militaire, croit peu. Selon lui, « ce qui a été déterminant est que les frappes aériennes ont été ren-



Des soldats de l'armée syrienne évacuent un blessé dans le sud-ouest d'Alep, le 17 août. SPUTNIK/AFP

dues impossibles, à cause de la proximité physique entre belligérants ». Depuis les avancées à Ramoussah de Jaïch Al-Fatah, qui compte aussi en son sein le puissant groupe Ahrar Al-Cham, les bombardements ont repris contre le corridor ouvert par les rebelles.

Importants renforts

Le revers essuyé par les forces prorégime témoigne aussi « à la fois de la faiblesse de l'armée et du soutien militaire » important reçu par les combattants de l'opposition de la part de leurs parrains régionaux, selon Genevieve Casagrande, spécialiste de la Syrie au sein de l'Institut d'étude de la guerre, un groupe de réflexion américain.

Pour les forces du régime, l'objectif a depuis changé. Dans l'immédiat, il s'agit moins de chasser les rebelles que d'éviter de voir assiégé l'ouest d'Alep, sous contrôle gouvernemental, et d'empêcher une autre attaque des insurgés d'envergure. En bombardant intensément, au cours des derniers jours, la région d'Idlib, fief contrôlé par Jaïch Al-Fatah au sud d'Alep, Moscou et Damas veulent contrer le ravitaillement des rebelles en armes ou en combattants vers la ville.

Signe des enjeux de cette bataille, le régime a fait converger d'importants renforts vers Alep. Des unités d'élite sont mobilisées, comme les brigades d'assaut dévouées au colonel Souheil Hassan, ou la garde républicaine. Mais d'autres troupes acheminées vers la grande ville du Nord sont peu compétentes : épuisement,

manque d'entraînement, démotivation...

Des changements ont aussi été opérés au sein du commandement : le comité sécuritaire à Alep a été placé sous la houlette de Ziad Al-Saleh, un général de la garde républicaine. D'autres renforts sont enfin déployés par Téhéran et les milices confessionnelles chiites pro-iraniennes, dont le régime syrien est devenu entièrement dépendant : des forces spéciales du Hezbollah libanais, des hommes du Harakat Al-Noujaba irakien... Sur le front sud d'Alep, ce sont actuellement le Hezbollah et les Iraniens qui domineraient.

« L'armée syrienne et les Forces de défense nationale ont besoin d'un soutien logistique et d'une aide dans le contrôle de la bataille, affirme Elias Farhat. C'est ce qu'apportent le Hezbollah et Téhéran : supervision, coordination, commandement. » Paradoxalement, considère pour sa part un diplomate européen qui se rend en Syrie, si l'Iran joue un rôle vital, c'est aussi lui qui a « contribué à affaiblir l'armée, en bâtissant un réseau parallèle, consistant à renforcer les Forces de défense nationale, avec le Hezbollah. Pour Téhéran, il y avait l'idée que, si tout s'effondrait dans le pays, ce réseau tiendrait. Mais, sans les Russes et sans les milices pro-iraniennes, l'armée syrienne ne peut rien faire aujourd'hui ».

Pour le Hezbollah, dont l'implication dans la région d'Alep est allée crescendo depuis le début de l'intervention russe pour voler au secours de Bachar Al-Assad, en septembre 2015, Alep constitue

« Sans les Russes et sans les milices pro-iraniennes, l'armée syrienne ne peut rien faire », analyse un diplomate européen

« la plus importante bataille [en Syrie], celle qui est réelle et stratégique », affirmait en juin son chef, Hassan Nasrallah. Il l'a récemment redit : ses hommes ne quitteront pas le champ de bataille d'Alep.

Moscou s'est pourtant montré versatile envers ses alliés, en intensifiant ou cessant ses frappes au gré de ses intérêts et des résultats en termes de négociations, tant avec son « partenaire » américain qu'avec son « protégé » syrien. En juin, le Hezbollah avait perdu une vingtaine de combattants en une seule bataille, dans la région d'Alep. Des pertes importantes qui avaient été liées au refus, alors, de la Russie, de participer à l'offensive avec ses avions de chasse.

Un tournant semble avoir été pris il y a quelques jours : des bombardiers russes ont mené des frappes en Syrie depuis une base aérienne en Iran. « Il s'agit d'un changement majeur, note Genevieve Casagrande, de l'Institut d'étude de la guerre. Il entérine le partenariat entre Téhéran et Moscou, même si chacun n'a pas les mêmes priorités en Syrie. La poursuite ou pas des frappes russes va être un élément déterminant dans la bataille d'Alep. » Pour Elias Farhat, l'évolution à venir se joue dans l'autre camp : « La Turquie [l'un des soutiens de Jaïch Al-Fatah, avec l'Arabie saoudite et le Qatar] va-t-elle continuer à laisser passer combattants et armes à ses protégés ? »

De part et d'autre de la ville, les civils, épuisés, ne se perdent plus en conjectures pour savoir si et quand les combats à Alep prendront fin. A l'ouest de la ville, ils vivent avec la peur d'être assiégés ; à l'est, ils sont la cible de bombardements des aviations russe et syrienne, dont le nombre de victimes ne cesse de s'alourdir. ■

LAURE STEPHAN

Turquie : noces sanglantes à Gaziantep

Un attentat commis par un kamikaze âgé d'une douzaine d'années a tué 51 personnes lors d'un mariage.

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

TERRORISME Gaziantep est de nouveau en deuil. Ce samedi, aux environs de 21 h 40, la mort a encore frappé à la porte de cette ville turque frontalière de la Syrie, caisse de résonance du conflit voisin. L'attentat, qui a fait au moins 51 morts et près de 100 blessés, est l'un des plus violents qu'ait connus récemment la Turquie : il visait une cérémonie de mariage, où se trouvaient de nombreux enfants, dans un quartier du centre de Gaziantep à forte concentration kurde. Les images qui tapissent les réseaux sociaux montrent des corps gisant au sol, recouverts de draps blancs aux pieds d'ambulances venues au secours des blessés.

D'après le président Recep Tayyip Erdogan, qui s'est exprimé devant la presse, l'attaque aurait été commise par « un kamikaze âgé de 12 à 14 ans ». Le chef d'État turc a imputé aux djihadistes de Daech la responsabilité de cet acte barbare. Pour lui, l'État islamique en est « probablement l'auteur », mais fidèle à ses habitudes, il souligne ne voir « aucune différence » entre le prédicateur Fethullah Gülen (accusé d'être derrière le putsch raté du 15 juillet), la guérilla kurde du PKK et le groupe djihadiste. « Notre pays, notre nation ne peuvent que réitérer un seul et même message à ceux qui nous attaquent : vous échouerez », a prévenu le chef de l'État, dans un communiqué publié avant son intervention.

La marque de Daech

Le mode opératoire de l'attentat - non revendiqué - ressemble effectivement aux techniques employées par les kamikazes de l'EI : d'après la presse turque, le terroriste se serait mêlé aux invités avant d'actionner sa charge. Les forces de sécurité sont désormais à la recherche de deux personnes qui l'accompagnaient et qui se sont enfuies après l'attaque. Le parquet dit également avoir trouvé sur place les « restes d'une veste d'explosifs pour un attentat-suicide ». La violence est tristement familière pour les habitants de cette ville refuge, qui héberge de nombreux Syriens ayant fui le conflit qui fait rage dans leur pays. Le 1^{er} mai dernier, une bombe y a explosé devant le quartier général de la police. Deux journalistes syriens anti-Daech y ont également été assassinés en pleine rue, l'un en décembre 2015, l'autre en avril de cette année.



Une femme reconforte un homme en larmes, à l'hôpital de Gaziantep, dans la nuit de samedi à dimanche. AHMED DEEB/AFP

Cette fois-ci, l'attentat frappe de plein fouet la minorité kurde de Turquie. Coïncidence du calendrier - ou acte délibéré -, il survient quelques jours après le revers infligé par les combattants kurdes à l'EI dans la ville syrienne de Manbij. De quoi penser qu'il pourrait s'agir d'une riposte directe des djihadistes. L'ombre de ces derniers plane d'ailleurs sur d'autres attentats anti-Kurdes, comme celui survenu à Suruç, en juillet 2015, ou encore celui d'Ankara, en octobre dernier, où 95 personnes ont été tuées pendant une manifestation. Des attaques qui visaient, selon les observateurs, à attiser les tensions communautaires. Nombre de djihadistes perçoivent les Kurdes comme des ennemis. En Syrie voisine, les milices kurdes sont en première ligne dans les combats contre l'EI.

Les noces sanglantes de Gaziantep, qui coïncident également avec une nouvelle vague d'attentats attribués au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) symbolisent la tragédie des Kurdes du Sud-Est de la Turquie, pris en étau entre d'un côté les combats opposants le PKK et les forces de sécurité turques, et de l'autre la menace djihadiste qui pèse sur leur communauté.

Selon l'agence de presse Dogan, les deux jeunes mariés, qui ont survécu au carnage, étaient originaires de la région majoritairement kurde de Siirt, plus à



l'est, qu'ils avaient dû quitter, comme tant d'autres, en raison de la guerre que se livrent rebelles kurdes et forces gouvernementales. Ce week-end, une autre forme de violence, encore plus surnoise, les a rattrapés. « Ils ont transformé notre mariage en bain de sang », s'est exclamée la mariée, Besna Akdogan, interviewée par l'agence de presse Anatolie. Légèrement blessée, elle a été brièvement hospitalisée.

Réagissant à la tragédie, le premier ministre turc, Binali Yildirim, a prévenu que « quel que soit le nom de cette organisation terroriste perfide, nous, en tant que peuple, l'État et le gouvernement poursuivrons notre lutte déterminée contre elle ». Le matin même de l'atten-

tat, il avait annoncé devant un groupe de journalistes que la Turquie souhaitait jouer un rôle « plus actif » dans la solution de la crise en Syrie afin de « faire cesser le bain de sang ». Des paroles qui sonnent faux pour Ziya Pir. Ce député du parti d'opposition pro-kurde HDP,

dont plusieurs membres assistaient dimanche à la fête de mariage, dénonce le « laxisme » des forces de sécurité. Pour lui, la population kurde subit aujourd'hui les retombés du « soutien direct ou indirect de la Turquie à des groupes illégaux syriens ». Elle est également victi-

me « de l'absence de dispositif sécuritaire ». « Ce genre d'attaque était à prévoir. Or, les autorités n'ont rien fait pour les prévenir », peste-t-il. ■

LE FIGARO

lundi 22 août 2016

À Hassaké, l'US Air Force semonce les chasseurs syriens

SAMUEL FOREY @SamForey

C'EST PEUT-ÊTRE un tournant dans la complexe histoire de la guerre civile syrienne. Mercredi dernier, des combats éclatent entre les forces du régime et les forces kurdes à Hassaké, grande ville du nord-est du pays dont le contrôle est partagé, dans un pacte de non-agression tacite et fragile, entre les deux autorités.

Ces affrontements sont réguliers. Les forces kurdes étendent, mois après mois, année après année, leur emprise sur la ville - elles contrôlent aujourd'hui plus des deux tiers de Hassaké, alors qu'en janvier 2015 elles n'en contrôlaient qu'à peine un tiers. Régulièrement, les forces pro-régime - l'armée et la milice des Forces de défense nationales - contre-attaquent, pour reconquérir un carrefour stratégique, reprendre le contrôle d'un quartier.

« Mais cette fois-ci, c'était plus gros que d'habitude », commente Sinam Mohamed, coprésidente de l'administration centrale du Rojava, le nom local du Kurdistan syrien. Le régime, pour la première fois dans l'histoire de la guerre

civile syrienne, utilise ses avions pour bombarder les forces kurdes.

La coalition riposte

« Au début, il s'agissait principalement de tirs d'avertissement », explique un journaliste kurde, qui souhaite rester anonyme. Les avions bombardent les environs des positions YPG, les Unités de protection du peuple, les forces armées pro-Kurdes. Le lendemain, jeudi, le tir se fait plus précis : un check-point est visé, faisant une douzaine de morts parmi les forces de sécurité kurdes.

Plus grave, les deux Soukhoï SU-24 se rapprochent d'un camp au nord-ouest de Hassaké, où des forces spéciales de la coalition entraînaient des forces kurdes, dans le cadre de la guerre contre l'État islamique. La réaction est immédiate. Les Américains contactent les Russes pour vérifier à qui appartiennent les deux aéronaves. Ils sont bien syriens.

Pour protéger les troupes au sol, des avions de la coalition décollent alors « sur-le-champ », selon l'expression employée par le capitaine Jeff Davis, un porte-parole du Pentagone dans le cadre d'un point presse. « Cela nous inter-

pelle quand nous voyons des frappes aériennes à Hassaké, dans une zone où il est connu de tous, y compris de la part du régime, que la coalition est activement engagée dans des opérations contre l'État islamique », dit le capitaine Jeff Davis. Les deux Sukhoï syriens se retirent avant que les avions de la coalition n'arrivent. Aucun coup de feu n'est tiré, mais le Pentagone envoie un avertissement : « Le régime syrien serait bien avisé de ne pas interférer avec les forces de la coalition ou nos partenaires. »

Depuis, les combats continuent à Hassaké, et les avions de chasse syriens sont revenus, sans pour autant bombarder les troupes pro-Kurdes. « C'est la première fois que le régime syrien utilise ses avions au-dessus du Rojava, alors que nous venons de libérer Manbij des djihadistes. Nous craignons une escalade », dit Sinam Mohamed, en faisant allusion au fief de l'État islamique passé sous le contrôle des YPG le 12 juillet dernier. En intervenant aux côtés des forces pro-Kurdes pour protéger ses forces spéciales, la coalition envoie un message clair. Rien n'interdit de penser qu'elle saura le répéter. ■

ouest
france

21 AOÛT 2016

Syrie. La médiation russe sur Hassaké reprend, après une avancée kurde

AFP. le 21/08/2016

<http://www.ouest-france.fr/>

Les forces kurdes syriennes ont réussi à avancer à Hassaké face aux forces prorégime, au moment où la Russie a repris une médiation samedi pour mettre fin aux combats dans cette ville du nord-est du pays en guerre.

A l'issue de violents combats nocturnes aux armes lourdes, les miliciens prorégime ont reculé dans le quartier d'An-Nachoua, dans le sud de la ville, selon un journaliste de l'AFP sur

place.

Une source kurde a affirmé que les miliciens kurdes avaient avancé également à Gweirane, un autre quartier du sud, alors que l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a indiqué que les forces kurdes contrôlaient désormais la majorité du quartier d'Az Zouhour.

INTERVENTION DE LA COALITION

Les avions du régime ont survolé dimanche,

sans bombarder, la ville contrôlée en grande partie par les forces kurdes, selon l'OSDH.

Mercredi, le pouvoir syrien avait frappé pour la première fois depuis le début de la guerre en 2011, des secteurs tenus par les forces kurdes, à Hassaké après des combats au sol entre la milice progouvernementale et les Kurdes.

Ces frappes avaient entraîné jeudi et vendredi une intervention des avions de la coalition internationale antijihadistes conduite par les États-Unis pour « protéger » les forces →



⇒ spéciales qui conseillent les combattants kurdes au sol.

Les affrontements entre Kurdes et forces loyales au régime ont fait depuis mercredi au moins 43 morts, dont 27 civils, parmi lesquels 11 enfants, a indiqué l'OSDH. Par ailleurs, des milliers d'habitants ont fui les combats.

Des habitants fuient les combats.

RÉGION FÉDÉRALE KURDE

Selon une source gouvernementale syrienne, les négociations, commencées samedi et menées par une délégation militaire russe avec

chacun des belligérants, ont repris dimanche dans la ville voisine de Qamichli.

Selon almasdarnews, un site prorégime bien informé, les Kurdes ont exigé le retrait complet de la ville des miliciens prorégime des Forces de défense nationale (FDN) pour la laisser aux mains d'Assayech (la police locale kurde). Mais le régime a refusé et proposé un désarmement mutuel dans la ville de Hassaké.

Les Russes sont des alliés du régime syrien qu'ils aident militairement depuis près d'un an face aux rebelles et aux jihadistes.

Les Kurdes de Syrie (15% de la population) ont auto-proclamé en mars une « région fédérale », dont Hassaké fait partie, et rêvent de relier les régions sous leur contrôle dans le nord du pays, à la frontière turque.

Dans la province septentrionale d'Alep, où le régime et une coalition de jihadistes et de rebelles islamistes se livrent une guerre sans merci, 38 personnes dont 28 civils ont péri samedi dans des raids aériens russes et syriens dans plusieurs localités et dans des quartiers tenus par les insurgés dans la ville éponyme, selon un nouveau bilan de l'OSDH. ♦

Le Monde
JEUDI 25 AOÛT 2016

Les Kurdes syriens renforcent leur contrôle sur Hassaké

Un cessez-le-feu a été signé dans la cité tandis que les forces turques ont lancé une opération sur Djarabulus

DIYARBAKIR (TURQUIE) -
envoyé spécial

Après une semaine de combats, les forces kurdes ont confirmé leur avantage sur les éléments fidèles au régime du président syrien, Bachar Al-Assad, à Hassaké, dans le nord-est du pays. Le cessez-le-feu conclu mardi 23 août entre les belligérants consacre les gains obtenus ces derniers jours par les Kurdes et leurs alliés locaux dans les enclaves de la ville où le régime avait jusqu'à présent maintenu son emprise.

Selon les termes du cessez-le-feu négocié grâce à l'entremise de la Russie, l'armée régulière et les combattants loyalistes devront quitter la ville et en abandonner le contrôle aux forces de sécurité placées sous commandement kurde. La présence du régime se résumera au maintien des institutions civiles dans une zone réduite du centre-ville d'Hassaké, une formule qui correspond aux aspirations des autonomistes kurdes. A Hassaké, divisée en quartiers majoritairement arabes, kurdes et chrétiens, les autonomistes et le régime exerçaient par milices et groupes armés interposés leurs influences concurrentes sur une population mixte, travaillée par des rivalités anciennes.

La cohabitation entre Kurdes et forces loyales à Bachar Al-Assad, émaillée de tensions chroniques qui régissent leur relation depuis le déclenchement du conflit syrien, va pouvoir reprendre son cours après ce nouvel épisode d'affrontements singulièrement violents.

Démonstration de force

Comme ce fut le cas en janvier 2015, un conflit entre les forces

de sécurité kurdes et des membres des milices supplétives entretenues par le régime a dégénéré la semaine passée en combats de rue dans les zones disputées de la ville, entraînant dans leur sillage l'envoi des renforts de part et d'autre. Jeudi 18 août, le régime a cependant marqué une rupture en décidant d'employer de manière inédite son aviation contre les positions kurdes, seul moyen pour Damas de renverser un rapport de force au sol favorable aux Kurdes.

Spectaculaire, cette démonstration de force s'est révélée de courte durée. L'aviation de Damas ne peut faire impunément usage de ses forces aériennes dans les régions sous contrôle kurde du nord-est de la Syrie, tête de pont pour la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis contre l'organisation Etat islamique (EI). Si Washington n'est pas venu directement en aide à ses alliés kurdes à Hassaké, le Pentagone a déclaré vendredi avoir mis en œuvre des dispositifs de brouillage afin d'éviter que des éléments des forces spéciales américaines déployés dans la zone ne soient menacés. Sans qu'un risque majeur d'escalade ait été rapporté, l'avertissement lancé au régime a été suivi par une interruption des frappes.

Les soldats syriens et leurs milices supplétives, encerclés et dépourvus de soutien aérien, n'étaient pas en mesure de résister à des adversaires supérieurs en nombre et dominants dans l'arrière-pays. La Russie, soutien essentiel de Damas, est par ailleurs en relation avec les forces kurdes, dont elle a pu soutenir les avancées dans le gouvernorat d'Alep. Son rôle dans les négociations qui ont abouti à un cessez-



le-feu a été souligné.

Dès 2012, l'Etat syrien s'est retiré sans combat des régions kurdes

du nord de la Syrie pour concentrer sa présence dans des enclaves, laissant l'encadrement kurde prendre le pouvoir ailleurs. Bien que fortement diminué à Hassaké, le régime maintient ses positions à Kamechliyé, à moins de 85 km au nord. Les combats ne se sont pas étendus à cette ville frontalière de la Turquie, alors que le régime et les Kurdes s'y étaient violemment affrontés en avril.

Offensive turque sur Djarabulus

Le commandement kurde entend accroître son territoire et rogner celui des forces fidèles à Damas. Un retrait total lui serait toutefois néfaste à court terme. Toujours aux mains du régime, l'aéroport de Kamechliyé assure des liaisons régulières avec la capitale syrienne qui permettent une respiration économique pour cette région enclavée. Les institutions autonomes proclamées par les Kurdes ne peuvent pas se substituer au régime pour ce qui est des services administratifs de base encore délivrés aux populations

ou des salaires et pensions toujours versés par Damas aux fonctionnaires et aux retraités.

La brève bataille d'Hassaké intervient à un moment où les rapports de force complexes qui sous-tendent l'échiquier politique et militaire du nord de la Syrie changent. L'approche d'Ankara sur la question syrienne évolue, entre des mises en garde renouvelées sur les risques de division ethnique du pays et un infléchissement des positions sur l'avenir de Bachar Al-Assad. Le premier ministre turc, Binali Yildirim, a indiqué samedi qu'il devrait jouer un rôle dans une éventuelle transition politique.

Vu d'Ankara, la priorité est désormais de contenir l'influence des Kurdes, que la récente victoire à Manbij face à l'EI a confortée. L'annonce d'une opération kurde contre le bastion djihadiste de Djarabulus depuis la Turquie par des groupes rebelles syriens soutenus par Ankara va en ce sens. Selon l'AFP, une dizaine de chars turcs étaient entrés mercredi en territoire syrien et tiraient en direction de positions tenues par l'EI dans Djarabulus. Les autorités turques avaient annoncé plus tôt le lancement d'une offensive sur la ville, avec ses forces spéciales et le soutien aérien de la coalition. La localité frontalière était un des prochains objectifs potentiels des Kurdes syriens. Abdel Sattar Al-Jader, le commandant des Forces démocratiques syriennes, une alliance dominée par les Kurdes et soutenue par la coalition internationale, à la tête du Conseil militaire de Djarabulus, censé libérer la ville, a été assassiné lundi, d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme. ■

ALLAN KAVAL

Kurdish National Council announces plan for setting up 'Syrian Kurdistan Region'

by: Wladimir van Wilgenburg / ARA News / August 4, 2016
http://aranews.net

QAMISHLI - The Kurdish National Council in Syria (KNC), backed by the President of Iraqi Kurdistan Masoud Barzani, has developed a new proposal to establish a 'Syrian Kurdistan Region', attempting to convince the Syrian opposition about the project.

The proposal seems to be inspired by the Kurdistan Region of Iraq, led by Barzani, that has been autonomous since the 1990s. Barzani is the head of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and heavily backs the KNC.

The project is very different from the federal system announced by the Democratic Union Party (PYD) and its allies in March 2016, which is based on the ideology of Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers Party (PKK).

From July 5 to July 8, 2016, the Geneva Office of the Kurdish National Council in Syria organised the workshop under the banner "Visions for a future Syria- Federalism and the Kurdish region" in Geneva, and adopted a new paper proposing a decentralized federal system with local structures.

"Moreover, the KNC prepared, together with Prof. Dr. Eva Maria Belser and Dr. Soeren Keil a constitutional draft for a future federal Region of Syrian Kurdistan," the KNC said in a statement.

The KNC says the constitution will be the foundation for discussions with the Arab factions of the Syrian opposition and other Kurdish groups.

"The KNC does not intend to unilaterally implement its constitution in Syria - but it wants to discuss its project with other political factions as well as the population of Syrian Kurdistan," the KNC stated.

The Democratic Union Party (PYD) and its allies also made their preparations for setting up a federal system in northern Syria and Rojava in March. However, unlike the KNC, the PYD is the de-facto authority on the ground, and it did not discuss its project with the Arab opposition.

The PYD and the People's Protection Units (YPG) control large parts of northern Syria, and set up three canton administrations that in the future will be united into one, after holding elections.

Speaking to ARA News, Diyar Qamislo, a member of the PYD-linked Democratic Society Movement (TEV-DEM), said that the idea of the PYD and its allies is different. "In the future, we even maybe remove the name Rojava, and just keep northern Syria. Our project is not based on nationalist



Syrian Kurds wave the Kurdish flag as they rally against the Syrian regime and to mark Noruz spring festivities in the northern city of Qamishli. File photo: AFP

thinking," he said.

"Our region has many ethnic groups such as Kurds, Arabic, Assyrians and others, and the formal languages in the region include Arabic, Syriac and Kurdish," he said. "We consider a Kurdish federal system for only Kurds as wrong, this is far from the reality of Rojava."

Recently, Riza Altun, the head of foreign relations of the Kurdistan Workers Party (PKK) criticized the announcing of federalism in March before finishing the ground work.

"We also criticized them for announcing it prior to the completion of a proper groundwork for its announcement, which gave the impression that it was being imposed as a fait accompli, and that is harmful," Altun told as-Safir newspaper.

"We prefer the use of North Syria Federation and call for the removal of Rojava from the name because Rojava denotes a federation of Kurdish identity. North Syria is home to all of its constituents, and the freedom of Kurds there is contingent upon the degree of liberty enjoyed by other inhabitants of the region," he said.

So far, both the Syrian government and the opposition have rejected any form of federalism in northern Syria, considering it a 'partition'. They both want one central authority to rule all of Syria, not decentralization. ●



20 August 2016

Survey: 84.3 percent of Kurds favor independence

Mewan Dolamari - 20 August 2016
http://www.kurdistan24.net

ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan24) - A survey conducted in the Kurdistan Region revealed on Saturday that 84.3 percent of people support Kurdish independence, and 87 percent of people in the disputed territories want their areas to join the Kurdistan Region.

The survey was conducted by both the American University of Kurdistan (AUK) at Duhok's Center for Peace and Human Security and the Institute of Media and Political Research (IMPR).

The objective of the survey was to evaluate the level of public support for Kurdistan's independ-

ence referendum intended to be held by the end of 2016.

KURDISTAN REGIONAL GOVERNMENT (KRG) PROVINCES

According to the poll report, 6,065 samples were collected in both population and geographic areas in the Kurdistan Region and disputed territories.

The survey showed that 83.1 percent of people in the Region (excluding the disputed areas) would participate in the referendum, and 82.8 percent would vote for Kurdish independence.

The charts also show that 78.9 percent of the participants would support the initiative of independence regardless of the Kurdish political parties' stance.



Kurdish people in the Kurdistan Region celebrate Kurdistan national flag day. (Photo: Kurdistan24)

The survey includes ethnic and religious minorities in the Kurdistan Region.

90 percent of the Christians in the district of Ainkawa in Erbil stated that they would vote for independence.

DISPUTED TERRITORIES (KURDS ONLY)

According to the results, 87 percent want their areas to join Kurdistan. The survey also revealed that 89.4 percent would participate in the referendum, and 89.1 percent would vote for →

→ Kurdistan independence.

“It is worth noting that over 98 percent of Ezidis in the IDP [internally displaced persons] camps in Duhok province stated that they want their region to join Kurdistan,” according to the survey’s report.

“[The 98 percent] would vote in favor of an independent Kurdistan, compared to 51 percent in Shangal Mountain and 69 percent in Sinune,” the report added.

KRG AND KURDISH AREAS IN DISPUTED ZONE

The supermajority of the Kurdish participants all

over the Kurdistan Region supported the call for independence.

“87 percent wants their areas to join Kurdistan. Moreover, 84.6 percent would participate in the referendum, while 84.3 percent would vote in favor of independence,” the report stated

“Additionally, 68.2 percent believe that the timing for declaring independence is right, and 79.8 percent would support the call for independence alone should some political parties not support the initiative,” the statement continued.

NON-KURDISH SAMPLES IN DISPUTED TERRITORIES

The survey’s report added that a total of 595 sam-

ples were collected from ethnic and religious groups including Christians, Turkmen, and Arabs (excluding Kurds) in Kirkuk, Nineveh, and Nineveh Plains.

“The vast majority, 76 percent, want their areas to join Kurdistan. 80.1 percent would participate in the referendum, and 78.6 percent would vote in favor of independence,” the survey revealed.

“Additionally, 53.5 percent believe that the timing for declaring independence is right,” according to the survey. ♦



14 die, 220 hurt in attacks on police, military in Turkey

ANKARA, Turkey — August 18, 2016 — Associated Press

A STRING OF BOMBINGS, blamed on Kurdish rebels and targeting Turkey’s security forces, killed at least 14 people and wounded more than 220 others, officials said Thursday.

Two of the attacks were car bombings that hit police stations in eastern Turkey, while a third — a roadside blast — targeted a military vehicle carrying soldiers in the southeast of the country.

Authorities say the assaults were carried out by the Kurdistan Workers’ Party, or PKK, which has started a campaign of car bombings targeting police stations or roadside bomb attacks against security force vehicles. Last week, PKK commander Cemil Bayik threatened increased attacks against police in Turkish cities.

The wave of attacks come as Turkey is focused on a clampdown on suspected followers of a movement led by U.S.-based Muslim cleric Fethullah Gulen, which the government accuses of orchestrating a failed military coup last month, that killed at least 270 people.

The first car bombing hit a police station in the eastern province of Van late Wednesday, killing a police officer and two civilians. At least 73 other people — 53 civilians and 20 police officers — were wounded, officials said.

Another car bombing hit police headquarters in the eastern Turkish city of Elazig early Thursday, killing at least five people, President Recep Tayyip Erdogan said. Officials said earlier 146 people were wounded and 14 of them were in serious condition.

Video footage showed a large plume of smoke rising from the area. Cars were overturned and the windows of the four-story building and its wings were blown out.

In the southeastern province of Bitlis, meanwhile, five soldiers were killed after rebels detonated a roadside improvised explosive device as an armored military vehicle was passing by, officials said. Five other soldiers were wounded in the attack. A government-paid village guard, helping the security forces battle the PKK was also killed in a clash with rebels in the province, the state-run Anadolu Agency reported.

Prime Minister Binali Yildirim traveled to Elazig to visit the site of the bombing as well as those wounded in the attack.



Rescue workers comb through vehicles destroyed in a car bombing at a police station Elazig, Turkey. At least 14 people were killed and hundreds wounded in a string of attacks.

He told reporters there that both the PKK and the Gulen movement were directed by the same “intelligence” intent on causing Turkey harm, without elaborating.

“The (Gulen movement) has lost its assertiveness and has handed over the duty to the (PKK),” Yildirim said. “The intelligence that directs them is the same. When one’s duty ends, the other takes up the duty.”

Yildirim pledged to fight the PKK until it is “eliminated.”

“No terror organization will force this nation to cower in submission,” Yildirim said.

Speaking in Ankara, Erdogan said Turkey was jointly attacked by various organizations who he said were in close contact with each other and were “acting under the same motivations even if they have different names.”

He said the Turkish security forces have killed at least 182 Kurdish rebels in the weeks after the July 15 failed military coup, insisting that there has been no slackening in the fight against the PKK.

Fighting between the PKK and Turkey’s security forces resumed last year after a fragile peace process collapsed. Since then, more than 600 Turkish security personnel and thousands of PKK militants have been killed, according to Anadolu. Human rights groups say hundreds of civilians have also died in the clashes.

Tens of thousands of people have died in the conflict since the PKK took up arms for autonomy in southeast Turkey in 1984. Turkey and its allies consider the PKK a terrorist organization.

On Thursday, authorities imposed a temporary blackout on media coverage of the bombing in Elazig, citing “public order and national security” concerns. ●

Young suicide bomber attacks wedding party kills at least 51

Kurds targeted in a blast that Turkish president blames on IS

Cinar Kiper, Associated Press August 21, 2016

www.sfgate.com/



People carry dead bodies into ambulances after an explosion in Gaziantep, southeastern Turkey, early Sunday, Aug. 21, 2016.

ISTANBUL (AP) — A child suicide bomber killed at least 51 people and wounded nearly 70 others at a Kurdish wedding party near Turkey's border with Syria, President Recep Tayyip Erdogan said Sunday, decrying the attack as an apparent attempt by Islamic State extremists to destabilize the nation by exploiting ethnic and religious tensions.

"As of now, the preliminary conclusions by our governor's office and the police establishment point to an attack by Daesh," Erdogan said, using another common term for IS.

"It was clear that Daesh had such an organization in Gaziantep or was attempting to make room for itself in recent times," he said.

The bombing late Saturday in Gaziantep was the deadliest attack in Turkey this year.

It comes amid ongoing struggles between the government and Kurdish militants linked to the outlawed Kurdistan Workers' Party, known as the PKK, and as the country is still reeling from the aftermath of last month's failed coup attempt, which the government has blamed on U.S.-based Muslim cleric Fethullah Gulen and his followers.

Erdogan said immediately after the Gaziantep attack, which he blamed on IS, that any strategy "meant to incite the citizens against each other along ethnic and religious lines will not work."

Later, addressing the nation before Istanbul's city hall, Erdogan said the attacker in Gaziantep was aged between 12 and 14. He said 69 people were wounded, with 17 of them in critical condition.

He again blamed the attack on the Islamic State, but there was no immediate claim of responsibility.

The pro-Kurdish political party HDP condemned the attack on the wedding, which it said was attended by many of its party members.

It said in a statement that it was "quite significant" that the attack, which it also blamed on IS, came hours after the Kurdistan Communities Union, a militant organization that includes the PKK, announced plans to try to negotiate to end a three-decade conflict between Kurdish militants and the Turkish government.

"This attack targets those determined and persistent in peace, resolution, and those strug-

gling for democracy, equality, freedom and justice," the HDP said. "The attack was planned to disable the spread of peace and success of possible negotiations."

A bus driver who shuttled some of the guests from Siirt to Gaziantep said that he couldn't believe the party was targeted.

"This was a wedding party. Just a regular wedding party," Hamdullah Ceyhan told the state-run Anadolu Agency. "This attack was deplorable. How did they do such a thing?"

The bride and groom weren't in life-threatening condition and were undergoing treatment, but the groom's sister and uncle were among the dead, Anadolu reported.

Multiple opposition parties denounced the attack, as did many foreign governments including the U.S., Germany, Austria, Russia, Egypt, Sweden, Greece, France, Bahrain, Qatar and Jordan and global institutions including the United Nations, the European Union and NATO.

"We stand by our ally Turkey and pledge to continue to work closely together to defeat the common threat of terrorism," said U.S. Ambassador to Turkey John Bass.

In the Vatican, Pope Francis led hundreds of people in silent prayer for the victims of the attack, concluding by asking "for the gift of peace for everyone."

Security expert Metin Gurcan, a former Turkish military officer and columnist for the online newspaper Al-Monitor, said that IS view the attack as "hitting two birds with one stone" — as retaliation for Syrian Kurdish advances on their forces in Syria, and for Turkey's attacks on IS targets.

Gurcan said in an email to The Associated Press that IS has been trying to agitate or exploit ethnic and religious tensions in Turkey, and "we know very well to what extent wedding attacks can sow disorder in nation's social fabric from the Afghanistan experience."

The suicide bombing follows a June attack on Istanbul's main airport where IS suspects killed 44 people. A dual suicide bombing blamed on IS at a peace rally in Turkey's capital, Ankara, in October killed 103 people.

Meantime, there have also been ongoing

attacks claimed by the PKK or linked to the militant group, as well as the coup attempt blamed on Gulen's movement. Gulen has denied any involvement.

Earlier this week, a string of bombings blamed on the PKK that targeted police and soldiers killed at least a dozen people. A fragile, 2½ year peace process between the PKK and the government collapsed last year, leading to a resumption of the three-decade-long conflict.

In the immediate aftermath of the Gaziantep bombing, Erdogan said there was "absolutely no difference" between IS, Kurdish rebels and Gulen's movement, calling them terrorist groups.

Gurcan said, however, that it was a "grave mistake" to lump the three together.

"Putting these three organizations with different political objectives, tactics and techniques into the same basket ... causes the failure of tailoring specific counter strategies," he said.

Following the attack, police sealed off the site of the explosion and forensic teams moved in. Outside the perimeter, hundreds of residents gathered chanting "Allah is great" as well as slogans denouncing attacks.

Deputy Prime Minister Mehmet Simsek and the country's health minister traveled to the scene, visiting the wounded and inspecting the site.

"This is a massacre of unprecedented cruelty and barbarism," Simsek told reporters. "We ... are united against all terror organizations. They will not yield."

In Istanbul, HDP supporters organized a rally attended by hundreds Sunday evening to protest the bombing. One participant, shop owner Ercan Yilmaz, 36, told the AP it was "always those kinds of people being targeted — a Kurdish wedding party, opposition groups or people calling for peace in Ankara," referring to the peace rally attacked in October.

"On the other hand, the AKP (Turkey's ruling Justice and Development Party) has gatherings and rallies everywhere but they're never bombed," he added. ♦

In Turkey, a wedding turns to a bloodbath as child bomber kills scores

ISTANBUL

BY CEYLAN YEGINSU
AND TIM ARANGO

The wedding was winding down, and some guests had already left. But the music was still playing and people were dancing in the narrow streets of Gaziantep, a city not far from the Syrian border.

Just then a boy — no more than 14, Turkey's president said later — meandered into the gathering and detonated his vest of explosives.

Suddenly, the most joyous of occasions became a scene of blood and gore, with body parts scattered all around. Once again, the horrors of Syria's civil war had visited Turkey.

The devastating bombing of the Kurdish wedding in Gaziantep on Saturday night killed more than 50 people. President Recep Tayyip Erdogan blamed the Islamic State, the terrorist group that controls a swath of land straddling the frontier between Iraq and Syria.

"In this area, we live in a ring of fire," said Hilmi Karaca, a Kurdish activist who witnessed the explosion. "We live in a place where mothers are weeping for their dead children just hours after crying tears of joy at a wedding."

The attack was the deadliest in a string of terrorist bombings that have struck Turkey this year, as it grapples with the spiraling chaos of spillover from the war in Syria. Bombings this year for which Turkish officials blame the Islamic State have struck Istanbul's old city, near the Blue Mosque; its most famous shopping boulevard, Istiklal Avenue; and, in June, Istanbul's main airport, among the busiest in Europe.

For years, critics have said that Turkey contributed to the chaos — allowing extremist rebels to cross its territory on their way to fight in Syria — to advance its goal of toppling the Syrian government of President Bashar al-Assad. At the outset of the war in 2011, Mr. Erdogan was confident that Mr. Assad would quickly fall, like the dictators of Egypt and Tunisia. But as the war ground on, Turkey increasingly found itself drawn in, with millions of refugees fleeing across the border and, over the last year, a spate of attacks within Turkey.

At the same time, Kurdish militants in the southeast resumed a stalled war against the Turkish government, emboldened by the success of their brethren in Syria, where Kurds have carved out a region of autonomy in the country's east.

Now, Turkey finds itself with three enemies in the Syrian civil war — Mr. Assad, the Islamic State and Kurdish rebels — and escalating chaos within its own borders. The attack on Saturday in



ILYAS AKENGİN/AGENCE FRANCE-PRESSE

The site of a suicide bombing in Gaziantep, near the Syrian border in southeast Turkey. It was the deadliest in a series, as the country grappled with the spillover from the Syrian conflict.

Gaziantep demonstrated how those conflicts sometimes overlap. The Islamic State, which has fought Kurds in Syria in cities like Kobani, has also targeted Kurds within Turkey, as it apparently did on Saturday by striking the Kurdish wedding.

Turkey is also reeling from a failed military coup last month that aimed to topple the government of Mr. Erdogan and left at least 240 people dead. Blame for that conspiracy was placed on followers of Fethullah Gulen, a Muslim cleric in self-exile in Pennsylvania. Mr. Erdogan said on Saturday that there was no difference between the various terrorist organizations — the Islamic State, Kurdish militants or followers of Mr. Gulen — that are attacking the country.

Hours before the attack on Saturday, Prime Minister Binali Yildirim met with journalists over breakfast at an old Ottoman palace, once used by sultans for hunting excursions, that overlooks the Bosphorus in Istanbul. He said that Turkey would take a more active role in diplomatic efforts to end the war, working closely with world powers like Russia and Iran, two of Mr. Assad's most strident backers.

Calling the Syrian conflict "the bleeding wound of the globe," he said Turkey would accept a role for Mr. Assad in peace talks and during an interim period.

This was a slight shift in policy, as Turkey has long been adamant that Mr. Assad must go before any serious peace talks could take place, but it was unclear whether that mattered now this far into the conflict, and with Mr. Assad strengthened by Russian military sup-

port.

"In the long term, can Syria bear Assad?" Mr. Yildirim said. "No way."

In normal times, Gaziantep is famous for its cuisine, especially baklava, the sweet pastry made with pistachios grown nearby. Before the war, busloads of Syrians crossed the border almost daily to shop in Gaziantep, as Mr. Erdogan pushed stronger economic ties with Syria.

Yet in recent years, the city became a hub for lives upended — and preoccupied — by the civil war in Syria. Spies, foreign fighters, diplomats, journalists, relief workers and refugees all passed through the city, sometimes all gathering at the same Starbucks. In the earlier days of the conflict it was a place of intrigue, transformed by the war in a way much like the Pakistani border city of Peshawar was during the 1980s, when American-backed rebels moved through there on their way to fight the Soviets in Afghanistan.

And then Gaziantep became more sinister and violent. The police found an Islamic State bomb-making facility in the city that they said was used in an attack in Ankara last year that killed more than 100 people. The bomber who struck Istanbul's Istiklal Avenue came from there, officials said. The Islamic State also carried out murders of Syrian journalists in the city.

On Saturday the city's place as not just a remote transit hub for the war but also a battleground itself came in to focus once again.

Mahmut Togrul, a lawmaker with the Kurdish Peoples' Democratic Party who visited the scene of the attack on Sunday, said the wedding had been a

traditional Kurdish ceremony and had taken place in a predominantly Kurdish neighborhood. He said that many of the victims — at least 51 people were killed and 69 more wounded, Mr. Erdogan said on Sunday — were children.

That the perpetrator of the attack and so many of its victims were so young was a potent illustration of the degradation of the long Syrian war, which has inflamed the region. Children have

suffered immensely — one devastating image of a Syrian boy injured in an airstrike in Aleppo last week appeared on the front of newspapers around the world, a jarring reminder of the human cost of the war. The Islamic State, meanwhile, recruits boys as suicide bombers across Iraq and Syria.

The bride and groom, Besna and Nur-ettin, survived without serious injuries. After being released from the hospital,

the bride said, “They turned our wedding into a bloodbath,” according to the state-run Anadolu News Agency.

In Gaziantep on Sunday, a mass funeral was held at the Yesilkent cemetery. One of the mourners was Arif Yugmen, 35, who had left the wedding just before the attack.

When he heard of the bombing, he said he went back, and took some of the wounded victims to the hospital in his own car.



August 16, 2016

Turkey shuts down influential pro-Kurdish newspaper

Date 16.08.2016 <http://www.dw.com>

A court in Turkey has ordered the closure of "Ozgur Gundem," known for its pro-Kurdish views. The decision comes amid a growing crackdown on dissent as the country reels from an attempted coup in July.

The court announced its decision on Tuesday, claiming the newspaper was a source of propaganda for the country's Kurdish separatist movement.

"Ozgur Gundem," a newspaper with a print circulation of around 7,500, focuses much of its reporting on the actions of the Kurdistan Workers Party (PKK), a militant group fighting in the southern part of Turkey.

In court documents obtained by Reuters news agency, officials accused the newspaper of acting as the PKK's "de facto news outlet."

Media crackdown

"Ozgur Gundem" has been subject to government investigations in the

past, as well as fines and the arrest of its correspondents in 2014.

The move comes amid a sweeping media crackdown in the country following the attempted coup on July 15. Since declaring a state of emergency in the wake of the coup attempt, President Recep Tayyip Erdogan has overseen the closure of more than 130 media outlets. Critics of the government have accused the presidency of using the coup as an excuse to squash dissent.

The court ruling also comes shortly after the editor-in-chief of the Turkish opposition daily Cumhuriyet, Can Dundar, said he was stepping down. Dundar said he had little trust in the judiciary now that the state of emergency had suspended constitutional protections. ♦ *bic/rc (Reuters, dpa)*



Iraq resumes pumping oil through Kurdish pipeline

Aug 18, 2016 REUTERS

AUG 18 IRAQ has resumed pumping oil from fields operated by state-run North Oil Company (NOC) via a Kurdish pipeline to Turkey, a spokesman for the oil ministry in Baghdad said on Thursday.

About 70,000 barrels per day (bpd) are being pumped through the pipeline controlled by the Kurdish regional authorities, spokesman Asim Jihad told Reuters, giving no further details.

Pumping stopped in March due to a dispute between the government in Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG) over the control of Kurdish oil exports.

The resumption of crude flows through the Kurdish pipeline should ease the financial burden on the Kurdish government that was hard hit by the collapse of oil prices two years ago.

Kurdish officials in February warned that the economic crisis could increase desertions from their Peshmerga fighters that battling Islamic State group which controls vast swathes of territory just west of their region.

The new oil minister in Baghdad, Jabar Ali al-Luaibi, expressed optimism on the day of his appointment on Monday that the problem with the Kurds could be resolved.

Kurdish forces took control of the long-disputed Kirkuk and its oilfields in June 2014 after the Iraqi army's northern divisions disintegrated in the face of Islamic State's advance.

The Peshmerga and the Iraqi army have taken back territory from the militants in northern Iraq and are preparing the final onslaught on their capital Mosul, with the backing of a U.S.-led international coalition. Iranian-backed Iraqi Shi'ite militias are also fighting Islamic State near the Kirkuk fields.

Former oil minister Adel Abdul Mahdi in March demanded that the Kurds return to a previous oil agreement or sign a new agreement in order to resume pumping through their pipeline.

The previous agreement provided for the KRG to transfer to Iraq's central state oil marketing company 550,000 bpd produced in their region, in return for a 17 percent share in the federal budget. The Kurds stopped oil transfers to the government last year, at which point they also stopped receiving federal funds.

OPEC's second-largest crude producer after Saudi Arabia, Iraq produces 4.6 million bpd, of which about 500,000 bpd from the Kurdish region and the rest from the oil-rich south.

In comments on Thursday, Luaibi said he would focus on increasing the nation's oil and natural gas output and also develop its refining capacity in order to cut its fuel imports bill, the ministry said in a statement. ●

REUTERS

Kurdish militia launches assault to evict Syrian army from key city of Hasaka

August 22, 2016 / REUTERS / By Rodi Said | HASAKA, Syria

THE Kurdish YPG militia launched a major assault on Monday to seize the last government-controlled parts of the northeastern Syrian city of Hasaka after calling on pro-government militias to surrender, Kurdish forces and residents said.

They said Kurdish forces began the offensive after midnight to take the southern district of East Nashwa, close to where a security compound is located, near the governor's office.

The fighting this week in Hasaka, divided into zones of Kurdish and Syrian government control, marks the most violent confrontation between the Kurdish YPG militia and Damascus in more than five years of civil war. It forms part of a broader battle for control of the long border area abutting Turkey.

After a morning lull in fighting, fierce clashes broke out again across the city, the Syrian Observatory for Human Rights said. The powerful YPG militia has captured almost all of east Ghwairan, the only major Arab neighborhood still in government hands.

The YPG is at the heart of a U.S.-led campaign against the Islamic State militant group in Syria and controls swaths of the north, where Kurdish groups associated with the militia have set up their own government since the Syrian war began in 2011.

NATO member Turkey, facing a Kurdish insurgency of its own, is concerned about attempts to extend Syrian Kurdish control westward along its border. Turkey is currently allowing a rebel Syrian force under the banner of the Free Syrian Army to assemble on its soil for an attack on an Islamic State-held town, seeking to deny control to the YPG.

The Syrian army deployed warplanes against the main armed Kurdish group for the first time during the war last week, prompting a U.S.-led coalition to scramble aircraft to protect American special operations ground forces.

War planes were seen in the skies above Hasaka again on Monday, but did not drop bombs, the Observatory said.

Syrian state media accused the YPG-affiliated security force known as the Asayish of violating a ceasefire and said its members had torched government buildings in Hasaka.



Kurdish fighters from the People's Protection Units carry their weapons as they take positions in the northeastern city of Hasaka, Syria. REUTERS/Rodi Said

It accused the Asayish of igniting the violence through escalating "provocations", including the bombing of army positions in Hasaka, and said the Asayish aimed to take control of the city.

"WE WILL NOT RETREAT"

The YPG denied it had entered into a truce. It distributed leaflets and made loudspeaker calls across the city urging army personnel and pro-government militias to hand over their weapons.

"To all the elements of the regime and its militias who are besieged in the city, you are targeted by our units," leaflets distributed by the YPG said.

"This battle is decided and we will not retreat ... We call on you to give up your weapons or count yourselves dead."

The YPG, known as the People's Protection Units and linked to Kurdish rebels who fight the Turkish state, appeared intent on leaving a nominal Syrian government presence confined to within a security zone in the heart of the city, where several key government buildings are located, Kurdish sources said.

The complete loss of Hasaka would be a big blow to President Bashar al-Assad's government and would also dent efforts by Moscow, which had sought through a major military intervention last year to help Damascus regain lost territory and prevent new rebel gains.

Kurdish forces have expanded their control of the city despite the bombing of several locations by Syrian jets.

Thousands of civilians in the ethnically mixed city, including members of the Christian community, have fled to villages in the countryside as the fighting intensified, residents said.

The confrontation appears to have undone tacit understandings between the YPG and the Syrian army that had kept the city relatively calm.

Hasaka's governor told state media after the flare-up of violence the military had armed the YPG with weapons and tanks to fight jihadist elements but had not expected them to turn against them.

Hasaka's population, swelled by displaced Syrians fleeing areas that fell under Islamic State control, is broadly divided along ethnic lines, with Kurds mainly in the city's eastern neighborhoods and Arabs in the southern parts. ●

(Writing by Suleiman Al-Khalidi. Additional reporting by Lisa Barrington.; Editing by Paul Tait)



A Kurdish fighter from the People's Protection Units (YPG) carries his weapon as he walks at the faculty of economics where a defaced picture of Syrian President Bashar al-Assad is seen in the background, in the Ghwairan neighborhood of Hasaka, Syria, August 22, 2016. REUTERS/Rodi Said

Turkey v Syria's Kurds v Islamic State

Turkey has been shelling both Kurdish fighters of the Popular Protection Units (YPG) and so-called Islamic State inside northern Syria.

By BBC Monitoring Analysis 23 August 2016
<http://www.bbc.com>

The YPG are widely regarded as one of the most effective forces in the fight against IS and attacks on them have prompted calls from the UN, US and EU for Turkey to show restraint.

Ankara says it is retaliating against what it calls provocations by the YPG but it has long warned against the group making territorial advances in northern Syria near its border.

Why is Turkey hostile to the YPG?

Turkey views the YPG as an extension of the Kurdistan Workers Party (PKK), a Turkish-Kurdish rebel group fighting for autonomy since the 1980s.

A ceasefire between Turkey and the PKK ended last year and clashes have since claimed hundreds of lives on both sides.

While Turkey is fighting against the PKK on its soil, neighbouring Syrian Kurds continue carving out a self-declared autonomous region known as Rojava, and the YPG has gained the trust of Turkey's international allies in the fight against IS.

What does the international community say?

The PKK is officially considered a terrorist organisation by the EU and the US but Turkey has failed to convince its Western allies to regard the YPG likewise.

The US state department and Pentagon have in the past pressed Turkey to stop shelling the YPG and urged Syrian Kurds not to expand their areas of operation.

The EU has also called on Turkey to stop shelling Syrian territory and refrain from further complicating the efforts of world powers to halt the hostilities.

The UN has urged Turkey to comply with international law in Syria.

What do Syria's Kurds say?

A US-backed alliance between the YPG and some Syrian Arabs called the Syrian Democratic Forces (SDF) has been advancing and taking over strategic areas from various armed Islamist groups despite Turkey's ongoing bombardments.

It scored a notable success by driving IS out of the crossroads town of Manbij this month.

The jihadists were forced to retreat to the town of Jarablus on the Turkish border, which is believed to be the next focus of the advance against IS.

Turkey is wary of the Kurds trying to take control of another border town to the west, Azaz, which it sees as part of a planned "buffer zone" in northern Syria.

Why do Kurds accuse Turkey of backing IS?

Kurds accuse Turkey of using the US-led coalition against IS as a cover to attack the PKK in both Turkey and Iraq, and now against the YPG in northern Syria.

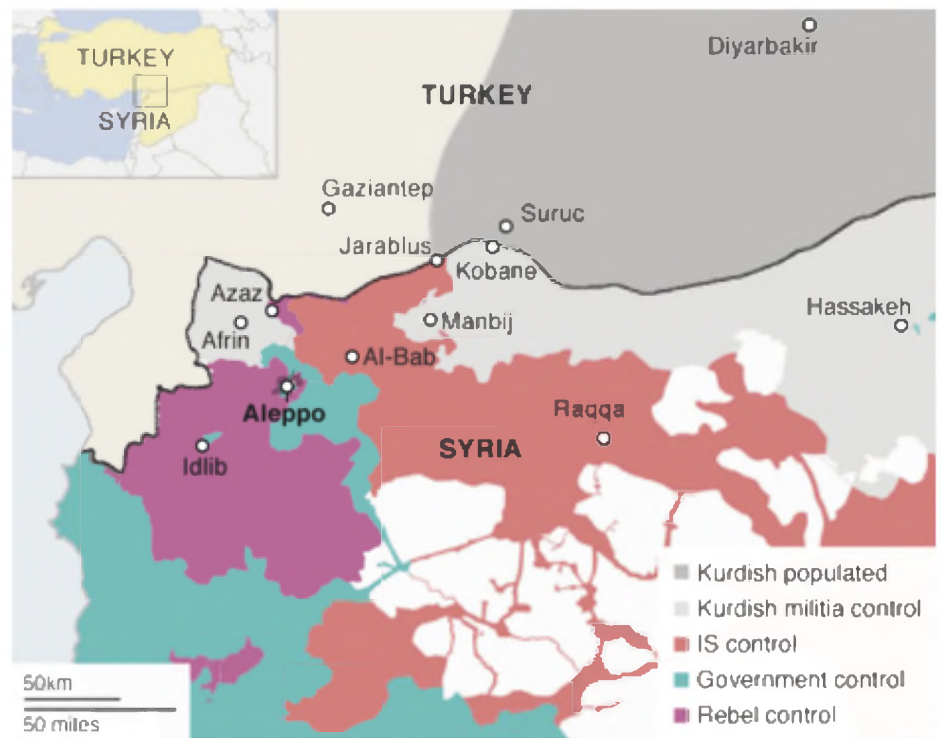
The Kurds say Turkey's bombardment of their positions is helping IS to attack Kurdish-held frontline areas in Syria and Iraq.

Turkish bombardments have also angered Iraqi Kurds, since IS has increased its attacks against Iraqi Kurdish forces in the Makhmur area near the city of Mosul.

"Turkey shamelessly and openly backs IS and al-Qaeda terrorists against Kurdish freedom fighters," Sadi Pria, a top Iraqi Kurdish official in Irbil, has said.



The Syrian Kurd fighters are known for the involvement of women in battles such as Manbij



Source: IHS Conflict Monitor (22 Aug 2016)



ters," Sadi Pria, a top Iraqi Kurdish official in Irbil, has said.

What role does the PKK have in all this?

Syrian Kurds, including those leading the YPG, share the PKK's aspiration to establish an autonomous democratic confederation but the YPG denies Turkey's claim that it is an extension of the PKK.

PKK leaders have repeatedly warned of a "total civil war" inside Turkey in retaliation for attacks against Syria's Kurds.

Meanwhile, the Turkey-PKK battlefield has expanded from guerrilla fighting in the mountains to urban warfare in the heart of Turkey's predominantly Kurdish cities, including in Diyarbakir.

Where is this heading?

Turkey says it will continue to bombard the Syrian Kurds as long as it feels threatened by them.

The YPG will most probably ignore Turkey's threats and continue its advances to capture more areas. In July 2015, the group took over the strategic border town of Tal Abyad despite Turkey's warnings not to do so.

On the other side of the border an escalation of the Turkey-PKK conflict is highly likely in the form of urban and rural warfare, especially after winter.

BBC Monitoring reports and analyses news from TV, radio, web and print media around the world.

Gülen, meilleur ennemi d'Erdogan



Adrien Jaulmes
ajaulmes@lefigaro.fr

A l'aube du 16 juillet dernier, après avoir échappé à un commando de soldats mutinés dans la station balnéaire où il passait le week-end et à l'interception de son avion par des chasseurs F-16 passés aux putschistes, le président turc Recep Tayyip Erdogan donne une conférence de presse à son atterrissage à Istanbul : les putschistes, accuse-t-il, « ont reçu leurs ordres depuis la Pennsylvanie ». Tous les Turcs comprennent instantanément l'allusion. L'homme qu'Erdogan vient de désigner comme le responsable du coup d'État manqué vit depuis 1999 en exil dans les Poconos, région rurale de l'est des États-Unis. Il s'appelle Fethullah Gülen.

Dans les heures qui suivent la tentative de putsch, Erdogan déclenche des purges massives. Dans l'armée, la police, la justice et les universités, des dizaines de milliers d'arrestations ont lieu, avant même la moindre enquête, comme si les autorités connaissaient d'avance ceux qu'il fallait arrêter. Les prisons sont vidées pour faire de la place pour les « gülenistes ». Pendant ce temps, les médias turcs dénoncent le « terroriste », des portraits de Gülen sont brûlés et des responsables de l'AKP, le parti d'Erdogan, accusent Gülen d'être un agent à la solde de la CIA. Les relations de la Turquie avec les États-Unis se tendent.

Depuis le centre de retraite et de prière de la Génération dorée, complexe résidentiel où il vit dans la petite ville de Saylorsburg, Fethullah Gülen nie les accusations portées contre lui. « Ayant moi-même souffert sous plusieurs coups d'État au cours des cinquante dernières années, dit-il, il est particulièrement insultant d'être accusé d'avoir quoi que ce soit à voir avec une telle tentative. »

« Leur projet est identique »

Entre le vieil imam à la voix posée et aux manières doucereuses et l'irascible président turc, une guerre à mort vient d'être déclarée. Elle a l'âpreté des luttes fratricides, celles qui opposent les anciens alliés et qui déchirent souvent les mouvements révolutionnaires.

« Erdogan et Gülen partagent une même vision de la société », dit Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul, et coauteur d'une biographie d'Erdogan parue au printemps aux Éditions François Bourin. « Ils divergent sur des questions de caractère, mais leur projet est identique. Mais alors que Gülen a choisi une voie occulte, celle de l'infiltration progressive de l'appareil d'État, Erdogan agit au grand jour en occupant le terrain politique et en utilisant le jeu démocratique. »

Dans les années 1990, ces deux islamistes en costume ont un ennemi commun : l'État turc, nationaliste et militariste. Ils ont le même objectif : celui de réislamiser la Turquie, transformée de force en République laïque par Kemal Atatürk. Ancien footballeur, devenu maire d'Istanbul, Erdogan se lance à la conquête du pouvoir par les urnes, jouant la carte de la démocratie et s'appuyant sur les masses. Fethullah



Un portrait de Fethullah Gülen brûlé par des partisans de Recep Tayyip Erdogan, le 18 juillet à Istanbul, après le putsch manqué en Turquie. OZAN KOSE/AFP

Longtemps alliés contre leur ennemi commun, l'État turc laïque d'Atatürk, l'imam Gülen et Erdogan sont désormais des ennemis jurés. La haine implacable vouée par le chef d'État envers l'exilé influent rappelle celle de Staline envers Trotski, son ancien complice bolchevique.

Gülen, fils d'un imam de village, devenu lui-même prêcheur officiel, opte pour une voie différente. Disciple d'un prêcheur musulman, Saïd Nursî, qui prône au début du XX^e siècle l'entrée de l'islam dans la modernité sans recours à la violence, il veut créer et éduquer une nouvelle génération destinée à conquérir de l'intérieur l'appareil d'État, et à remplacer les élites kémalistes.

Une organisation opaque

« Gülen invente quelque chose d'entièrement nouveau chez les islamistes, notamment en privilégiant l'école sur la mosquée », dit Bayram Balci, chercheur à Sciences Po, et auteur de plusieurs travaux sur l'implantation de Gülen en Asie centrale. « Il est avant tout un pragmatique, qui s'adapte aux sociétés où il s'implante. » En Asie centrale, en Afrique, puis en Europe et en Amérique, les écoles Gülen se développent en s'intégrant aux systèmes scolaires locaux. Ce ne sont pas des écoles coraniques. L'éducation est tournée vers le monde moderne, on y apprend l'anglais et l'informatique. Inspirées ouvertement des écoles religieuses chrétiennes ouvertes dans tout le Moyen-Orient dès le XIX^e siècle, et qui dispensent une instruction moderne et non-confessionnelle, elles offrent à des enfants pauvres la possibilité de suivre des études supérieures. Pour Gülen, elles servent à créer cette « génération dorée » appelée à devenir l'élite de demain. Comme à l'époque ottomane où des jeunes enfants pris à leurs familles servaient de cadres à l'administration du sultan, les réseaux Gülen préparent aux concours administratifs et aux universités. Ces prépas sont complétées par un système de bourses offertes aux étudiants nécessiteux, et des internats où le travail d'étude est encadré par des étudiants gülenistes plus âgés. L'influence des gülenistes s'étend dans les milieux d'affaires et dans les médias, avec le journal *Zaman* (*Le Temps*) et la télévision Samanyolu TV (la Voie lactée).

Beaucoup de gülenistes entrent dans la police et l'armée, deux bastions de l'État kémaliste. D'après les câbles américains révélés par WikiLeaks, les militaires turcs inventent à l'époque des stratagèmes pour démasquer les officiers islamistes infiltrés en organisant des « déjeuners piscine », avec leurs épouses en maillot de bain. Pour donner le change, les gülenistes réagissent en jouant la surenchère et en

faisant venir leurs femmes en bikini.

L'influence et l'étendue des réseaux gülenistes au sein de la police et de la justice apparaissent au grand jour lors des procès Ergenekon. En 2007, une vague d'arrestations est lancée dans l'armée et les services de sécurité turcs contre un mystérieux réseau nationaliste accusé d'avoir fomenté un coup d'État militaire. Des généraux de haut rang sont arrêtés et traînés devant les tribunaux. L'appareil militaire, hostile à Erdogan et à son islamisme rampant, est décapité. À la tête de cette chasse aux sorcières les réseaux Gülen s'activent. Les suspects sont arrêtés par des policiers gülenistes, traduits devant des tribunaux dirigés par des juges gülenistes, leurs procès couverts par des médias gülenistes.

Organisés de façon aussi opaque que la Scientologie, aussi déterminés que les trotskistes, et aussi dévoués à l'éducation que les Jésuites, les réseaux Gülen bénéficient longtemps de la mansuétude de l'Occident. « *Après le 11 septembre 2001, Gülen apparaît comme l'intellectuel musulman rêvé pour les Américains* », dit Bayram Balci, « *il est moderne, condamne le terrorisme et n'attaque pas en permanence Israël* ». Gülen rencontre des responsables religieux, dont le pape, et appelle au dialogue interreligieux. Hypocrisie absolue ou pragmatisme poussé au maximum, les gülenistes ne mènent pas les combats habituels des islamistes, comme en réclamant le port du voile, interdit en Turquie par Atatürk. Plus moderne, ou plus insidieuse, leur stratégie de conquête du pouvoir est pensée à très long terme, une ou deux générations devant suffire à changer en profondeur l'État turc. « *Gülen a toujours été ambigu, et adapte son discours à ses interlocuteurs* », dit Thierry Zarcone, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de la Turquie. « *Mais il a une vision très conservatrice de la société, et si le voile n'est pas officiellement encouragé dans le mouvement, les femmes gülenistes sont voilées. Et Gülen soutient la jurisprudence islamique qui donne à leur témoignage la moitié de la valeur de celui d'un homme devant un tribunal.* »

Gülen invente quelque chose d'entièrement nouveau chez les islamistes, notamment en privilégiant l'école sur la mosquée ;

BAYRAM BALCI, CHERCHEUR A SCIENCES PO

Frictions sur la question kurde

Quarante ans plus tard, le plan de Gülen a pratiquement réussi. Hors d'Istanbul et d'une bourgeoisie occidentalisée et minoritaire, la Turquie est redevenue un pays musulman conservateur, qui compte plus de mosquées que d'écoles ou d'hôpitaux. L'alliance entre Gülen, et sa stratégie d'entrisme, et Erdogan, qui s'empare du pouvoir par les urnes, s'est révélée politiquement irrésistible. L'un et l'autre ont la démocratie et la modernité pour chasser peu à peu les militaires du pouvoir.

Mais, comme souvent entre révolutionnaires, les loups ont fini par se déchirer entre eux. « *Quand leur ennemi commun a été affaibli, leurs divergences ont ressurgi* », dit Thierry Zarcone.

Le premier sujet de discorde survient en 2010 au moment de l'affaire du *Mavi Marmara*, navire turc envoyé pour briser le blocus de Gaza et abordé par les commandos israéliens, qui font neuf morts parmi les militants turcs. Erdogan, alors premier ministre, rompt les relations diplomatiques avec Israël. « *Gülen, lui, a été obligé d'adopter une position pro-israélienne pour préserver son statut aux États-Unis, et son image d'islamiste modéré* », explique Bayram Balci. « *Pour Erdogan, ce premier lâchage de Gülen est une trahison.* »

La question kurde est un nouveau point de friction. Lorsque Erdogan charge son maître espion, Hakan Fidan, de négocier avec le PKK, les séparatistes kurdes, les gülenistes dénoncent une trahison et lancent en 2012 un mandat d'arrêt contre le chef des renseignements. Pour Erdogan, le point de non-retour est atteint. La rupture est consommée en 2013, quand les gülenistes, forts de leurs positions dans l'appareil judiciaire, lancent contre Erdogan et son entourage des accusations fort graves de corruption.

Quel que soit le rôle joué par Gülen dans la tentative de putsch du 15 juillet dernier, ce dernier événement a déclenché une guerre à mort entre les deux ennemis. Comme entre Staline et Trotski à l'époque de l'URSS, la lutte entre les deux islamistes turcs est inégale. Erdogan, qui a décrété des purges massives dans tout l'appareil d'État turc, connaît mieux que personne l'influence d'un réseau dont il a lui-même bénéficié. Il lui reste à trouver les cadres de confiance pour remplacer la « *génération dorée* » de l'imam de Pennsylvanie. ■



15 AOÛT 2016

Turquie : six morts dans un attentat près de Diyarbakir

Par AFP — 15 août 2016
<http://www.liberation.fr/>

L'attaque a été attribuée à la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Quatre policiers turcs et deux civils, dont un enfant, ont été tués lundi dans un attentat à la voiture piégée près de Diyarbakir (sud-est), attribué à la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé le gouvernement. L'attaque a visé un poste de contrôle de

police sur l'autoroute reliant Diyarbakir à Batman et a fait six morts, a déclaré aux journalistes à Ankara le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus.

Le bureau du gouverneur local avait auparavant indiqué dans un communiqué que 25 personnes avaient été blessés dont cinq policiers.

Un photographe de l'AFP sur place a vu le



bâtiment de police réduit en un tas de débris et des secouristes fouillant les débris munis de pelles pour extraire les cadavres. Des riverains inspectaient également l'immense cratère où le sol a été soufflé.

Cet attentat intervient cinq jours après deux attaques simultanées à la bombe dans le sud-est de la Turquie attribuées au PKK, qui ont fait au moins huit morts, en majorité des civils. ♦

Après l'attentat de Gaziantep, la riposte d'Ankara contre l'EI

La Turquie veut empêcher en Syrie l'unification des régions kurdes

ISTANBUL - correspondante

Quarante-huit heures après l'attentat de Gaziantep (54 morts, majoritairement des femmes et des enfants, 66 blessés encore hospitalisés), attribué par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à l'organisation Etat islamique (EI), l'armée turque a pilonné, lundi 22 août au soir, les positions des djihadistes et celles des milices kurdes dans le nord de la Syrie.

« Daech [acronyme arabe de l'EI] doit être éliminé de nos frontières et nous sommes prêts à tout faire pour cela », a déclaré lundi le chef de la diplomatie turque, Mevlut Cavusoglu, tandis que le premier ministre, Binali Yildirim, semait la confusion quant à l'enquête sur le carnage de samedi : « Les informations au sujet des auteurs de cet attentat, du nom de leur organisation, sont malheureusement inexactes », a-t-il dit, contredisant M. Erdogan. Le chef de l'Etat avait évoqué dès dimanche un jeune kamikaze ayant entre 12 et 14 ans et « probablement » de l'EI.

Sans attendre, les obusiers Howitzer déployés par les Turcs à la frontière ont visé les zones tenues par l'EI à Djarabulus ainsi que les positions des miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) à Manbij, ville syrienne à 30 kilomètres plus au sud, libérée par eux le 6 août du joug djihadiste. Située à l'ouest de l'Euphrate, du côté syrien de la frontière, Djarabulus, aux mains de l'EI depuis janvier 2014, est le dernier point de contact et d'approvisionnement des djihadistes depuis la Turquie.

Longtemps, les 90 kilomètres de frontière où flotte le drapeau

noir, côté syrien, ont vu passer les recrues étrangères du « califat », les approvisionnements, les blessés. Mais depuis plus d'un an, le transit s'est tari. Désormais, les hommes de l'EI pilonnent régulièrement l'armée turque, qui réplique. Lundi, les tirs se sont intensifiés. Trois obus tirés par l'EI sont tombés dans des champs autour de Karkamis, la ville turque qui fait face à Djarabulus. L'armée turque a dû renforcer ses positions. Lundi soir, la 5^e division blindée mécanisée de Gaziantep a été envoyée à la rescousse.

Pris au piège

Voici quelques jours que Karkamis est le théâtre d'un intense va-et-vient, hommes et véhicules traversant la frontière. Venus de Syrie, quelques milliers de rebelles ont été rassemblés, côté turc, dans un camp militaire en vue de l'offensive sur Djarabulus. Défaits plus au sud à Manbij, les djihadistes sont pris au piège dans le corridor de Djarabulus. Visés par les tirs de l'armée turque au nord, ils sont cernés par les milices kurdes à l'est et à l'ouest.

L'offensive a commencé. D'ores et déjà, des centaines de combattants rebelles syriens acheminés depuis la Turquie ont investi les faubourgs de la ville de Djarabulus. Réunies sous la bannière de l'Armée syrienne libre (ASL), soutenue par Ankara, ces forces sont issues, entre autres, des brigades du Front Fatah Al-Cham (le successeur du Front Al-Nosra, ex-franchise d'Al-Qaïda), de Sultan-Mourad et d'Ahrar Al-Cham.

« La simultanéité entre l'opération sur Djarabulus et l'attentat à Gaziantep ne doit rien au hasard. Voyant venir l'offensive sur Djarabulus, l'EI a réveillé ses réseaux à Gaziantep. La nuit où la bombe a explosé [samedi 20 août, au milieu d'un mariage kurde], 3 000 combattants syriens faisaient route vers la Syrie », écrit Abdoukadir Selvi, dans un éditorial publié par *Hürriyet* le 22 août.



Lors des funérailles des victimes de l'attentat de Gaziantep, dans le sud de la Turquie, dimanche 21 août. ILYAS AKENGIN/AFP



bulus, l'EI a réveillé ses réseaux à Gaziantep. La nuit où la bombe a explosé [samedi 20 août, au milieu d'un mariage kurde], 3 000 combattants syriens faisaient route vers la Syrie », écrit Abdoukadir Selvi, dans un éditorial publié par *Hürriyet* le 22 août.

Avant tout, Ankara cherche à bloquer la prise de Djarabulus par les Forces démocratiques syriennes

(FDS), un regroupement de milices majoritairement kurdes, soutenues par les Etats-Unis. Maîtres de la rive est de l'Euphrate, en face de Djarabulus, les FDS ont la ville à portée de main. Sa prise ouvrirait un boulevard aux Kurdes syriens, désireux d'effectuer la jonction entre les trois cantons kurdes (Afrin à l'Ouest, Kobané et Djazira à l'Est) qui forment le Rojava, leur région. Voilà pourquoi les positions des FDS au nord de Manbij ont été la cible des obus turcs lundi soir.

La perspective de voir émerger une entité kurde dans le nord de la Syrie est « inacceptable » pour la Turquie « comme pour les Syriens », a martelé lundi soir à Ankara Binali Yildirim. « Notre position est on ne peut plus claire : nous sommes opposés à une partition de la Syrie, l'intégrité de son

territoire doit être préservée », a déclaré le premier ministre turc.

Ce souci, partagé par le régime de Damas, qui a récemment bombardé les milices kurdes à Hasaké (canton kurde syrien de Djazira), est le seul point sur lequel Ankara et le régime de Bachar Al-Assad, ainsi que ses alliés russe et iranien, pourraient trouver un terrain d'entente. Sur le dossier syrien, la Turquie est en train de changer de cap, ne faisant plus un préalable du départ inconditionnel d'Assad.

« Il faut un gouvernement acceptable aux yeux de tous les Syriens », a résumé M. Yildirim, prompt à ranger les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD, une émanation du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan séparatiste, interdit en Turquie) et leurs milices armées YPG dans le même sac que l'EI. Il a ensuite exhorté la Russie, l'Iran et les Etats-Unis à « ouvrir une nouvelle page » en Syrie.

La résurgence du problème kurde risque d'assombrir la visite du vice-président américain, Joe Biden, attendu jeudi 25 août à Ankara. Car les YPG, qui combattent farouchement l'EI sur le terrain syrien, sont aussi les meilleurs alliés des Etats-Unis. Source d'irritation pour Ankara, le soutien américain aux Kurdes syriens est vu à travers le prisme de la « trahison », un thème rebattu depuis le putsch manqué du 15 juillet en Turquie. ■

MARIE JÉGO

After failed coup, Turkey settles into a rare unity



OZAN KOSE/GETTY IMAGES — AGENCE FRANCE-PRESSE

A rally in Istanbul in support of the Turkish government last month. Usually deeply polarized, secularists and Islamists are largely united in opposing military takeovers, and many Turks are suspicious of the movement of Fethullah Gulen.

ISTANBUL

BY CEYLAN YEGINSU

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey is normally a divisive figure, loved by his base of religious conservatives and loathed by the rest of society. But there he was recently, sipping tea and making easy chitchat with his political rivals, just before joining them in a rally this month on Istanbul's waterfront to celebrate the failure of an attempted military coup.

An odd thing has happened in Turkey. Usually deeply polarized, the two sides are largely united in their opposition to military coups and the movement of Fethullah Gulen, a Muslim cleric who lives in self-exile in Pennsylvania and has been accused by Turkey of orchestrating the failed uprising.

The unity was on vivid display at the rally, a sea of red-and-white Turkish flags where at least two million Turks put aside their political differences to express solidarity.

"This is the first political rally I've attended with members of my extended family who have different political views," said Huseyin Acikkaya, a parking lot attendant. His in-laws stopped speaking to him after he voted for Mr. Erdogan's party last year, he said, but all that was forgotten after the coup attempt.

"We came together to save our nation from outside forces, so we are here for the love of our country and flag," he said.

Mr. Erdogan, an Islamist who has run the country for more than a decade, has unabashedly used the aftermath of the mid-July coup to focus the country on a common enemy. His approval rating has

shot up to 68 percent, from 47 percent before the failed coup. He has not only toned down his divisive language but also said he will rescind the numerous criminal cases he has pursued against Turks for insulting him, a crime under Turkish law.

That has been accompanied by a sweeping purge of suspected followers of Mr. Gulen from the state bureaucracy and other professions. Tens of thousands of people have lost their jobs, raising concerns among Western allies that a witch-hunt mentality has gripped Turkey and that Mr. Erdogan is moving further down the path of authoritarianism.

But in Turkey, the purges are seen differently by society at large and are one more point to rally around, even for those who have been critical of Mr. Erdogan.

While the liberals may worry that Mr. Erdogan will go after them once he is done with the Gulenists, and are mindful that Mr. Erdogan and Mr. Gulen were once allies, they are largely supportive of the mass dismissals and arrests.

Secular and liberal Turks have long been suspicious of Gulenists inside the state bureaucracy, seeing them as enemies of the old secular elite. The Gulenists were also known to oppose efforts by Mr. Erdogan to seek peace with Kurdish militants.

"I'm against purges; I'm against witch hunts," said Akin Unver, a professor of international relations at Kadir Has University in Istanbul. Nevertheless, he said, "the Gulenists ended up annoying everyone here over the last 10 years. That's why people are very calm about it."

While some Turks left the recent rally hopeful that the unity would carry into the political arena and result in greater democracy, there are widespread suspicions that Mr. Erdogan, who has long

been criticized for his increasingly autocratic bent, will use the rally-around-the-flag moment to consolidate his grip on the state.

"Erdogan wants the support of the main opposition C.H.P., and he has reached that in terms of creating an atmosphere that would give his supporters the impression that 'Our chief pulled them to his side,'" said Aydin Engin, a Turkish intellectual, using the initials of the Turkish name of the country's main secular party, the Republican People's Party. "But I believe he is determined to continue with his own agenda."

Many of Mr. Erdogan's opponents also fear that once the dust settles, Turkish politics will sink back into their default position of "us" and "them."

"Many of the political problems dividing the country before the coup are still present," said Simon Waldman, a political sociologist and lecturer in Middle Eastern studies at King's College London. "It is easier to be united against something such as a coup, which would have benefited very few people in Turkey, than being united in a shared political vision of the future."

Analysts also say that public displays of unity stem in part from fears that those who do not partake will be branded coup plotters or Gulenists. After all, Mr. Erdogan has asked Turks to inform on those they believe are connected to Mr. Gulen, adding to the witch-hunt environment in Turkey as the government continues its crackdown.

"Once the opposition parties break free from this paralyzing fear, they can begin to expose how the ruling party, behind a facade of consensus, dictates policies without feeling the need to consult them, or any other stakeholder for that matter," said Aykan Erdemir, a former member of the Turkish Parliament who is now a senior fellow at the Foundation for Defense of Democracies.

He added, "Erdogan will strengthen his one-man rule and bring the country a step closer to a one-party state."

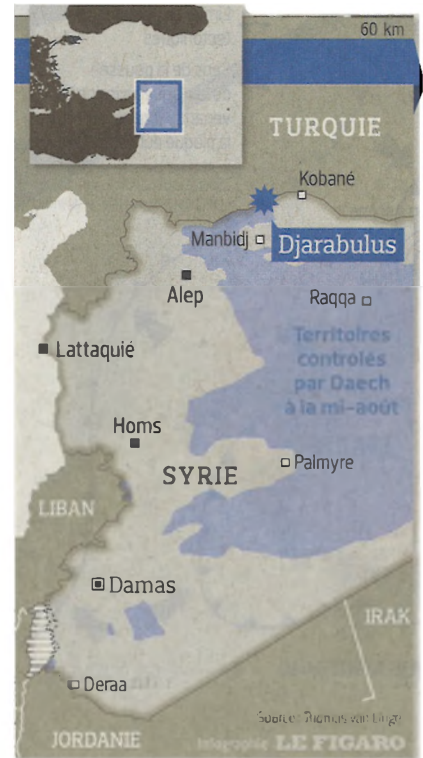
The pro-Kurdish People's Democratic Party, the country's third-biggest political group, was not invited to the rally, and it has not been part of Mr. Erdogan's fence mending because of its supposed links to Kurdish militants. Members of the party fear that its exclusion from rallies and other peaceful political events will further disenfranchise Kurds and push them toward the extremist Kurdish cause.

Before the coup attempt, a string of terrorist attacks by Kurdish and Islamic State militants had demoralized the public. But now, despite a suicide bombing at a wedding on Saturday in southern Turkey, people have heeded Mr. Erdogan's call to go to public squares and "defend democracy."

"We survived a coup," Engin Firat, a cafe worker, shouted at the rally. "We are the soldiers and guardians of this nation now. We are stronger than the leaders, politicians and terrorists. We have shown strength as the people, and because of that, there is hope." ●



Les chars de l'armée turque ont franchi, mercredi près de Djarabulus, la frontière syrienne avec les combattants de l'Armée syrienne libre. BULENT KILIC/AFP



La Turquie s'engage au sol en Syrie

L'offensive « Bouclier de l'Euphrate » vise autant à freiner l'avancée des Kurdes syriens qu'à chasser Daech de la frontière.

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

CONFLIT SYRIEN C'est le symbole de l'ultime offensive anti-Daech à la frontière turco-syrienne. Le symbole d'une intervention accrue de la Turquie en Syrie, en coordination avec la coalition internationale et l'opposition syrienne. Le symbole, aussi, d'une guerre qui, une fois les djihadistes repoussés, risque d'engendrer un autre conflit sous-jacent opposant, au nord de la Syrie, deux factions rivales, l'Armée syrienne libre et les forces kurdes de l'YPG. Il est 4 heures du matin, ce mercredi 24 août, lorsque débute l'opération « Bouclier de l'Euphrate » visant à reprendre à l'organisation État islamique la ville syrienne de Djarabulus, dernier verrou djihadiste le long de la frontière turco-syrienne. « Les forces armées turques et les forces aériennes de la coalition internationale ont lancé une opération militaire visant à nettoyer le district de Djarabulus de la province d'Alep de

l'organisation terroriste Daech », affirme dans la foulée un communiqué du Bureau du premier ministre.

L'offensive, aussitôt dénoncée par Damas comme une « violation » de sa souveraineté territoriale, marque un tournant dans la participation d'Ankara à la guerre syrienne. Dès l'aube, l'artillerie turque a ouvert le feu sur des positions de l'EI avant que l'armée, soutenue par les avions de la coalition internationale antidjihadiste, ne mette en action ses avions de combat. Les tanks turcs ont ensuite franchi la frontière, permettant aux forces spéciales turques de se positionner à la périphérie de Djarabulus. Une première depuis l'incursion terrestre de février 2015 sur le sol syrien. À l'époque, les militaires turcs avaient temporairement pénétré à 37 kilomètres de la frontière pour évacuer la dépouille de Souleyman Shah, grand-père du fondateur de la dynastie ottomane, située dans une enclave turque en territoire syrien. Ce genre d'intervention au sol « contre tout danger mettant en péril la sécurité

nationale de la Turquie » est autorisée par une loi adoptée en 2012 au Parlement et reconduite l'année dernière.

Des chars turcs à l'offensive

De manière encore plus inédite, l'opération a été menée conjointement avec la rébellion syrienne modérée de l'ASL (Armée syrienne libre, appuyée entre autres par Ankara et Washington). « Au petit matin, nos troupes stationnées dans un camp de Karkamis, côté turc, ont franchi la frontière pour mettre le cap sur Djarabulus », raconte Yasser al-Youssef, représentant politique du mouvement Nouredin al-Zanki, une des brigades de l'ASL ayant participé à l'offensive. Dès la mi-journée, ces dernières célébraient la libération d'un village syrien à trois kilomètres de la frontière. Puis, en fin d'après-midi, elles criaient déjà victoire depuis le centre-ville de Djarabulus.

Pour préparer cette reconquête menée en un temps record, un contingent de combattants de l'ASL - entre 1 500 et 5 000 selon les sources -, était récemment arrivé des provinces d'Idlib et d'Alep afin de prendre position dans la ville turque de Karkamis. Côté syrien, des combattants rebelles se sont également joints ce mercredi à la bataille. « Dans la matinée, une partie de nos forces situées à al-Rai (localité syrienne voisine de la Turquie et reprise à Daech le 17 août dernier, NDLR) ont mis le cap sur Djarabulus pour empêcher les djihadistes de fuir vers l'ouest », précise Yasser al-Youssef. Objectif: chasser les combattants de l'EI, maîtres de cette ville stratégique depuis janvier 2014, et les forcer à se replier sur al-Bab, puis Raqqa, leur fief, situé à 160 kilomètres au sud de la ville frontière. « Notre intention est claire : repousser les combat-

tants de Daech vers Raqqa pour ensuite les y encercler. Notre dernière bataille anti-EI sera celle de Raqqa », dit-il.

L'opération qui se préparait depuis un certain temps semble avoir été précipitée par une initiative concurrente menée par les forces kurdes de l'YPG. Membres des Forces démocratiques syriennes, une coalition militaire soutenue elle aussi par les États-Unis, ces dernières ont récemment participé à la libération de Manbidj, à 38 kilomètres au sud de Djarabulus, et venaient de former un conseil militaire pour planifier la capture de la ville. « La conquête de Djarabulus leur aurait permis de relier les trois cantons kurdes de Syrie, Kobané et Djazira à l'est, Afrine à l'ouest, pour former le Rojava, leur région, le long de la frontière turque », explique la jour-

naliste turque Hediye Levent.

Un projet que ni Ankara - qui considère l'YPG comme une extension des rebelles kurdes du PKK -, ni l'ASL ne sauraient tolérer. Dès lundi, la Turquie a ainsi pris l'initiative controversée de

« Notre intention est claire : repousser les combattants de Daech vers Raqqa pour ensuite les y encercler »

YASSER AL-YOUSSEF, ARMÉE SYRIENNE LIBRE

bombarder des positions de l'YPG dans la ville de Manbidj. S'exprimant ce mercredi au sujet de l'opération « Bouclier de l'Euphrate », le président Er-

dogan a rappelé qu'elle visait le groupe EI, mais aussi les milices kurdes, afin de « mettre un terme » aux « problèmes à la frontière turque ». La réponse de Saleh Muslim, coprésident du PYD (branche politique de l'YPG) ne s'est pas fait attendre. « La Turquie dans le borbier syrien sera vaincue comme Daech », prévient-il sur son compte Twitter. « Nous ne faisons pas confiance aux YPG. Si besoin, nous sommes prêts à nous battre contre eux », avertit pour sa part Bassem Haji Mustafa, un représentant de l'ASL. Une guerre des mots qui, au-delà de la traque anti-Daech, en dit long sur le volcan syrien. « Un conflit entre les deux groupes semble inévitable », prévient l'analyste syrien Daryous Darwish, dans une interview accordée à la radio américaine VOA. ■

LA GUERRE EN SYRIE

Le Monde

VENDREDI 26 AOÛT 2016

La Russie toujours plus incontournable dans le conflit

A l'heure de la réconciliation avec Moscou, l'intervention de la Turquie en Syrie illustre l'évolution de la politique d'Ankara vis-à-vis de Damas

ANALYSE

Jamais les Russes n'ont paru à ce point maîtres du jeu en Syrie. S'ils clament « leur profonde préoccupation » face à l'intervention des forces turques appuyées par les frappes aériennes de la coalition à Djarabulus, mercredi 24 août, celle-ci n'aurait pu avoir lieu sans l'accord du Kremlin, alors que l'aviation russe contrôle le ciel au nord-ouest de la Syrie.

Sur le terrain militaire et surtout diplomatique, les Russes sont toujours plus en position de force, même si la publication du rapport des Nations unies dévoilé mercredi par Reuters et l'AFP sur l'utilisation des armes chimiques - notamment des barils de chlore largués par des hélicoptères du régime - pourrait leur créer quelques sérieuses difficultés.

À l'été 2013, le président russe, Vladimir Poutine, avait été à l'initiative de l'accord, sous l'égide du Conseil de sécurité, qui permit de sauver le régime de Bachar Al-Assad tout en démantelant son arsenal chimique. Sa violation devrait impliquer des sanctions internationales contre le régime.

Changement de ton, côté turc

Pour le reste, Moscou semble avoir désormais toutes les cartes en main alors que les responsables des diplomaties américaine

et russe, John Kerry et Sergueï Lavrov, doivent se rencontrer vendredi 26 août à Genève pour tenter de finaliser un possible cessez-le-feu afin de relancer les négociations. « Les Russes et les Américains coparrainent le processus, mais ce sont toujours clairement les premiers qui mènent le jeu, tout en se comportant comme une partie au conflit », reconnaît un haut diplomate français, inquiet de l'appui croissant qu'apportent les Russes aux offensives du régime pour reprendre le contrôle de la totalité de la ville d'Alep.

À Paris, mais aussi dans les capitales arabes qui furent les plus engagées dans le soutien à la rébellion, on se désespère du manque de détermination des États-Unis. « Au-delà de la lutte contre l'organisation Etat islamique [EI], la Syrie n'est pas un enjeu stratégique pour l'administration Obama, qui estime les risques d'un engagement trop élevés par rapport aux possibles bénéfices », déplore-t-on à Paris, où l'on espère malgré tout créer un « rapport de force moral » face à Moscou.

Le Kremlin a aussi réussi à changer la donne avec la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Alliance atlantique (OTAN). L'opération lancée mercredi matin vise à créer la petite zone de sécurité que les autorités turques appellent de leurs vœux depuis au moins trois ans.

Washington comme Paris saluent « l'intensification » de la

lutte des autorités turques contre l'EI, même si nul n'est dupe quant à leur réel objectif : bloquer l'unification d'une région autonome kurde dans le nord de la Syrie.

Amorcé depuis plusieurs semaines et accéléré après la rencontre à Saint-Petersbourg entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son homologue russe, le 9 août, le réalignment de la politique syrienne de la Turquie commence à produire ses résultats.

Longtemps parmi les plus déterminées à exiger le départ du pouvoir de Bachar Al-Assad, dénoncé inlassablement comme « le bourreau de son peuple », les autorités turques ont changé de ton. « Que nous l'aimions ou pas, Assad est aujourd'hui l'un des acteurs de cette guerre », avait reconnu en début de semaine le premier ministre turc, Binali Yildirim. La Turquie a fini par s'aligner sur les autres pays qui, telle la France, se refusent à ce que le dictateur incarne l'avenir de son pays mais admettent qu'il est un interlocuteur indispensable dans le processus de transition.

D'intenses échanges diplomatiques ont commencé entre Ankara et les deux alliés du régime que sont Moscou et Téhéran. « Il ne faut pas permettre que la Syrie soit divisée selon des critères ethniques et c'est crucial pour la Turquie », rappelle volontiers le premier ministre turc, en insistant sur « la

nécessité de préserver à tout prix l'intégrité territoriale syrienne ».

Montée en puissance des Kurdes
Les liens du principal parti kurde syrien, le PYD, avec le PKK, le mouvement des rebelles kurdes turcs, sont considérés comme un risque majeur par Ankara, très critique à l'égard de Washington pour son soutien aux combattants kurdes. « Ils sont des acteurs essentiels sur le terrain mais ils utilisent ce conflit pour leurs propres objectifs », reconnaît un diplomate. La montée en puissance du PYD inquiète désormais l'opposition syrienne mais aussi Damas, longtemps complaisant vis-à-vis d'une force considérée comme un allié objectif face à la rébellion. Grand parrain du régime Assad, l'Iran est tout aussi préoccupé, craignant que cela ne ravive l'irréductibilité de sa propre minorité kurde.

Quant à la Russie, elle avait su nouer d'étroites relations avec le PYD qui avait, dès l'été 2015, ouvert une représentation à Moscou. Elle livrait des armes à leurs combattants, notamment après la brouille survenue avec Ankara, à la suite de la destruction, à l'automne 2015, d'un bombardier russe, accusé d'avoir survolé l'espace aérien turc. Même si Moscou compte bien garder cette carte en main, la réconciliation avec la Turquie risque de se faire en partie sur le dos des Kurdes. ■

MARC SEMO

Syria's Kurds: An embattled US ally in a complex civil war

Philip Issa, Associated Press August 25, 2016
<http://www.sfgate.com>

BEIRUT (AP) — Syria's battle-hardened Kurds have proven their mettle against the Islamic State group, and in the process, carved out an autonomous zone across the country's north. But their advance has alarmed Turkey, and Ankara on Wednesday sent tanks across the border against IS, and demanded that the Kurds withdraw from recently seized territory.

The tensions between Turkey and the Kurds pit a NATO ally against the most effective U.S. military proxy in Syria's complex civil war. Turkey, which is battling a Kurdish insurgency in its southeast, is increasingly concerned about an expanding Kurdish enclave just across the border, and the two sides could be on track for a confrontation.

Here is a look at Syria's Kurds:

A HISTORY OF MARGINALIZATION

The Kurds are a sizable ethnic group in the Middle East, inhabiting a territory stretching across what is now Turkey, Syria, Iraq and Iran. They number approximately 30 million across the region, including an estimated 2 million in Syria.

Kurds in all four countries have suffered from a history of marginalization, fueling aspirations for independence or autonomy. Syria's Kurds, who make up 10 percent of the country's population, were only granted the right to citizenship in 2011, with President Bashar Assad seeking to win over the minority in the early days of the uprising against him.

CIVIL WAR BRINGS LIMITED AUTONOMY

The main Syrian Kurdish party, known as the PYD, has benefited from a tacit non-aggression pact with Assad since the early months of the war, when the Syrian army withdrew from much of northeastern Syria to battle rebels elsewhere in the country, allowing the Kurds to carve out a zone of autonomy.

The PYD's armed wing, the People's Protection Units, or YPG, later expanded that enclave by battling the Islamic State group with the aid of U.S. airstrikes. The Kurds have been driving westward over the past year and a half, and earlier this month captured the town of Manbij, a key IS supply hub west of the Euphrates River.

The Kurds now control all but 50 kilometers (30 miles) of Syria's northern frontier with Turkey.

AN EFFECTIVE US ALLY

The PYD, now allied with Arab fighters in a U.S.-backed grouping known as the Syria Democratic Forces, has handed IS a string of major defeats, pushing the extremists away from the Turkish border and closing in on Raqqa, the capital of the IS's self-described Islamic caliphate.

Victory on the battlefield has brought more and more Western support. Today the U.S., Britain, France and Germany all have special forces embedded with the Syrian Kurds. The U.S. says its 300 servicemen are performing an advisory role. No other group in Syria has received even close to that level of Western support.

The PYD share control of the northeastern city of Qamishli with government forces. Last week, the party clashed with government troops in Hasakeh, a provincial capital also in the northeast, drawing Syrian airstrikes. That in turn led the U.S. to scramble aircraft to protect American troops on the ground, in what could have resulted in the first direct U.S.-Syrian confrontation of the war. The PYD succeeded in expelling the government's forces from the city.

ANGERIN ANKARA

Turkey views the PYD as an extension of the Kurdistan Workers' Party, or



FILE - In this file photo released on Monday, Aug. 8, 2016 by Hawar news, the news agency for the semi-autonomous Kurdish areas in Syria (ANHA), shows the Kurdish-led Syria Democratic Forces raise their flag in the center of the town of Manbij after driving Islamic State militants out of the area, in Aleppo province, Syria. A Turkish military expedition into Syria has threatened a Kurdish political project just as Kurdish forces seemed on the verge of connecting their northern Syrian zones. It is the first Turkish ground intervention in the course of the Syria war, now in its sixth year, and it underscores how seriously Turkey is taking Kurdish autonomy next door. (ANHA via AP, File)

PKK, which has waged a three-decade insurgency in Turkey's southeast. Turkey also fears the rise of an autonomous Kurdish zone along its border, and has demanded the PYD to withdraw to the east of the Euphrates.

The PYD also has tense relations with the Syrian rebels fighting to oust Assad, who view them as an extension of his government. The rebels point to Kurdish advances into rebel-held territory last spring following Syrian and Russian airstrikes. The PYD has denied the allegations, insisting it is fighting for democratic self-rule. Turkey is a leading sponsor of the Syrian rebels.

A GROWING LIST OF ENEMIES

Riding a wave of military successes, the PYD declared in March that it would insist on a federated solution to the Syria war, alarming most of the conflict's other players who view it as plan for partition.

Both Damascus and Ankara are deeply opposed to the Kurdish proposal, and may have even found some rare common ground over it. Just days after Syrian warplanes bombed Kurdish positions in Hasakeh, Turkey announced that Assad could retain some role during a political transition in Syria, softening its previous insistence that he step down immediately.

On Wednesday, Turkish tanks and special forces poured across the border, helping a force of some 1,500 Syrian rebels seize the border town of Jarablus from IS. But while IS was the main target, the operation was widely seen as an escalation against the Kurds, who are dug in just to the south, in Manbij.

Turkey again demanded they withdraw to the east, and visiting Vice President Joe Biden said that failing to do so could mean the end of U.S. support, an indication that even Washington is concerned about the Kurds' growing strength.

FEARS OF BETRAYAL

If regional powers fear a proxy run amok, the Kurds worry that they will again be used as a pawn in international statecraft.

It wouldn't be the first time.

The PKK operated freely in northern Syria under former President Hafez Assad when he was on the outs with Turkey — until 1998, when he expelled the group's revered leader as part of a thaw in relations with Ankara.

In northern Iraq, Iran's withdrawal of support for a Kurdish rebellion in the 1970s eventually left the Kurds at the mercy of Saddam Hussein, whose forces killed tens of thousands of them over the next two decades, including with poisonous gas. The U.S., which was backing Saddam in the Iraq-Iran War, did not interfere.

Today the Kurds of northern Iraq enjoy the kind of autonomy Syria's Kurds crave. But even the Kurdish government in Irbil, which depends on good relations with Ankara to export its oil, backed Turkey's incursion into Syria. It said the PYD could not be allowed to threaten regional security. ♦

Kurdish fighters and Syrian army agree on ceasefire in Hasakeh

(AFP) - 2016-08-23
http://www.france24.com

Regime forces and Kurdish fighters agreed on Tuesday to a truce in the northeastern Syrian city of Hasakeh after a week of clashes, a Kurdish official and Syrian state media said.

A statement distributed to journalists by a Kurdish official said the agreement included "a ceasefire and the withdrawal of all armed forces from the city.

It said the Kurds and regime would also exchange any detainees or wounded, and reopen roads blocked off during fighting.

The official told AFP that the powerful Kurdish People's Protection Units (YPG) and Syrian forces would withdraw from Hasakeh, while the police forces of both the Kurds and the government would remain.

He added that the deal was brokered "under the auspices of Russian military officials."

Syrian state television confirmed the truce was reached on Tuesday afternoon.

A local journalist working with AFP said the city was quiet on Tuesday afternoon, with several stores reopening in the city centre.

On Monday, Kurdish, regime, and Russian officials met in the coastal Hmeimim air base to

hash out an agreement to put an end to the outbreak of violence in Hasakeh.

Steadfast regime ally Russia has also strengthened its relationship with Syria's Kurds, and a Kurdish representative office recently opened in Moscow.

Clashes erupted on Wednesday between the Kurdish police force known as the Asayesh and the pro-government National Defence Forces militia (NDF).

Fighting escalated Thursday when regime warplanes bombed Kurdish-held positions in the city for the first time.

That prompted Washington to warn against strikes that might endanger its military advisers with the Kurds on the ground.

Hasakeh, capital of the northeastern province of the same name, was already mostly controlled by Kurdish forces although the majority of its residents are Arabs.

Kurdish fighters now control 90 percent of the city after seizing the central prison, the Syrian Observatory for Human Rights said on



Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) walk in the Ghwairan neighborhood of Hasaka, Syria, August 22, 2016.

Monday.

Syria's Kurds have run autonomous institutions across swathes of the country's north – with independent schools and police forces – since government forces withdrew from the area in 2012. ■

Sulaimani council elects Gorran candidate as governor

By Rudaw.net 25/8/2016

ERBIL, Kurdistan Region- The Sulaimani Provincial Council has elected Gorran movement candidate and former head of the Sulaimani Provincial Council, Haval Abubakir, as new governor of the province on Thursday. He was elected with the majority vote of council members after weeks of negotiations between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Gorran movement.

Kurdish Parliament Speaker Yousif Mohammed welcomed council's decision and commended the body in a statement released after the vote. "Today for the first time in Sulaimani power has been exchanged peacefully," reads the statement. "We hope this will become a common occurrence and in the future will lead to further exercise of democratic principles in Kurdistan."

But some council members consider Abubakir's election as problematic, saying he will not hold any



Gorran candidate Haval Abubakir was elected governor of Sulaimani province on Thursday.

power as governor until the presidency approves his election. "Haval Abubakir is accepted as Sulaimani provincial council governor. But he cannot act as governor until he gets the Kurdistan presidency's official approval, and an order from the council of ministers and related ministries to confirm him as the new governor," Dana Jaza, a Sulaimani council member from the Kurdistan Democratic Party (KDP) bloc, told

Rudaw.

Ismael Namiq, a member of Gorran's legal committee, disagreed that the presidency's approval is necessary. "The Sulaimani governor's legitimacy comes from the council members not from the presidency's approval," he said. "The approval is only to commission him to start working as governor."

Abubakir's appointment, however, may be disputed as the day

before the vote former governor Aso Faraidoon issued an order designating a deputy governor as acting governor.

"According to our administrative authorities," reads Faraidoon's order, "I've decided to designate Sardar Qadir Ali, deputy governor for technical affairs, to become acting governor in addition to his duties as deputy governor of Sulaimani province."

Under Kurdistan Region law, the Kurdistan Presidency must issue its official approval of the governor within 15 days of the election.

Abubakir previously won the post of governor in the 2013 provincial elections by 241,000 votes but was denied the seat by the more powerful PUK and was instead made head of the provincial council after weeks of negotiations between Gorran and the PUK. But they failed to agree on a mechanism for the election of a new governor at the end of his term.

Gorran and the PUK have sought to mend relations in recent months. They signed an alliance on May 17 that brought both parties closer in national and regional politics, leading many to speculate that the two might merge into one party as they were before 2009. ■

vu de Turquie

L'opération « Bouclier de l'Euphrate » illustre les nouvelles priorités d'Ankara

— L'opération terrestre déclenchée hier par la Turquie en Syrie, avec le soutien de Washington, vise notamment les forces kurdes, alliées de la coalition internationale.

— Dans cette phase, Ankara joue à brouiller les cartes pour préserver sa frontière.

Istanbul (Turquie)
De notre correspondant

Le président turc Recep Tayyip Erdogan l'a confirmé hier, quelques heures après le début de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » dans le nord de la Syrie: il s'agit de « mettre fin » aux problèmes à la frontière turque avec une opération qui vise « les terroristes de Daech et du PYD », le parti kurde de l'Union démocratique. Car l'objectif d'Ankara au cours de cette opération militaire, qui de-

vrait être complétée « dans un délai assez court », selon le premier ministre Binali Yildirim, est bien double: éradiquer la présence des djihadistes de Daech dans la ville de Jarablos, dernier point de contact stratégique entre les territoires contrôlés par Daech et la Turquie, mais aussi, surtout, repousser les forces kurdes syriennes se rapprochant de Jarablos, après avoir repris aux mains des djihadistes, à la mi-août, la ville de Manbidj, à moins de quarante kilomètres au sud de la frontière turque.

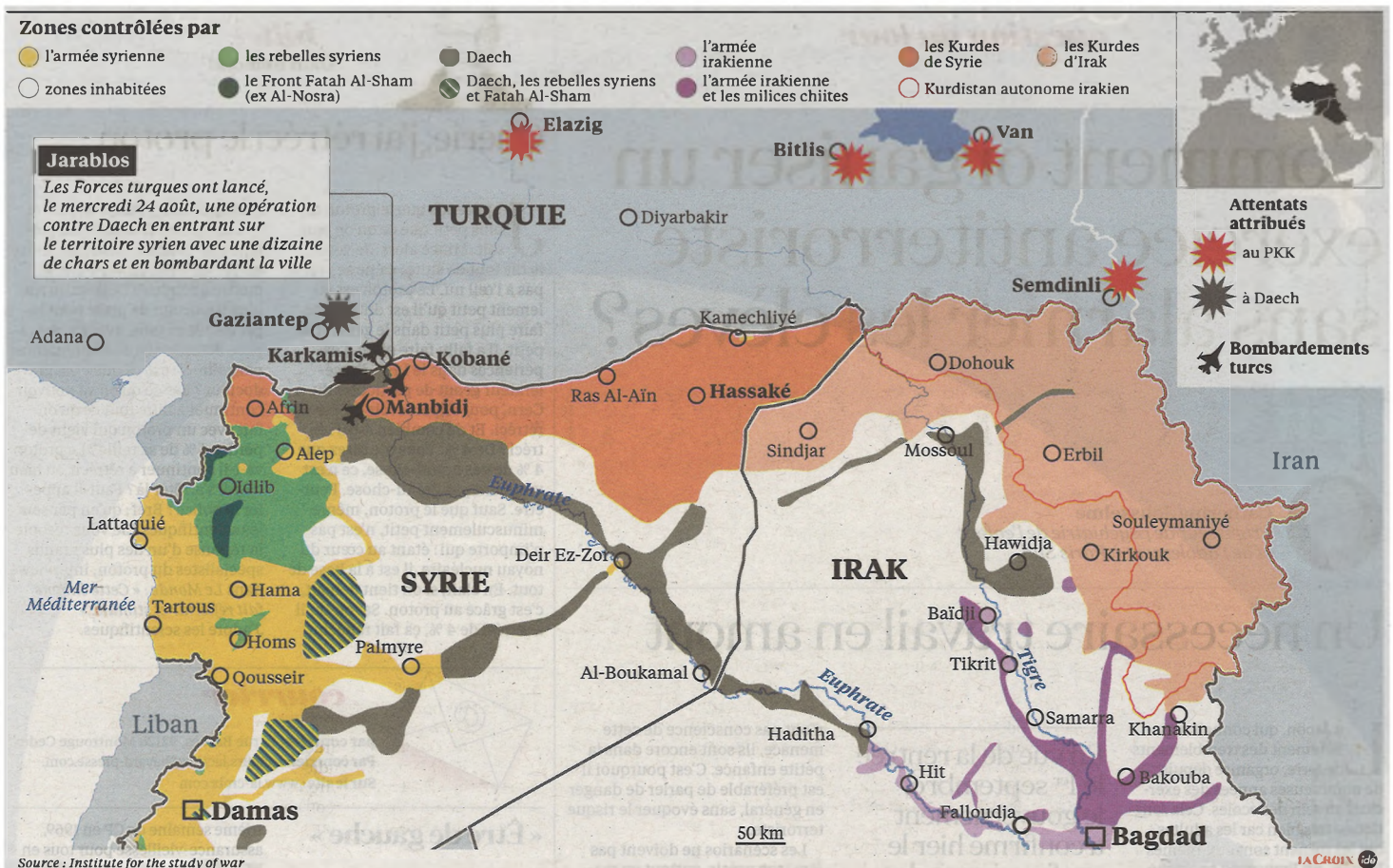
Hier midi, après l'intervention turque, les combattants djihadistes fuyaient Jarablos, selon les témoignages recueillis par la chaîne CNN Türk auprès de résidents de cette ville à majorité turcomane. Dans l'hypothèse où les forces du PYD et de ses alliés arabes avaient mis la main sur la ville, une bande de terre quasiment ininterrompue, tout le long de la frontière turco-

syrienne, passait sous contrôle des forces kurdes de Syrie. Une situation inacceptable pour Ankara, aux yeux desquels le PYD, à l'instar du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dont il est proche, est une organisation terroriste.

Étrange ironie diplomatique: l'opération turque visant Daech hier se trouve appuyée par ses alliés occidentaux, saluée le jour même par les États-Unis et par l'Allemagne, tandis que cette même opération cible aussi les forces kurdes, entraînées et soutenues par Washington. C'est que la question kurde va jusqu'à rapprocher, sur un point, Ankara et Damas: le premier ministre Binali Yildirim assurant lundi dernier que « l'intégrité territoriale de la Syrie était nécessaire à tout prix », et refusant une « division du pays sur des bases ethniques ». Une formule que ne dédierait pas Bachar Al Assad, dont le régime a bombardé la semaine dernière, pour la première

fois depuis le début de la guerre, des positions du PYD à Hassaké, après avoir longtemps fermé les yeux sur les activités des mouvements kurdes, alliés de circonstance contre les rebelles. Après une longue période d'isolement, la diplomatie turque a changé de jeu: réconciliation avec Moscou, prises de contact répétées avec Téhéran, ton moins intransigeant contre Bachar Al Assad... La nouvelle donne diplomatique d'Ankara est en partie déterminée par la question kurde en Syrie. La visite très opportune à Ankara mardi du président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, vieil allié de la Turquie et concurrent du PKK dans le monde kurde, indique bien qu'Ankara entend jouer à nouveau les divisions au sein des communautés kurdes pour éviter, coûte que coûte, la naissance d'une région kurde, autonome et contrôlée par le PYD au sud de sa frontière.

Alexandre Billette



Turkish offensive enters Syria

ISTANBUL

In Ankara, Biden says U.S. supports effort to clear militant stronghold

BY TIM ARANGO
AND ANNE BARNARD

Turkey mounted its largest military effort yet in the Syrian conflict on Wednesday, sending tanks, warplanes and special operations forces over the border and clearing the way for a Syrian rebel force to capture an important Islamic State stronghold in Syria.

The operation, a significant escalation of Turkey's role in the fight against the Islamic State, appeared to be making quick progress. By evening, rebel troops declared they had taken control of the town, Jarabulus, and its surrounding areas, with only one soldier killed, the semiofficial Anadolu News Agency reported. No Turkish troops died.

Numerous fighters posted photographs and videos of themselves brandishing the green, black and white flag adopted by Syrian opposition as they walked through what appeared to be empty streets, passing buildings still flying the flag of the Islamic State, also known as ISIS and ISIL.

Earlier, Vice President Joseph R. Biden Jr. signaled support for the goals of the operation — clearing Islamic State militants from their last major stronghold on the border and rolling back recent advances by Syrian Kurdish militias that Turkey considers its primary enemy.

Mr. Biden had traveled to the Turkish capital, Ankara, on Wednesday to meet with President Recep Tayyip Erdogan at a time of deep tensions between the two countries after the failed coup in Turkey last month. But the timing of the joint offensive and some strong words of support from Mr. Biden seemed to show an easing of the strains.

At a news conference, Mr. Biden said the Syrian Kurds, an important American ally in the fight against the Islamic State militants, would have to meet an adamant Turkish demand and withdraw to the eastern side of the Euphrates River in northeast Syria.

"We have made it clear to Kurdish forces that they must move back across the river," he said. "They cannot and will not get American support if they do not keep that commitment. Period."

It was an unusually sharp warning from the United States to the Kurdish-led forces, and appeared to be part of a broad and volatile reshuffling of alliances in and around Syria that has been under way in recent weeks.



Turkey has signaled in recent days that it is prepared to take a more aggressive diplomatic role in Syria, working alongside Iran, Russia and the United States to seek an end to the war.

Ankara has long insisted that the Syrian president, Bashar al-Assad, backed by Iran and Russia, would have to step down before peace talks could be held. But lately, Turkey has softened its stance, signaling that it would accept a role for Mr. Assad during a peaceful transition.

While some analysts initially thought the operation on Wednesday had been carried out with Mr. Assad's assent, in the early afternoon the Syrian Foreign Ministry condemned it as a breach of Syria's sovereignty.

Although American warplanes joined the Turkish forces in Jarabulus, the operation masked severe tensions between the two NATO allies over Syria.

Turkish officials, including the foreign minister, Mevlut Cavusoglu, warned that their country could ultimately end up fighting the Syrian Kurds if they did not temper their territorial ambitions. Recently, the Americans backed a group of fighters, mostly Syrian Kurds, in retaking the town of Manbij, not far from Jarabulus but west of the Euphrates.

To allay Turkish concerns, American officials warned the Kurds against advancing on Jarabulus and said they would not support a move on the city with American air power.

Turkish officials indicated that the operation on Wednesday sought, in part, to warn Kurds working in Syria alongside American Special Operations Forces against marching on Jarabulus. Mr. Cavusoglu warned that the Kurdish militias must move east of the Euphrates River, away from the Turkish border, and back to where they had long controlled a stretch of territory.

"If they fail to do so, we will do what is necessary," he said.

The operation started at 4 a.m., offi-

cialists said, with Turkish and United States warplanes pounding Islamic State positions in Jarabulus. The special operations troops entered Syria to clear a passage for a ground operation by Turkish-backed rebel groups, the state broadcaster TRT reported.

The assault came days after Turkey vowed to "cleanse" its borders of the Islamic State, after a suicide attack at a Kurdish wedding killed at least 54 people. ISIS was blamed for the attack. Jarabulus is a vital supply line for the Islamic State and one of its last remaining strongholds on the border.

Before Wednesday's operation, Mr. Cavusoglu pledged to give "every kind" of support for operations against the Islamic State across the border.

"Daesh should be completely cleansed from our borders, and we are ready to do what it takes for that," Mr. Cavusoglu said on Tuesday at a news conference in Ankara, using the Arabic acronym for the Islamic State.

Turkish officials voiced their concerns on Wednesday about the growing influence of the United States-backed Syrian Kurds, because of their links to Kurdish insurgents in Turkey. Officials in Ankara consider them a threat to national security. The Kurdish militias

have captured large areas across the border, and analysts say that a Kurdish advance toward Jarabulus could lead to a confrontation with Turkey.

"Turkey is determined for Syria to retain its territorial integrity and will take matters into its own hands if required to protect that territorial unity," Mr. Erdogan said in a speech in Ankara on Wednesday. "We have only ever sought to help the people of Syria and have no other intentions."

Turkey also moved to increase security on the Syrian border, establishing a "special security zone" and urging residents to evacuate their homes, after at least nine mortar shells from Jarabulus landed

in the Turkish border town of Karkamis.

The timing of the operation could ease some of the tensions between the United States and Turkey over the recent failed coup, which have reduced relations to one of their lowest points since World War II.

Anti-American sentiment has reached a fever pitch in Turkey, as pro-government news outlets and government officials have sought to link the United States with the coup plot.

Further inflaming relations is the status of Fethullah Gulen, a Muslim cleric in self-exile in Pennsylvania whom

Turkey accuses of leading the coup plot.

Turkey has sought Mr. Gulen's extradition, and lawyers from the Justice Department arrived in Ankara this week to work with their Turkish counterparts on the process. But a decision on extradition will take time, and the Turks do not want to wait.

"We would like to see an acceleration of this process," said Turkey's prime minister, Binali Yildirim, in a meeting with journalists on Saturday. "It's so obvious that he was the leader of all this."

He said that if things were turned the other way around — if a person the

United States believed was a terrorist was residing in Turkey — Ankara would act immediately.

"The enemy of our friend is our enemy," he said. "That is our principle. If the U.S. implemented this principle, we'd be fine."

Also on Wednesday, the Turkish counterterrorism police carried out dawn raids against people believed to be Islamic State militants, the local news media reported. The group has been blamed for a string of major assaults on Turkish soil over the past year, including a suicide attack at Istanbul's main airport in June that killed over 40 people.

International New York Times FRIDAY, AUGUST 26, 2016



BULENT KILIC/AGENCE FRANCE-PRESSE

Turkish tanks driving toward the town of Jarabulus, Syria, on Thursday. Officials estimated that there were over 20 of them in the country.

Turkey sends more tanks to press Kurds

ISTANBUL

BY CEYLAN YEGINSU

The Turkish military sent at least nine more tanks into northern Syria on Thursday to support rebel fighters there, and it seemed to be succeeding in its broader aims of clearing the border area of Islamic State militants and preventing Kurdish militias from seizing more territory in the region.

On Wednesday, the rebel forces, backed by Turkish tanks and special forces troops, as well as by American air support, routed Islamic State militants from the strategic border town of Jarabulus, in what was the country's first major ground incursion into Syria and its most significant offensive yet in the conflict.

Turkish officials made little secret of the fact that the main purpose of the operation was to ensure that Kurdish militias did not consolidate control over an area west of the Euphrates River that they seized recently during a United States-backed campaign against the Islamic State in the city of Manbij.

That message was strongly seconded by Vice President Joseph R. Biden Jr. on Wednesday during a visit to the Turkish

capital, Ankara. He said the Kurds had to return to the east of the Euphrates or risk losing American support. He added that there should be no separate Kurdish entity carved out of northern Syria, and that the country should remain united.

Militias affiliated with the Democratic Union Party, the main Syrian Kurdish party known as P.Y.D., have been crucial allies of the United States in its fight against the Islamic State in Syria. But Turkey considers the group's expansion on its border a threat to its national security because of its links to Kurdish insurgents in Turkey.

"Our strategic priority is preventing the P.Y.D. from joining the east and west cantons," the Turkish defense minister, Fikri Isik, said in a television interview on Thursday. He was referring to the party's aspiration of joining two Kurdish-controlled areas, a large stretch of territory east of the Euphrates and the smaller one it recently seized west of the river, by taking Islamic State territory in between.

Syrian Kurdish forces said in a statement on Thursday that their fighters had returned to their bases after capturing the city of Manbij from the Islamic State, without specifying locations. A

press officer for the United States-led coalition fighting Islamic State militants said the Kurds had retreated to the east of the Euphrates to prepare for the eventual liberation of Raqqa, the de facto capital of the Islamic State in Syria.

But some commentators questioned how meaningful any withdrawal would be given that the town was handed over to something called the Manbij Military Council, an ally of the Syrian Kurds.

They "can stay any place they want under various names," a Kurdish reporter in northern Syria, Himbervan Kousa, said in a Facebook post. "They can stay in Manbij under the name of the 'Manbij Military Council' if they want."

The Turkish military continued operations inside Syria on Thursday. Turkish news channels showed footage of several tanks moving toward the Syrian border and reported that at least nine tanks had entered the country's north. Turkish officials said that brought the number of tanks inside Syria to more than 20.

About 350 soldiers from the Turkish armed forces are taking part in the operation, local news media reported.

Hwaida Saad contributed reporting from Beirut, Lebanon.

Will Turkey's Jarablus win lead to showdown with Kurds?

Turkey's incursion into Jarablus and demands that Kurdish forces retreat have shaken the balance of power in the region.



Author Amed Dicle
August 25, 2016
<http://www.al-monitor.com>

The Turkish government has made a new move in the Syrian war, continuing its involvement in the conflict. The small Syrian city of Jarablus, located 100 kilometers (62 miles) to the northeast of Aleppo and 40 kilometers (25 miles) to the west of Kobani, has become the symbol of the fight against the Islamic State (IS). On Aug. 24, groups affiliated with the Free Syrian Army (FSA) and trained by the Turkish military entered and took control. For the first time, IS militants handed over a city without putting up a fight.

Before the IS occupation, Jarablus had a population of 100,000. The Syrian regime's forces left the city and FSA groups took control on July 15, 2012. Afterward, al-Qaeda affiliate Jabhat al-Nusra took control with the support of the Turkish government. In this process, 10,000 Kurds were forced to leave and their houses were seized. Jabhat al-Nusra handed over the city to IS on Dec. 14, 2014. IS terrorized anyone who did not obey it and massacred many members of the ethnically Arab Cedawra tribe, which is influential in the region. The Turkish government raised not the slightest objection to IS back then. IS blew up the only bridge connecting Kobani and Jarablus over the Euphrates River on March 5, 2015, which made it difficult for Kurdish forces to access the area. The Turkish army's artillery attacks disrupted the attempts of Kurdish forces to enter, and the Turkish state thus blocked the People's Protection Units (YPG) from liberating Jarablus from IS.

So why and against whom did Turkey move? Although its code name is "Jarablus," the operation has a larger goal. First, Turkey and its affiliates want to create a safe zone within the Jarablus-Azaz-Marea triangle. Azaz and Marea are currently under the control of FSA-affiliated groups, which have now captured Jarablus. The goal is to transform this safe zone into a military and political base against Aleppo and northern Syria, which the Kurds call Rojava. The Damascus regime has been inflicting heavy blows against FSA groups in Aleppo. The Syrian Democratic Forces (SDF), led by Kurdish forces, took control of Manbij and are advancing toward al-Bab in northern Syria. All of these developments reduced Turkey's influence in the region. The SDF took the first steps toward opening a Kurdish corridor, a development that terrifies Turkey. The Turkish government had supported IS to prevent such a development, and prevented the Kurds from liberating Jarablus. Turkish President Recep Tayyip Erdogan was the first politician to object to the Kurds' liberation of Tell Abyad.

Turkey has adopted a dual position of fighting against IS but also shelling the groups that inflict the heaviest blows against IS. As it sent FSA groups to Jarablus, Turkey, which claims that it is fighting IS in the city, shelled SDF and Kurdish forces' positions in and around Manbij.

Although Turkey pretends to take action against IS, many suspect its main target is the Kurdish people. Kurdish officials have issued several statements to this effect, among them YPG spokesperson Redur Xelil.

A few hours after the operation began, Erdogan and Prime Minister Binali Yildirim declared that their main goals were against IS and the Kurds.

Turkey and the FSA groups will not stop at Jarablus. SDF commander Dijwar Xebat has stated that these groups aim to advance toward the south, which is under SDF control, and that if they do, clashes could happen between the SDF — jointly established by Kurdish, Arab and other peoples — and the FSA, raising tensions in the region.

What will happen to IS in this scenario?

Groups affiliated with Turkey and SDF forces have been defeating IS in various locations. However, IS fights back against the SDF but not the FSA. In the end, IS will seek refuge in Raqqa once it is expelled from the border between Syria and Turkey. Who will be fighting against IS in Raqqa will then be a major discussion point. Turkey and its affiliates cannot reach Raqqa physically at this moment and would have to pass through the Kurdish region. Due to these forces' hostility toward the Kurds, it is more



Turkish tanks drive toward the Turkish-Syrian border in Gaziantep province, Turkey, Aug. 25, 2016. (photo by REUTERS/Umit Bektas)

likely that they will fight against the Kurds instead. IS could take this opportunity to attack the Kurds and their allies, who would in turn protect themselves from IS in the south and Turkey-backed FSA groups in the north. Turkey works toward making this probable scenario a reality.

The groups Turkey describes as the "moderate opposition" are no different from Jabhat al-Nusra or IS. The Sultan Murat Brigade is composed of Turkmens who are trained in Turkey, and the group's spokesperson has made several anti-Kurdish statements. There are also other groups such as Nureddin Zengi Brigade that are radical Islamists at their core. Turkey and the United States are making a historic mistake and taking a major risk when they describe these groups as moderate and present them as an alternative to IS.

Kurds in Syria argue that Turkey supports these radical fundamentalist groups and fuels the war. The Turkish government, however, views the opening of a Kurdish corridor in northern Syria as a threat to its national security. Many Turks believe that the developments in Syria will have consequences for the millions of Kurds inside Turkey. For this reason, they do not want Kurdish people to gain status in Syria. However, Kurds have always argued that such an occurrence would pose no threat to Turkey.

A critical round of the Syrian conflict has just begun. Turkey, which has been floundering in Syria since 2011, has retaken its place on the stage alongside the US-led coalition forces, Russia, the FSA, IS, the Kurds, the Damascus regime and several regional powers. Will Turkey attack the Kurds and their allies from the area it recently took over? How will the United States respond? We will soon find out, because Turkey will not be satisfied with control over a small town and some villages.

Yildirim suggested that Turkey is in agreement with the United States regarding the YPG. US Vice President Joe Biden announced that the YPG should retreat to the eastern shores of the Euphrates River. In response, the YPG declared that it would not retreat from the area to the west of the Euphrates.

In this case, how will the United States continue its partnership with both the YPG and Turkey? Will the YPG and the United States, who have fought IS together so far, have a falling out and impact the fate of the region?

Currently, Kurdish forces and their allies are advancing toward al-Bab to the southwest of Manbij. From there, they plan to open a corridor to the Kurdish town of Afrin. If this plan is implemented, will we witness the bloody results of a regional Kurdish-Turkish conflict?

Turkey's biggest problem is its Kurdish phobia. Because of it, Turkey takes meaningless and unnecessary steps and spreads its enmity toward the Kurdish people in the region. As a result, the political and military conflict between the Kurds and Turkey is gaining momentum in Turkey and Syria.

The majority of the Kurds think that the Turkish state chooses to treat the Kurdish people as its enemy, as Syria and the Middle East are being reshaped. Will the Kurds' defiance mean the continuation of the chaos and violence in the region? Unfortunately, this seems to be the case at the moment. ♦

Amed Dicle was born and raised in Diyarbakir, Turkey. He has worked for Kurdish-language media outlets in Europe including Roj TV, Sterk TV and currently ANF. His career has taken him to Rojava, Syria, Iraq and many countries across Europe. On Twitter: @AmedDicleT

Did Turkish government see Gaziantep attack coming?

Turkish officials apparently ignored intelligence information that warned of the Aug. 20 wedding massacre in Gaziantep.



Author Fehim Taştekin
August 25, 2016
<http://www.al-monitor.com>

Turkish authorities have yet to assign blame for the recent wedding massacre at Gaziantep, but they themselves must shoulder a considerable amount of responsibility.

Officials knew months ago that the Islamic State (IS) was considering an attack in Gaziantep, yet they did nothing. Regardless of which group is ultimately found to have committed the Aug. 20 suicide bombing — which killed 54, including 29 children, and wounded more than 90 others — Turkey should have been prepared.

It's certainly no secret that IS has a strong presence in many areas of Gaziantep. Court indictments related to the killing of more than 100 people in Ankara back in October had already indicated the possibility of a Gaziantep attack. Then in May, Yunus Durmaz, the "prince of IS" at Gaziantep, blew himself up — apparently to avoid surrendering to police who raided his home. In his computer, officials found documents about potential attacks.

Durmaz asked Ilham Bal, the chief of IS in Turkey, for permission to launch attacks in Gaziantep and Antalya, particularly against members of the Kurdistan Workers Party (PKK), but also against civilians.

"PKK people are holding weddings," Durmaz said in one document. "There are some [civilian] relatives who come to these weddings, but most are PKK people. They display the PKK flag at the wedding, sing PKK songs. Shouldn't we hit such an occasion? There will be a wedding soon. If you approve, God willing, we will hit it.

Durmaz's computer notes continue: "We have determined the best civilian targets. In Antalya there is a nightclub where world-famous artists and tourists congregate. Every night foreign and local tourists assemble there. More than 1,000 of them. We will launch a suicide attack against it. ... Another target is Americans. In Gaziantep there is [a United Nations] office with about 45 people, Turks and foreigners. [The] French have an office too. We will hit them with suicide attacks. ... These are the targets. We could have hit soldiers and police but didn't because we felt that would impede our major operations. After our operations, we will open the new season if the Turkish republic doesn't take steps back and [IS] doesn't tell us to stop."

Durmaz details how he trained 400 militants at Gaziantep. He said 150 of them were put on the payroll and were ready to take over the city.

IS, which has made much use of the Jarablus-Gaziantep corridor and an al-Rai-Kilis border stretch, was able to set up its Gaziantep cells because of Turkey's nonchalance. We all remember how IS supporters celebrated the Charlie Hebdo attack in Paris in the streets of Gaziantep.

Elif Dogan Turkmen, a deputy of the opposition Republican People's Party (CHP) investigating the Gaziantep bombing, spoke of a reality everyone in the city knows about but the government ignores. He said, "IS is very well-organized in this city. Three-four neighborhoods are fully under their control. ... People are convinced the government allows this."

The state knows what is transpiring. According to a police intelligence report leaked to the media in April, today there are about 20,000 people supporting Salafi-Takfiri ideology in Turkey. The report says this is about the same level as in Tunisia, Saudi Arabia and Jordan, and is a serious threat to Turkey.

The report says the war in Syria draws Turks to IS: "We have seen that the desire to loot, to get married and to achieve martyrdom have made Syria an attractive choice. It has been noted that the [IS] declaration of a caliphate in June 2014 has given life to dreams of these segments for an Islamic state. They are motivated to live an Islamic life in lands ruled by Islam, further compounded with their expectations of receiving land, housing and salaries from the organization."



People wait close to empty graves during funerals for the dead after a bomb attack on a wedding party last night in Gaziantep in Turkey

The report says that since April 2011, 2,750 Turkish Salafists have gone to and returned from Iraq and Syria. Today, 1,211 of them are in the region; 749 are with IS and 136 are with Jabhat al-Nusra. Until now, 457 Turks have been killed in the region.

The report added that Salafists find most of their recruits in Konya, Adana, Istanbul, Gaziantep and Diyarbakir.

Though IS has not been officially designated as the perpetrator in the Gaziantep attack, there are several reasons to suspect it is responsible.

A review of earlier suicide bomber or remotely controlled bomb attacks for which IS is blamed reveal target selections and motivations:

IS, which could not achieve its goals in Syria because of Kurdish resistance, used a bomb at a Diyarbakir rally of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) on June 5, 2015. IS sees the HDP as an extension of the People's Protection Units (YPG) and the Kurdish nationalist Democratic Union Party (PYD).

The second attack was also Syria-related. Socialist youth groups planning to take provisions and assistance to Kobani, Syria, were massacred July 20, 2015, in Turkey at Suruc.

The previously mentioned Oct. 10 twin bombings in Ankara targeted civil society groups and parties expressing solidarity with the Kurds and demanding peace.

On Jan. 12, foreigners, mostly Germans, were killed by suicide bombers at Istanbul's Sultanahmet district.

On March 19 at Beyoglu-Istanbul, foreigners again were the targets of a suicide bomber.

On June 28, civilians at Ataturk Airport of Istanbul were attacked by suicide bombers who also used guns.

The message of the three most recent attacks listed above was a warning to Turkey, which had adopted some anti-IS measures, and also to the international community.

The Gaziantep attack followed the expulsion of IS from Manbij by Syrian Democratic Forces led by the YPG. IS militants left Manbij in a 500-vehicle convoy and moved to Jarablus, which abuts the border with Turkey. There were predictions that IS would avenge its Manbij defeat and that is quite possibly what happened. It is also likely that, just as IS triggered Shiite-Sunni conflict in Iraq, IS aims to inflame the environment of ethnic conflict in Turkey. ♦

Fehim Taştekin is a Turkish journalist and a columnist for Turkey Pulse who previously wrote for Turkish newspaper Radikal. He is the host of a weekly program called "SINIRSIZ" on IMC TV.

Erdogan engage l'armée turque dans le nord de la Syrie



Des chars turcs et des véhicules des rebelles syriens, à deux kilomètres de la ville de Djarabulus, le 24 août.

BULENT KILIC/AFP

Ankara poursuit un double objectif : chasser l'EI et empêcher les rebelles kurdes de constituer une région autonome à sa frontière

ISTANBUL - correspondante

A l'issue d'une offensive éclair, mercredi 24 août, quelques milliers de rebelles syriens soutenus par des F16 et des chars turcs sont parvenus à prendre aux djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) la ville syrienne de Djarabulus, à l'ouest de l'Euphrate, non loin de la frontière turco-syrienne. Il s'agissait de « mettre un terme » à l'instabilité sur la frontière turque, de viser non seulement l'EI mais aussi les milices kurdes. « La Turquie ne tolérera aucun fait accompli en Syrie », a expliqué, mercredi, le président Recep Tayyip Erdogan.

Couverts depuis les airs par la coalition anti-EI menée par les Etats-Unis, les rebelles syriens n'ont pas eu de mal à établir leur contrôle sur la ville. En début de soirée, des photos de combattants posant dans le centre-ville déserté de Djarabulus commençaient à circuler sur les réseaux sociaux.

Visiblement, la conquête de cette ville stratégique, dernier point de contact du « califat » avec le monde extérieur, a été rapide, la plupart des djihadistes ayant pris la fuite vers Al-Bab, un autre bastion de l'EI au sud-ouest, avant l'arrivée des combattants. L'opération a causé la mort d'un rebelle syrien.

Soutenue par la coalition internationale, l'incursion de l'armée turque marque un nouveau tournant dans la guerre en Syrie. Baptisée « Bouclier de l'Euphrate », elle a pour cible non seulement l'EI, mais aussi les combattants kurdes des unités de protection du peuple (YPG), le bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en guerre contre Ankara depuis 1984. Selon un officiel turc, l'opération vise à « sécuriser la frontière turque », à « aider la coalition anti-EI » ainsi qu'à « créer une zone libérée des terroristes au nord de la Syrie ».

Les djihadistes de l'EI et les milices kurdes sont mis sur un même plan par les autorités

turques. Ankara est bien décidé à empêcher la jonction des trois régions kurdes de Syrie (Afrin à l'ouest, Kobané et Djazira à l'est) que le PYD brûle de voir émerger en une seule région autonome kurde aux portes de la Turquie. Fort du soutien américain (frappes aériennes, armes, conseillers), à la pointe du combat contre l'EI, les Kurdes syriens se sont d'ores et déjà rendus maîtres d'une bande de 400 kilomètres à l'est, le long de la frontière turque, depuis l'Irak jusqu'à Kobané. Pour la Turquie, il est impensable que les 90 kilomètres restant, de Djarabulus à Afrin, puissent tomber aux mains des « cousins » du PKK.

SOUTIEN SANS FAILLE DE WASHINGTON

Epine dans le pied de la relation turco-américaine, la question du soutien de Washington aux milices kurdes de Syrie a dominé la visite du vice-président américain Joe Biden, arrivé mercredi à Ankara, quelques heures après le lancement de l'offensive sur Djarabulus. Le soutien de Washington à la Turquie est sans faille. « Nous voulons aider les Turcs à débarrasser la frontière de l'EI », a-t-il déclaré sitôt arrivé, précisant que conseillers américains étaient présents au sein de la cellule de planification de l'offensive.

Soucieux de ménager le partenaire turc, allié incontournable au sein de l'OTAN, M. Biden a lancé un avertissement aux milices kurdes, les sommant de se retirer sur la rive orientale de l'Euphrate, faute de quoi « elles ne pourront en aucune circonstance recevoir le soutien américain ». « Les milices YPG doivent se retirer à l'est de l'Euphrate. Si elles ne le font pas, nous ferons tout ce qui est nécessaire pour », a renchéri, mercredi matin, Mesut Cavusoglu, le ministre turc des affaires étrangères. Comme Manbij, ville syrienne située à 30 kilomètres au sud de Djarabulus, est située à l'ouest de l'Euphrate, les Kurdes syriens devront s'en retirer.

Lorsque les milices kurdes, associées à des combattants arabes au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), avaient lancé

leur offensive sur Manbij, les Américains avaient promis aux Turcs que les Kurdes se

retireraient sur la rive est de l'Euphrate après la conquête. Manbij a finalement été prise à l'EI le 12 août, mais les YPG ne se sont pas retirés. Un « Conseil militaire de Djarabulus » a même été créé au sein des FDS afin de préparer l'offensive sur la ville. Son chef, Abdulsattar Al-Kadiri, a été assassiné dans le nord de la Syrie mardi 23 août.

Depuis, les responsables du PYD ont pointé du doigt les services turcs, lesquels nient être pour quoi que ce soit dans cet assassinat. Ulcéré par l'offensive sur Djarabulus, Salih Muslim, le chef du PYD, a promis sur son compte Twitter que la Turquie serait « défaite comme Daech [acronyme arabe de l'EI] » dans le « borbier syrien ». Jusqu'où ira l'armée turque en Syrie ? S'agit-il d'une incursion « rapide », comme l'a affirmé le vice-premier ministre Numan Kurtulmus, ou d'une opération de longue durée ? L'éventualité d'une confrontation directe turco-kurde en Syrie ne risque-t-elle pas de porter un coup fatal à la stratégie américaine contre l'EI ?

« CRÉER UNE ZONE DE SÉCURITÉ »

Une chose est sûre, les Turcs ne s'arrêteront pas à Djarabulus. Leur objectif est de réaliser « la zone de sécurité » qu'ils réclament en vain à la communauté internationale depuis longtemps. Il est question que la portion de territoire allant de Marea à Djarabulus soit placée sous le contrôle de la rébellion syrienne soutenue par Ankara. Non content d'être une zone tampon entre les Kurdes d'Afrin et ceux de Kobané, l'endroit pourrait abriter les réfugiés syriens que la Turquie, terre de refuge pour 3 millions d'entre eux, n'a plus les moyens d'accueillir.

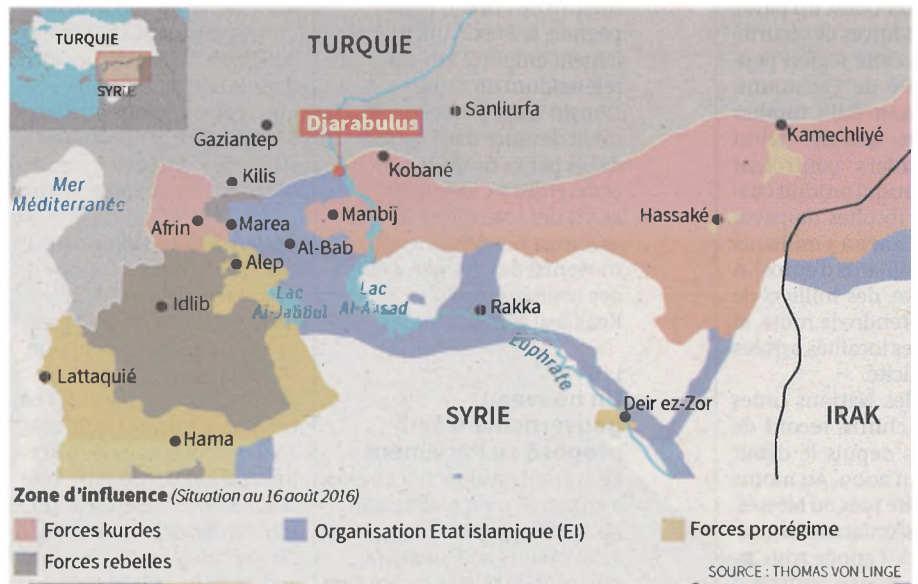
« La proposition turque de créer une zone de sécurité devrait être reconsidérée par la communauté internationale », a expliqué, mardi, M. Kurtulmus dans un entretien accordé à la chaîne de télévision NTV. Selon lui, il serait « naturel » que le président syrien, Bachar Al-Assad, trouve sa place à la table des négociations en vue d'une transition en Syrie.

Les priorités turques ont changé. Longtemps réclamé par Ankara, le départ du

tyran de Damas est devenu secondaire, l'objectif numéro un étant désormais d'empêcher à tout prix l'émergence d'une région autonome kurde le long de la frontière turque. Ce changement de stratégie a permis aux Turcs de réchauffer leurs relations avec la Russie et l'Iran, principaux soutiens du régime de Damas.

Sans leur aval, la Turquie ne se serait pas risquée à mettre un pied en Syrie. Témoin des tractations régionales qui ont lieu en ce moment, des représentants des pays voisins, notamment le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, et Hossein Jaber Ansari, vice-ministre des affaires étrangères iranien, se trouvaient à Ankara mardi. Selon la presse turque, des responsables des services turcs de renseignements (MIT) se sont rendus la semaine dernière à Damas pour informer le régime syrien des détails de l'opération sur Djarabulus. ■

MARIE JÉGO



Le Monde

VENDREDI 26 AOÛT 2016

Face à l'offensive turque, les rebelles syriens sont partagés

Les forces de l'opposition au régime saluent l'intervention turque, tout en redoutant d'être le jouet des puissances étrangères

BEYROUTH - correspondance

Entrés dans les rues de Djarabulus, les rebelles syriens soutenus par Ankara ont été parmi les premiers, mercredi 24 août, à annoncer la prise de la ville à l'organisation Etat islamique (EI), au terme d'une bataille éclair. Quelques heures plus tôt, le rôle de ces brigades insurgées dans l'opération « Bouclier de l'Euphrate » était mis en avant par la Turquie. Mais c'est évidemment Ankara, dont l'incursion en sol syrien ne fait pas l'unanimité parmi les activistes syriens opposés au régime de Damas, qui a été à la pointe de l'offensive.

Les rebelles et leur parrain turc ont pour l'heure des buts convergents. Celui des insurgés est de « libérer les régions où Daech [acronyme arabe de l'EI] est présent » et de « préserver une Syrie unie », affirme Oussama Taljo, représentant des factions militaires de la région d'Alep au sein de la Coalition syrienne, l'un des groupes de l'opposition impliqué dans les négociations sur la Syrie et basé en Turquie.

L'ambition est ainsi d'obtenir des Forces démocratiques syriennes (FDS), cette alliance de combattants dominée par les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) et soutenue par les Etats-Unis, le retrait des

territoires qu'elles ont récemment conquis à l'EI, comme la ville de Manbij, au sud de Djarabulus. L'opposition armée comme l'opposition politique rejettent les velléités séparatistes des Kurdes, qui contrôlent déjà un territoire le long de la frontière avec la Turquie, ainsi que la possibilité que les FDS administrent des villes du nord de la Syrie à majorité arabe, comme Manbij.

Surprise des opposants

Une dizaine de factions ont pris part à la reconquête de Djarabulus. Située dans la province d'Alep, la localité était l'un des derniers bastions importants de l'EI près de la frontière turque. Parmi ces groupes figurent Nouredine Al-Zinki, à l'influence croissante dans le nord de la Syrie; Failak Al-Cham, une brigade importante dans la province d'Alep; ainsi, semble-t-il, que des combattants du mouvement salafiste Ahrar Al-Cham, l'une des forces les puissantes de la rébellion syrienne. Selon M. Taljo, les combattants sont venus d'Azaz et de Bab Al-Hawa, deux localités de la province d'Alep, proches de la frontière avec la Turquie.

L'offensive lancée mercredi était attendue. Mais la participation aussi massive de la Turquie semble avoir surpris certains opposants. Des activistes, critiques,

n'hésitent pas à parler d'un retour des « Ottomans » sur le territoire syrien. Pour Nagham Ghadri, membre de la Coalition syrienne, l'entrée de forces spéciales turques et de blindés est acceptable, pourvu que les opérations d'Ankara sur le sol syrien soient temporaires.

Qu'ils soutiennent ou rejettent l'intervention de la Turquie, activistes et opposants sont amers: Ils voient dans l'opération de mercredi une nouvelle marque de l'engagement des puissances étrangères dans le conflit syrien pour leurs propres intérêts. La Russie et l'Iran, qui appuient Damas, jouent déjà un rôle majeur. « Il n'y a plus de Syrie, mais des zones du pays contrôlées par tel ou tel pays étranger », regrette Bassam Al-Ahmad, militant des droits de l'homme et opposant au régime syrien basé en Turquie.

Selon M^{me} Ghadri, l'opposition souhaite, sans trop y croire, que l'opération « Bouclier de l'Euphrate » débouche sur la création d'une zone de sécurité près de la Turquie, qui servirait aux rebelles. L'offensive est perçue comme un moment-clé par les activistes syriens. Mais les rebelles pourraient se retrouver à la merci de cette nouvelle donne entre les puissances étrangères impliquées dans le conflit. ■

LAURE STEPHAN

Turquie: 11 policiers tués 78 blessés dans un attentat-suicide du PKK

Par L'EXPRESS.fr avec AFP 26/08/2016

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué l'attentat-suicide à la voiture piégée qui a coûté la vie à onze policiers vendredi matin à Cizre, dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière syrienne.

«Notre équipe kamikaze a mené une action à Cizre qui a fait des dizaines de tués dans la police», déclare sur son site le PKK, qui gonfle traditionnellement ses bilans, précisant que cette attaque était en représailles à l'«isolement persistant» de son chef emprisonné Abdullah Ocalan et «le manque d'information» sur sa situation.

Soixante-dix personnes ont également été blessées, a annoncé ce matin le ministre de la Santé Recep Akdag, dans cette ville de 100 000 habitants située à 2 km de la frontière avec la Syrie.

VIOLENTE EXPLOSION

L'explosion a dévasté le quartier général des forces antiémeutes et une longue colonne de fumée noire s'élevait dans le ciel, selon des images diffusées par la télévision turque. Douze ambulances et deux hélicoptères ont été envoyés sur place, a annoncé le ministère de la Santé cité par la télévision turque.

La violente explosion a eu lieu à 50 mètres du bâtiment, au niveau d'un poste de contrôle, a précisé Anadolu, ajoutant que la route principale reliant Cizre à la capitale de la province Sirnak, plus au nord, avait été fermée par les forces de sécurité. Les immeubles voisins ont également été endommagés par la déflagration et certains étaient encore en flammes, selon des images diffusées par la télévision.

Les forces de sécurité turques subissent des attaques quasi-quotidiennes du PKK, qui ont fait des dizaines de morts depuis qu'un cessez-le-feu de deux ans et demi entre les rebelles et les forces turques a pris fin pendant l'été 2015.

Le PKK a intensifié ses attaques au cours des dernières semaines, après une relative accalmie suite au coup d'Etat militaire manqué contre le



Une attaque à la voiture piégée a visé vendredi les locaux de la police à Cizre, dans le sud-est du pays. Le Parti des Travailleurs du Kurdistan a revendiqué l'attentat-suicide

président Recep Tayyip Erdogan le 15 juillet.

ACCORD ANKARA-EI

Cet attentat intervient deux jours après le lancement par les forces turques d'une offensive sans précédent en Syrie voisine visant, officiellement, à la fois les milices kurdes et les djihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Murat Karayilan, l'un des chefs du PKK basé en Irak, a expliqué que la guérilla était ulcérée par l'offensive turque dans le nord de la Syrie, qui vise, selon lui, davantage les Kurdes que le groupe Etat islamique. La campagne militaire actuelle, a-t-il dit, est le fruit d'un «accord» entre Ankara et l'EI, et «ce qui se passe (sur le terrain) est plus un échange qu'une opération militaire».

«L'EI n'a jamais abandonné une localité en une journée sans combattre», a-t-il déclaré à l'agence pro-PKK Firat. «Cet accord dangereux va allonger la durée de vie de l'EI». La Turquie a toujours démenti avec véhémence les allégations sur tout accord passé ou présent avec les djihadistes.

COMBATTANTS KURDES BOMBARDÉS

Jeudi, l'artillerie turque a bombardé des combattants kurdes dans le nord de la Syrie, après que les services de renseignement ont remarqué qu'ils progressaient sur le terrain en dépit d'une promesse des Etats-Unis selon laquelle ils

allaient reculer.

Plus tôt, la Turquie avait envoyé un nouveau convoi de blindés en territoire syrien, au lendemain d'une offensive éclair des rebelles syriens qu'elle a soutenue et qui a permis de reprendre à l'EI la localité de Jarablos, près de la frontière.

La Turquie, en conflit avec les Kurdes sur son propre territoire, est farouchement hostile à l'idée que les Kurdes syriens forment une ceinture continue le long de sa frontière.

Ankara considère le PYD et son aile militaire, les YPG, tous deux issus du PKK, comme des organisations «terroristes», au même titre que le Parti des travailleurs du Kurdistan. L'armée turque a conduit à plusieurs reprises des opérations militaires dans le sud-est, y compris à Cizre où le PKK est particulièrement implanté.

Plus de 40 000 personnes ont été tuées depuis le début du conflit en 1984, mais le PKK a récemment déplacé sa guérilla des campagnes vers les centres urbains, provoquant un nombre encore plus élevé de victimes et de nouveaux exodes de populations.

Le PKK, mouvement armé actif depuis 1984 sur le sol turc, est considéré comme un groupe terroriste non seulement par la Turquie, mais aussi par l'Union européenne et les Etats-Unis.●

La Turquie ciblera les combattants kurdes tant qu'ils n'auront pas reculé à l'est de l'Euphrate (ministre)

AFP

Istanbul, 29 août 2016 (AFP)

LA TURQUIE continuera de viser les combattants kurdes dans le nord de la Syrie tant qu'ils n'auront pas reculé à l'est de l'Euphrate, a prévenu lundi son ministre des Affaires étrangères, au sixième jour d'une offensive des forces turques dans le pays voisin.

"Les YPG (Unités de protection du peuple kurde), comme les Etats-Unis l'ont promis, et eux-mêmes l'ont déclaré, doivent repasser à l'est de l'Euphrate dès que possible, et tant qu'ils ne le feront pas ils (resteront) une cible", a affirmé Mevlüt Cavusoglu lors d'une conférence de presse avec son homologue néerlandais Bert Koenders.



Mercredi dernier à Ankara, le vice-président américain Joe Biden avait déclaré avoir "dit très clairement" que les forces kurdes "doivent retraverser le fleuve" et "n'auront, en aucune circonstance, le soutien des Etats-Unis si elles ne respectent pas leurs engagements".

La Turquie, en conflit avec les Kurdes sur son propre territoire, est farouchement hostile à l'idée que les Kurdes syriens forment une ceinture continue le long de sa frontière.

Ankara considère le Parti de l'Union démocratique (PYD) et sa branche armée, les YPG, comme des organisations "terroristes", bien qu'elles soient épaulées, en tant que forces combattant efficacement les jihadistes, par Washington, allié

traditionnel de la Turquie.

M. Cavusoglu a par ailleurs accusé les YPG de procéder à un "nettoyage ethnique". "Dans les endroits où il se rendent, les YPG forcent tout le monde à migrer, y compris les Kurdes qui ne pensent pas comme eux, et procèdent à un nettoyage ethnique", a-t-il déclaré.

Selon lui, la zone autour de la ville de Minbej, à l'ouest de l'Euphrate et récemment reprise par les YPG à l'EI, est majoritairement arabe.

Dimanche, la Turquie a annoncé avoir tué 25 "terroristes" kurdes lors de frappes aériennes dans le nord de la Syrie, dans le cadre de l'opération "Bouclier de l'Euphrate" visant officiellement à la fois les milices kurdes et le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), au moins 40 civils ont été tués dans les bombardements turcs, des allégations fermement démenties par Ankara.

Le chef de la diplomatie turque a également salué le succès de l'opération éclair dans la localité de Jarablos, reprise à l'EI dès mercredi dernier par des rebelles syriens soutenus par Ankara. "L'objectif de cette opération (...) est de nettoyer la région du groupe terroriste Daech (acronyme arabe de l'EI)", a-t-il déclaré.

L'armée turque dispose actuellement d'une cinquantaine de chars et de centaines de soldats sur le sol syrien dans le cadre de cette offensive, lors de laquelle un premier soldat turc a été tué samedi. ●

LE FIGARO

samedi 27 - dimanche 28 août 2016

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte
CORRESPONDANT A BERLIN

ALLEMAGNE Les demandes d'asile affluent : de plus en plus de Turcs cherchent refuge en Allemagne. En l'espace de sept mois, l'Office de migration a enregistré plus de demandes que sur l'ensemble de l'année dernière : 2279 contre 1767 en 2015. La tendance s'accélère même, selon le *Tagesspiegel*, qui a mené l'enquête. En janvier, 94 demandes avaient été déposées, 272 en avril, 459 en juin, 525 en juillet. La quasi-totalité des dossiers ont été formulés par des Kurdes, qui fuient le conflit et le risque de guerre civile dans l'est de la Turquie. Après la tentative de putsch du 15 juillet, le durcissement du pouvoir de Recep Tayyip Erdogan à Ankara fait craindre le pire. « Il faut s'attendre à ce que des personnes poursuivies par le régime arrivent en Allemagne », a prévenu le secrétaire général de la CSU, Andreas Scheuer. « Dans cette période d'instabilité, le nombre de demandes d'asile va augmenter », a convenu début août le vice-président de la CDU, Armin Laschet.

« À court terme, il pourrait y avoir des dizaines de milliers de réfugiés venus de Turquie en Allemagne et à moyen terme des centaines de milliers, si le régime d'Erdogan continue de combattre les minorités et l'opposition démocratique », a prophétisé Ali Toprak, président de la Communauté kurde d'Allemagne, dans une interview à *Die Welt*. Pour risquer cette évaluation, il s'appuie sur le nombre de la population kurde déplacée dans l'est du pays. Pour le député Vert Volker Beck, « le gouvernement serait bien inspiré d'offrir une protection aux réfugiés politiques » qui fuiraient la Turquie après le coup d'État manqué de juillet.

Même si les chiffres ne sont pas si massifs, l'arrivée de réfugiés risque de devenir un problème pour le gouvernement allemand, empêtré dans une relation complexe avec son partenaire turc. Berlin tient ferme à l'accord conclu en mars pour juguler la crise des réfugiés. Le compromis repose sur une libéralisation des visas européens pour les ressortissants turcs. Ce qui pourrait faciliter

Les Kurdes cherchent asile en Allemagne

La guerre dans le sud-est de la Turquie entre l'État et le PKK provoque un afflux de réfugiés politiques kurdes.



Trois Kurdes qui ont fui l'Irak prennent un repas à la cantine d'un centre d'accueil provisoire, en juin, à Neumünster, en Allemagne. CARSTEN REHDER/PICTURE ALLIANCE/DPA

l'arrivée de demandeurs d'asile potentiels. Il prévoit aussi de reconnaître la Turquie comme un « pays sûr » afin de faciliter le renvoi des demandeurs déboutés et incidemment la réinstallation des réfugiés déjà présents sur le territoire. La notion de « pays sûr » fait bondir les défenseurs des droits de l'homme. À Berlin, même les proches d'Angela Merkel, qui défendent l'accord UE Turquie, admettent les « atteintes aux droits de l'homme » en Turquie contre les populations kurdes. « Il faut appeler les choses par leur nom », a expliqué le vice-président de la CDU, Armin Laschet. Jusqu'à présent, la majeure partie des réfugiés politiques en Allemagne (au sens juridique du terme) provenaient de Turquie : en 2015, 11 600 ressortissants turcs ont bénéficié de l'article 16a de la loi fondamentale sur 39 500 bénéficiaires au total, selon *Die Welt*, qui cite le ministère de l'Intérieur. Mais la tendance va-t-elle se poursuivre ? Depuis le début de l'année, seulement 6,7% des

demandes d'asile de ressortissants turcs ont reçu un avis favorable. L'année passée, 14,7% des dossiers déposés avaient été approuvés.

Signe de malaise

Le gouvernement allemand est pris dans les contradictions de sa politique étrangère. Signe de ce malaise, l'offensive militaire turque contre les rebelles kurdes a été soutenue, bon gré mal gré, par le ministère des Affaires étrangères. « La Turquie, à tort ou à raison, considère qu'il y a des liens entre, du côté turc, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), que nous considérons aussi comme une organisation terroriste, et au moins une partie des Kurdes du côté syrien. Nous respectons cela, et nous considérons que c'est le droit légitime de la Turquie d'agir contre ces activités terroristes. Nous soutenons la Turquie sur ce point », a expliqué mercredi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. ■

Vu d'Allemagne

"Bouclier de l'Euphrate", une opération anti-IS ou anti-Kurdes?



Une dizaine de chars de combat turcs supplémentaires sont entrés en Syrie jeudi dans le cadre d'une opération militaire visant à chasser les combattants du groupe "Etat islamique" de la région de Djarablous et à empêcher les miliciens kurdes de progresser dans le nord du pays.

quotidien régional Weser Kurier. Mais, estime l'éditorialiste, la Turquie elle-même n'est pas étrangère à l'apparition de ce borbier dans le pays voisin.

Trop longtemps, les dirigeants à Ankara ont laissé faire la milice terroriste islamiste, et l'ont même soutenue ! Si Erdogan veut maintenant combattre directement l'Etat Islamique dans la région frontalière, on ne peut que l'approuver. Mais, soupçonne l'éditorialiste, l'objectif prioritaire de cette intervention militaire n'est pas de vaincre l'Etat Islamique, mais plutôt de stopper l'avancée des Kurdes qui ont gagné de larges pans de territoire contre les islamistes en Syrie".

"La guerre contre l'organisation de l'Etat Islamique, n'est rien de plus qu'un prétexte, estime également la taz, die tageszeitung. Le moment choisi pour lancer l'opération militaire en Syrie n'est pas dicté par le tir de roquettes de la milice islamiste du côté turc de la frontière, mais bien plus par l'avancée de la milice kurde syrienne YPG (Unités de protection du peuple) qui est alliée au PKK, le parti des Travailleurs du Kurdistan, parti interdit et combattu par Ankara."

"L'offensive terrestre turque en Syrie rend la guerre civile encore un peu plus confuse et incompréhensible", relève la Frankfurter Rundschau et ajoute: "Ce qui est alarmant, c'est qu'un pays membre de l'OTAN intervienne massivement avec des troupes au sol dans ce conflit sanglant. Il faut espérer qu'aucun incident incontrôlé ne se produise avec des unités américaines, qui se battent avec les Kurdes syriens de l'YPG contre l'Etat Islamique. La confusion qui règne dans le conflit syrien ne serait supportable que si l'intervention des forces turques faisait partie d'une stratégie avec l'objectif de pacifier la situation. Mais cela n'en a pas l'air, regrette le quotidien de Francfort..." ●

Philippe Pognan 25.08.2016
<http://www.dw.com/>

Avec l'opération terrestre des forces armées turques en Syrie, lancée hier, Ankara répond d'abord à l'attentat attribué à l'EI qui a tué 54 civils à Gaziantep, dans le sud-est du pays, samedi dernier. Et après?

"Recep Tayyip Erdogan réagit enfin face à la menace que représente la milice de l'Etat Islamique aussi pour la Turquie. Ankara a justifié l'envoi de troupes turques en Syrie par sa volonté d'assécher ce „borbier“, relève le



– mercredi 31 août 2016

Cafouillages de Barack Obama en Syrie

« **L**a stratégie américaine appliquée par le Pentagone est d'une incohérence remarquable », estime un diplomate français qui a, dit-il, de bons contacts chez les militaires. A l'en croire, la Maison-Blanche a accepté, bon gré mal gré, que l'armée turque pénètre en Syrie pour y combattre les djihadistes de Daech, comme l'avait proclamé Erdogan devant les caméras. Mais son réel objectif – et qui pouvait en douter ? – est d'empêcher la création d'une région autonome kurde en Syrie, proche de la frontière et des régions de Turquie où vivent des millions de Kurdes.

Mal à l'aise, l'équipe d'Obama a attendu plusieurs jours avant de réagir et de critiquer la multiplication des raids de l'aviation d'Erdogan

sur les zones contrôlées par le PYD, le parti kurde syrien, dont les milices sont équipées et conseillées par des forces spéciales américaines jusque sur le terrain. Message, en substance, transmis le 29 août par Washington à Erdogan : « Bombardez Daech mais pas nos alliés kurdes ! » Et la Maison-Blanche a aussitôt annoncé que Barack Obama aurait une conversation en tête à tête avec Erdogan, le 4 septembre à Pékin, à l'occasion du prochain sommet du G20.

C'est l'Art de la guerre pratiquée avec du « made in USA » : des Kurdes armés par les Américains sont bombardés par des F-16 fournis aux Turcs par ces mêmes Américains. Mieux, selon les services français de renseignement mi-

litaire, les chars M60, les blindés ACV-15, les véhicules Cobra et les canons de 155 utilisés par les unités turques entrées en Syrie, la semaine dernière, sont d'une excellente facture américaine.

Hollande en figurant

Autre preuve que rien n'est simple dans ce conflit, Obama et Poutine, via John Kerry et Sergueï Lavrov, se concertent régulièrement et tentent de parrainer un futur cessez-le-feu. Excellente idée, mais Obama arme des rebelles qui, aujourd'hui comme hier, s'allient à des groupes djihadistes partisans de la charia. Et il continue de rêver à des élections démocratiques en Syrie, alors que Poutine, lui, ne veut pas lâcher son protégé Bachar

et fournit une aide militaire importante à l'armée syrienne, en compagnie de l'Iran.

François Hollande est hors jeu, en dépit des raids de Rafale et de Mirage sur les positions de Daech en Irak puis en Syrie, et du renfort, en septembre, du porte-avions « Charles-de-Gaulle » et de ses 28 Rafale. Lesquels vont participer au spectacle sans offrir à notre chef de guerre la possibilité d'être admis comme acteur dans cette superproduction américano-russe. Où il ne sera jamais qu'un simple figurant.

Claude Angeli

Turquie. Erdogan : Est ou Ouest ?



Moscou et Ankara affichent leur réconciliation, mais des divergences perdurent entre les deux pays. A Bruxelles et à Washington, la réaction au putsch contre Erdogan a été frileuse, mais les négociations d'adhésion à l'UE doivent se poursuivre, recommande l'Allemagne.



Avec Moscou, une réconciliation en trompe-l'œil

Le sommet de Saint-Petersbourg a validé le rapprochement entre les deux puissances régionales. Un grand progrès, estime un éditeur russe, à l'aune de la menace de conflit armé qui planait encore récemment. Impossible pour autant de parler déjà d'alliance stratégique.

— **Kommersant** Moscou

Inutile de nourrir des espoirs infondés et des illusions démesurées après la réconciliation turco-russe entérinée par le sommet de Saint-Petersbourg des 8 et 9 août. Trop de problèmes et de profondes dissensions subsistent

dans les relations entre Moscou et Ankara pour parler, à l'instar de certains commentateurs, d'"*alliance stratégique*" entre la Russie et la Turquie.

Premier problème, le plus aigu : leurs positions sont diamétralement opposées dans le conflit syrien. Vladimir Poutine parie sur

Bachar El-Assad, tandis que Recep Tayyip Erdogan cherche à le renverser au plus vite. Rien n'a changé de ce point de vue. Ankara soutient toujours les groupes de l'opposition syrienne, ceux-là mêmes qui mènent actuellement l'offensive sur Alep et que l'aviation russe bombarde. Il ne faut pas oublier que la crise sans précédent qui a secoué les relations bilatérales turco-russes est née précisément du désaccord sur la Syrie, après la destruction d'un bombardier russe par l'armée turque en novembre 2015. Ce désaccord subsiste.

Deuxième problème, lié lui aussi à la guerre en Syrie : la question kurde. Ankara considère les groupes kurdes qui se battent en Syrie contre les islamistes radicaux comme des opposants, des séparatistes complices des "terroristes" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), combattu par le président Erdogan. A l'inverse, pour Moscou, les Kurdes de Syrie sont de potentiels alliés. Quant aux Kurdes de Turquie, la Russie entretient avec eux des rapports ancestraux tout sauf conflictuels.

Isolation. Troisième problème : le conflit qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan. La Russie, malgré ses déclarations prudentes et un éloignement géographique égal avec les deux pays, passe sur la scène internationale pour un allié potentiel de l'Arménie, son partenaire au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective [alliance militaire née en 2002 et regroupant six ex-Etats soviétiques]. La Turquie, en revanche, ne cherche même pas à se montrer objective et prend ouvertement parti pour Bakou.

Le quatrième problème est lui aussi lié à l'espace postsoviétique. Ankara occupe des positions solides dans les républiques turcophones de l'ancienne URSS (Azerbaïdjan, mais aussi Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan et Turkménistan), où elle est considérée par Moscou comme un concurrent géopolitique. Il en va de même de l'épineuse question de l'influence turque dans les républiques turcophones au sein de la Fédération de Russie [Tatarstan, Bachkortostan].

Cinquième problème : des organisations ouvertement hostiles à la Russie, de Tatars de Crimée ou de Nord-Caucasiens, se développent sans entraves sur le terri-

Ankara est influent dans les pays turcophones d'ex-URSS

toire turc. Elles s'appuient sur une importante et influente diaspora. Ainsi le président Erdogan serait-il confronté à une forte opposition dans sa propre population si d'aventure il voulait régler ce problème pour plaire à la Russie.

Sixième problème : la crise de confiance. L'incident du bombardier n'est plus évoqué publiquement par Moscou, mais il n'est pas oublié pour autant. Tout comme les réactions "à chaud" des officiels turcs et du président Erdogan lui-même, qui n'avaient pas été des plus pacifiques. Il serait étonnant que Moscou n'ait pas tiré de la destruction du Su-24 quelques conclusions quant à la solidité et à la stabilité de l'exécutif turc.

Enfin, dernier problème : le rapprochement entre les deux pays est dans une grande mesure contraint. L'Occident prend ses distances et se montre réservé à l'égard de la Russie et, plus récemment, de la Turquie. De fait, il paraît naturel qu'Ankara tente de rompre son isolement diplomatique. Cependant, il n'est pas certain que la Turquie continue à miser sur la Russie et à s'investir dans des projets tels que le gazoduc Turkish Stream si ses relations avec l'UE et les Etats-Unis venaient à se normaliser.

Il est donc encore trop tôt pour parler de partenariat stratégique entre Moscou et Ankara. Il s'agit plutôt d'une pâle imitation. Néanmoins, en comparaison de la menace imminente de conflit armé qui planait il y a encore six mois, la réconciliation actuelle constitue un immense progrès. Un progrès qui laisse espérer que certains au moins des problèmes énoncés ci-dessus pourraient être réglés.

— **Maxime Ioussine**

Publié le 9 août

Syrie. Téhéran joue la carte militaire russe

En ouvrant une de ses bases à l'aviation russe pour une mission en Syrie, l'Iran cherche à s'assurer un rôle d'acteur majeur de la région, analyse le quotidien de Moscou.



→ Dessin de Finn Graff, Norvège.

— **Kommersant** (extraits) Moscou

Moscou et Téhéran espèrent que l'utilisation, depuis le 16 août, d'une base aérienne iranienne par l'aviation russe pour ses frappes contre l'Etat islamique et les autres organisations terroristes changera le cours de toute la campagne syrienne. En particulier, la base iranienne pourrait jouer un rôle décisif dans la bataille d'Alep, deuxième ville du pays. "Aujourd'hui, l'euphorie est de mise avec l'élargissement des moyens d'action de la Russie, grâce à son nouveau partenariat avec l'Iran en Syrie. Moscou tient là une possibilité de renforcer sa présence géopolitique dans tout le Proche-Orient", note Maxim Soutchkov, expert au sein du Conseil russe des affaires étrangères.

En attendant, la décision [suspendue le 22 août] d'autoriser Moscou à utiliser la base aérienne de Hamedan n'a pas été facile à prendre pour Téhéran. Le débat, certes rapide, a été très animé,

car depuis la fondation de la République islamique d'Iran en 1979, le pays n'avait encore accueilli sur son territoire aucune puissance militaire étrangère. "L'idée de permettre à la Russie d'utiliser les infrastructures de la base aérienne de Hamedan a provoqué l'indignation de la frange conservatrice du Parlement iranien", explique Lana Ravandi-Fadai, chercheuse à l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie. D'après elle, le président du Parlement iranien, Ali Larijani, a entrepris de calmer les conservateurs en expliquant que l'utilisation de la base de Hamedan par la Russie se limiterait aux vols militaires ciblant la Syrie. Il a également rappelé aux sceptiques que Moscou et Téhéran soutiennent depuis un an l'idée d'une coalition antiterroriste contre l'Etat islamique, un projet qui nécessite de renforcer leur coopération en Syrie.

Opportunisme. Passé inaperçu en Russie, le débat qui a secoué l'Iran sur la question de l'utilité d'un rapprochement militaire et technique avec Moscou dans le conflit syrien vient confirmer l'opportunisme et la relativité d'une nouvelle alliance entre ces deux acteurs majeurs du conflit syrien. Même si l'Iran et la Russie partagent le même objectif - empêcher le renversement du régime de Bachar El-Assad et le démantèlement de l'Etat syrien -, leurs intérêts en Syrie et au Proche-Orient n'en restent pas moins différents dans l'ensemble.

"En dehors d'objectifs concrets en Syrie, qui consistent à soutenir les forces gouvernementales et à les aider à prendre le contrôle de secteurs clés, Téhéran utilise la coopération militaire avec la Russie pour s'imposer sur des questions stratégiques à l'échelle régionale, faisant ainsi monter les enchères face à son vieil ennemi, l'Arabie Saoudite, et renforçant sa stature internationale", affirme Maxim Soutchkov.

De l'avis des experts, Moscou préfère rester au-dessus de la mêlée dans le conflit irano-saoudien, ne voulant surtout pas faire partie de l'équation géopolitique complexe de l'Iran. "Pareille évolution des événements conduirait à l'affaiblissement de l'influence russe dans la région et détournerait la Russie de son objectif, qui est d'assurer la sécurité du pays", met en garde Maxim Soutchkov.

Signal fort. Ce point de vue est partagé par Alexei Malachenko, expert du centre Carnegie de Moscou. "En prêtant une base militaire à la Russie, l'Iran répond à ses propres intérêts. Premièrement, c'est un argument de poids dans ses négociations avec l'Occident - "Iran pourra faire valoir sa coopération avec la Russie, qui lui assure une solution de repli. Deuxièmement, c'est un moyen d'envoyer à l'Arabie Saoudite un signal fort : l'arrivée de l'aviation russe à Hamedan assure à l'Iran une protection solide. En somme, la collaboration avec la Russie permet à l'Iran de se positionner en tant qu'acteur géopolitique mondial et plus seulement régional."

Cependant, l'expert prévient : l'Iran peut à tout moment cesser de jouer la "carte russe" dans ses rapports avec ses adversaires régionaux et l'Occident. Notamment en cas de rapprochement économique avec les Etats-Unis et les pays de l'UE. "A la moindre variation de la météo géopolitique, la Russie peut perdre l'accès à la base de Hamedan. Il ne faut en effet pas oublier que l'Iran est un chat persan qui agit comme bon lui semble", résume Alexei Malachenko.

— **Sergueï Strokan**
Publié le 19 août

Après avoir passé deux mois dans les territoires kurdes de Syrie, l'écrivain livre sa vision des combats et dénonce le «double jeu» du pouvoir turc.

Patrice Franceschi: «Nous ne soutenons qu'à moitié les meilleurs ennemis de Daech»

RENCONTRE
«Dans leur combat, les Kurdes défendent grosso modo les mêmes valeurs que nous. Ils ont installé une réelle forme de démocratie sur leurs territoires, une administration efficace, la laïcité telle que nous la comprenons, l'égalité hommes-femmes. C'est d'ailleurs le point d'incandescence avec les djihadistes!»



Arnaud de La Grange

@arnodelagrang

Écrivain, auteur de *Mourir pour Kobané* (Éditions des Équateurs), Patrice Franceschi est engagé depuis des années dans la cause des Kurdes de Syrie. De retour à Paris après avoir passé l'été au Rojava (le Kurdistan syrien), il témoigne de leur combat contre l'État islamique.

LE FIGARO. - Après leur victoire à Manbij et leur avancée sur Djarabulus, les Kurdes syriens viennent d'être stoppés. La Turquie les a sommés de rester à l'est de l'Euphrate, et les Américains sont aussi allés dans ce sens...

Patrice FRANCESCHI. - Les Kurdes syriens sont coincés. On n'a pas voulu qu'ils puissent faire la jonction entre les territoires qu'ils contrôlent dans le nord de la Syrie. Pourtant, en quelques semaines, ils auraient pu prendre le district d'Afrine. On leur a volé leur victoire, payée du prix du sang. C'est une faute stratégique de ne pas les avoir laissés faire! L'accès à la frontière des djihadistes aurait été définitivement coupé et ils auraient pu alors mettre leurs forces dans la prise de Raqqa (la « capitale » de Daech en Syrie). Au lieu de cela, les Américains leur ont demandé de ne pas chercher l'unification de leurs territoires maintenant et de se préparer à attaquer Raqqa, alors que la ville n'est pas encore coupée de ses approvisionnements, ce qui rend les choses plus difficiles. C'est aussi une grave faute politique. Une fois de plus, on a cédé à Erdogan et envoyé par là même un mauvais signal aux djihadistes.

Quelle est la situation actuelle au Rojava ?

Il y a depuis des mois un blocus presque total du Rojava, qui était effectif bien avant les développements survenus en Turquie cet été et les changements de posture d'Ankara en Syrie. Ainsi, cet été, entre le moment où j'ai décidé de quitter le Rojava et celui où j'ai pu partir, il s'est écoulé quatre semaines... Malgré cet isolement, les Kurdes syriens ont réussi à gagner la bataille de Manbij. Sans ravitaillement, sans soutien en munitions,

sans médicaments. Pardonnez-moi, mais c'est la chair qui parle : j'ai vu pendant des semaines ces gens combattre, souffrir et mourir. Avec l'impossibilité d'évacuer les blessés vers l'extérieur, le Kurdistan d'Irak par exemple, où il y a de bons hôpitaux.

Vous estimez qu'on laisse tomber les Kurdes syriens ?

À Kobané, il y a un an et demi, ces mêmes Kurdes ont livré une impressionnante bataille, la première grande victoire contre Daech. Cet été, à Manbij, ils ont fait sauter ce verrou essentiel pour les djihadistes, en affrontant un bon millier de combattants étrangers. Et ce, sans couverture médiatique hormis les médias arabes et sans la présence d'ONG. Une fois de plus, nous manquons de discernement et de persévérance dans notre action. Nous ne soutenons qu'à moitié les meilleurs ennemis de Daech.

Le nœud du problème n'est-il pas la Turquie ?

On prend des pincettes avec notre « allié » de l'Otan. Mais depuis des années, on assiste à un double jeu total des Turcs. Ils font passer de l'aide, des armes aux groupes rebelles syriens qu'ils soutiennent, très souvent islamistes. Ils sont obsédés par les Kurdes. Les museler est leur priorité absolue. Les Kurdes de Syrie ne demandent pourtant pas l'indépendance, mais le fédéralisme dans le cadre d'une nouvelle Syrie. En gros, d'être autonomes comme les Kurdes d'Irak. Mais même cela est insupportable aux yeux d'Erdogan. Deux Kurdistan autonomes, cela fait beaucoup trop pour lui. Cela double les risques de « contagion ». Erdogan est en train de réislamiser la Turquie, remettant en cause tout l'héritage d'Atatürk. Il a un objectif, il agit, et il réussit. Il n'est pas seulement « islamo-conservateur », il est à l'évidence proche de groupes islamistes, par intérêt au moins. Il faut que l'on prenne conscience qu'il ne joue pas seulement contre les Kurdes, mais contre nous.

Avec les Kurdes syriens, nous avons certes un même ennemi depuis deux ans, mais pas forcément les mêmes intérêts et valeurs...

Dans leur combat, les Kurdes défendent grosso modo les mêmes valeurs que nous. Ils ont installé une réelle forme de démocratie sur leurs territoires, une administration efficace, la laïcité telle que nous la comprenons, l'égalité hommes-femmes. C'est d'ailleurs le point d'incandescence avec les djha-

Quand une jeune Kurde de 18 ans en treillis peut afficher une détermination supérieure à celle d'un fanatique islamiste, et le battre, je me dis qu'il y a là pour nous une leçon à prendre

PATRICE FRANCESCHI

distes ! Il n'y a pas une administration qui ne compte à un poste important une femme. Et la détermination des bataillons féminins est impressionnante. Il faut voir des bouts de femmes de 60 kilos affronter des djihadistes tchéchènes faisant le double de leur poids... Vous allez me dire que je m'emballe. Mais je n'y peux rien, cela saute au visage. Quand une jeune Kurde de 18 ans en treillis peut afficher une détermination supérieure à celle d'un fanatique islamiste, et le battre, je me dis qu'il y a là pour nous une leçon à prendre. C'était terrible de voir durant ces combats arriver tous les jours des contingents de blessés, souvent très jeunes et qui jamais ne se plaignaient, serraient les dents. Je me souviens d'une jeune fille qui n'avait pas 20 ans et venait de prendre une balle dans le ventre. Son treillis était rouge de sang et elle souffrait. Et elle a trouvé la force de me dire que si la tempête soufflait depuis longtemps chez eux, le vent la portait vers nous maintenant. Elle a raison. Nous menons la même guerre existentielle.

Le PKK des Kurdes de Turquie, cousin du PYD des Kurdes de Syrie, n'est pourtant pas un modèle d'organisation démocratique...

Le PYD est en effet historiquement une émanation du PKK. Mais, désormais, le PYD suit son propre agenda, aussi bien politique que militaire. Il y a bien sûr des liens, une proximité, mais les Kurdes de Syrie ont gagné en autonomie. Je rappelle qu'autrefois, Hafez el-Assad (le père de Bachar, NDLR) soutenait le PKK turc tout en opprimant ses propres Kurdes. Aujourd'hui, les cadres kurdes syriens qui ont passé du temps en prison ont développé leur propre vision, leur propre programme. Franchement, on me parle toujours du tropisme marxiste du PKK, mais je ne suis pas marxiste et je vous assure que l'ambiance est loin d'être celle-là au Rojava.

Quelle est l'attitude de la France vis-à-vis des Kurdes de Syrie ?

Depuis la fin de 2014, malgré les réserves des diplomates, François Hollande a pris conscience de l'importance du combat des Kurdes syriens. Des combattantes en treillis ont été reçues à l'Élysée après Kobané. Et nous avons ouvert en mai dernier un « bureau de représentation du Rojava » à Paris. La position française est honorable. Mais il ne faut pas maintenant que Paris s'aligne sur la position américaine. ■

Syria à la Carte

Turkish Invasion Highlights Rapidly Shifting Alliances

The Turkish advance into northern Syria marks a turning point in the Syrian conflict. Its nominal target was Islamic State, but with large powers reconsidering their alliances in the region, the Kurds stand to lose the most.

By Maximilian Popp and Christoph Reuter
August 26, 2016 07:52 PM
<http://www.spiegel.de>

One common description of chaos theory holds that the flapping of a butterfly's wings can trigger a tornado. And it could very well be that the theory is the best tool we currently have available to describe the complex situation in Syria. The butterfly wings in this case was the late July decision by the Syrian regime to recruit new tribal militia fighters in a remote northeastern province. The tornado it triggered four weeks later was threefold: the invasion of northern Syria by the Turkish army; the sudden expulsion of Islamic State from the border town of Jarabulus; and the US military suddenly finding itself on both sides of a new front in Syria – that between the Turks and the Kurds.

"It is 3:30 p.m. and we have almost reached the center of Jarabulus and have suffered almost no casualties. But we only just crossed the border this morning!" Saif Abu Bakr, a defected lieutenant and commander with the rebel group Hamza Division, sounded on Wednesday as though he couldn't believe what had just happened. "We set off with 20 Turkish tanks and 100 Turkish troops from Karkamis" – the border town in Turkey -- "and headed through the villages west of the city and then on to Jarabulus."

More than two-and-a-half years after Islamic State (IS) conquered the border city, displaying the heads of its adversaries on fence posts in the process, the jihadist tumor was removed in mere hours. Jarabulus was one of the last IS bastions on the Turkish border and the group had long been able to use the border crossing there unchallenged, allowing them to funnel both men and materiel into the parts of Syria under their control. "Almost all of them fled three days ago, except for a few local followers and a couple of foreigners," Umm Chalid, a widow from the city, said of the IS fighters. "All the residents left too. We knew that something would happen."

The invasion in the north is a turning point in the Syrian war, marking the first time that Turkey has become directly involved in the conflict. At the same time, many of the complicated alliances in the region are suddenly shifting, with some allies becoming estranged and some enemies discovering common interests.

PRIMARY GOAL

In the days leading up to the Turkish invasion, a bizarre procession could be witnessed traveling along the roads on the Turkish side of the border – the product of the Turkish army's attack preparations, which involved bringing in rebels belonging to a variety of groups from Idlib and Aleppo in buses and pickups. The fighters were mostly from small, Pentagon-supported units, such as the Hamza Division, the Sultan Murad Brigade and the Levante Front. Large and powerful hardcore Islamist groups like the former Nusra Front were not part of the operation.

Once the Turkish tanks had established their position on a hill west of Jarabulus, they began firing on the fragmented IS units in the city. But they also fired on those troops that had likewise been seeking to liberate Jarabulus from IS: the Kurdish-controlled SDF militia, which had advanced on the city from the south. For the Turks, it was a two-fold success: For one, they attacked IS, which Ankara believes was behind the attack last weekend on a wedding in Gaziantep which killed over 50 people. For another, Turkey was able to pursue its primary goal of stopping the advance of the Kurds, who are seeking to establish a contiguous territory stretching across all of northern Syria. That is



A Turkish tank on its way to Jarabulus in Syria.

something Ankara wants to prevent at all costs.

The events are consistent with the pattern that seems to govern the involvement of most powers active in Syria. Each party is fighting its own war: It's Syria à la carte. The Turks are interested in battling the Kurds. The Americans are only interested in defeating Islamic State. The Kurds are seeking to establish their own state. And the Russians are primarily intent on demonstrating to the world that they are once again a global power.

The Turkish army's new invasion partnership with Syrian rebels -- car-sharing included -- is just the latest of the rapidly shifting alliances of convenience used by all to pursue their interests. Taken together, they have transformed this horrific war into a completely unpredictable battlefield. The cards have been reshuffled -- and one of the catalysts was local skirmishes in the remote northeastern province of Hasakah.

RAPID ESCALATION

But first, a bit of background. For years, a tense alliance of convenience had existed in Hasakah between troops loyal to Syrian ruler Bashar Assad and Kurds with close ties to the PKK, the Kurdish militant group in Turkey. The Kurds have continually founded new PKK offshoots in the region, an alphabet soup of groups including most importantly the YPG (which stands for People's Protection Units in Syria) and, more recently, the SDF, or Syrian Democratic Forces. All the groups share personnel, funding and leadership and the image of PKK leader Abdullah Öcalan can be seen everywhere. The YPG did not participate in the uprising against Assad and in exchange, the group was allowed to expand its control in Kurdish areas with Assad's unspoken acquiescence. There have been occasional skirmishes between the YPG and Assad troops, but the conflicts have always been rapidly resolved.

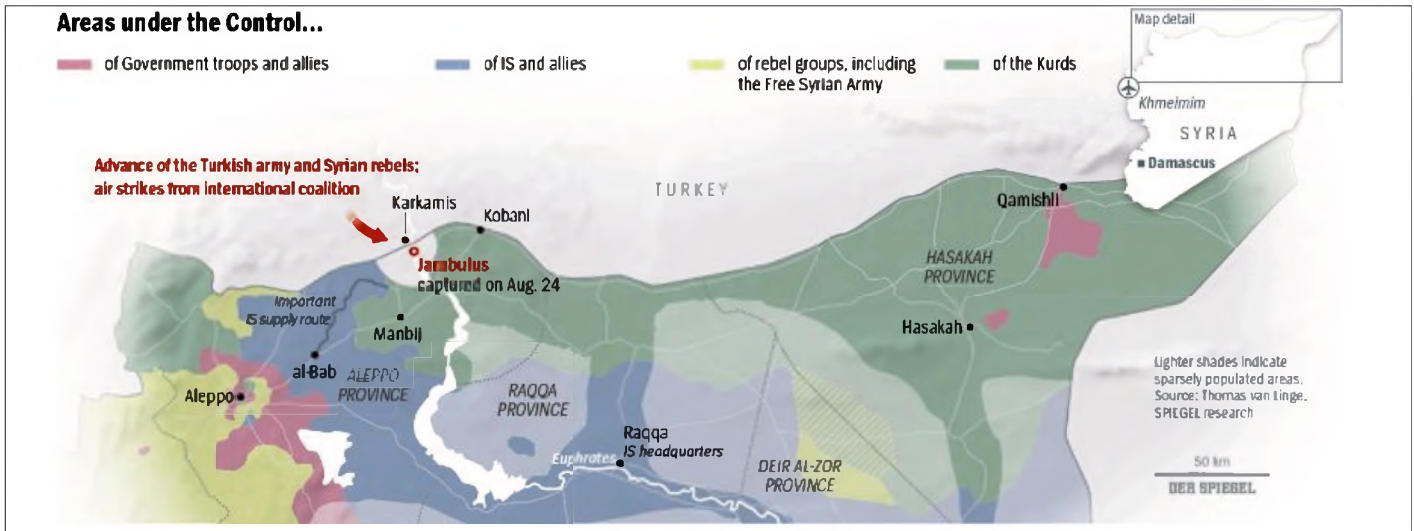
Because it is running out of troops, however, Assad's army in July began recruiting a new militia as part of the "National Defense Force" from Sunni tribes in Hasakah -- fighters from the same clans that were involved in earlier plundering and killing of local Kurds when they rose briefly in 2004. The Kurds haven't forgotten and within days, the situation escalated, with the two sides firing on each other and the Kurds conquering almost the entire provincial capital, likewise named Hasakah. Then on August 18, the Syrian air force bombed Kurdish positions in the region for the first time in five years.

The air strikes didn't have much impact on the local fighting, but they completely altered the international balance of power. Though Turkey has long been fighting against Syrian President Assad, Turkish President Recep Tayyip Erdogan recognized that the Syrian strikes against the Kurds could be useful. As a leading member of Erdogan's Justice and Development Party formulated it in June: "Ultimately, Assad is a killer and tortures his own population. But he doesn't support Kurdish autonomy. We abhor one another, but in this respect, we are pursuing similar policies."

Assad's attack on the Kurds also facilitated rapprochement between the Turkish and Russian governments on the Syrian question. Ankara and Moscow have long been far apart on Syria. Erdogan has been demanding Assad's deposition since 2011 and finances some rebel groups. Russian President Vladimir Putin, meanwhile, has preferred to prop up the Assad regime in the hopes of a more orderly transition of power. But the ice age between Erdogan and the West, which has only become colder since the recent putsch attempt in Turkey, has once again made Russia a potential ally for the Turks.

DROPPING THE KURDS

On the other hand, the Kremlin is no longer making much progress towards its own vision for Syria. The Russian air force, to be sure, has been effective in propping up Assad's rump empire despite ground troops from Iran, Afghanistan and elsewhere doing their best to defeat him. But Bashar →



→ Assad has refused to make even the tiniest of concessions. His renewed military strength is entirely the product of Russian support and Moscow's plan was not to dump him, but to present him as an example of their own successful strategy of intervention.

Were Turkey to accept a transition government under Assad's leadership, this would be easier to achieve. Assad would never step down on his own, but the Russians would be in a position to swap him out with a favorable general at their convenience. That would clear the way for an international agreement -- with the West likely footing the bill for Syrian reconstruction -- and for Russia's departure from Syria.

Turkish support would make the plan easier to achieve -- and such support appears to be forthcoming: Turkish Prime Minister Binali Yildirim said last weekend that Turkey would tolerate an Assad-led transition government. The deal would involve concessions for Turkey in exchange for Ankara's agreement that Assad could remain in power for the time being. Russia, meanwhile, would then drop the Kurds as an ally, a partnership that only came into being last autumn.

In the tactical shifting of alliances in Syria, the Kurds had hoped to be the cleverest player. Now, however, it looks as though they may have risked too much.

To make matters worse for the Kurds, their relations with the US have likewise deteriorated rapidly, despite being Washington's closest ally in the fight against Islamic State. After pushing IS out of its own areas, Kurdish fighters did not, as had been agreed with the US, turn their attentions to the de facto IS capital of Raqqa but opted instead to head in the opposite direction and push IS out of the Arab city of Manbij before heading north to Jarabulus, another predominantly Arab city.

From the Turkish perspective, any further Kurdish advance west of the Euphrates River crosses a red line -- and the Turkish name for the tank operation in northern Syria, Euphrates Shield, indicates as much. The US is likewise uninterested in seeing the Kurds conquer additional Arab cities. "We've put a lid on the Kurds moving north," a US government official told the Wall Street Journal this week, "or at least doing so if they want any support from us, which I think is a fairly significant piece of leverage."

The Turkish operation in Jarabulus also received US air support and US Special Forces are thought to have participated. Furthermore, just hours after the invasion, US Vice President Joe Biden landed in Ankara in an attempt to smooth over tense relations between the two countries. The upshot, though, was that on the ground south of Jarabulus, the sudden change of course very nearly led to two American-supported groups firing on each other.

MISCALCULATION

The recent events mark an unfortunate example of history repeating itself -- of the PKK allowing itself to be used by the Syrian regime only to be dropped at the whim of Damascus. For many years beginning in the 1980s, Assad's father and predecessor Hafez Assad allowed the PKK to maintain a presence in the Syrian-occupied Bekaa Valley in Lebanon. But when Turkish tanks appeared on Syria's northern border in 1998, Hafez turned his back on the Kurds and the PKK had to abandon its Bekaa Valley camps. That marked the beginning of Öcalan's odyssey across the world, which ended with his arrest by Turkish special forces in Kenya.

Now, it looks as though the PKK has once again miscalculated. The group had hoped to take advantage of the US and Russian battle against IS to establish a Kurdish state in northern Syria. And Russia had been happy to use the Kurds to pressure the Turks. Now that Moscow has achieved its goal, though, it looks to be abandoning the PKK.

On Wednesday, Shirwan Darwish, spokesman for the Kurdish military leadership in Manbij, issued a threat to Turkey during a conversation with DER SPIEGEL. "We have established our defensive lines on the Sajur River (west of the Euphrates) and will defend ourselves against anyone who even comes close to this line. It has been drawn with the blood of our martyrs."

Most of the residents who fled Jarabulus, the majority of whom are Arabs, see the situation a bit differently. "If you liberate an area, that doesn't mean that it subsequently belongs to you," says Darwish Chalifa, a local politician. "The majority of the people here are for the Free Syrian Army and against Assad. We hope that our Kurdish brothers understand that and don't begin fighting against us."

The fact that Assad's air strikes targeting the YPG were close to a US Special Forces camp has finally moved the US to prevent all Syrian planes from flying into the region -- "that is extremely positive," says Chalifa.

"As soon as the situation has calmed down, we want to go back home," says Ahmed Abd al-Hossein, a member of the city's former municipal government. "We've been preparing for months and have established a stabilization committee for several villages. First, we intend to evaluate the damage that has been done and then to meet with international aid organizations next week to determine what is needed. The FSA has promised to withdraw, with the exception of one small unit, and then we plan to open up a police station."

UNDER THE EYES OF THE RUSSIANS

City elections are expected to be held soon. A naive hope maybe, but it at least offers a clear perspective. For the larger protagonists in the region, it isn't yet clear whether they will profit from the recent changes or not.

- Islamic State, which all sides insist is the true enemy, has lost Jarabulus and will quickly be forced to give up its last bastions on the Turkish border
- That will likely mean that the willingness of the Kurds to attack the IS stronghold of Raqqa on behalf of the West has sunk dramatically.
- Syrian rebels are rejoicing over the successful invasion. But a rude awakening could be on the horizon when Turkey turns its back on them so it can join Assad in the battle against the Kurds.
- Turkey has improved its relations with Russia and the US and put a halt to the Kurdish advance. But the conflict may now flare in Turkey. Already, several hundred people have been killed there in recent months in skirmishes between the Turkish military and the PKK.
- Bashar Assad has now added the Kurds to his list of enemies, but Turkey isn't as great of an enemy as it used to be. His fate, though, remains in the hands of Moscow.
- And the US now has the problem of having two allies in Syria who actually would like to shoot at each other.

The Russians would seem to have gained the most, and the Kurds look to be on the opposite end of that spectrum.

The fighting in Hasakah, where it all began, was hastily brought to an end on Tuesday. Emissaries from the government in Damascus and YPG representatives agreed to put a stop to the skirmishes. Furthermore, the only road to Qamishli is to be reopened: Assad's troops still control part of the town in addition to its airport, which is the only airfield in northeastern Syria.

Negotiations for the agreement took place at the Russian air force base at Khmeimim, which has long since become a second center of power for the Assad regime. It is here where the government leads talks with all manner of Syrian groups -- under the close watch of the Russians. ●





Kurdish militants' truck bomb kills 11 police officers in Turkey; 78 others wounded

ANKARA, TURKEY / AUGUST 26, 2016 / Associated Press

KURDISH MILITANTS on Friday attacked a police checkpoint in southeast Turkey with an explosives-laden truck, killing at least 11 police officers and wounding 78 other people, the state-run news agency said.

The attack struck the checkpoint about 50 yards from a main police station near the town of Cizre, in the mainly Kurdish Sirnak province that borders Syria, the Anadolu Agency reported.

There was no immediate claim of responsibility for the attack, which was the latest in a string of bombings targeting police or military vehicles and installations. Authorities have blamed the Kurdistan Workers' Party, or PKK, for those attacks.

Television images showed black smoke rising from the mangled truck. The three-story police station was gutted from the powerful explosion.

The Health Ministry said it had sent 12 ambulances and two helicopters to the site.

Violence between the PKK and the security forces resumed last year, after the collapse of a fragile two-year peace process between the government and the militant group. Hundreds of security force members have been killed since.

Turkey has also seen a rise of deadly attacks that have been blamed on Islamic State militants, including a suicide bombing at a Kurdish wedding in southeast Turkey last week that killed 54 people and an attack on Istanbul's main airport in June, which killed 44.

Turkey sent tanks across the Syrian border this week to help Syrian rebels retake a key Islamic State-held town.

Since hostilities with the PKK resumed last summer, more than 600 Turkish security personnel and thousands of PKK militants have been killed, according to the Anadolu Agency. Human rights groups say hundreds of civilians have



Police and firefighters gather at the scene of bomb attack near Cizre, Turkey, on Aug. 26.

also been killed.

The PKK is considered a terror organization by Turkey and its allies.

The attacks on police come as the country is still reeling from a violent coup attempt on July 15 that killed at least 270 people. The government has blamed the failed coup on the supporters of U.S.-based Muslim cleric Fethullah Gulen and has embarked on a sweeping crackdown on his followers.

On Thursday, Kurdish rebels opened fire at security forces protecting a convoy of vehicles carrying Turkey's main opposition party leader, Kemal Kilicdaroglu, in the northeast, killing a soldier and wounding two others, officials said. ●

San Francisco Chronicle

August 27, 2016

Fight for Mosul redraws Iraq's ethnic map

Associated Press August 27, 2016
<http://www.sfgate.com>

QARQASHAH, Iraq — In the buildup to a long-awaited offensive on the city of Mosul, Kurdish forces are seizing new territory in northern Iraq that they say will become part of their autonomous region. The moves are further straining relations between the Kurds and the Baghdad government and Shiite militias, all ostensibly allies in the fight against the Islamic State group.

Just east of Mosul, Kurdish engineering teams on a recent day were laying down a 3-yard wide, 12-mile long trench, marking the new front line after recapturing the village of Qarqashah and neighboring hamlets from the Islamic State earlier this month.

The new de facto borders established by the Kurdish fighters, known as peshmerga, raise the potential for conflict between Iraq's Kurds and Arabs after any eventual defeat of the militants — just as in neighboring Syria, where Kurds have also dramatically expanded their zone of control.

"All the areas that have been liberated by the peshmerga forces, our (Kurdish) forces will stay there," said Falah Mustafa, the head of the Iraqi

Kurdish region's foreign relations department, echoing statements by numerous officials.

Largely with the help of U.S.-led coalition air strikes, Kurdish forces have taken territory equivalent to around 50 percent of the size of their recognized autonomous zone.

Their first gain came just days after Islamic State militants took Mosul in the summer of 2014 and stormed down into central Iraq as the military collapsed. Kurdish forces seized the city of Kirkuk, which they have long claimed as their own.

The move was designed to protect the city from the Islamic State, but Kurdish President Massoud Barzani quickly said the Kurds would keep it. From there, they continued pushing militants out, capturing much of the surrounding province.

Since then, they have taken further territory in the nearby Ninevah province, where Mosul is located, ahead of an expected assault on the city. Much of it is territory with a large Kurdish community that the regional government has claimed for years — but not all, meaning the grabs are bringing in populations where some are



Lt. Col. Arshad Hussein with the 1st Zerevani Brigade at a small outpost outside the village of Qarqashah, Iraq in Monday, Aug. 15, 2016. Associated Press/Susannah George

wary of Kurdish domination.

After the capture of the Qarqashah area, Prime Minister Haider al-Abadi pointedly demanded a halt to the peshmerga advances.

But the Kurds refused. The Kurdish regional government's spokesman, Safeen Dizayee, said the peshmerga "will not stop their advances until all Kurdistan's territories in the Ninevah region are liberated." He added that they will not withdraw "from areas they are going to liberate in the future." ◆

Les Kurdes syriens face à l'offensive turque

Ankara veut bloquer l'expansion vers l'ouest, le long de la frontière, des forces kurdes

GAZIANTEP (TURQUIE) - envoyé spécial

En intervenant en territoire syrien, mercredi 24 août, la Turquie a mis un coup d'arrêt à l'expansion des forces kurdes, devenues dominantes dans le nord-est du pays après près de deux ans de succès militaires et politiques. Appuyés par l'aviation américaine, les blindés et les forces spéciales déployés, par Ankara ainsi que les groupes armés syriens qui lui sont alliés ont repoussé l'organisation Etat islamique (EI) hors de la ville frontalière de Djarabulus sans que des affrontements majeurs n'aient été rapportés. C'est pourtant l'ancrage des forces kurdes présentes dans le nord du pays que menace directement cette première intervention terrestre turque en Syrie.

Dès son déclenchement, l'opération, baptisée « Bouclier de l'Euphrate », a été présentée par

les autorités turques comme dirigée conjointement contre l'EI et contre les forces sous commandement kurde présentes dans la région. Elles ont été sommées par Ankara de se retirer des territoires passés récemment sous leur contrôle sur la rive droite du fleuve, puis leurs positions au sud de Djarabulus ont été prises pour cible par des tirs d'artillerie turcs jeudi.

Ces développements menacent



de mettre fin à une période singulièrement favorable pour les Kurdes syriens. Après le siège de Kobané commencé à l'automne 2014, les combattants kurdes sont devenus les principaux alliés au sol de la coalition internationale contre l'EI emmenée par les Etats-Unis en Syrie. Ce partenariat, efficace dans le cadre étroit de la lutte contre les djihadistes, s'est continuellement approfondi, bien que leur commandement soit issu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation armée régionale fondée par des Kurdes de Turquie, en guerre contre Ankara depuis 1984 et classée comme terroriste par Washington et l'Union européenne.

Jeu de faux-semblants

Appuyés par un soutien aérien constant puis épaulés au sol par des éléments des forces spéciales américaines et de la coalition, les combattants kurdes syriens ont pu avancer au-delà des enclaves de population kurde où ils étaient initialement cantonnés pour dominer le nord-est du pays. De victoire en victoire, leur lutte contre les djihadistes, placée sous le patronage de Washington, les a mis en position de menacer Rakka, la « capitale » syrienne de l'EI et leur a permis de commencer à réaliser leurs ambitions territoriales en construisant une zone de contrôle continue le long de la frontière turque.

La prise de Manbij le 12 août, après deux mois de siège et une bataille éprouvante, a couronné cette phase d'expansion ininter-

rompue. Elle a cependant poussé à leur paroxysme des tensions déjà présentes et dont la récente intervention turque est le résultat. Longtemps repoussée, la campagne de Manbij n'avait pu être lancée fin mai qu'au prix d'un accord entre Washington et Ankara aux termes duquel les combattants kurdes, identifiés au PKK, devraient quitter la ville une fois les djihadistes vaincus. Seuls leurs alliés arabes locaux, associés à la prise de la ville au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), devaient rester sur place. Or l'encadrement militaire kurde constitue de fait la colonne vertébrale de la coalition milicienne qu'ils forment avec eux et ne peut être constitué par les FDS.

Ce jeu de faux-semblants, produit de la volonté de Washington de conserver son partenaire le plus efficace au sol contre l'EI tout en ménageant Ankara sur la forme a abouti à une situation intenable qui place les forces kurdes dans une position précaire. L'intervention militaire d'Ankara en Syrie appuie la détermination des autorités turques à faire respecter la lettre de l'accord.

La visite du vice-président américain, Joe Biden, en Turquie, mercredi, jour du déclenchement de l'opération soutenue par Washington des forces armées turques contre Djarabulus, illustre la création par Ankara d'un nouvel état de fait. M. Biden a en effet déclaré que les unités proprement kurdes ayant pris part à la prise de Manbij perdraient le soutien des Etats-Unis si elles ne se retiraient pas de l'ouest de l'Euphrate.

Depuis 2014, les combattants kurdes sont devenus les principaux alliés au sol de la coalition contre l'EI

A court terme, ce revirement condamne toute progression des forces kurdes vers l'objectif qu'elles s'étaient fixé après la prise de Manbij : la ville d'Al-Bab, dernier bastion important de l'EI dans la région. Sans appui aérien américain, toute offensive de cette ampleur est inenvisageable. Au-delà, c'est le projet de continuité territoriale entre les zones contrôlées par les FDS et l'enclave kurde d'Afrin, au nord-ouest de la Syrie, qui paraît désormais hors de portée.

Risque d'une reconquête par l'EI

Le destin de Manbij est également en suspens depuis l'entrée des forces armées turques en Syrie. Jeudi, le commandement kurde a déclaré avoir livré la ville à un conseil militaire local avant de se retirer vers l'est de l'Euphrate, une option qui ne paraît encore relever que de l'effet d'annonce. Le conseil militaire de Manbij n'est qu'une des multiples facettes du dispositif militaire commandé par les forces kurdes dans le nord de la Syrie. Si l'encadrement militaire kurde devait quitter Manbij de manière effective, la ville se trouverait à nouveau exposée au risque d'une reconquête par l'EI.

Immobilisées et sous la menace de nouvelles attaques de la part de l'armée turque, les forces kurdes doivent envisager la possibilité d'une progression des groupes armés soutenus par Ankara dans les régions qu'elles convoitent ou de pressions accrues sur celles qu'elles ont déjà conquises. Plus dépendant que jamais de la protection américaine, l'encadrement militaire kurde syrien paraît affaibli et emporté par une mécanique qui le dépasse. La campagne d'attentats menée par le PKK en Turquie et dont le dernier en date a fait 11 morts et 78 blessés, vendredi, dans un poste de police de Cizre, dans le sud-est kurde du pays, ne suffira pas à inverser le rapport de force. ■

ALLAN KAVAL

LES DATES

13 SEPTEMBRE 2014

Les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) attaquent Kobané, frontalière de la Turquie qui, malgré la pression de ses alliés, refuse d'intervenir militairement au profit des forces kurdes.

20 JUILLET 2015

La Turquie est rattrapée par le conflit en Syrie, avec un attentat attribué à l'EI à Suruç, près de la frontière syrienne (34 morts). Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lance une « guerre contre le terrorisme » visant simultanément le Parti des travailleurs du Kurdistan et l'EI.



de chasse et près de 400 soldats, selon la presse turque, circulent désormais en Syrie. «*Nous n'accepterons aucune activité terroriste à, ou près de, nos frontières*», a déclaré dimanche le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'une visite à Gaziantep. Avant de préciser qu'il lutterait avec «*la même détermination*» contre les jihadistes de l'Etat islamique (EI) que contre les combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple). Ceux-là sont affiliés au PKK, en guerre depuis plus de trente ans contre Ankara (voir pages 4-5). Le gouvernement turc est donc absolument hostile à ce que les Kurdes syriens unifient leurs territoires, le Rojava, dans le nord du pays. Depuis le début de la guerre, bénéficiant d'un accord tacite de non-agression avec l'armée de Bachar al-Assad globalement respecté, ils sont parvenus à instaurer une autonomie de fait dans une bande qui va de la frontière irakienne jusqu'à Kobané. Leur objectif est de faire la jonction avec le canton d'Afrin, au nord d'Alep (lire interview page 6).

PRIS DE COURT À JARABLOUS

Les combattants kurdes étaient en passe d'y parvenir. Après avoir franchi l'Euphrate, ils ont lancé mi-juin l'assaut sur Manbij, une ville par où ont transité la plupart des jihadistes occidentaux qui rejoignaient le «califat» de l'EI. Les Kurdes s'étaient alliés à des brigades arabes sunnites au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS). Soutenus par des frappes de la coalition, ils ont réussi, après deux mois de combats, à s'emparer de Manbij. La voie était ensuite ouverte pour progresser vers Jarablous, le dernier poste-frontière avec la Turquie encore contrôlé par l'EI.

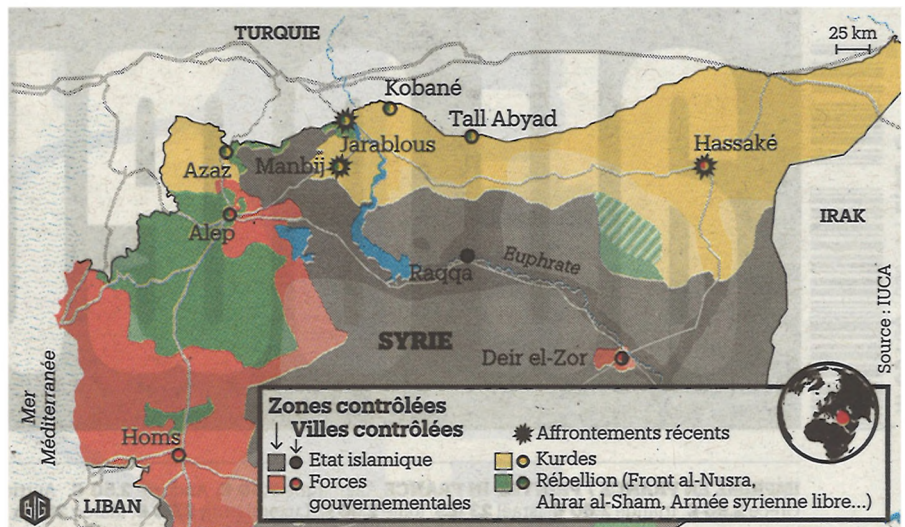
Les FDS s'apprêtaient à l'attaquer la semaine dernière quand l'armée turque a lancé sa propre offensive, «Bouclier de l'Euphrate». Elle aussi soutenue par

Un peuple pris entre trois feux

En Syrie, le déploiement de l'armée turque, appuyée par des anti-Assad, crée un nouveau front pour les combattants kurdes, déjà aux prises avec l'EI.

Par **LUC MATHIEU**

C'est un front supplémentaire dans une guerre qui n'en manquait déjà pas. Depuis le 24 août, l'armée turque s'est déployée en Syrie, le long de la frontière. L'opération avait été annoncée comme brève, elle semble conçue pour durer. Une cinquantaine de chars, des avions



l'aviation américaine, elle s'est appuyée au sol sur des brigades rebelles syriennes, dont Nourredine al-Zenki, Faylaq al-Sham et les Turkmènes de Sultan Mourad. Il ne leur a fallu que douze heures pour reprendre Jarablous. La grande majorité des jihadistes de l'EI avaient fui quelques jours plus tôt.

DES SOUTIENS GIRONNETTES

Mais Ankara ne s'est pas contenté de cette victoire. Ses chars, et les rebelles qu'il soutient, ont continué à avancer. Cela a donné lieu à des situations ubuesques. Telles ces brigades rebelles syriennes, soutenues par la CIA, qui ont fait prisonniers des combattants des FDS, appuyés, eux, par le Pentagone. En quelques jours, les rebelles ont repris une dizaine de villages aux forces kurdes et à l'EI.

Les affrontements se sont amplifiés samedi et dimanche. Les Kurdes ont dénoncé des bombardements aériens sur deux villages au sud de Jarablous. L'armée turque a de son côté affirmé

avoir tué «25 terroristes» du YPG. Un bilan infirmé par l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui estime que les frappes ont tué 40 civils et blessé plus de 70 personnes.

Cette escalade place les Etats-Unis en porte-à-faux. Alors qu'ils soutiennent les Kurdes, à l'instar de plusieurs autres pays occidentaux, depuis la bataille de Kobané, ils ont aussi appuyé l'offensive turque contre Jarablous pour ne pas heurter Ankara. Le vice-président Joe Biden a même averti les

FDS qu'elles devaient se retirer à l'est de l'Euphrate. «[Sinon], elles ne pourront en aucune circonstance recevoir le soutien américain», a-t-il ajouté. C'est l'une des principales exigences d'Ankara, qui souhaite cantonner les Kurdes dans le nord-est syrien et créer une «zone de sécurité» au nord d'Alep où pourraient se réfugier les Syriens qui fuient les combats, voire accueillir une partie de ceux qui se sont exilés en Turquie ces cinq dernières années. Mais lundi, devant le risque d'embrasement, le Pentagone a réagi et dénoncé les attaques contre les forces kurdes. «Nous voulons clarifier que ces combats sont inacceptables et suscitent notre profonde inquiétude. [...] C'est une zone de combats déjà bondée, et nous appelons tous les acteurs à se retirer immédiatement et à prendre des mesures appropriées pour cesser les combats», a indiqué un communiqué, notant que l'EI n'était pas présent dans les villages visés par l'armée turque. ◀

Alors que les Etats-Unis soutiennent les Kurdes, ils ont aussi appuyé l'offensive turque contre Jarablous pour ne pas heurter Ankara.

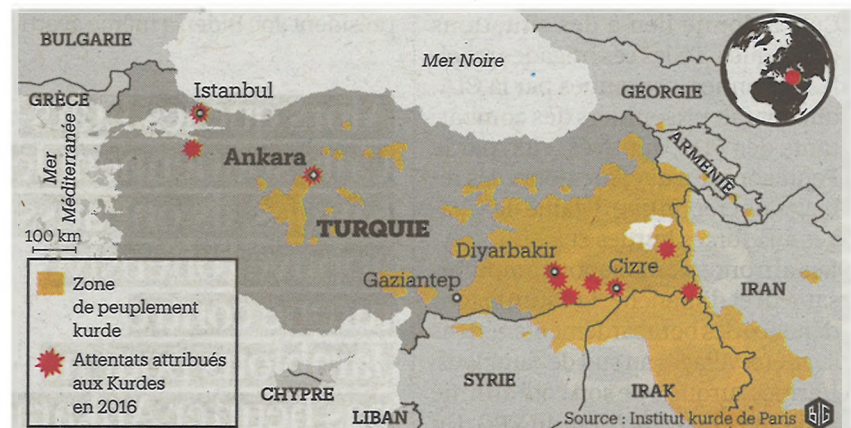
 30 AOÛT 2016

En Turquie, surenchère sanglante entre Ankara et le PKK

Depuis la rupture de la trêve en 2015 et face à l'inflexibilité d'Erdogan, le mouvement armé kurde se met l'opinion à dos et enchaîne les attentats.

Du bâtiment, il ne subsiste qu'un squelette de béton chancelant. Autour, tout a été entièrement soufflé. Ne restent que les ruines. Il était aux environs de 7 heures du matin ce 26 août quand le quartier général des forces antiémeute de la ville turque de Cizre a été frappé par une attaque à la voiture piégée. Bilan : 11 policiers tués et près de 80 personnes blessées. Un attentat revendiqué dans la foulée par le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Un nouveau drame dont Cizre et le sud-est de la Turquie (à majorité kurde) sont coutumiers. Cet hiver, cette cité frontalière de l'Irak a été le théâtre d'une sanglante lutte entre



l'armée et les rebelles du PKK (organisation classée terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'UE) lourdement retranchés derrière des barricades dans le centre-ville. Pendant deux mois et demi, la population est prise au piège du couvre-feu imposé par les autorités. Plus de 600 membres du PKK, des dizaines de soldats et une centaine de civils vont périr.

Guerre urbaine

Des scènes de guerre civile dont le Sud-Est se pensait enfin débarrassé

depuis qu'Abdullah Ocalan, l'historique leader du PKK (emprisonné depuis 1999), a appelé les combattants kurdes à mettre fin à la lutte armée. Au printemps 2013, un fragile cessez-

le-feu avait bien été déclaré. Mais la paix n'aura tenu que deux ans et demi. Après l'attentat sanglant de Suruç contre des jeunes militants kurdes de gauche en juillet 2015 (33 morts, une centaine de blessés), attribué à l'EI, le PKK, accusant le gouvernement de complicité, rompt la trêve. Il lance alors une stratégie de



Des Kurdes des unités de protection civile YPS s'entraînent à Nusaybin, dans le sud-est de la Turquie, en février 2016. EMILIE URBANO MYOP

guerre urbaine dans les villes du Sud-Est, espérant instaurer une «*autonomie démocratique*» à l'image de celle gagnée par les combattants des YPG – organisation sœur du PKK – en Syrie. «*La réponse du gouvernement à cette guerre urbaine qui a tué plus de 5000 rebelles kurdes et près de 680 membres des forces de sécurité a été forte et efficace*, constate Vahap Coskun, enseignant à l'université Dicle de Diyarbakir. *Et le PKK a perdu cette bataille. Désormais, le groupe ne peut plus opérer dans les centres-ville. Avec tous ces morts, tous ces dégâts, il n'a plus le soutien des populations.*» Et d'ajouter: «*Sans ce soutien, le PKK a donc dû passer à un autre mode d'action pour frapper l'armée: les attentats, que l'on voit désormais se multiplier. Mais là aussi l'opinion publique et les politiques sont très critiques de l'organisation.*»

Belligérants butés

Conscient de perdre la bataille du Sud-Est, le PKK décide alors de déplacer la guerre. Grâce à une organisation prête-nom ou dissidente (les avis divergent): les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK). Le groupe kurde frappe à plusieurs reprises Ankara et Istanbul par de sanglants attentats (76 morts, militaires et civils). La semaine dernière, le PKK a même revendiqué une attaque contre un convoi transportant Kemal Kılıçdaroglu,

leader du parti d'opposition laïc, le CHP, dans la région d'Artvin, proche de la Géorgie. Une attaque du PKK loin de ses bastions qui ne surprend pas Vahap Coskun: «*Depuis plusieurs mois, le groupe coopère avec des organisations révolutionnaires turques qui lui permettent d'étendre sa lutte dans de nouvelles régions.*» Dans ce contexte de violences, difficile donc pour les Kurdes de Turquie (environ 20% de la population) d'imaginer la fin prochaine d'un conflit qui a coûté la vie à plus de 45000 personnes en trente ans et pour lequel Ankara aurait déjà dilapidé plusieurs centaines de milliards de dollars. D'autant qu'aucun des belligérants ne semble prêt à céder un pouce de terrain. Le Premier ministre turc, Binali Yildirim, martèle, lui, que son gouvernement «*n'entrera pas dans un dialogue avec l'organisation terroriste.*» Une position ferme et logique, estime Nihat Ali Ozcan, spécialiste des questions de sécurité: «*L'opinion publique turque est actuellement très en colère contre le PKK. Si l'exécutif fait quelques concessions, il pourrait perdre le soutien de la population, notamment des franges nationalistes.*»

Un dialogue rejeté

Du côté des rebelles kurdes, on cherche à profiter au maximum du chaos sécuritaire né au lendemain du coup d'Etat manqué du 15 juillet. En effet,

la police, l'armée et les renseignements ont été lourdement purgés des membres soupçonnés par Ankara d'appartenir au mouvement de l'imam Fethullah Gülen. De quoi «*créer des failles sécuritaires dont le PKK profite*, analyse Nihat Ali Ozcan. *Le groupe pense ainsi pouvoir forcer le gouvernement, confronté à la purge des gulénistes, la menace de Daech et désormais l'opération contre les combattants kurdes en Syrie, liés au PKK, à revenir à la table des négociations.*» La vaste opération de démantèlement de «*l'Etat parallèle*» guléniste semble cependant redonner un peu d'espoir à certains observateurs indépendants sur l'avenir du Sud-Est. «*Le mouvement guléniste a toujours été opposé au dialogue avec le PKK*, résume Vahap Coskun. *Ses membres dans l'armée, la justice ou les médias ont mené de nombreuses actions pour saboter le processus de paix.*» L'universitaire rappelle notamment l'arrestation massive en 2009 – en pleines négociations entre Ankara et le mouvement armé – de centaines de représentants politiques kurdes ou la fuite d'une vidéo dévoilant la tenue de rencontres secrètes entre le renseignement turc et le PKK en 2011. Reste que du côté des politiques locaux, on ne se fait guère d'illusions. «*Erdogan n'a pas de solution et il n'en cherche pas*», dit ainsi Nazmi Gür, cadre du HDP, parti majoritaire dans les régions kurdes. Son leader, Selahattin Demirtas, a récemment offert – une fois encore – de jouer un rôle dans le retour au dialogue. L'exécutif, lui, campe dans un silence qui «*ostracise*» politiquement le HDP, accusé d'être la vitrine du PKK. Et Nazmi Gür de désespérer: «*Le président Erdogan maintient volontairement la guerre en refusant de négocier avec le PKK. Cela lui bénéficie électoralement. Et malheureusement pour nous, quand il y a la guerre, il ne reste presque plus de place pour la démocratie et les espoirs de paix.*»

QUENTIN RAVERDY

Correspondant à Istanbul

Is Turkey a U.S. ally against ISIS?

Gonul Tol

WASHINGTON One might wonder how a country that recently survived a bloody coup attempt and multiple terrorist attacks could embark on a military incursion into a neighboring country. Yet this is exactly what Turkey has done.

In the early hours of Wednesday, Turkey sent tanks and warplanes across the border into Syria in a coordinated campaign with Western-backed Syrian opposition fighters to capture the town of Jarabulus, one of the Islamic State's last strongholds on the Turkish border, which the Foreign Ministry had recently vowed to "cleanse" of the militant group.

But the operation seems to be aimed more at containing the territorial ambitions of the Syrian Kurds, which Turkey sees as its primary enemy in Syria.

Turkey views the Syrian Kurdish militia, the People's Protection Units, or Y.P.G., as an extension of the outlawed Kurdistan Workers' Party, a militant group that has been at war with the Turkish state for decades. It's true that there are close ties between the groups. But it's also true that in recent years, the Y.P.G. has become Washington's most effective ally fighting against the Islamic State on the ground in Syria.

Turkey is worried that as the Kurds, supported by American air cover, expand westward in their war against the

Islamic State, they could establish a corridor along the Turkish border stretching from Iraq to the Mediterranean. Control over that territory could fuel separatist ambitions among Kurds in Turkey. That's why the Turkish government has been pressing the United States to end its cooperation with the Y.P.G. Ankara decided that a Turkish-led operation to take the border town would preclude an attack by the Kurdish forces.

If Turkey doesn't address its Kurdish problem it will continue to undermine America's war on the Islamic State.

The United States would cut its support for the Kurds if they did not accede to Turkish demands to withdraw to the area east of the Euphrates River.

The joint offensive, as well as American reassurance that the Kurds should stay on their side of the river, might help ease tension over Turkish demands to extradite Fethullah Gulen, the Pennsylvania-based cleric whom Turkey accuses of orchestrating last month's failed coup. But this could prove shortsighted. Abandoning the Kurds and encouraging Turkey's incursions into Syr-

ia will only complicate America's war against the Islamic State.

Turkey's move into Syria carries a serious risk of "mission creep." Turkey is not likely to withdraw if the Y.P.G. fails to retreat to the east of the Euphrates. If the Kurds do not back off, there is the real possibility of a serious clash between two of Washington's critical allies.

The Kurdish militia remains Washington's best bet on the ground. Given their track record, Western-backed Syrian opposition fighters are unlikely to hold the territory they captured along the Turkish border. With its diminished capacity after the failed coup, Turkey's military may not be able to get the job done either. In the wake of the mutiny, the Turkish government has purged thousands of military personnel, leaving the military weaker and more divided.

The United States now faces a dilemma: On one hand, it needs continued access to Turkey's Incirlik air base, a key nexus in the campaign against the Islamic State. It also needs Turkey to keep jihadist fighters from traveling through the country on their way into and out of Syria. On the other hand, the United States needs the Syrian Kurds to continue battling Islamic State forces in Syria.

To get out of this quandary, Washington must push the Turkish government for a return to peace talks with its own Kurds, which collapsed last summer. The recent coup attempt has not caused either side of the conflict to rethink its escalation strategy. The government has excluded the pro-Kurdish party from post-coup national unity efforts, and the Turkish military and Kurdish militants have continued battling in the country's southeast. If Turkey fails to find a peaceful resolution to its Kurdish problem, it will keep seeing the Kurds in Syria as an existential threat and continue attacking the Y.P.G., undermining the United States' efforts against the Islamic State.

To force Turkey to the negotiating table with its Kurds, the United States has to offer it something. Turkey's No. 1 demand is Mr. Gulen's immediate extradition. This will be hard to deliver. Extradition involves a lengthy legal and technical process.

But the United States could instead offer Turkey a closer military partnership. Ankara has long wanted to purchase armed Predator drones from the United States, something that has faced opposition in Congress. The Turkish government has also sought cooperation with Washington on defense technology. By working closely with Turkey on these issues, the United States could ease some of Turkey's security concerns and show the Turkish government it is committed to its security.

This might provide Washington the leverage to persuade Ankara to take a step to resolve its Kurdish issue. That would remove a major irritant in Turkey-United States relations and allow both parties to focus on the biggest concern: fighting the Islamic State.



GONUL TOL is the director of the Middle East Institute's Center for Turkish Studies.

A paradox in Syria: Why the civil conflict only seems to get worse

WASHINGTON

BY MAX FISHER

There is a basic fact about Syria's civil war that never seems to change: It frustrates any attempt at resolution.

Despite many offensives, peace conferences and foreign interventions, including this past week's Turkish incur-

NEWS ANALYSIS

sion into a border town, the only needle that ever seems to move is the one measuring the suffering of Syrians — which only worsens.

Academic research on civil wars, taken together, reveals why. The average such conflict now lasts about a decade, twice as long as Syria's so far. But there are a handful of factors that can make them longer, more violent and harder to stop. Virtually all are present in Syria.

Many stem from foreign interventions that were intended to end the war but have instead entrenched it in a stalemate where violence is self-reinforcing and the normal avenues for peace are all closed. The fact that the underlying battle is multiparty rather than two-sided also works against resolution.

When asked what other conflicts through history had similar dynamics, Barbara F. Walter, a University of San Diego professor and leading expert on civil wars, paused, considered a few possibilities, then gave up. There was none.

"This is a really, really tough case," she said.

A WAR IMMUNE TO EXHAUSTION

Most civil wars end when one side loses. Either it is defeated militarily, or it exhausts its weapons or loses popular support and has to give up. About a quarter of civil wars end in a peace deal, often because both sides are exhausted.

That might have happened in Syria: the core combatants — the government and the insurgents who began fighting it in 2011 — are both quite weak and, on their own, cannot sustain the fight for long.

But they are not on their own. Each side is backed by foreign powers — including the United States, Russia, Iran, Saudi Arabia and now Turkey — whose interventions have made Syria an ecosystem with no entropy. In other words, the forces that would normally impede the conflict's inertia are absent, allowing it to continue far longer than it otherwise would.

Government and rebel forces are supplied from abroad, which means their



BASSAM KHABIEH/REUTERS

The victim of an airstrike in a rebel-held area of Damascus last month. Many of the reasons the war seems intractable have to do with foreign interventions that were intended to end it.

arms never run out. They also both draw political support from foreign governments who do not feel the war's costs firsthand, rather than from locals who might otherwise push for peace to end their pain. These material and human costs are easy for the far richer foreign powers to bear.

This is why, according to James D. Fearon, a Stanford professor who studies civil wars, multiple studies have found that "if you have outside intervention on both sides, duration is significantly greater."

The ground battles also include Kurdish militias, who have some foreign backing, and the Islamic State, which does not. But pro-government and opposition forces are focused on one another, making them and their sponsors the war's central dynamic.

NO ONE CAN LOSE, NO ONE CAN WIN

Foreign sponsors do not just remove mechanisms for peace. They introduce self-reinforcing mechanisms for ever-intensifying stalemate.

Whenever one side loses ground its foreign backers increase their involvement, sending supplies or air support to prevent their favored player's defeat. Then that side begins winning, which tends to prompt the other's foreign backers to up their ante as well. Each escalation is a bit stronger than what came before, accelerating the killing without ever changing the war's fundamental balance.

This has been Syria's story almost since the beginning. In late 2012, as Syr-

ia's military suffered defeats, Iran intervened on its behalf. By early 2013, government forces rebounded, so wealthy Gulf states flooded support to the rebels. Several rounds later, the United States and Russia have joined the fray.

These foreign powers are strong enough to match virtually any escalation. None can force an outright victory because the other side can always counter, so the cycle only continues. Even natural fluctuations in the battle

lines can trigger another round.

Over the last year, for example, the United States has supported Syrian Kurds against the Islamic State. As the Kurds grew strong, this alarmed Turkey, which is fighting its own Kurdish insurgency. This past week, Turkey intervened to seize the Syrian town of Jarabulus, backed by the United States, in part to prevent Kurds from taking it first. (The United States backed this effort, too, in case the alliances weren't complicated enough already.)

"We tend to think this is as bad as it can get," Professor Walter said. "Well, no, it could get a lot worse."

ATROCITIES AS INCENTIVES

Syria has seen repeated mass, indiscriminate killings of civilians, on all sides. This is not driven just by malice, but by something more powerful: structural incentives.

In most civil wars, the fighting forces depend on popular support to succeed. This "human terrain," as counterinsurgency experts call it, provides all sides

with an incentive to protect civilians and minimize atrocities, and has often proved decisive.

Wars like Syria's, in which the government and opposition rely heavily on foreign support, encourage precisely the opposite behavior, according to research by Reed M. Wood, Jacob D. Kathman and Stephen E. Gent, political scientists at, respectively, Arizona State University; the State University of New York at Buffalo; and the University of North Carolina.

Because Syria's combatants rely on foreign sponsors, rather than the local population, they have little incentive to protect civilians. In fact, this dynamic turns the local population into a potential threat rather than a necessary resource.

The incentives push them to "utilize collective violence and terror to shape the behaviors of the population," the researchers found. The images we see of dead mothers and children may not represent helpless bystanders but deliberate targets, killed not out of madness or cruelty but coldly rational calculation.

Severe, indiscriminate attacks on civilians bring little near-term risks and substantial benefits: disrupting the enemy's control or local support, pacifying potential threats, plundering resources and others.

Pro-government forces have conducted by far the most attacks against civilians, but opposition fighters have led some as well. Among the insurgents, individual groups that refuse to attack civilians end up at a disadvantage compared with the groups that will.

A TERRIBLE STATUS QUO

Stalemate is also driven by uncertainty. No one is sure what a postwar Syria would look like or how to get there, but everyone can imagine a worse situation. This creates a status quo bias, in which combatants are more worried about preserving what they have than risking it to pursue their broader goals.

As Professor Fearon of Stanford put it: "It's more important to stop the oth-

er side from winning than it is to win yourself."

Each foreign power understands it cannot win, but earnestly fears that a victory by the other side would be unbearable. Saudi Arabia and Iran, for example, see Syria as a battleground in their regional power struggle, the loss of which they believe could endanger their own regimes.

Even if Syria's war hurts everyone in the long-term, guaranteeing more extremism and instability, short-term fears of defeat pull everyone toward maintaining a perpetual, unwinnable draw.

This is exacerbated by the decision-making dynamics of loose coalitions. Each side consists of several actors with wildly different agendas and priorities. Often, all they can agree on is that they wish to avoid defeat. It is strategy by least common denominator.

There is reason to believe that Russia, for example, would like President Bashar al-Assad of Syria to step down, or at least make some concessions for peace. But Russia can't force him to act, nor can it simply quit Syria without abandoning its interests there. Mr. Assad, meanwhile, might want a fuller Russian intervention that brings him victory, something Moscow is unwilling to provide.

The result: Mr. Assad stays in place, and Russia intervenes only enough to keep him there for now.

NO PEACE WITHOUT PEACEKEEPERS

Peace deals often succeed or fail on the question of who will control military and security forces. In Syria, this may be a question without an answer.

It's not an issue of greed, but of trust. After a war as brutal as Syria's, in which more than 400,000 people have been killed so far, the combatants reasonably fear they will be massacred if the others secure too much power. But a deal that would give the parties equal military power creates a high risk of relapse into war. So does allowing rebels to keep

their arms and independence — a lesson the world learned in Libya.

At the same time, there has to be some sort of armed force to restore security and clean up any remaining warlords or militias.

Often, the solution has been for an outside country or organization, such as the United Nations, to send peacekeepers. These forces keep everyone in check during the country's transition to peace and provide basic security in a way that won't spur either side to rearm.

But what country would volunteer its citizens to indefinitely occupy Syria, particularly with the cautionary tale of America's experience in Iraq?

Any foreign force would make itself a target for jihadist terrorists, and likely face a yearslong insurgency that could cost it hundreds or thousands of lives.

A DRIFT INTO DISASTER

Professor Fearon, listing the ways that Syria's war cannot end, said that in the best case, one side would slowly grind out a far-off victory that would merely downgrade the war into "a somewhat lower-level insurgency, terrorist attacks, and so on."

The worst case is significantly worse.

According to a 2015 paper by Professor Walter and Kenneth M. Pollack, a Middle East expert, "Outright military victory in a civil war often comes at the price of horrific (even genocidal) levels of violence against the defeated, including their civilian populations."

This could bring entirely new conflicts to the Middle East, they found: "Victorious groups in a civil war sometimes also try to employ their newfound strength against neighboring states, resulting in interstate wars."

This is not a drift that anyone wants, but it is the direction in which Syria's many domestic and foreign participants are pulling the country, whose darkest days may still be ahead. ●

REUTERS

No Turkish Ceasefire With Syrian Kurdish Fighters: Turkish Military Sources

ANKARA/ISTANBUL — AUG. 30, 2016 By REUTERS

THE Turkish military has not agreed any ceasefire with Kurdish militia fighters in northern Syria, Turkish military sources said on Tuesday, after a Kurdish official said a truce was holding.

Separately, the Turkish foreign ministry said in a statement that Turkey's

military operation in Syria would continue until all militant threats to Turkish security were removed.

It said comments from the United States, which is seeking a de-escalation between Turkish-backed forces and Kurdish fighters, about the target of the Turkish action were unacceptable and Ankara expected a U.S. pledge that Kurdish fighters would remain east of the Euphrates to be fulfilled. ●



Turkish-backed rebels seize villages in Syria; 35 killed in airstrikes



Associated Press August 28, 2016
www.chicagotribune.com

Rebels backed by Turkey made major gains Sunday in northern Syria, expelling Kurdish-led forces from towns and villages as part of a determined campaign by Ankara to push the militants east of the Euphrates River.

At least 35 civilians were killed, according to activists. The dramatic escalation of Turkey's involvement in the Syrian civil war last week aimed to help the Syrian rebels drive the Islamic State group out of the border town of Jarablus. But it also is aimed at U.S.-allied Kurdish forces that have gained control in recent months of most of the territory along the Turkey-Syria border.

The fighting pits Turkey, a NATO ally, against a U.S.-backed proxy that is the most effective ground force battling IS militants in Syria in the 5-year-old civil war. It leaves Washington in the tough spot of having to choose between its two of its allied forces, and is likely to divert resources from the fight against IS.

A Turkish soldier was killed by a Kurdish rocket attack late Saturday, the first such fatality in Turkey's ground offensive dubbed Euphrates Shield that began Aug. 24.

Speaking at a rally in the border town of Gaziantep, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said his military is committed to fighting terrorism in Syria and Iraq.

Turkey, he said, also is determined to "uproot" the Syrian Kurdish group, calling it a terrorist organization. But he didn't specify a goal for the fight against the Kurdish forces.

Turkey is part of the U.S.-led coalition fighting the militants of the Islamic State group, but the airstrikes that began Saturday marked the first time it has targeted Kurdish-led forces in Syria.

"We will support all work to clean Syria and Iraq of Daesh," Erdogan told the rally, using an Arabic acronym for the IS group. "That's why we are in Jarablus, that's why we are in Bashiqa (in Iraq). If necessary, we will not shy away from taking responsibility in the same way in other areas."

Turkey has troops stationed in Bashiqa in northern Iraq, and it was not clear if his reference to Jarablus means he intends to base his troops there.

Erdogan then turned his focus to the main Syrian Kurdish Democratic Union Party, known as the PYD.

"We are as determined about the PYD, the separatist terror organization's Syrian wing," he

said. Ankara views the PYD and the militia affiliated with it, which forms the backbone of the U.S.-backed Syria Democratic Forces, or SDF, as an extension of the Kurdish insurgency that is raging in southeastern Turkey.

"We will continue until we uproot this terror organization," Erdogan told the rally.

A spokesman for a Syrian rebel group said the Turkish-backed offensive will continue south of Jarablus to clear IS and Kurdish forces from northeastern Aleppo. Turkish leaders have vowed to drive both IS and the Kurdish People's Protection Units, or YPG, away from the border.

Turkey's military said Sunday its warplanes killed 25 Kurdish "terrorists" and destroyed five buildings used by the fighters in response to attacks on advancing Turkish-backed rebels in the Jarablus area.

Various factions of the Turkey-backed Syrian rebels said they had seized several villages and towns from Kurdish-led forces south of Jarablus, including Amarnah, where fighting was fiercest in recent days.

The Kurdish-led forces "must pull back to the east of the Euphrates. We will fight all terrorist groups, including (the Kurdish-led fighters) ... in all of northeast Aleppo," said Capt. Abdel-Salam Abdel-Razzak, a spokesman for the Nour el-Din el-Zinki group.

Turkish-backed fighters will move south of Jarablus, toward Manbij and beyond, he said.

Earlier this month, the Kurdish-led SDF crossed the Euphrates and drove IS militants out of Manbij, a key supply hub south of Jarablus, after a 10-week campaign. Both Turkey and the United States have ordered the YPG militia to withdraw to the east bank of the river. YPG leaders say they have, but their units advise the Syrian Democratic Forces, and it is not clear if any remain west of the Euphrates.

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said the bombing killed at least 20 civilians and four Kurdish-led fighters in Beir Koussa, a village about nine miles (15 kilometers) south of Jarablus, and left another 15 dead in a village to the west.

SDF spokesman Shervan Darwish said the airstrikes and shelling began overnight and continued Sunday along the front line, killing many civilians in Beir Koussa and nearby areas. He said the bombing also targeted the village of Amarnah. He said 50 Turkish tanks were taking part.

The Kurdish Democratic Union Party condemned the attack on the village. It also condemned what it said was international silence

Turkish soldiers wave as they return from Syria to Turkey after a military operation at the Syrian border as part of their offensive against Islamic State on Aug. 27, 2016. (Sedat Suna, EPA)

regarding "Turkish occupation" of Syria.

The Syrian state news agency SANA reported that 20 civilians were killed and 50 wounded by Turkish artillery and airstrikes, calling it "encroachment" on Syrian sovereignty under the pretext of fighting IS. Turkey is a leading backer of the rebels fighting to overthrow Syrian President Bashar Assad, but both Ankara and Damascus share concerns over Kurdish ambitions for autonomy.

Syrian warplanes renewed their bombing of the besieged al-Waer neighborhood in the central city of Homs. An activist in the neighborhood of Bebars al-Talawy said there were at least a dozen airstrikes, killing one person.

The neighborhood came under attack Saturday, including incendiary bombs that killed two children, a brother and sister. Images of doctors treating other children for their burns were posted on social media sites. The district's hospital was bombed and taken out of operation earlier this month.

Human Rights Watch said it had documented the use of incendiary weapons in at least 18 different instances between June and August in rebel-held areas. The group blamed Russian and Syrian joint military operations room for the use of such weapons in violation of international law.

The al-Waer neighborhood of nearly 75,000 people has been under siege since March and has been one area that U.N. agencies have reported difficult to access. An aid convoy reached the area Aug. 25.

According to residents, the escalation followed recent threats by soldiers at checkpoints that the Syrian government's patience was running out with the district, the last rebel holdout in the city.

It also follows the evacuation of Daraya, a Damascus suburb, as part of a deal struck between the government and rebels after a bombing campaign and siege.

The Homs Local Council appealed to the U.N. envoy to Syria to negotiate a truce for al-Waer, condemning the government's "siege policy" that aims to force residents and fighters to surrender. ■

A COMPLICATED ALLIANCE WITH TURKEY

The Obama administration is right to focus on combating ISIS and keeping relations with Ankara from deteriorating further.

The Turkish military incursion into Syria that started Wednesday with American air support is about as good an illustration as there is of the exasperating complexity of Washington's foreign affairs.

A major Turkish priority through much of the Syrian conflict has been to keep Syrian Kurds away from its borders for fear that they will bolster Kurdish insurgents in Turkey. So in addition to pushing the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, back from its borders, Turkey's drive to clear the Islamic militants from Jarabulus is also intended to prevent Syrian Kurds, who are America's most reliable allies in Syria, from moving into the town.

The competing goals in Syria are only one source of tension that has driven Turkish-American relations to a new low. The growing authoritarianism of President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has aroused considerable unease in Washington and other Western capitals, as has his far-reaching crackdown on political foes after the failed coup last month. Washington's slow response to Turkey's demand for the extradition of Fethullah Gulen, a Turkish cleric, who now lives in Pennsylvania and is regarded by

Ankara as the mastermind of the plot, has only heightened anti-American feelings in Turkey.

The Obama administration is right to focus on combating ISIS and on trying to keep relations with Turkey from deteriorating further. Vice President Joseph Biden Jr.'s visit to Turkey on Wednesday was intended to smooth the troubled relationship. He struck a conciliatory tone by apologizing to Mr. Erdogan for not visiting after the failed coup attempt, saying nothing in public about the crackdown.

There are those who may have preferred that Mr. Biden say what most American officials really think: that Mr. Erdogan's roundup of coup plotters looks like an attempt to silence any opposition; that Ankara has behaved outrageously in failing to stop conspiracy theories depicting the United States as a co-conspirator in the coup attempt; that Turkey has produced little evidence to warrant Mr. Gulen's extradition.

Washington has made clear how highly it regards its alliance with Turkey. But that should not give Mr. Erdogan carte blanche to violate human rights or suppress his political foes.

LE FIGARO mardi 30 août 2016

Syrie : Washington avertit ses alliés turcs et kurdes

Les forces turques combattent les alliés kurdes des États-Unis dans le Nord syrien, poussant le Pentagone à hausser le ton.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

MOYEN-ORIENT Tout en affirmant qu'elle n'était pas entrée en guerre en Syrie, la Turquie - et derrière elle les forces rebelles syriennes qu'Ankara soutient - s'est enfoncée lundi en territoire syrien, quitte à s'attirer de sévères critiques de Washington.

Cinq jours après avoir repris la ville syrienne de Jarabulus des mains de l'État islamique, les forces turques opèrent désormais au sud de cette ville dans des territoires contrôlés par leurs ennemis kurdes, alors qu'il n'y a pas de djihadistes présents. « *L'EI n'est pas présent au sud de Jarabulus* », a ainsi fait remarquer le Pentagone à son allié turc. Officiellement l'opération turque « Bouclier de l'Euphrate » poursuit pourtant deux objectifs : chasser Daech des régions frontalières et empêcher les Kurdes syriens d'établir une région autonome dans le nord du pays.

Ces affrontements au sud de Jarabulus embarrassent Washington dans la mesure où ils mettent aux prises deux de ses alliés : d'un côté, la Turquie, et de l'autre les Forces démocratiques syrien-

nes, une coalition formée de miliciens kurdes et de combattants rebelles arabes. « *Ces combats sont inacceptables* », précise le Pentagone qui appelle « *toutes les parties armées à cesser* » (le feu).

Dans cette région du nord de la Syrie où l'intervention militaire turque de la semaine dernière a, une nouvelle fois, rebattu les cartes, Ankara reste intransigeant. La Turquie continuera de viser les combattants kurdes tant qu'ils n'auront pas reculé à l'est du fleuve Euphrate, a déclaré lundi son ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu. L'incursion militaire turque vise à empêcher l'établissement d'un corridor kurde le long de sa frontière, a renchéri le vice-premier ministre Numan Kurtulmus, cité par la télévision turque NTV.

Disposant déjà de régions autonomes plus à l'est vers Hassaké, les forces kurdes ont conquis à la mi-août Manbij, à une quarantaine de km au sud de Jarabulus, avec le feu vert de leur sponsor américain qui leur demanda toutefois de ne pas aller au-delà. Or Manbij est aujourd'hui dans le viseur des forces pro-turques, selon les confidences d'un rebelle syrien lié à Ankara.

Promesse américaine

Ankara considère les forces kurdes syriennes comme des organisations « *terroristes* », bien qu'elles soient épaulées, en tant que forces combattant efficacement les djihadistes, par Washington.

Dans sa traque des combattants kurdes à l'est de l'Euphrate, Ankara dispose d'une promesse américaine de freiner ses alliés kurdes. D'où l'appui donné par Washington à l'offensive turque de la semaine dernière.

Après le coup d'État manqué contre le président Tayyip Recep Erdogan, la Turquie a infléchi sa politique à l'égard de son ennemi syrien Bachar el-Assad. Dimanche, le président turc a longuement parlé du conflit syrien sans jamais évoquer le régime de Bachar el-Assad. Certaines sources ont même évoqué le déplacement récent d'un haut responsable des renseignements turcs à Damas pour parler de la nouvelle donne au nord de la Syrie. D'autres rencontres impliquant également Russes et Iraniens pourraient avoir lieu prochainement. ■



«Daech a été un choc fondateur pour le mouvement kurde»

Chercheur à l'EHESS, Hamit Bozarslan a publié en 2009 *Conflit kurde, le brasier oublié du Moyen-Orient* (éd. Autrement). Sept ans plus tard, les Kurdes ne sont plus oubliés: leur région est désormais au cœur des conflits qui déchirent la région. L'universitaire revient sur les aspirations et les stratégies du mouvement kurde, lui-même divisé en deux grandes branches, turco-syrienne et irakienne. **Y a-t-il une cohérence d'ensemble dans l'engagement des différents groupes politiques et militaires kurdes en Irak, Syrie, Turquie et même en Iran ?**

On assiste à une nouvelle dynamique globale du mouvement kurde, à l'émergence d'un système transnational complexe dans un environnement de guerre. En Irak et en Syrie, les Kurdes sont même dans une phase d'empowerment [autonomisation, ndlr] sur leurs territoires respectifs et c'est une nouveauté. Cela avec deux acteurs de référence majeurs: le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani en Irak, et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, avec sa branche syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD). Je fais souvent le parallèle avec les années 80, dans le contexte de la guerre Iran-Irak et de la guerre civile libanaise, quand le mouvement kurde a payé cher son combat pour exister. A l'époque, il était victime de la rivalité entre les deux puissances régionales, l'Irak et l'Iran. Aujourd'hui, il est au centre de la guerre froide entre l'Irak et la Turquie. Chacun des deux pays cherche à contrôler le plus de Kurdistan possible. La rivalité est vive, notamment au Kurdistan irakien, gouverné par Massoud Barzani et aujourd'hui dominé par l'influence turque, surtout sur le plan économique. L'Irak cherche à le déstabiliser, tantôt par des bombardements sporadiques sur les camps de réfugiés kurdes iraniens en territoire irakien, tantôt par des ingérences dans les affaires intérieures du Kurdistan irakien pour contrarier Barzani.

Vous décrivez deux blocs kurdes. Comment s'articulent-ils ? L'opposition entre le PDK d'un côté,



DR

Selon le chercheur Hamit Bozarslan, si les blocs kurdes ont des histoires, des organisations et des projets différents, leur combat est devenu transnational face à l'Etat islamique.

et le PYD et le PKK de l'autre, est un conflit structurel de l'espace kurde. Mais c'est un conflit régulé. Chacun sait jusqu'où ne pas aller trop loin. Les deux mouvements ont des trajectoires, des histoires et des projets différents. Les Kurdes d'Irak ont une expérience de gestion quasi étatique: les peshmergas sont assez proches, dans leur fonctionnement, d'une véritable armée. Le rêve de Massoud Barzani est d'ailleurs de devenir le premier chef de l'Etat d'une nation kurde indépendante. Le PKK et le PYD, eux, constituent des groupes insurrectionnels, des mouvements de dissidence. Lorsque le PKK est fondé, en 1978, son projet est de faire du Kurdistan la tête de pont d'une révolution dans toute la région, en se substituant au mouvement palestinien. Depuis 1999 et l'arrestation d'Abdullah Öcalan, son leader, il y a certes eu une remise en cause de cette idéologie, mais le PKK continue de penser que l'âge des Etats-nations est dépassé. Il plaide plutôt pour un Kurdistan composé de cantons autonomes, à la manière de ce que le PYD tente de mettre en place en Syrie. **Leur organisation diffère ?**

Oui, chacun avec ses avantages et ses défauts. Pour le moment, le Kurdistan autonome d'Irak a un fonctionnement mi-patrimonial mi-démocratique. Un certain *establishment* a commencé à exister, avec, de toute évidence, un person-



Des combattants des Forces démocratiques syriennes hissent leur drapeau à Manbij, repris à l'EI, le 8 août. PHOTO AP

nel âgé et masculin, reflet de la société kurde, conservatrice et clanique. L'enjeu, pour le PDK, sera d'abord de sortir de la gestion patrimoniale du pouvoir. En face, le PKK et le PYD, plus jeunes et plus féminisés, ont mis en place un système représentatif mais totalement hégémonique. Leur défi sera avant tout de s'ouvrir, d'aller vers plus de démocratie.

Comment l'Etat islamique a-t-il changé les choses ?

Il est certain qu'en 2014, l'émergence de Daech a constitué un choc fondateur pour le mouvement kurde, le poussant vers la militarisation massive pour faire face à cette nouvelle menace. La proclamation d'un califat à cheval sur l'Irak et la Syrie, contestant les frontières des Etats, a remis en question les revendications kurdes, situées jusque-là dans le cadre des Etats existants. Cela a provoqué une véritable crise existentielle, ontologique, pour les Kurdes. Au-delà de la dimension religieuse et idéologique, il fallait se mobiliser pour faire face à un nouvel ennemi commun. Les deux grandes branches du mouvement kurde se sont trouvées réunies dans la volonté de combattre ce nouvel acteur avec lequel il n'y a aucun langage possible, aucun moyen de discuter. On a vu ainsi,

lors de la bataille de Kobané, les peshmergas venir d'Irak pour épauler les Kurdes syriens. L'ironie, c'est que le fondateur du mouvement Ansar al-Islam dans les années 2000, qui a donné naissance à l'Etat islamique quinze ans plus tard, était un Kurde.

Ankara avait entamé des négociations avec les Kurdes et un processus de paix s'esquissait avant le brutal changement d'attitude d'Erdogan à l'été 2015, qui a relancé la guerre civile dans le sud-est de la Turquie. Les discussions peuvent-elles être renouées ?

Les Kurdes sont prêts à renégocier. Mais c'est beaucoup plus compliqué pour Ankara. La Turquie est comme un bateau ivre: sa politique intérieure comme extérieure est complètement improvisée, illisible. Erdogan est devenu imprévisible, et c'est encore plus vrai après le coup d'Etat manqué du 15 juillet, qui a renforcé sa paranoïa. Pour faire pièce aux officiers gulénistes [à l'origine de la tentative de putsch, selon le gouvernement, ndlr], le président turc s'est rapproché des fractions ultranationalistes de l'armée, et des mafieux de l'appareil sécuritaire. Anti-atlantistes, anti-occidentales, ces mouvances sont aussi anti-Kurdes.



Qu'en est-il de la situation des Kurdes en Iran, dont on parle beaucoup moins ?

Les revendications montent ces derniers temps parmi les Kurdes d'Iran et le sentiment nationaliste gagne en maturité. Il y a une énorme mobilisation en solidarité avec le PYD syrien, mais les manifestations ont été durement réprimées par le pouvoir de Téhéran. Le niveau d'autonomie des Kurdes en Iran est très différent de ce qu'il est dans les autres pays. Les revendications ont toutefois abouti à ce que la langue kurde soit désormais autorisée dans l'enseignement à partir de cette rentrée.

Recueilli par
HALA KODMANI
et **CÉLIAN MACÉ**

ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Alliances

En matière de géopolitique, les alliances durent souvent le temps d'un combat, les Kurdes sont bien placés pour le savoir. Voilà une force qui a été incroyablement efficace – si ce n'est la plus efficace – contre les jihadistes (on se souvient tous du siège de la ville syrienne de Kobané, brisé grâce au courage kurde) et qui se retrouve aujourd'hui sous le feu de l'armée turque, membre de l'Otan et de la coalition internationale contre l'EI. Fort du soutien massif de sa population, le président Recep Tayyip

Erdogan n'entend pas laisser ce peuple profiter du chaos régional pour s'installer le long de la frontière qu'il partage avec la Syrie et représenter une force avec laquelle il devra composer. Et les mises en garde de ses alliés occidentaux n'y changeront rien tant le président turc semble convaincu, depuis le coup d'Etat raté, d'avoir carte blanche sur tous les terrains. Comment les Américains vont-ils réagir, eux qui ont activement soutenu les Kurdes dans leur combat contre l'Etat islamique ? Certes, ils ont haussé le ton contre la Turquie lundi, jugeant qu'elle y allait trop fort,

mais il y a quelques jours encore ils conseillaient aux Kurdes d'en rabattre sur leurs ambitions territoriales et de se replier. Il n'est pas impossible qu'ils aient vu là l'occasion rêvée de pacifier leurs relations tendues avec Erdogan. Depuis le coup d'Etat, celui-ci reproche en effet aux Etats-Unis d'abriter son ennemi juré, Fethullah Gülen, exilé en Pennsylvanie depuis 1999. De là à imaginer un deal américano-turc sur le dos des Kurdes, il n'y a qu'un pas. Ce qui ferait de ce peuple le nouveau dindon de la farce, presque cent ans après s'être vu promettre un Etat par la communauté internationale avant que celle-ci ne revienne sur sa promesse et le condamne à devenir un peuple apatride. ◀

LE DEVOIR 24 août 2016

Les bombes continueront de tomber sur les Kurdes en Syrie, dit Erdogan

Clément Melki à Istanbul - 30 août 2016
[//www.ledevoir.com/](http://www.ledevoir.com/)

Washington a annoncé lundi une rencontre dimanche en Chine entre les présidents américain Barack Obama et turc Recep Tayyip Erdogan, alors qu'Ankara continuait son offensive en Syrie contre le groupe État islamique et contre des Kurdes soutenus par les États-Unis.

Cette rencontre en marge d'un sommet du G20 sera la première entre les deux présidents depuis le putsch manqué du 15 juillet en Turquie, qui a créé des tensions entre les deux pays. Ankara exige l'extradition de l'ex-imam Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis et accusé d'avoir ourdi cette tentative de coup d'État.

Ces tensions ont encore été accrues par l'opération « Bouclier de l'Euphrate », lancée mercredi par Ankara contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des YPG (Unités de protection du peuple kurde), en même temps que contre les djihadistes du groupe EI en Syrie, pays ravagé par un conflit complexe qui a fait plus de 290 000 morts depuis 2011.

L'OFFENSIVE SE POURSUIT

M. Erdogan a confirmé lundi, dans un communiqué, que l'offensive se poursuivrait jusqu'à « la fin de la menace du groupe EI, du PKK et des YPG ». Des avions de combat turcs ont bombardé lundi des positions du PKK dans le nord de l'Irak, dans la région de Gara, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu. L'aviation avait déjà effectué de tels raids ces



derniers mois.

Ankara a également prévenu qu'elle continuerait de frapper les combattants kurdes syriens dans le nord de la Syrie tant qu'ils ne seraient pas revenus à l'est de l'Euphrate en Syrie. « Les YPG, comme les États-Unis l'ont promis, doivent repasser à l'est de l'Euphrate dès que possible et tant qu'elles ne le feront pas, elles resteront une cible », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu.

La Turquie, en conflit avec les Kurdes dans le pays, veut éviter que les Kurdes syriens ne forment une frontière continue le long de sa frontière avec la Syrie, en s'étendant vers l'ouest.

« Le but de l'opération est de nettoyer la région du groupe EI et d'empêcher le PYD [Parti de l'Union démocratique] et les YPG de mettre en place un couloir de bout en bout » qui « diviserait la Syrie », a affirmé le vice-premier ministre turc, Numan Kurtulmus, cité par la chaîne de télévision turque NTV.

Ankara considère les YPG et le parti auquel ils sont rattachés, le PYD, comme des organisations « terroristes », bien qu'ils soient épaulés, en tant que forces combattant efficacement les djihadistes, par Washington, allié traditionnel de la Turquie

WASHINGTON INQUIET

Mais l'émissaire présidentiel américain auprès de la coalition internationale antidjihadiste, Brett McGurk, a qualifié lundi les affrontements entre la Turquie et les forces arabo-kurdes soutenues par les États-Unis d'« inacceptables », appelant toutes les parties à « cesser » les combats.

« Nous voulons dire clairement que ces combats sont inacceptables et suscitent notre profonde inquiétude », a fait savoir le Pentagone dans un communiqué.

Plus tard dans la journée, un haut responsable américain a assuré sous couvert d'anonymat que les milices kurdes YPG soutenues par les États-Unis étaient revenues à l'est de l'Euphrate en Syrie, conformément à la demande du gouvernement turc

« Dans les endroits où elles se rendent, les YPG forcent tout le monde à migrer, y compris les Kurdes qui ne pensent pas comme elles, et procèdent à un nettoyage ethnique », a accusé M. Cavusoglu.

L'armée turque a annoncé avoir ouvert le feu à 61 reprises sur 20 cibles dans le nord de la Syrie au cours des dernières 24 heures, sans préciser quels groupes étaient visés. ♦

En Irak, les peshmergas repoussent l'EI et leurs frontières

Les combattants kurdes avancent vers Mossoul, contrôlé par les jihadistes. Mais la coopération difficile avec Bagdad ralentit leur action.

Ce jour-là, dans la base des peshmergas, la télévision locale annonce fièrement que «les Kurdes» sont «aux portes de Mossoul». La libération d'une dizaine de villages a permis, il y a quinze jours, d'avancer le front kurde à une quinzaine de kilomètres de la deuxième ville d'Irak sous le joug de l'Etat islamique depuis maintenant deux ans. Pourtant, de retour d'une longue journée de combat, le général Didawan regarde son écran d'un air désabusé. «Libérer Mossoul ne sera pas aussi facile que libérer quelques villages», confie-t-il. Il doit avant tout y avoir un accord qui détermine dès maintenant la participation de chacun dans la reprise de Mossoul.»

Nouvelle frontière. Si nombre de médias et de politiques irakiens et internationaux prophétisent la chute de Mossoul pour la fin de l'année, personne ne sait vraiment qui y contribuera. Et à quelles conditions. Au-delà du conflit chiïtes-sunnites de la région, le gouvernement national et la région autonome du Kurdistan irakien peinent à se mettre d'ac-

cord. Preuve de vives tensions, le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, a d'ailleurs demandé à plusieurs reprises aux autorités kurdes de ne plus avancer en direction de Mossoul. Et de restituer les terres irakiennes libérées par les Kurdes. En deux ans de lutte contre le terrorisme, les peshmergas ont repris le contrôle de plusieurs territoires disputés de longue date entre la région autonome et le gouvernement national. Premier objectif des combattants kurdes: «Défendre les peuples contre la terreur et protéger les minorités face à l'oppresser», comme le répète inlassablement tout bon chef peshmerga. Cette lutte «héroïque» a permis de dessiner petit à petit une nouvelle frontière physique du Kurdistan irakien derrière laquelle se trouve notamment Kirkouk, la grande ville pétrolière du nord de l'Irak.

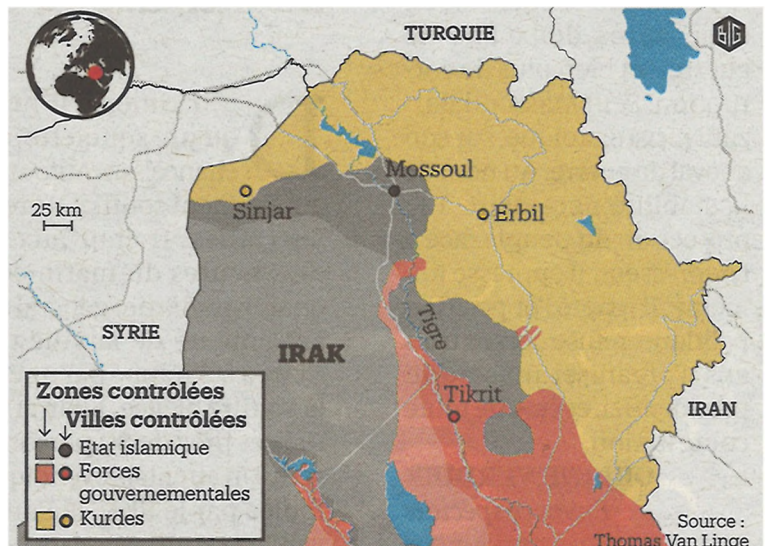
Bras de fer. Le gouvernement kurde se défend d'avoir agi par simple calcul. «Lors de l'invasion de la région par Daech il y a deux ans, l'armée nationale a littéralement abandonné la région, souffle Safeen Dizayee, le porte-parole du gouvernement régional du Kurdistan. Ce vide a été comblé, et ce n'était pas facile, par les peshmergas. Aujourd'hui, nous ne voyons pas de force sérieuse à qui céder ces terres et nous ne voudrions pas les livrer à un nouvel EI.»

Les peshmergas, comme les chefs de l'ar-

Suite page 4



Des peshmergas dans un village de la plaine de Ninive, près de Mossoul le 16 août. PHOTO LAURENCE GEAI



Suite de la page 3 mée irakienne, le savent pourtant bien: pour reprendre Mossoul et chasser l'Etat islamique d'Irak, il faudra mettre fin au bras de fer engagé entre les deux forces sur le front contre le groupe terroriste. Mais les commandants kurdes le répètent inlassablement: ils ne sacrifieront pas leurs hommes pour la libération d'une ville majoritairement arabe sans que le gouvernement irakien n'accède à certaines de leurs demandes.

«Mossoul n'est pas une ville kurde et nous n'avons pas grand-chose à y faire», avance ainsi le commandant Sirwan Barzani. L'homme est à la tête de l'unité peshmerga basée à Makhmour. Dans cette ville désormais base mili-

taire, ses hommes voisinent avec l'armée irakienne. «Mais nous ne travaillons pas ensemble», précise le commandant. Et pour cause: «L'armée irakienne et la coalition qui les soutient se trompent. Nous ne partageons pas la même stratégie pour la reprise de Mossoul. Ils pensent pouvoir avancer le long du Tigre sans prendre le temps de nettoyer les territoires aux alentours», analyse le militaire. Avant d'ajouter, un rien ironique et amer: «Mais bon, ce sont eux les vrais militaires, n'est-ce pas?»

Kalash et taxi. Sirwan Barzani est le neveu de Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien. Dans sa base reculée qui porte son nom de guerre, le Tigre noir, le militaire présente ce jour-là aux

journalistes une force kurde organisée et puissante, gage de stabilité, sur laquelle la coalition internationale doit parier. Mais sur le front, derrière des sacs de sable, des hommes aux habits militaires empoussiérés tirent des

balles qu'ils ont payées de leurs poches. Lorsqu'ils ne tiennent pas la kalachnikov, beaucoup sont chauffeurs de taxi. Il faut bien nourrir la famille. Le gouvernement ne les a pas rémunérés depuis deux mois.

Loin des rêves d'oasis kurde, le Kurdistan irakien est en crise après deux ans de guerre – et bien plus de corruption. Seul Massoud Barzani résiste, stoïque, sur son cheval de guerre. Au nom de la stabilité nécessaire à la

protection du peuple face à l'opresseur, il oppresse lui-même. Il ignore l'opposition politique, refuse depuis trois ans d'organiser un scrutin présidentiel, et étouffe toute contestation.

ORIANE VERDIER
Envoyée spéciale
à Makhmour

LES KURDES

■ Population

Il n'existe que des estimations, mais le chiffre de 35 millions de Kurdes à travers le monde est le plus couramment évoqué. La Turquie, premier pays de peuplement, en compte 15 millions, soit environ 20 % de la population du pays. L'Irak,

7 millions, soit là encore 20 % de la population. En Iran, ils seraient à peu près 8 millions (18 %), et en Syrie, 2 millions (8 %). La diaspora kurde en Europe est estimée à plus d'1,5 million de personnes, dont 950 000 en Allemagne.

■ Territoire

Les zones de peuplement à majorité kurde dessinent un espace

continu appelé Kurdistan. Après la Première Guerre mondiale, le traité de Sèvres (1920) conclu entre les Alliés et l'Empire ottoman prévoyait la création d'un Kurdistan autonome. Mais il est resté lettre morte, en raison notamment du coup de force de Mustafa Kemal, le père de la Turquie moderne, qui oblige à négocier un autre pacte.

Signé à Lausanne en 1923, le nouveau traité sacrifie le Kurdistan.

■ Religion

Les Kurdes sont en grande majorité des musulmans sunnites. Mais on retrouve également des Kurdes chiïtes, yézidis (adeptes d'une religion pré-islamique), alévis (branche hétérodoxe de l'islam issue du chiïsme) et chrétiens.

■ Langue

Le kurde, langue indo-européenne, comprend plusieurs dialectes. Le plus parlé est le kurmanji, parlé en Turquie, en Syrie et dans le nord de l'Irak et de l'Iran. Mais dans ces deux derniers pays, le dialecte majoritaire est le sorani.

LE DEVOIR 24 août 2016

Damas signe un accord de cessez-le-feu avec les Kurdes

les Kurdes contrôlent désormais près de 90% de Hassaké

24 août 2016 | Agence France-Presse
<http://www.ledevoir.com>

Hassaké — Un accord de cessez-le-feu a été conclu mardi entre le régime syrien et les forces kurdes après une semaine de combats meurtriers à Hassaké (nord-est), ont indiqué une source officielle kurde et la télévision d'État. Cet accord est favorable aux Kurdes, qui ont remporté la bataille militaire, estiment les experts.

« Un accord final de cessez-le-feu a été conclu sous les auspices des responsables militaires russes », a affirmé un communiqué de l'administration autonome kurde. La télévision officielle syrienne a également confirmé l'accord, dont les conditions semblaient encore confuses.

Contrôle kurde

Selon les responsables kurdes, les forces du régime et les miliciens kurdes du YPG

(Unités de protection du peuple kurde) vont se retirer de la ville. La ville passera très largement sous le contrôle des Assayech (police kurde) tandis que la police gouvernementale sera en charge des édifices publics.

Au départ, les affrontements avaient opposé les Assayech aux forces du régime, mais comme les combats sont devenus plus durs, les YPG se sont impliquées en grand nombre dans la bataille.

« Avec cet accord de cessez-le-feu, les Kurdes ont obtenu ce qu'ils voulaient avec le minimum de pertes humaines », a affirmé à l'AFP Mutlu Civiroglu, un expert des affaires kurdes basé à Washington.

Le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane, partage cet avis. « C'est une défaite du régime et une victoire des Kurdes car techniquement désormais, ils contrôlent la province de Hassaké avec une présence symbolique du régime », a-t-il dit à l'AFP.

Un échange de dépouilles, blessés et otages, devrait également avoir lieu ainsi que l'ouverture de toutes les routes fermées par les com-



Les Kurdes des Unités de protection du peuple (photo) se sont emparés ces dernières heures de la quasi totalité d'Hassaka, dans le nord-est de la Syrie, où ils ont infligé une sévère défaite aux forces progouvernementales, malgré les mises en garde d'une Turquie qui s'inquiète de leur progression à sa frontière. /Photo prise le 23 août 2016/REUTERS/Rodi Said

bats, selon la télévision officielle et les responsables kurdes.

Le calme revient

À l'issue des combats, qui ont tué 29 personnes dont 15 enfants, les Kurdes contrôlent 90 % de cette ville tandis que les forces gouvernementales n'occupent que le centre, où se trouvent les bâtiments gouvernementaux.

Un journaliste collaborant avec l'AFP a indiqué que la situation était calme et des habitants s'étaient rendus au marché central pour faire des courses, tandis que d'autres revenaient chez eux avec leurs valises. ♦

Barzani, Biden, Abadi – all delighted with Erbil-Baghdad meetings

By Rudaw.net 31/8/2016

ERBIL, Kurdistan Region— Delight in a possible improvement of relations between Erbil and Baghdad was the theme of two phone calls the Kurdish president received Wednesday – one from the American vice president and one from the Iraqi prime minister.

The President of Kurdistan Region, Masoud Barzani, and the Prime Minister of Iraq, Haider al-Abadi, discussed relations between Baghdad and Erbil in their phone call. "Barzani thanked Abadi for his warm welcome of the KRG [Kurdistan Regional Government] delegation headed by Prime Minister Nechirvan Barzani, and expressed his delight of the meetings' result and hoped that relations continue between the two," reads a statement issued by the Kurdistan Region Presidency.

"In return Abadi also has expressed his delight of the KRG delegation's visit, and the result of the meetings, especially on oil and preparation for the Mosul battle."

Both emphasized the need to have continuous collaboration, relations, and consultations between the two governments.



President Masoud Barzani spoke separately with Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi and US Vice President Joe Biden.

Barzani also received a phone call from US Vice President Joseph Biden on Wednesday.

Biden hailed the recent meetings between Erbil and Baghdad and "conveyed continued U.S. support for a unified, federal, and democratic Iraq, and encouraged close cooperation between the Government of Iraq and the Kurdistan Regional Government," according to a statement issued by the White House.

Biden expressed hope that "Barzani with his wisdom can solve the current problems in the Kurdistan Region's political processes," according to a statement issued by the

Kurdistan Region Presidency.

Barzani and Biden also discussed humanitarian assistance for internally displaced Iraqis and cooperation in the offensive to liberate Mosul, the White House confirmed.

On Monday, a top Kurdish delegation headed by Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani met with Abadi in Baghdad and reached a preliminary agreement on oil exports from Kirkuk province.

According to the new agreement Baghdad will lift a partial ban on oil exports from Kirkuk and increase the overall export levels from the province to around 300,000 barrels per

day (bpd), double the previous 150,000 bpd. The exports will be carried via Kurdistan's pipeline to Turkey.

The United States welcomed the deal and said they strongly encourage Erbil and Baghdad's efforts to resolve their issues through dialogue.

"We strongly encourage dialogue between Erbil and Baghdad to try to work out these internal Iraqi issues, and so we're aware of this particular meeting and we're very supportive of them having that kind of a discussion and that kind of conversation to try to work this out between them. Did we set it up? No. Are we supportive of the fact that they did meet? Absolutely, we are." John Kirby, State Department spokesperson commented on Monday.

The meetings in Baghdad also focused on the upcoming battle for Mosul, a topic welcomed by the US envoy to the global coalition to counter ISIS.

"Welcome engagement today in Baghdad between Iraq PM Abadi and KRG PM Barzani with focus of Mosul cooperation," Brett McGurk tweeted on Monday. ■

Islamic State Sends Families Out of Mosul as Kurdish and Shiite Forces Advance

By Juan Cole / Aug 30, 2016
<http://www.truthdig.com/>

Iraqi military forces have taken the strategic town of al-Qayarah near the major city of Mosul from Daesh (ISIS, ISIL). Mosul is the last major city in the hands of the apocalyptic, brutal cult as it has lost almost all the territory it took in 2014.

Al-Qayarah is 60 km from Mosul. Gen. Riyadh Jalal Tawfiq, commander of Iraqi land forces, told France24, "we have established domination over the city from every side and have expeditiously cleared out pockets within it." He added, "Military engineers are currently clearing the town of improvised explosive devices."

The counter-terrorism units of the Iraqi army led the charge as they began their assault on al-Qayarah on Wednesday.

Prime Minister Haydar al-Abadi welcomed the victory, calling it an important step toward the liberation of Mosul. He looked forward to the day when Mosul would be rescued from the cri-

minal gangs now terrorizing its population and would be returned to the bosom of the Iraqi nation.

The air above al-Qayarah turned black as Daesh saboteurs set fire to its oil wells.

Al-Quds al-Arabi reports that in the wake of the Iraqi military's rapid advance into al-Qayarah and the beginning of the assault on Mosul itself, a source inside Mosul maintains that Daesh fighters took the unusual step of sending hundreds of their family members, as well as widows and orphans of those Daesh guerrillas killed at al-Qayarah, out of the city with fake IDs. Most of these family members made it to al-Raqqa in eastern Syria over secret routes, or to Kirkuk, Salahuddin Province or even slipped in among the refugees headed for the Iraqi capital, Baghdad.

Aljazeera reports that as the Mosul campaign gears up there is increasing tension between the Kurdish Peshmerga and the Iraqi army.

One source of tension was a communiqué

issued by the Kurdistan Region Government's ministry of Peshmerga, which said that the Peshmerga would not obey orders from the Iraqi defense establishment.

PM al-Abadi ruffled feathers recently when he said that the Peshmerga would not be permitted to enter Mosul city.

Iraqi Kurdistan began with three Kurdish-majority provinces (Iraq had 18 provinces), but in summer of 2014, it unilaterally annexed the more mixed province of Kirkuk, subjecting its Arab and Turkmen populations. Kurdish nationalists have expressed a desire for Mosul, and it is controversial among Arab populations to have Kurdish fighters lead the charge.

Meanwhile, Rudaw is reporting that Usama al-Nujayfi, a prominent Mosul politician, is heading to Turkey for consultations at the end of this month. Sunni politicians are restive about their future place in Iraq once Daesh is rolled up as a territorial force. ■

As its proxies advance in Syria, Turkey warns Kurds to pull back



Turkish troops head to the Syrian border on Aug. 27. (Halit Onur Sandal/AP)



Source: IHS Jane's Conflict Monitor as of Aug. 22

THE WASHINGTON POST

By Sudarsan Raghavan/ August 29, 2016
<https://www.washingtonpost.com>

GAZIANTEP, Turkey — Syrian rebels, backed by Turkey and the United States, pushed deeper toward U.S.-backed Kurdish positions in northern Syria on Monday, as Turkey's foreign minister warned the Kurds to "immediately" pull back east of the Euphrates River or face more assaults.

The deepening animosities came a day after the Pentagon urged the American allies to stop fighting each other and refocus their efforts against the Islamic State, calling the clashes "unacceptable."

But by Monday evening, the Syrian rebels said they had crossed the al-Sajour River, about nine miles north of the town of Manbij, which is controlled by Kurdish-aligned fighters. A Kurdish spokesman said the rebels had reached the river but had not crossed it.

Tensions have mounted since Turkish tanks, backed by U.S. and Turkish warplanes, pushed across the border into northern Syria last week, quickly seizing the Islamic State-controlled town of Jarabulus. In the following days, Syrian rebels of the U.S.-backed Free Syrian Army have swept southward and westward to target the Islamic State but have mostly clashed with Kurdish-aligned fighters.

On Monday, the Syrian Observatory for Human Rights, a British-based monitoring group, said areas south of Jarabulus were experiencing heavy bombardment by Turkish forces as well as clashes between the rebels and Kurdish-led groups. The group said that the rebels had seized 21 villages in the past four days and that the Turkish assaults had killed 40 civilians and wounded 70. Turkey has denied targeting civilians.

Turkey, which is battling an internal Kurdish

insurgency, has long been concerned that the Syrian Kurds could try to forge an independent state along the border by linking two Kurdish enclaves in northwestern Syria. That, Ankara fears, could embolden Kurdish aspirations for self-determination in Turkey.

Washington has demanded that the People's Protection Units (YPG), the military wing of the main Syrian Kurdish party, pull back to the east side of the Euphrates. The forces, which form the backbone of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF), crossed the river and wrested control of Manbij, 25 miles south of Jarabulus, from the Islamic State this month.

YPG officials insist that their fighters have returned across the river. But Turkey and its proxies say they have not kept their promise.

"The YPG has to immediately cross east of the Euphrates River as they promised the United States and as they announced they would," Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said Monday. "If they don't, they will be a target."

The United States is now caught between the demands of two key allies. Turkey is a vital NATO ally, and the Kurdish fighters have played a critical role in rolling back the Islamic State in Syria's five-year-old civil war. Washington's biggest fear is that the animosities could divert resources and attention from fighting the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

"These clashes over the last couple of days are not helping us advance the efforts against Daesh," John Kirby, a State Department spokesman, said Monday, using an Arabic acronym for the Islamic State.

Even as it supports Turkey's demands for a Kurdish pullback, the United States has been care-

ful not to alienate the SDF.

"We also fully support the SDF in their efforts to defeat ISIL," said Peter Cook, a Pentagon spokesman. "The SDF have proven to be a reliable and capable force, and our support for the SDF in its fight against ISIL is ongoing and will continue to do so. They have fought hard and sacrificed to try and rid Syria of this hateful group."

On Monday, the Jarabulus Military Council, a group created by the SDF, said its fighters would withdraw to areas south of the al-Sajour River — not east of the Euphrates, as Turkey wants.

"We declare the retreat of our forces to south, to al-Sajour River, to save civilian lives and so they [Turkey and Syrian rebels] have no other justification to target the villages and civilians," the council said in a statement.

That could lead to more confrontations with Turkey and its Syrian proxies in and near Manbij.

Shervan Derwish, a spokesman for the local military council, which is aligned with the Kurds, denied reports that the YPG was sending reinforcements to the town to repel any attacks from Turkey or its proxies.

"We have our lines of defense, and we are ready to defend Manbij," said Derwish, an ethnic Kurd who has also served as a spokesman for the SDF.

Abu Ibrahim, a Free Syrian Army commander, said he expects to fight the YPG. "We do not know whether the YPG is getting more reinforcements in Manbij, but what we know is that they didn't retreat," he said. ●

L'intervention turque, ultime tentative pour éviter un "Kurdistan syrien"

Par AFP Sammy Ketz 25 août 2016
www.lepoint.fr

L'intervention de la Turquie en Syrie, avec comme couverture des rebelles qui lui sont acquis, vise à éviter que son cauchemar ne devienne réalité: la création d'un "Kurdistan autonome syrien", estiment des experts.

Cependant, Ankara va avoir du mal à freiner les ambitions territoriales kurdes à moins d'entrer directement en conflit avec eux, notamment pour les empêcher de s'emparer de la ville stratégique d'al-Bab, tenue actuellement par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

"La question kurde est désormais en tête des priorités du (président Recep Tayyip) Erdogan en Syrie, car les factions kurdes liées au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) se sont emparées de vastes territoires dans le nord", résume Aron Lund, du Centre Carnegie Endowment for International Peace

"Et la perspective d'un mini-Etat du PKK, financé par le pétrole et appuyé par les Etats-Unis, à sa frontière sud est un cauchemar pour Ankara", ajoute-t-il.

Profitant de la guerre, les Kurdes de Syrie, qui représentent 15% de la population, ont auto-proclamé en mars une "région fédérale" composée de trois "cantons". Ils contrôlent désormais 18% du pays, un territoire où vivent quelque deux millions de personnes, dont 60% de Kurdes.

Selon Aron Lund, c'est la prise de Minbej à l'EI fin juin, et surtout la volonté affichée des Kurdes d'avancer vers l'ouest et la ville de Jarablos qui a précipité l'intervention turque, car les Etats-Unis avaient promis à Ankara d'empê-

cher les Forces démocratiques kurdes (FDS, une coalition largement dominée par les Kurdes) de traverser l'Euphrate vers la province d'Alep.

La "Turquie a tous les droits d'intervenir" si les forces kurdes ne se retirent pas rapidement à l'est de l'Euphrate, plus loin de la frontière turque, a déclaré jeudi le ministre turc de la Défense Fikri Isik.

NEUTRALITÉ BIENVEILLANTE D'ASSAD

"Il est clair que la prise de Minbej par les FDS a profondément irrité Ankara et, depuis, la Turquie agit pour contrer cette avancée", estime aussi Mutlu Civioglu, expert des affaires kurdes basé à Washington.

"Les FDS se préparent à aller prendre al-Bab, une localité qui est cruciale pour relier les cantons de Kobané et d'Afrine. Ankara pense qu'empêcher les FDS d'atteindre Afrine est très important pour ses intérêts. C'est dans ce contexte qu'il faut voir son intrusion à Jarablos", selon lui.

Kobané, au centre, et Afrine, à l'ouest, sont distants de 200 km. En prenant le 23 juin Minbej, les miliciens kurdes ont fait un pas important dans la concrétisation d'une large région autonome dans le nord de la Syrie qui passe désormais par la prise d'al Bab, sauf si les Turcs les en empêchent.

"Selon moi, les Kurdes vont persévérer dans leur rêve et ils ne vont pas se laisser faire", assure M. Civioglu.

Un porte-parole des Unités de protection du peuple kurde (YPG), Redur Xelil, affirme ainsi à l'AFP que "les YPG sont des Syriens et que, de ce fait, les Turcs ne peuvent pas imposer des restrictions aux mouvements des Syriens sur leur terre".



Un soldat turc agite le drapeau national en se dirigeant dans son blindé vers la ville frontière de Jarablos entre la Turquie et la Syrie, le 25 août 2016

Dans cette opération, les Turcs savent qu'ils peuvent compter sur une neutralité bienveillante du régime de Bachar al-Assad, malgré leurs autres désaccords sur la guerre.

"Le gouvernement turc s'est lancé dans l'opération de Jarablos en sachant qu'Assad se contenterait d'une condamnation symbolique, car les deux pays considèrent les Kurdes comme une menace", relève M. Civioglu. "C'est pourquoi ils pensent qu'une actions urgente est nécessaire pour bloquer les gains des Kurdes et les empêcher de créer leur fédération".

Cependant, estime Fabrice Balanche, géographe français expert de la Syrie, "bloquer l'avancée des Kurdes ne va pas être facile. Pour l'instant la prise de Jarablos n'empêche pas la jonction des deux cantons kurdes, sauf si la Turquie envoie ses chars plus au sud, vers al-Bab".

Mais cet expert "doute que la Russie laisse faire". "Il y a probablement eu un accord Russie-Turquie pour une intervention de 15 km au maximum à l'intérieur de la Syrie, mais pas plus", selon lui. Or al-Bab est située à une trentaine de kilomètres de la frontière.

"Les Kurdes pourront toujours connecter Afrine et Minbej par un petit corridor, lequel pourra être coupé quand bon semblera par Assad-Poutine si les Kurdes ne sont pas sages", avertit M. Balanche. □

Syrie: la France critique l'intervention turque

Par Rédaction-AP - 30 août 2016

PARIS — Le président de la France, François Hollande, qualifie l'intervention militaire turque en Syrie de contradictoire et avertit la Russie qu'elle ne doit pas devenir une protagoniste dans la guerre.

Dans un discours portant sur la diplomatie étrangère qu'il a livré mardi à Paris, le président de la république a expliqué que de multiples interventions sans coordination pouvaient paver la voie à un embrasement généralisé dans la région syrienne.

François Hollande comprend que la Turquie veuille défendre ses frontières face aux attaques multiples des djihadistes de Daech (groupe armé Etat islamique) mais il dénonce les attaques turques contre les rebelles kurdes qui sont des alliés de la coalition internationale qui lutte contre les extrémistes.

La France fait partie de cette coalition menée par les États-Unis.

Le président Hollande songe par ailleurs à inviter son homologue russe Vladimir Poutine en France en



Le président français, François Hollande

octobre. Il recherche une collaboration de la Russie qui, à son avis, peut jouer un rôle important dans les négociations de paix en Syrie. ♦

Syrie: 35 civils tués lors de bombardements turcs dans le nord

franceinfo avec AFP 28 août 2016

Le bilan de l'offensive turque en Syrie s'alourdit. Au moins 35 civils ont été tués, dimanche 28 août, dans le nord du pays par des bombardements. Ces morts civiles sont, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), les premières depuis le début, mercredi, de l'opération turque visant à chasser le groupe Etat islamique de sa frontière et à stopper la progression des autonomistes kurdes.

De son côté, l'armée turque a annoncé avoir tué 25 "terroristes" kurdes dans le nord de la Syrie. D'après la télévision turque NTV, l'artillerie et les avions turcs ont bombardé toute la nuit et dans la matinée des positions des Unités de protection du peuple kurde (YPG), principale force armée kurde en Syrie.

OPÉRATION "BOULIER DE L'EUPHRATE"

Les tirs d'artillerie et les frappes aériennes menés par la Turquie



dans le cadre de l'opération "Bouclier de l'Euphrate" se concentrent sur la zone au sud de Jarablos, ex-fief de l'EI, proche de la frontière turque. Cette localité a été la première à tomber aux mains de rebelles soutenus par Ankara.

Selon l'OSDH, les bombardements ont tué dimanche matin "au moins 20 civils" et blessé "50 autres" dans le village de Jeb el-Koussa. Par ailleurs, "15 civils ont péri et 25 ont été blessés, la plupart grièvement, dans des bombardements turcs près du village d'al-Amarné", également au sud de Jarablos.

La Turquie considère le PYD (Parti de l'Union démocratique, principal parti kurde de Syrie) et sa branche armée, les YPG, comme des organisations "terroristes", bien qu'elles soient épaulées, en tant que forces combattant efficacement les jihadistes, par Washington, allié traditionnel d'Ankara. ●

La Turquie dit avoir tué 25 combattants kurdes dans le nord de la Syrie

Par FRANCE 24 - 29/08/2016

Au moins 25 combattants kurdes ont été tués par l'armée turque près de Jarablos a annoncé dimanche la Turquie, et l'OSDH a fait état de la mort de 35 civils, tandis que les opérations militaires turques se sont poursuivies dans le nord de la Syrie.

L'armée turque, qui a poursuivi dimanche 28 août son intervention dans le nord de la Syrie a annoncé avoir tué 25 combattants kurdes dans le secteur de Jarablos, près de la frontière avec la Turquie. Un peu plus tôt dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a fait état d'au moins 35 civils tués dans les combats.

À l'aube dimanche, les chasseurs de l'aviation

turque et l'artillerie sont de nouveau entrés en action. Selon des sources proches de la sécurité turque, les bombardements visaient des positions tenues par les miliciens kurdes des Unités de protection populaire (YPG).

Un soldat turc a été tué et trois autres blessés samedi par des tirs de roquettes sur deux chars participant à l'offensive turque dans le nord de la Syrie, ont rapporté des médias turcs.

Les tanks ont été touchés dans la région de Jarablos, ville que les rebelles soutenus par Ankara et l'armée turque ont reprise mercredi aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI). Selon l'agence turque Dogan et la chaîne de télévision NTV les roquettes ont été tirées d'une zone où les milices kurdes de Syrie sont actives.



© Bullent Kilic, APF | Un char de l'opération turque "Bouclier de l'Euphrate" entre dans la ville frontalière de Karkamis en Syrie, le 25 août 2016.

Syrie: la Turquie dément un cessez-le-feu avec les Kurdes

Par Lefigaro.fr avec AFP le 31/08/2016

La Turquie a démenti aujourd'hui avoir accepté un accord de cessez-le-feu par l'entremise des Etats-Unis avec les milices kurdes de Syrie, indiquant ne pouvoir "sous aucune circonstance" accepter un compromis avec une "organisation terroriste".

"Nous n'acceptons sous aucune circonstance", contrairement à ce que "certains porte-

parole de pays étrangers disent, un compromis ou un cessez-le-feu entre la Turquie et les éléments kurdes", a déclaré le ministre des Affaires européennes Ömer Çelik, à propos de l'annonce faite la veille par les Etats-Unis.

"La république turque est un Etat souverain et légitime" qui ne peut être mis sur un pied d'égalité avec "une organisation terroriste", a ajouté le ministre cité par l'agence progouvernementale Anadolu, évoquant le PYD, le Parti de l'Union démocratique des Kurdes de Syrie.

Un accord de trêve avec le PYD est "hors de question", a pour sa part assuré le porte-parole de la présidence, Ibrahim Kalin, à la télévision. Cependant, alors qu'Ankara avait annoncé dimanche avoir tué "25 terroristes" du YPG (Unités de protection du peuple, le bras armé du PYD), aucune frappe turque n'a été rapportée contre les milices kurdes depuis lundi après-midi. L'accord provisoire de cessez-le-feu prévoyait une trêve à partir de 21h00 lundi, selon des rebelles syriens. Les forces turques ont en revanche poursuivi leur offensive contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans le nord syrien. □

Syrie: des combattants soutenus par les Kurdes confirment l'arrêt des hostilités avec Ankara

Beyrouth, 30 août 2016 (AFP)

DES COMBATTANTS SYRIENS soutenus par des groupes kurdes ont confirmé l'arrêt des hostilités avec l'armée turque dans le nord de la Syrie, exprimant en même temps leur rejet de "toute occupation turque" de leur territoire.

"Un accord a été conclu entre nous et l'Etat turc par l'intermédiaire des Etats-Unis et la coalition internationale antijihadistes pour l'arrêt des hostilités", a indiqué à l'AFP par téléphone Ali Hajou, porte-parole du "Conseil militaire de Jarablos", un groupe de combattants soutenus par la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Selon lui, "l'accord, d'une durée indéterminée, est entré en vigueur lundi à 24H00 locales (21H00 GMT)"

"Les négociations se poursuivent toutefois avec les Turcs par l'intermédiaire des Etats-Unis car nous refusons que la Turquie occupe nos terres", a-t-il ajouté.

A Washington, le porte-parole du Centcom, le commandement militaire américain au Moyen-Orient a annoncé auparavant que les forces turques qui inter-

viennent dans le nord de la Syrie et les milices kurdes sur place avaient accepté d'arrêter les hostilités.

"Ces dernières heures, nous avons reçu l'assurance que toutes les parties impliquées vont arrêter de se tirer dessus et se concentrer sur la menace du groupe Etat islamique", a indiqué mardi à l'AFP le colonel John Thomas.

Des combats inédits avaient éclaté la semaine dernière entre forces turques et combattants alliés aux Kurdes, quelques jours après le lancement par Ankara d'une opération d'envergure dans le nord syrien. La Turquie affirmait viser à la fois le groupe jihadiste Etat islamique (EI) et les forces autonomistes kurdes.

Les combats s'étaient concentrés au sud de la ville syrienne de Jarablos, prise mercredi dernier par les rebelles pro-Ankara.

Ankara considère les forces kurdes syriennes comme des organisations "terroristes", bien qu'elles soient épaulées, en tant que forces combattant efficacement les jihadistes, par Washington, allié traditionnel de la Turquie.

La Turquie a prévenu lundi qu'elle continuerait de frapper les combattants kurdes syriens dans le nord de la Syrie tant qu'ils ne seraient pas revenus à l'est du fleuve Euphrate. ●

Direct Matin 31 août 2016

Une trêve entre forces turques et milices kurdes en Syrie ?

Washington dit avoir obtenu une trêve entre forces turques et milices kurdes en Syrie

Beyrouth, 31 août 2016 (AFP)

Les Etats-Unis ont affirmé avoir obtenu de leurs deux alliés, la Turquie et les milices kurdes impliquées dans des combats dans le nord de la Syrie, une cessation des hostilités mais Ankara n'a pas confirmé.

Des combattants syriens soutenus par des groupes kurdes ont confirmé mardi l'arrêt des hostilités avec l'armée turque mais les forces kurdes syriennes n'ont pas réagi directement aux déclarations américaines.

"Ces dernières heures, nous avons reçu l'assurance que toutes les parties impliquées vont arrêter de se tirer dessus et se concentrer sur la menace du groupe Etat islamique", a indiqué mardi à l'AFP le colonel John Thomas, porte-parole du Centcom, le commandement militaire américain au Moyen-Orient

"Les Turcs et les Forces démocratiques syriennes (coalition arabo-kurde dominée par les milices kurdes) ont ouvert des canaux de discussion avec nous et entre eux dans le but de limiter les hostilités", a-t-il ajouté en évoquant un accord de principe "pour au moins les deux prochains jours".

La Turquie, en conflit avec les Kurdes sur son propre territoire, veut éviter que les Kurdes syriens ne forment une région continue autonome le long de sa frontière.

Mais les Kurdes syriens sont par ailleurs les alliés les plus efficaces des Etats-Unis et de la coalition internationale contre l'EI, dont un chef a été visé mardi au nord-est d'Alep par une frappe de la coalition internationale, selon un responsable américain. Il a précisé qu'il s'agissait du porte-parole des jihadistes, Abou Mohammed al-Adnani, donné pour mort par l'EI plus tôt dans la journée.

Au chapitre diplomatique de ce conflit qui a fait plus de 290.000 morts depuis 2011, la Russie a fait bloc mardi derrière son allié syrien. Son ambas-

sadeur aux Nations unies Vitali Tchourkine a mis en doute les conclusions d'un rapport d'enquête de l'ONU qui accuse Damas d'avoir mené des attaques chimiques au gaz de chlore.

L'ambassadeur syrien Bachar Jaafari a, lui, rejeté les conclusions du rapport.

- REFUS DE 'L'OCCUPATION TURQUE' -

Sur le terrain, la Turquie a lancé il y a une semaine l'opération "Bouclier de l'Euphrate", visant à la fois les combattants kurdes et les jihadistes de l'EI.

Ankara affirme que cette opération sans précédent vise à débarrasser la frontière à la fois du groupe extrémiste et des milices kurdes YPG (Unités de protection du peuple kurde), qu'elle considère comme une organisation "terroriste".

Mais depuis mercredi, date de la reprise facile à l'EI de la localité syrienne de Jarablos (nord) par des rebelles syriens soutenus par Ankara, les efforts de la Turquie se sont majoritairement portés sur les YPG.

Des combats violents ont fait des dizaines de morts parmi les milices kurdes et leurs alliés. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG qui s'appuie sur un large réseau de sources en Syrie, a affirmé qu'au moins 40 civils étaient morts dans des bombardements turcs.

"Un accord a été conclu entre nous et l'Etat turc par l'intermédiaire des Etats-Unis et la coalition internationale antijihadistes pour l'arrêt des hostilités", a indiqué à l'AFP par téléphone Ali Hajou, porte-parole du "Conseil militaire de Jarablos", un groupe de combattants syriens soutenus par la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Selon lui, "l'accord, d'une durée indéterminée, est entré en vigueur lundi à 24H00 locales (21H00 GMT)".

"Les négociations se poursuivent toutefois avec les Turcs par l'intermédiaire des Etats-Unis car nous refusons que la Turquie occupe nos terres", a-



La Turquie veut éviter que les Kurdes syriens ne forment une région continue autonome le long de sa frontière.[BULENT KILIC / AFP/Archives]

t-il ajouté.

- RISQUE D'EMBRASEMENT GÉNÉRALISÉ -

Ankara qui ne confirme pas l'annonce américaine d'arrêt des hostilités, a de son côté réitéré sa demande de retrait des combattants kurdes à l'est du fleuve Euphrate.

"Notre allié, les Etats-Unis, nous a affirmé avant le début de l'opération pour chasser Daech (acronyme arabe de l'EI) de Minbej (ville du nord de la Syrie), que les éléments du PYD/YPG (ndlr: Parti de l'Union démocratique/Unités de protection du peuple) ne resteront pas à l'ouest de l'Euphrate et nous attendons que cet engagement soit respecté le plus tôt possible", a indiqué le ministère des Affaires étrangères turc dans un communiqué en soirée.

Le président français François Hollande a mis en garde mardi contre les "risques d'embrasement général" en Syrie avec les "interventions multiples" de la Turquie et de la Russie.

Le président américain Barack Obama doit de son côté rencontrer dimanche son homologue turc Recep Tayyip Erdogan pour évoquer la situation en Syrie, en marge d'un sommet du G20 en Chine. ♦

Knowing the risks, Syrian rebels seek lift from Turkish Army's incursion

BEIRUT, LEBANON

Offensive has buoyed insurgents, but they aren't calling the shots

BY ANNE BARNARD

The rebel fighter, a former major in the Syrian Army, thought he had finally found what he was looking for: a group with strong international backing that was gearing up for an offensive against his two most hated enemies, the Syrian government and the Islamic State militant group.

But within days of crossing into Syria, backed by Turkish planes, tanks, and special forces troops and American warplanes, the fighter, Saadeddine Somaa, found himself fighting Kurdish militias that, like him, counted the Islamic State and the government of President Bashar al-Assad among their foes.

That was because the Turks, who supplied the weapons and the cash, were calling the shots, and they considered the Kurds enemy No. 1. The Kurds, for their part, consider Turkey an enemy, and so as the Turkish-led troops advanced, the Kurdish militias attacked.

For all the hope the new offensive had inspired in Mr. Somaa and other Syrian insurgents, it showed once again how even rebels fighting against the Islamic State and Mr. Assad — both targets for defeat under stated American policy — remain dependent on backers who only partly share their goals.

"Everyone is pursuing their own interests, not Syria's," he said in a long telephone interview from Jarabulus, the border town the Turkish-led force took from Islamic State on the first day of the offensive. "The problem is the same everywhere in Syria."

In an ideal world, he said, groups like his — a collection of insurgent groups that oppose the government and the Islamic State and reject Al Qaeda — would unite in a single body, fight the government and all extremist groups, and preserve the institutions of the Syrian state for the future.

But in reality, he said with a sigh, "the factions will be depending on outsiders to back them, and keep fighting and fighting each other, and this might take years."

Mr. Somaa was identifying with insurgent groups that brand themselves as the Free Syrian Army, including many army defectors like himself. Many, but not all, of the groups have been vetted by, and receive covert support from, the



Fighters with the Free Syrian Army joined Turkish tanks last week in an attack near the border at Jarabulus, Syria.

BULENT KILIC/AGENCE FRANCE-PRESSE

C.I.A. and allied intelligence agencies. Their members range from secular to Islamist, with the United States drawing the line at hard-line groups like Ahrar al-Sham and more radical groups like the former Nusra Front, affiliated with Al Qaeda.

Mr. Somaa's conundrum summed up why the new offensive has been at best a mixed bag for the C.I.A.-vetted Syrian

"Everyone is pursuing their own interests, not Syria's. The problem is the same everywhere in Syria."

rebels. It gives them a rare morale boost and a chance to show their countrymen they can rescue them and prove to foreign backers that, like the Kurdish groups, they can be effective partners on the ground against the Islamic State.

But it also puts them at the center of the newest complication in an already confused battlefield, fighting among forces backed by Turkey and the United States, fellow NATO members and putative allies that are supposedly united in the fight against Mr. Assad and the Islamic State. The Kurdish militias are backed by the Pentagon, which considers them its most reliable ally against the Islamic State.

Some Syrian Arab insurgents have already been caught on video apparently abusing Kurdish militia members, and as the operation becomes more contentious, rebels who had sought to increase their legitimacy as a Syrian force risk reinforcing criticism that they are Turkish and American proxies at best,

de facto allies of the Islamic State at worst.

Mr. Somaa blamed the Kurds for the fighting, saying they had failed to retreat from territory west of the Euphrates River that they had promised to leave just days before, as they were urged to do by Vice President Joseph R. Biden Jr.

"Our main target was Daesh," he said, using an Arabic acronym for the Islamic State, but when the Kurdish-led militias attacked, "we retaliated." He said that his group, Faylaq al-Sham, had taken several prisoners from among the Kurdish fighters.

On Monday, in a change of tone from Mr. Biden, a top American official criticized the Turkish incursion. "We want to make clear that we find these clashes — in areas where ISIL is not located — unacceptable and a source of deep concern," Brett McGurk, the United States special envoy against the Islamic State, said on Twitter.

The offensive comes at a crucial and volatile time for the rebel groups that brand themselves as the Free Syrian Army and include many army defectors like Mr. Somaa.

The rebel fighters and their supporters have been dejected for months over losses in northern Syria that their foreign backers did little to prevent, and a fear that the United States and Turkey are preparing to abandon them in pursuit of a broader deal with Russia.

In this context, some rebels saw the new operation as a chance to show a bright spot in their efforts.

For rebels, the operation was also a chance to show they could separate themselves from extremists, a key bone

of contention in talks between the United States and Russia on steps to end the war. They widely shared pictures of themselves sleeping in the street rather than entering local homes, wanting to show that they could be trusted to take over an area without looting it or abusing the residents, as many combatants have done.

But by Sunday, there were reports that Turkish airstrikes had killed 35 civilians in Kurdish-held villages. And there was a video online showing rebels kicking prisoners from the Kurdish-led militias. Mr. Somaa said he had not seen those abuses. But he said Kurdish militias had received United States backing to battle Islamic State, "not to occupy Arab lands."

For Mr. Somaa and many others in the rebel force, the offensive is also a chance to reclaim their home region. He is from the town of Manbij, which the Kurdish militias recently seized from the Islamic State — with American air support. Now, the Turks and rebel leaders say they are bent on taking it from the Kurds and forcing them out of the area.

The somewhat murky outlines of the Turkish-backed rebel ground force are now coming into sharper focus. It appears to consist of about half a dozen groups that brand themselves as the Free Syrian Army, most of them recipients of aid from the United States and its allies. The flags of the groups, including those of Faylaq al-Sham and Furqa Sultan Murad, could be seen in videos of the advancing columns and in the streets of Jarabulus.

Another group taking part was Nooredine al-Zinki, which has received covert aid from the United States and its allies on and off, but has also been accused of having ties to Qaeda-linked groups — and was widely condemned when a group of its fighters videotaped themselves beheading a young prisoner.

The group's leaders said they would discipline the killers, and its participation in the Jarabulus operation was an indication that it has not been completely shunned, at least by Turkey.

But considerable confusion remained about the goals of the Turkish-led offensive. Ahmad Kanjo, a Zinki field commander, said on Friday that the rebels planned to keep fighting and advance west toward Al Bab, the largest town in the area still held by the Islamic State.

But by Sunday, the main thrust of the operation was to push south to take territory not from the Islamic State but from Kurdish-led groups that had already driven the Islamic State from those areas.

By then Mr. Kanjo seemed unsure of what was even happening in the operation, saying he at first mistook Turkish airstrikes for American. "I don't know who is bombing who," he acknowledged, adding that he felt that he and his men were being used by so many different interests that they felt like a highway.

"There are many different cars driving on us," he said. ●

Le Monde

MERCREDI 31 AOÛT 2016

Washington cherche à apaiser le ressentiment d'Ankara

M. Obama devrait rencontrer M. Erdogan, dimanche, en marge du G20

ISTANBUL, WASHINGTON -
correspondants

Des miliciens kurdes soutenus par les Etats-Unis aux prises avec les rebelles syriens alliés à Washington, voilà comment peuvent être résumés les affrontements en cours dans le nord-est de la Syrie, autour de la ville de Jarabulus, non loin de la frontière turque.

C'est dans la périphérie sud de la ville que des combats ont lieu, depuis samedi 27 août, entre les forces spéciales turques, alliées aux rebelles syriens anti-Bachar soutenus par l'administration américaine d'une part, et, d'autre part, les milices kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de combattants kurdes et arabes épaulée par Washington.

Un soldat turc a été tué samedi. En représailles, l'aviation turque a alors bombardé les positions des Kurdes syriens dans la zone. Les Turcs n'ont jamais caché le fait que leur incursion en Syrie le 24 août, baptisée « Bouclier de l'Euphrate », avait un double objectif : faire refluer l'organisation Etat islamique (EI) mais aussi chasser à l'est de l'Euphrate les milices kurdes syriennes (YPG), soutenues par les Etats-Unis.

Lundi 29 août, l'envoyé spécial du président Barack Obama chargé de la coalition contre l'EI, Brett McGurk, en était réduit à multiplier les critiques sur son compte Twitter : « Nous considérons ces affrontements, dans des zones où l'EI n'est pas présente, comme inacceptables et comme une source d'inquiétude. »

Côté turc, le ressentiment est grand envers l'allié américain. Les Etats-Unis devraient « tenir parole » et contraindre les milices kurdes syriennes « à se retirer à l'est de l'Euphrate », a martelé le vice-premier ministre Numan Kurtulmus, lundi, à Istanbul. Faute de retrait, les milices kurdes « deviendront une cible » a averti Mevlut Cavusoglu, le chef de la diplomatie turque.

Les officiels turcs ne perdent pas une occasion de rappeler qu'avant la prise de Manbij, la ville syrienne conquise par les FDS sur l'EI le 12 août, les Américains leur avaient promis que les combattants kurdes se retireraient à l'est de l'Euphrate, juste après l'offensive. Or, les milices kurdes, qui jouent les premiers violons au sein des FDS, se sont empressées, une fois Manbij prise à l'EI, de se diriger vers Jarabulus au nord et non vers Rakka plus au sud.

Présence turque dans la durée

Détenu par l'EI depuis le début de l'année 2014, le couloir de Jarabulus sépare les cantons kurdes de Kobané et de Jazira, au nord-est de la Syrie, de celui d'Afrine situé au nord-ouest. Pour le parti kurde syrien de l'Union démocratique (PYD, affilié aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK, en guerre contre Ankara depuis 1984), dont les YPG sont le bras armé, faire la jonction entre les cantons est une priorité afin de voir émerger une région autonome kurde le long de la frontière turque.

Pour les Turcs, la création d'une région kurde gérée par le PKK, lequel fait exploser chaque jour des convois militaires dans le sud-est de la Turquie, est inadmissible. L'incursion turque dans le nord de la Syrie vise donc avant tout la création d'une « zone non kurde ». Au fur et à mesure que les villages autour de Manbij sont débarrassés des FDS, les rebelles syriens anti Bachar en prennent le contrôle.

Pourront-ils, à l'avenir, tenir leurs positions sans le soutien de l'armée d'Ankara ? La présence turque dans le nord de la Syrie risque de s'inscrire dans la durée.

« Désescalade » était, lundi matin, le vœu pieux du département d'Etat américain pendant qu'à la Maison Blanche, Ben Rhodes, du Conseil de sécurité nationale, en appelait à l'unité. Dans cette perspective, un haut responsable de l'administration a assuré que les FDS, qui englobent les miliciens kurdes considérés comme « des terroristes » par Ankara, s'étaient retirées à l'est de l'Euphrate. Il s'agit de la ligne rouge, tracée le 24 août par le vice-président américain Joe Biden en visite de rattrapage en Turquie après le coup d'Etat manqué du 15 juillet. Ankara avait alors jugé tièdes les condamnations américaines.

L'embarras de Washington est d'autant plus grand que l'administration a longtemps regretté un manque d'engagement turc et s'est reposée, au sol, sur les miliciens kurdes syriens pour lutter contre l'EI, faute d'alternative. Le président Barack Obama aura l'occasion d'évoquer ces tensions dimanche, en Chine, en marge du G20, avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan. La parole américaine s'affaiblit cependant au fur et à mesure que s'approche la fin de son second mandat. Et les arrière-pensées des acteurs en présence ont donc d'autant plus de chances de l'emporter sur l'agenda officiel de la lutte contre l'EI. ●

MARIE JÉGO ET GILLES PARIS

« Zaman France » met fin à sa parution

Zaman France, la franchise du quotidien turc réputée proche du mouvement de l'imam Fethullah Gülen, a annoncé lundi 29 août la fin de sa parution, en évoquant des menaces. Le coup d'Etat manqué du 15 juillet en Turquie, imputé par Ankara au prédicateur exilé aux Etats-Unis, a été suivi par la fermeture d'une centaine d'organes de presse, dont Zaman et sa version anglaise Today's Zaman. « Une campagne de délation a été mise en place par les supports de l'AKP en France, accuse Emre Demir, rédacteur en chef de Zaman France. Acheter Zaman est considéré par l'Etat turc comme une preuve d'appartenance à une organisation terroriste. »

Turkish forces bombard northern Syria areas controlled by Kurdish militia

Turkish bombardments have killed at least 35 people as Turkish forces move into areas controlled by Kurdish militia in northern Syria. A ground offensive is aimed at reversing Kurdish gains.

28.08.2016 www.dw.com

Scores of civilians were killed on Sunday in strikes in northern Syria as part of Turkey's "Euphrates Shield" campaign to drive fighters with the so-called "Islamic State" (IS) and rival Kurdish forces away from Turkey's border, a monitor said.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights said that air strikes and artillery fire on two villages under Kurdish Democratic Union Party (PYD) control had had devastating effects on non-combatants.

"At least 20 civilians were killed and 50 others wounded by Turkish artillery fire and air strikes on Sunday morning at Jeb el-Kussa," a village south of Jarablus, according to Rami Abdel Rahman, director of the Observatory.

Turkish soldiers with their tanks at the Syrian border

There has been no official comment from Ankara although at least one Turkish official Tweeted that the slain people had been fighters with the YPG militia. Turkey considers it a terro-



rist group, linked to Turkey's Kurdish insurgents.

Turkish Defense Minister Fikri Isik said the Kurdish militia wanted to unite Kurdish-controlled cantons east of Jarablus with those further west. "We cannot let this happen," he said.

SECOND TURKISH STRIKE

A second Turkish strike on Sunday near the town of Amareh reportedly killed a further 15 civilians and wounded 25 more, many seriously, as jets attacked the village south of Jarablus.

The borderlands region has been controlled by militias aligned to the Kurdish-backed Syrian Democratic Forces (SDF). It is a broad grouping which includes the YPG. It has been coordinating with US warplanes and special forces in a broad military coalition against IS fighters.

Ankara wants to prevent Kurdish forces gaining control of an unbroken swathe of Syrian territory on Turkey's frontier. It fears this could embolden the Kurdish militant group PKK, which has waged a three-decade insurgency in Turkey.



Kurdish PYD chief Saleh Muslim, said that Turkey was entering a "quagmire" in Syria

Turkey suffered its first fatality Saturday after a rocket attack on a tank fired by Kurdish forces.

Brüssel Salih Muslim PYD Kurden Syrien

Kurdish PYD chief Saleh Muslim, said that Turkey was entering a "quagmire" in Syria

CONFLICT FRUSTRATES ANTI-IS EFFORTS

The military clashes between Kurdish and Turkish forces in Syria have put Turkey and the US at odds as Washington regards Kurdish fighters as its most effective ally against IS forces in Syria.

That adds complexity to the Syrian conflict that erupted five years ago with an uprising against Syrian President Bashar al-Assad. The conflict has since drawn in regional states and world powers. ♦

jar/jm (AP, AFP, Reuters)

Syria war: US warns over Turkish-Kurdish violence

29 August 2016 http://www.bbc.com

The US says fighting between Turkey, pro-Turkish rebels and Kurdish-aligned forces in northern Syria is "unacceptable" and must stop.

Clashes in places where so-called Islamic State (IS) was not present were a "source of deep concern", the US envoy to the anti-IS coalition tweeted.

Turkish forces have attacked what they say are Kurdish "terrorists" since crossing the border last week.

But the Kurdish YPG militia says Turkey just wants to occupy Syrian territory.

US President Barack Obama will meet his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan in

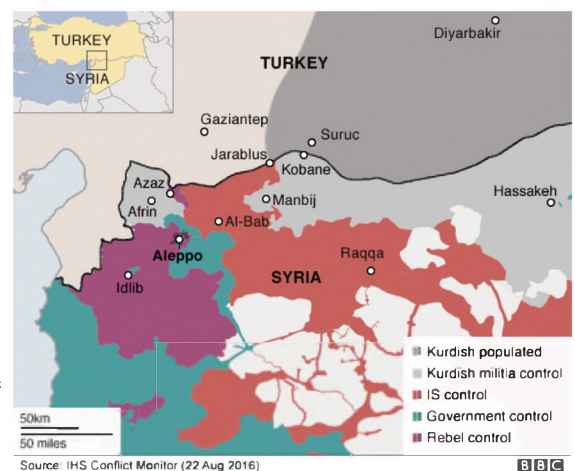
China on Sunday, ahead of the G20 summit there, and will discuss Syria, the White House said.

Ankara says it aims to push both IS and Kurdish fighters away from its border.

Turkish forces and allied factions of the rebel Free Syrian Army (FSA) forced IS out of the Syrian border city of Jarablus on Wednesday and have since pounded neighbouring villages held by Kurdish-led, US-backed Syria Democratic Forces (SDF).

The Turkish military had carried out 61 artillery strikes on 20 targets around Jarablus in 24 hours, Turkey's state news agency Anadolu reported on Monday.

Turkey has insisted Kurdish militia, which it regards as terrorists, retreat east across the



Euphrates river.

The Kurdish Popular Protection Units (YPG), which dominates the SDF, says its forces have withdrawn, and that the Turkish action against the group was a "pretext" for occupying Syria.

The US Defence Secretary Ash Carter said the YPG "will and is withdrawing" east of the

Euphrates.

He called on Turkey to stay focused on the fight against IS and not to engage the SDF.

He said the US was "very supportive" of Turkey's general counter-IS activities and its efforts to secure the border - but not the area south of Jarablus.

Turkish concern over Kurdish expansion increased after the SDF took control of the strategic Syrian city of Manbij from IS two weeks ago.

The liberation of Jarablus - the last remaining IS stronghold on the Turkish border - should have been cause for celebration for the US, Turkey and the groups fighting jihadist militants in northern Syria. Instead it's opened up a whole new set of potential conflicts between Turkey and the Kurdish militias, with the US stuck in the middle.

Washington has long seen the Syrian Kurdish YPG forces as among the most capable in the fight

against IS and has supplied training and weaponry to them. But its Nato ally, Turkey, has taken a dim view of that backing.

Add to all that the recent coup attempt in Turkey - which Ankara believes the US was far too slow to condemn - and there's a significant risk of increased instability in a region already torn apart by five years of civil war.

The US always knew the coalitions it was putting together in this part of the world would be fragile - it will now have to use all its diplomatic might to hold things together.

Turkey has been fighting a Kurdish insurgency in its south-east for decades and fears Kurdish gains in northern Syria will fuel Kurdish separatism at home.

Turkish-backed forces moved towards Manbij, 20 miles (30 km) south of Turkey's border, on Monday, Reuters reported.

On Sunday, tens of people were killed in Turkish air strikes on Kurdish-held areas near Jarablus.

A monitoring group said at least 35 civilians and four militants had been killed, while the Turkish military said 25 people, all Kurdish militants, died.

US anti-IS coalition envoy Brett McGurk tweeted from a Defense Department briefing, saying the US "was not involved in these activities, they were not coordinated with US forces and we do not support them."

"Accordingly, we call on all armed actors to stand down and take appropriate measures to deconflict and open channels of communication."●

STARS AND STRIPES

Uneasy truce holds between Syrian Kurds, Turkey

By Cinar Kiper and Philip Issa | Associated Press / August 31, 2016
<http://www.stripes.com>

ISTANBUL — An uneasy truce between Turkish troops and Kurdish-led forces in northern Syria held on Wednesday, despite Ankara's vow that it would never negotiate with what it calls a "terror organization."

The U.S. has called on both sides to stop fighting each other and focus on defeating the Islamic State group, hoping to halt days of clashes between a NATO ally and a Kurdish force that has proven to be highly effective against IS.

But a spokesman for Turkish President Recep Tayyip Erdogan said Turkey would continue to attack U.S.-backed Kurdish militias inside Syria. The spokesman, Ibrahim Kalin, said a cease-fire was "out of the question."

Turkey views the Syrian Kurdish fighters as an offshoot of the Kurdistan Workers Party, or PKK, which has waged a decades-long insurgency in Turkey and is viewed as a terrorist group by Turkey and the U.S.

Washington sees the Kurds as a key partner against IS, and U.S. airstrikes have helped a Kurdish-led militia known as the Syria Democratic Forces to seize a large swath of territory from the extremists in recent months.

There were no reports of clashes between Turkey and the Kurds on Wednesday, marking the third day of calm and suggesting that the U.S. had prevailed over its two allies to keep their distance.

Meanwhile, an Islamic State suicide bomber struck Turkish-backed Syrian rebels near the border, causing casualties, according to an opposition monitoring group and an IS-run news

agency.

The Islamic State group's Amaq news agency said the "martyrdom" attack occurred in the village of Kuliyyeh, west of the Syrian border town of Jarablus, which the rebels captured from the IS last week.

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights, which relies on activists inside Syria, said Wednesday's attack was carried out by a North African IS member. It said casualties were inflicted but did not give figures.

Later in the day, Turkish jets struck four buildings in Kuliyyeh and nearby Zaghray, killing some militants, Turkish military officials said.

The officials spoke on condition of anonymity, in line with government rules, and did not provide further details.

Last week, Turkey sent troops and warplanes across the border to help Syrian rebels capture Jarablus. But then clashes broke out with the Kurds, who are dug in to the south in the town of Manbij, also recently seized from IS.

Turkey has demanded that Kurdish forces withdraw to the east of the Euphrates River, which would include a pullout from Manbij, where the Kurds took heavy casualties in months of fighting with IS over the summer.

On Tuesday, the Kurdish-backed Jarablus Military Council said it had agreed to a cease-fire with the Turkish military in a disputed area in northern Syria after lengthy consultations with the anti-IS coalition.

But Kalin, the Turkish presidential spokesman, said such a deal was "out of the question," insisting the Kurdish Syrian militiamen will remain a target for Turkey until they move east of the Euphrates.

Vice President Joe Biden said last week during a visit to Turkey that the Kurdish forces must withdraw or risk losing U.S. support. U.S.



Turkish tanks head towards the Syrian border, in Karkamis, Turkey, Wednesday Aug. 31, 2016. Ismail Coskun, IHA/AP

officials have since called on both sides to stand down, fearing that the conflict could undermine efforts to battle IS.

Kalin told reporters in Ankara that Turkey will not negotiate with the Syrian Kurdish Democratic Union Party, or PYD, which is the main component of the Syria Democratic Forces.

"The PYD, as the Syrian extension of the PKK, is a terror organization," Kalin said. "It is out of the question for the Turkish Republic to have any kind of a tie, an agreement ... with this organization."

He added that Erdogan is now engaged in a diplomatic push to secure a broader cease-fire in Syria during the upcoming three-day Muslim holiday of Eid al-Adha, which would allow aid to reach the besieged Syrian city of Aleppo. Erdogan will discuss the issue during the G-20 summit in China, he said.

Also Wednesday, Turkish Prime Minister Binali Yildirim said military operations in Syria "will continue until all terrorist elements have been neutralized, until all threats to our borders, our lands and our citizens are completely over."

He reiterated Turkish demands that Washington live up to its assurances that the Syrian Kurdish forces would immediately withdraw to the east of the Euphrates.

The Pentagon says Kurdish forces have already moved east of the Euphrates, in compliance with Turkish and U.S. demands. ◆



jeudi 11 août 2016 n° 2292

EN COUVERTURE



Turquie. Entre Daech, réfugiés et dictature, plongée au cœur d'un Etat clé.

PAR ROMAIN GUBERT, ARMIN AREFI ET QUENTIN RAVERDY (À ANKARA ET ISTANBUL), LORELINÉ MÉRELLE (À BRUXELLES) ET HÉLÈNE VISSIÈRE (À WASHINGTON)

C'est un communiqué de la Commission européenne. Il porte le numéro IP-16-2661.Pu-

blié le 28 juillet à 16 heures, il annonce le déblocage de 1,4 milliard d'euros supplémentaires pour aider les réfugiés syriens installés en Turquie. Que dit Recep Tayyip Erdogan en recevant ce chèque ? Rien.

Le même jour, 17 journalistes, un ancien député et le patron d'une grande entreprise turque ont été arrêtés à Ankara. Que dit la Commission européenne ? Rien. Deux silences pour une situation sans ambiguïté : depuis l'échec du coup d'Etat militaire du 15 juillet, Erdogan a toutes les cartes en main. En prétextant chasser les putschistes à tous les niveaux de l'Etat et défendre la démocratie, il met en

place le régime autoritaire dont il rêve depuis des années.

En moins de trois semaines, le « Sultan » d'Ankara a déjà privé de passeport 50 000 de ses citoyens, limogé près de 60 000 fonctionnaires dans l'armée, dans l'éducation et dans la justice. Il a fermé des dizaines de journaux, des radios, mis en prison certains de ses opposants et envisage maintenant de réintroduire la peine de mort, « si le peuple le souhaite ». Face à la dérive dictatoriale du président turc, les Occidentaux sont comme tétanisés. Un mot de trop et le piège se referme. Il peut mettre fin à l'accord avec l'Union européenne signé ■■■

EN COUVERTURE

PAROLES D'ERDOGAN

« La démocratie est un moyen mais non une fin : c'est comme un tramway, on en descend quand on est arrivé à destination. »

1996

« On ne peut pas mettre les femmes et les hommes sur un pied d'égalité, c'est contre nature. »

2012

« L'Union européenne n'a pas rempli ses promesses. Quand on dit cela tout haut, ces messieurs sont très mal à l'aise. Pardonnez-moi, mais notre pays n'est pas un esclave. »

29 juillet 2016

« Si le Parlement décide de réinstaurer la peine capitale, nous ne nous soucierons pas de ce que pensent les autres, nous l'appliquerons. »

9 août 2016



En scène. Erdoğan et son épouse, le 7 août.

■ ■ ■ en mars à l'instigation d'Angela Merkel, lequel a de facto transformé la Turquie en garde-frontière pour enrayer l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés en Europe. Erdoğan peut ouvrir la porte et laisser partir des centaines de milliers de réfugiés vers les côtes grecques, comme l'été passé.

Membre de l'Otan, candidat à l'Union européenne (elle a entamé les négociations en vue de son adhésion en 1999) et acteur incontournable de la crise en Syrie comme en Irak, le pays occupe une place trop stratégique pour que les Américains et les Européens prennent le risque de froisser ce président qui cherche à éliminer toute contestation intérieure. Une scène surréaliste qui s'est déroulée il y a quelques jours illustre très bien l'embarras de l'Europe. Alors que le chancelier autrichien, Christian Kern, proposait à ses homologues un débat sur la candidature turque à l'UE, avec cet argument : « Les normes démocratiques turques sont loin d'être suffisantes pour justifier son adhésion », Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, l'a immédiatement contredit d'une simple phrase : « En ce moment, si l'on donnait l'impression à la Turquie que l'Union européenne n'est pas prête à l'accepter en son sein, ce serait une grave erreur de politique étrangère. »

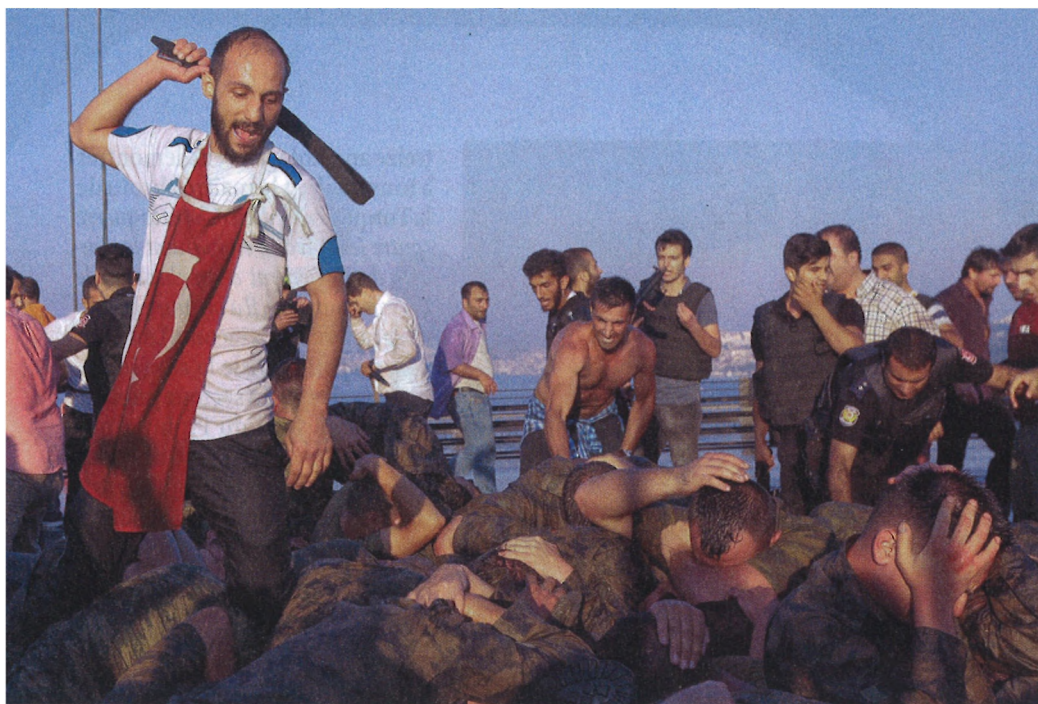
Les Américains vivent exactement le même embarras. Se fâcher avec Erdoğan, c'est ruiner toute la stratégie militaire contre Daech. La priorité absolue du maître de la Turquie repose sur sa guerre intérieure contre les Kurdes (elle a fait plus de 6 000 morts en un an) ; il a donc longtemps joué avec le feu en ce qui concerne l'Etat islamique. Mais, depuis un an, la Turquie est à son tour frappée par le terrorisme. Les Américains ont trouvé les arguments démontrant à Erdoğan qu'il a davantage intérêt à aider la coalition internationale. Et la Turquie est désormais au centre du dispositif dans la guerre contre Daech. Depuis quelques mois, Washington utilise même les bases militaires turques, notamment celles d'Incirlik et de Diyarbakir. L'US

Army a déployé sur le sol turc plus de 1 500 militaires, ses drones, ses avions d'attaque ainsi que ses avions ravitailleurs.

Le 15 juillet, le soir du putsch militaire contre Erdoğan et pendant vingt-quatre heures, l'espace aérien turc a été fermé à tous les avions militaires. Le commandant turc de la base d'Incirlik (il avait participé au putsch) a été mis aux arrêts et l'électricité coupée sur la base. Résultat : les avions de l'US Airforce sont restés cloués au sol. Un avertissement que les Américains ont bien compris. D'autant que les deux bases utilisées par l'Otan sont depuis toujours un enjeu politique en Turquie. En 2007, les Turcs avaient menacé de les fermer si le Congrès américain adoptait un texte condamnant le génocide arménien. George Bush avait préféré retirer le texte : il ne pouvait pas se passer de sa principale base logistique vers l'Irak et l'Afghanistan.

Pied de nez. La menace est à peine voilée : si les Américains ne lui livrent pas Fethullah Gülen, son ancien allié, réfugié aux Etats-Unis, qu'il accuse d'avoir fomenté le coup d'Etat, Erdoğan leur a déjà annoncé qu'il en tirerait toutes les conséquences. Les Américains ne peuvent pas prendre le risque de fâcher cet allié si capricieux dont ils ont tant besoin. Les réfugiés, les opérations militaires en Syrie et en Irak ainsi que le terrorisme sont des sujets stratégiques pour l'Europe et les Etats-Unis, et la Turquie est incontournable. Bien qu'ils ne fassent pas toujours preuve de bonne volonté, les services de renseignement turcs travaillent étroitement avec leurs homologues occidentaux. Ils ont, ces derniers mois, contribué à déjouer plusieurs projets d'attentats en Europe. Comme un pied de nez, il y a quelques jours, ce sont les services turcs qui ont interpellé le beau-frère de Chérif Kouachi, l'un des auteurs de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, en partance pour la Syrie alors même que les services français avaient perdu la trace du jeune homme pourtant fiché S.

EMRAH GURELI/AP/SIPA



Obama ne se risque jamais à une critique publique.

Lorsqu'il arrive à la tête du pays, Erdogan multiplie aussi les signes de bonne volonté et d'ouverture à l'égard du Vieux Continent. Son pays est officiellement candidat à l'Union européenne depuis 1999, et il accélère le processus. Il supprime la peine de mort et multiplie les réformes, dont certaines sont très ambitieuses : les Kurdes peuvent même enseigner leur langue, sous certaines conditions, dans les écoles. Certes, Erdogan est à la tête d'un mouvement islamiste et nationaliste, mais il prive les militaires omniprésents de nombreux leviers de pouvoir : les Européens sont ravis.

Les seuls à mettre des bâtons dans les roues du processus d'adhésion (que tout le monde à Ankara ou en Europe devine lointaine) sont Chypre et la Grèce, les deux ennemis héréditaires d'Ankara. Mais, à Bruxelles, beaucoup parient sur une normalisation progressive. Au titre de sa candidature, la Turquie reçoit chaque année depuis quinze ans près de 1 milliard d'euros d'aides pour mettre en conformité sa législation et poursuivre ses réformes.

Petit à petit, pourtant, les Turcs s'impatientent : l'Europe ne joue pas le jeu. Nicolas Sarkozy bloque cinq chapitres de négociation ; les Allemands sont de plus en plus frileux. Les opinions publiques, qui n'aiment déjà plus l'Europe, ne veulent absolument pas ■■■

Pour les Américains, se fâcher avec Erdogan, c'est ruiner toute la stratégie militaire contre Daech.

Entre Erdogan (au pouvoir comme Premier ministre depuis 2003 puis comme président depuis 2014) et les Occidentaux, les choses avaient pourtant bien commencé. A son arrivée à la Maison-Blanche, en 2008, Obama considérait son homologue turc comme un réformiste susceptible de réconcilier islam et démocratie. Tout un symbole : la Turquie a même été le premier pays musulman visité par le président américain, qui vantait un « partenariat modèle ». Erdogan donne le change. Et les Américains sont ravis. Alors qu'ils prennent leurs distances

avec l'Arabie saoudite, ils encouragent le maître d'Ankara à jouer le rôle de leader régional. Ils bénissent ses missions de bons offices avec l'Iran, Israël, la Syrie ou la Géorgie. La Turquie est le pôle, moderne, de stabilité dans la région dont Washington rêvait. Les néoconservateurs comme les démocrates deviennent turcophiles et imaginent une Turquie qui servirait de modèle politique aux révolutions arabes qui se profilent. Qu'importe la répression des manifestations de 2013 ou les dérives de plus en plus flagrantes de cet allié complexe et capricieux,

Réplique. Le 16 juillet, à Istanbul. Des civils prennent à partie des soldats turcs après le putsch manqué.

STRINGER/REUTERS - DHA/AP/SIPA - BULENT KILIC/AFP

LA GRANDE PURGE

60 000

fonctionnaires
limogés, dont :

1500
professeurs d'université

15200
enseignants

2755
juges



50 000

personnes
privées de passeport

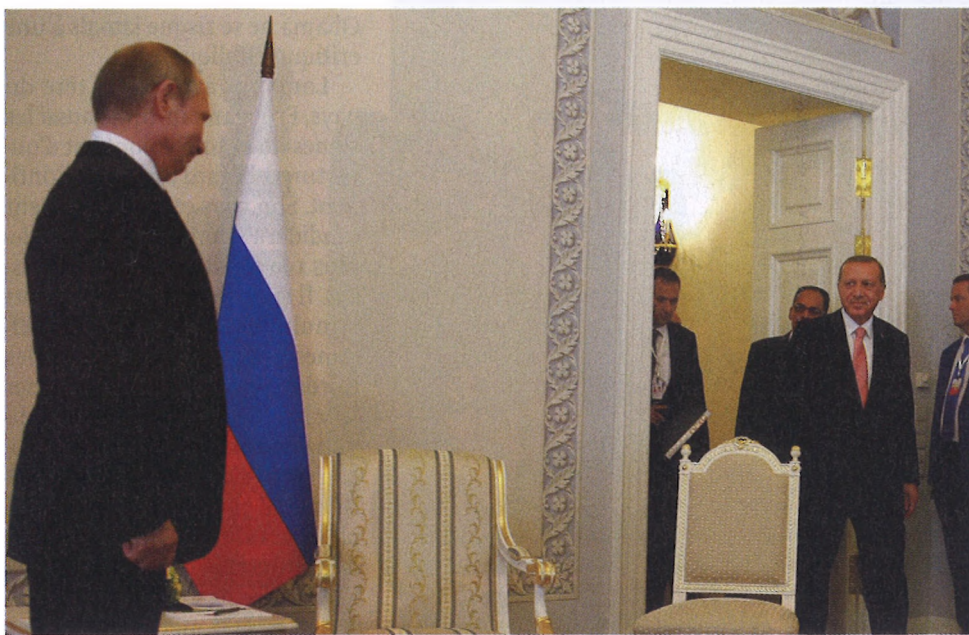
1229
ONG suspendues

27,5 %
des généraux révoqués

45 journaux et
16 chaînes télé fermés

Manœuvres. La presse et l'armée sont dans le collimateur du président turc. De nombreux journalistes et militaires sont arrêtés.

EN COUVERTURE



Dans ce bras de fer, Erdogan est gagnant. Il a choisi de ne faire aucun cadeau à l'Europe, et il s'est réconcilié avec Vladimir Poutine.

■ ■ ■ entendre parler de l'adhésion de ce pays qui compte 74 millions d'habitants et qui pourrait un jour, démographie oblige, devenir le pays le plus important de l'UE. Depuis cinq ans, Erdogan fait aussi beaucoup pour que les négociations ralentissent. Il freine les réformes; il cherche par tous les moyens à renforcer son pouvoir; il n'a plus confiance en ses proches pro-européens et les écarte progressivement. Après deux ans de pourparlers avec le PKK, il rompt la trêve et réactive une guerre qui a déjà fait 30 000 morts au cours des trois dernières décennies.

Le «Sultan» d'Ankara est persuadé que les révélations d'affaires de corruption qui touchent ses proches sont alimentées par son ancien allié Fethullah Gülen, devenu son ennemi juré, mais aussi par les Européens, qui souhaitent le fragiliser. Le désamour s'installe. «Le processus d'adhésion à l'Union européenne s'est mis à ressembler de plus en plus à une réalité virtuelle», raconte Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne à Ankara (2006-2011) et aujourd'hui

Dégel. Le 9 août, à Saint-Petersbourg. Le président turc rend visite au président russe.

chercheur-visiteur à la fondation Carnegie. *Une sorte d'incompatibilité graduelle s'est développée entre les normes de l'AKP, le parti d'Erdogan, et les normes européennes.* »

Erdogan a compris que personne ne lui ferait de cadeau, surtout depuis la répression contre les manifestations de 2013, le premier acte flagrant de sa dérive autoritaire. Les Occidentaux n'ont pas levé le petit doigt lors de la chute de Mohamed Morsi en Egypte, dont il était proche (malgré de très nombreuses divergences, l'AKP turc, le parti d'Erdogan, et les Frères musulmans égyptiens ont des liens solides). Il ne supporte plus que les Occidentaux arment les Kurdes en Syrie alors que ce sont ses ennemis jurés et qu'ils ne font pas mystère de leur volonté de créer un Etat kurde autonome à la frontière avec la Turquie. Il n'a plus confiance dans ses alliés.

A l'intérieur du pays, il multiplie les discours nationalistes. Il construit un palais gigantesque et lance d'innombrables projets pharaoniques. Au pouvoir depuis

treize ans, Erdogan veut démontrer à tous qu'il est le maître absolu de la Turquie. « En déclenchant la guerre contre les Kurdes, en rognant le pouvoir du Parlement et en chassant le Premier ministre, il a instauré le coup d'Etat permanent », raconte Lami Ozgen, responsable de la confédération syndicale du secteur public.

La démission du Premier ministre, en mai 2016, est un symbole. Ahmet Davutoglu, son conseiller de toujours, qui lui a succédé à la tête de l'AKP, était l'homme qui négociait avec les Européens, c'est aussi lui qui a finalisé avec Angela Merkel l'accord entre l'UE et la Turquie. Dans sa récente interview au *Monde*, Erdogan ne cache même plus sa déception face aux Occidentaux, qui ne lui ont pas manifesté toute l'empathie dont ils auraient dû, selon lui, faire preuve pour « sauver la démocratie turque ». « Les Européens ne voient que leur intérêt, pas l'intérêt de la démocratie turque », dit-il. En creux, il pose ses conditions pour rester un allié : l'éventuel rétablissement de la peine de mort, l'obtention de la réciprocité en matière de visas pour ses citoyens et la poursuite des purges. Au risque de la rupture.

Ennemi juré. Erdogan sait que, dans cette partie de bras de fer, il est gagnant. Il a choisi de ne faire aucun cadeau à l'Europe, qui a tant besoin de lui. Il a même choisi de se réconcilier avec Vladimir Poutine en se rendant récemment à Saint-Petersbourg. Il y a quelques mois, la Russie et la Turquie frôlaient pourtant la confrontation militaire. La Russie soutenait Bachar el-Assad, l'ennemi juré de la Turquie. L'aviation turque avait abattu un avion de combat russe. En guise de représailles, Poutine avait livré au Conseil de sécurité de l'Onu des documents prouvant l'implication du « Sultan » d'Ankara dans le trafic de pétrole avec Daech. Effarés, croisant les doigts pour qu'Erdogan respecte ses engagements et barre la route aux réfugiés de Syrie, les Européens n'ont plus qu'à assister aux caprices d'Erdogan. Sans mot dire ■

MURAT KAYNAK / ANADOLU AGENCY



jeudi 11 août 2016 n° 2292

EN COUVERTURE

Danse avec l'Etat islamique



Ambiguïtés.
Obsédé par les Kurdes, Erdogan a laissé faire Daech.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL ARMIN AREFI

Diffusées début 2014 sur le site Internet du quotidien kémaliste *Cumhuriyet*, les images sont cruelles. Des camions affrétés par une organisation humanitaire s'apprêtent à traverser la frontière turco-syrienne. La gendarmerie turque effectue un contrôle de routine. A l'intérieur, des médicaments destinés aux victimes de la guerre civile syrienne. Mais les boîtes dissimulent un

millier d'obus de mortier, des dizaines de milliers de munitions, ainsi qu'une centaine de lance-grenades. Les camions appartiennent en fait aux services de renseignement turcs. Les armes sont destinées aux rebelles islamistes syriens. « Nous ne savons pas avec précision qui était censé récupérer les cargaisons, mais cela faisait longtemps que le soutien de l'Etat turc aux groupes djihadistes était évoqué en Turquie », explique Erdem Gül, l'un des deux journalistes à l'origine de l'enquête. Les images ont ébranlé Recep Tayyip Erdogan : « Celui qui a publié cette information va payer le prix fort ! » Le Sultan a interdit aux médias de relayer l'affaire et bloqué les réseaux sociaux. Pour avoir « divulgué des secrets d'Etat », Erdem Gül et Can Dündar sont condamnés à cinq ans de prison.

Impassible. Sanliurfa, frontière turco-syrienne, 8 octobre 2014. L'armée turque observe la ville syrienne de Kobané, menacée par l'Etat islamique.

Cette affaire est à ce jour la seule preuve d'un soutien armé d'Ankara à des groupes islamistes en Syrie. Elle met à mal les dénégations répétées du président islamo-conservateur, qui jure ne jamais avoir soutenu le djihad en Syrie. L'Etat islamique s'est toutefois installé au cœur d'Istanbul, dans le quartier historique de Fatih : à deux pas de la basilique Sainte-Sophie, les drapeaux noirs de l'organisation djihadiste s'affichent dans les vitrines des magasins. A l'intérieur est proposé un grand choix de littérature islamiste, et dans l'arrière-salle se monnaient même tee-shirts et pin's siglés. Une situation qui n'étonne guère l'islamologue Halil Ibrahim Yenigün. « Pour prospérer à l'intérieur de la société turque, les cellules de Daech, comme tous les autres groupes sociaux en Turquie, ont bâti un énorme réseau

SEDAT SUNA/VEPA

patrimonial en cultivant des relations au sein de l'appareil d'Etat. Profitant de la faiblesse de l'exécutif, les militants se sont assuré le soutien de personnalités hauts placées qui les ont laissés agir en retour.» En janvier 2015, les services secrets turcs s'alarmaient de la présence de quelque 3 000 partisans de Daech sur le sol turc. «Il y a eu une ambivalence turque vis-à-vis de Daech, assure un diplomate occidental. La frontière était poreuse, des armes circulaient probablement, et on sait que des combattants de Daech venaient se faire soigner en Turquie.»

« Pragmatisme ». Pour comprendre comment la Turquie est devenue « l'autoroute du djihad », il faut remonter au début de la guerre en Syrie. En mars 2011, Bachar el-Assad, qu'Erdogan considérait pourtant comme son « frère », est secoué par une révolte populaire, qu'il réprime dans le sang. Voyant là une opportunité unique de peser sur l'avenir de la Syrie, celui qui se rêve en nouveau leader du monde musulman sunnite fait volte-face et se range derrière l'opposition. « L'obsession d'Erdogan était de voir chuter Assad, rappelle le diplomate occidental. Il soutenait donc tous ceux qui s'opposaient à lui. » Officiellement, Ankara n'aide que l'Armée syrienne libre, « modérée » et laïque. Mais beaucoup en doutent. « Dès le début du conflit, la Turquie a misé sur des groupes rebelles d'inspiration islamiste non par idéologie, mais par pragmatisme, en comptant sur le soutien de l'Occident », assure Halil Ibrahim Yenigün. Comme pour Kadhafi en Libye, les Turcs se disaient qu'Assad tomberait rapidement. » Mauvais calcul : porté à bout de bras par la Russie et l'Iran, le boucher de Damas reste au pouvoir. Pas de quoi néanmoins freiner le maître d'Ankara dans sa fuite en avant. Daech ayant proclamé son « califat » autosuffisant, Erdogan mise sur le Front al-Nosra, qui reste, pour l'heure, concentré sur la chute du président syrien. Il est aidé en ce sens par les pétrodollars de l'Arabie saoudite et du Qatar. Pourtant, la distinction entre les deux organisations djihadistes, bien que rivales sur le terrain, est ténue, même



Pignon sur rue. Dans les faubourgs d'Istanbul, un magasin arbore en vitrine le sigle de Daech.

si Al-Nosra vient de rompre avec Al-Qaeda. « Le Front al-Nosra et Daech sont les enfants de la même mère, Al-Qaeda, et de son idéologie wahhabite », note Halil Ibrahim Yenigün. En octobre 2014, Erdogan laisse la ville kurde syrienne de Kobané tomber aux mains des soldats du califat. D'un côté de la frontière turco-syrienne, des combattants kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique, branche syrienne du PKK, bête noire d'Ankara) sont livrés à eux-mêmes face à des djihadistes surarmés. De l'autre, des chars de l'armée turque observent, immobiles, les combats d'une violence inouïe. Trois mois plus tard, Kobané est pourtant « libérée » du joug djihadiste, grâce à la détermination des forces kurdes aidées par les bombardements de l'aviation américaine. Erdogan est humilié. « Le nord de la Syrie après le nord de l'Irak... Nous ne pouvons accepter cela », grommelle le leader turc, en référence à la zone autonome kurde sur le point de se former à ses frontières. Cet affront, l'autocrate s'est juré de le faire payer aux forces kurdes, quitte à affaiblir le principal rempart contre les djihadistes sur le terrain.

Sous la pression occidentale, Erdogan se résout à rallier la coalition. À l'été 2015, il ouvre aux avions américains sa base d'Incirlik, dans le sud du pays, pour bombarder

Daech. Mais le double jeu turc reprend de plus belle. Loin de pilonner les positions djihadistes en Syrie, l'armée turque cible les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en Turquie, en Irak et en Syrie. « Si la Turquie s'est attaquée à Daech, c'était à contrecoeur, affirme Halil Ibrahim Yenigün. Les Turcs n'ont jamais traité la menace de l'EI comme ils se sont occupés du PKK. Ils ont eu au contraire la naïveté de penser qu'ils pourraient la contenir. » L'ambivalence d'Ankara s'illustre à nouveau en novembre, lorsque l'aviation turque abat à la frontière syrienne un bombardier russe pourtant engagé contre les « terroristes » en Syrie. Furieux, le président russe Vladimir Poutine accuse la Turquie d'avoir voulu « protéger les chemins d'acheminement de pétrole [de Daech] vers le territoire turc ».

Gangrène. « Cela fait des décennies qu'il existe au plan local des trafics de pétrole et d'armes, et les locaux trouvent un intérêt certain à laisser passer les djihadistes », tempère un diplomate en poste en Turquie, rejetant toute implication du sommet de l'Etat turc. Une semaine plus tard, le vice-ministre russe de la Défense dévoile des images satellites de files de camions-citernes stationnés à la frontière. Et accuse « le président Erdogan et sa famille [d'être] impliqués dans ce commerce illégal ». Les « preuves » sont envoyées au Conseil de sécurité de l'ONU. Erdogan s'empresse de présenter ses excuses et précipite la réconciliation avec Moscou. Les documents russes n'ont jamais été dévoilés, mais les avions turcs ne peuvent plus bombarder les Kurdes en Syrie.

A vouloir jouer avec le feu, le président turc s'est brûlé les doigts. Depuis un an, les attentats attribués à l'EI se multiplient, et l'Etat turc semble prendre la mesure du cancer djihadiste qui gangrène le pays. La frontière avec la Syrie a été resserrée et des centaines de djihadistes ont été arrêtés. Mais il est déjà trop tard. En témoigne le dernier attentat-suicide de Daech, qui a tué 45 personnes à l'aéroport international Atatürk d'Istanbul fin juin ■

« La Turquie s'est attaquée à l'EI à contrecoeur. » Halil Ibrahim Yenigün, islamologue



jeudi 11 août 2016 n° 2292

EN COUVERTURE

Comment Erdogan veut faire plier les Kurdes

Huis clos. Loin des regards, c'est une véritable guerre que mène Ankara contre le PKK kurde dans le sud-est du pays. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À NUSAYBIN, QUENTIN RAVERDY

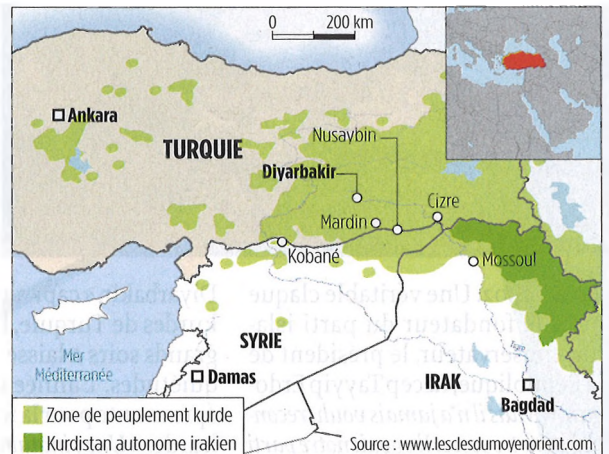
Casquette vissée sur la tête, œil inquisiteur, un agent de police dévisage méthodiquement le conducteur d'une petite camionnette blanche. Son regard se pose ensuite sur une liste de visages imprimée sur un document froissé. Aucun véhicule n'échappe à son contrôle avant de pénétrer dans Nusaybin. Coincée entre de vastes plaines agricoles asséchées par l'été caniculaire et la longiligne frontière de barbelés séparant la Turquie de la Syrie, la cité millénaire a des airs de ville assiégée.

« En une année, on a été placés huit fois sous couvre-feu. Et le dernier en date a duré 134 jours », raconte, le regard vide, Cengiz Kök, le maire de la municipalité. Un long et sanglant siège imposé par le gouverneur de la région pour traquer les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de sa branche urbaine, les Unités de protection civile (YPS), qui ont pris le contrôle, manu militari, du centre-ville, pour s'y retrancher derrière de lourdes barricades. Depuis un an et la fin du cessez-le-feu entre Ankara et le PKK (décrété en 2013), plus de 7 villes et une dizaine de districts ont été placés sous couvre-feu. Plus de 1,3 million de personnes ont été directement affectées.

Malgré l'annonce récente de la fin de l'opération Epevier-7

(500 rebelles, 70 policiers et militaires sont morts), mise en place en mars, Nusaybin reste toujours sous couvre-feu partiel. De 21 heures à 5 heures, interdiction formelle d'entrer dans la ville ou d'en sortir. « Le gouverneur veut sûrement que la vie ne reprenne jamais son cours », se désole l'élú du DBP, le principal parti kurde local. Pis, « 6 districts sont totalement interdits d'accès ». Des quartiers fantômes que les habitants scrutent longuement, le visage et les mains collés à l'imposant grillage encerclant ces zones interdites. Impossible de détourner son regard de ce champ de ruines : des maisons éventrées par des tirs d'obus, des murs criblés de balles.

« C'est notre maison là-bas », s'égoïse une jeune femme, pointant une petite bicoque en ruine, par-delà la clôture. « On est restés coincés à l'intérieur pendant plus de cinq jours avant de pouvoir s'enfuir. » Une fois de plus, l'embrassement du conflit dans le sud-est de la Turquie n'épargne pas les civils. Plusieurs centaines d'entre eux sont morts au cours de l'année, victimes collatérales des combats entre rebelles et forces de sécurité. Et chaque camp se rejette la faute. La jeune femme poursuit : « Je préférerais dormir dans les ruines de ma maison plutôt que dans une tente, comme une réfugiée sur ma propre terre. » Près de la moitié de la population de Nusaybin a fui la ville, vivant dans des villages aux alentours.



Face à ce décor figé, seul le bruit des pelleteuses vient briser le silence. « Les engins sont à pied d'œuvre, ils détruisent tout, même les maisons peu endommagées », avertit le maire de la ville, bien démuni face à la situation. « Je n'ai aucune information sur ce qui se passe derrière la barrière. Je n'ai pas de droit de regard sur la moitié de ma ville », s'insurge-t-il, rappelant ses multiples appels au gouverneur, restés sans suite.

« On a un proverbe kurde qui dit que "rien ne peut être pire qu'ici" », ironise Cengiz Kök. Et de reprendre, nostalgique : « L'été dernier, la paix régnait dans la région. Le 7 juin a marqué une véritable révolution pour nous mais, après, ce n'a été qu'un long film d'horreur. »

Un jour à marquer en effet d'une pierre blanche pour les Kurdes de Turquie. A la sortie des élections législatives, le parti HDP (formation de gauche, pro-kurde) faisait une entrée fracassante au Parlement, grâce à un soutien électoral massif dans le sud-est du pays. Avec 80 députés élus, il privait le parti au pouvoir, l'AKP, d'une majorité absolue détenue depuis ■■■

Trente ans de conflit

Près de 13 millions de Kurdes vivent actuellement en Turquie, soit 20% de la population totale, principalement dans le Sud-Est, mais également dans certaines métropoles de l'Ouest, comme à Istanbul, qui compte près de 4 millions de Kurdes.

1978 Fondation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

1984 Début du conflit armé entre Ankara et le PKK.

1999 Le leader historique du PKK, Abdullah Öcalan, est arrêté et condamné (en 2002) à la prison à perpétuité.

2013 Öcalan annonce un cessez-le-feu unilatéral et appelle les combattants du PKK à quitter le territoire turc.

2015 En juillet, le conflit armé reprend dans le sud-est de la Turquie.

EN COUVERTURE



■ ■ ■ 2002. Une véritable claque pour le fondateur du parti islam-conservateur, le président de la République, Recep Tayyip Erdogan. « Mais il n'a jamais voulu reconnaître notre score. Il voyait notre parti comme une menace durable à son pouvoir », explique Nazmi Gür, un cadre du HDP.

Stratégie de la tension. Alors, au cours de l'été 2015, vient l'heure de la revanche pour le « Sultan ». La reprise des tensions avec le PKK sera le prétexte parfait. Erdogan lance son pays dans une guerre totale contre le groupe rebelle kurde (considéré comme terroriste par l'UE et les Etats-Unis) et cherche par la même occasion à fragiliser le mouvement politique kurde dans les urnes. « La guerre n'a laissé que peu de place pour la vie démocratique. Erdogan savait que cela allait affecter le HDP », relate Nazmi Gür. Le 1^{er} novembre, le président convoque de nouvelles élections. L'AKP en ressort grand vainqueur. Le HDP, lui, est terrassé. Il perd plus d'un million de voix et une vingtaine de députés. La stratégie de la tension a payé.

Neuf mois plus tard, au bureau central du parti, en plein cœur de

Diyarbakir, « capitale » des régions kurdes de Turquie, la ferveur des grands soirs a laissé place aux inquiétudes. L'année écoulée a été éprouvante pour la formation pro-kurde. « Une vingtaine de maires du DBP [la branche locale du HDP, NDLR] ont été arrêtés dans le sud-est et plusieurs autres ont été démis de leurs fonctions », rappelle Gülsen Özer, responsable HDP de la ville.

Au niveau national, les parlementaires kurdes sont dans le viseur du président Erdogan. Sous la pression de l'exécutif, qui accuse le HDP d'être la vitrine politique du PKK, l'Assemblée nationale vote au printemps la levée de l'immunité de plusieurs d'entre eux. Désormais, on craint des arrestations massives. « Cela pourrait arriver très prochainement », avertit Gülsen Özer, avant de pointer sa montre : « Il me faut partir à des funérailles. »

A l'heure où le soleil se couche lentement sur Diyarbakir, dans le cimetière du quartier Yeniköy, on enterre une enfant de la ville, Pervin Tasci. « Elle avait 23 ans, c'était une combattante des YPS, elle est morte à Cizre en février », bredouille son frère, au milieu de la foule rassemblée. Dans cette ville à la

Guerre de rue.

Des soldats turcs arrêtent un présumé membre du PKK dans le quartier de Sur, la vieille ville de Diyarbakir, le 23 février.

frontière irakienne, plus de 600 membres du PKK ont perdu la vie au cours de deux mois d'un siège sanglant. Il y a un mois, la famille a appris que sa fille a été enterrée à la hâte par l'armée, sans la moindre cérémonie. « Elle n'arrêtait pas de dire à ses camarades : "Même s'il ne reste qu'un cheveu de moi, enterrez-le à Diyarbakir." » Six mois après sa mort, la combattante repose enfin auprès de ses frères d'armes dans le carré réservé aux « martyrs ».

« Zéro négociation ». Des martyrs de tous bords, le Sud-Est en voit tomber tous les jours : plus de 5 000 membres du PKK et quelque 600 soldats et policiers ont perdu la vie en un an. Pas une journée ne passe sans que les médias n'annoncent un nouvel attentat du PKK contre les forces de sécurité. Dans le sud-est de la Turquie, plus grand-monde ne semble se faire d'illusions sur une fin prochaine de cette guerre qui a déjà coûté la vie à plus de 40 000 personnes en trois décennies.

Mais, en dépit des victimes, Erdogan maintient le cap. Sa guerre à huis clos dans le Sud-Est semble porter ses fruits. Face à un niveau de violence sans précédent, la voix du parti pro-kurde – pourtant majoritaire dans la région – semble décrédibilisée, voire inaudible, dans ce conflit. « Le HDP avait promis la paix aux Kurdes. Aujourd'hui, les électeurs demandent des comptes. Ils veulent savoir pourquoi le parti a laissé le PKK mener des combats dans ses propres villes », accuse Alaattin Parlak, un cadre de l'AKP local.

Des critiques que l'on rejette en bloc du côté de la formation de gauche pour mettre en avant la responsabilité du président Erdogan lui-même : « Il est dans une posture de "zéro négociation et zéro compromis". Avec de telles actions, comment convaincre le PKK de déposer les armes ? » s'interroge Gülsen Özer, dubitative : « Aucun conflit dans le monde ne s'arrête du jour au lendemain sans compromis, sans qu'un camp fasse un geste. La violence doit cesser, on ne nettoie pas le sang par le sang. » ■

TSK/SIPA

Plus de 5 000 membres du PKK et quelque 600 soldats et policiers ont perdu la vie en un an.



jeudi 11 août 2016 n° 2292

EN COUVERTURE



Alliés. Le sultan Mehmed V (2^e à g.) et l'un des leaders nationalistes des Jeunes-Turcs, Enver Pacha (à dr.), accueillent l'empereur allemand Guillaume II (à g., premier plan) à Constantinople, le 10 octobre 1917.

Et l'Empire ottoman fut démantelé...

Frontières. Il y a cent ans, deux diplomates redessinaient la carte du Moyen-Orient. La source des conflits actuels ?

PAR FRANÇOIS-GUILLAUME LORRAIN

■ mpossible d'évoquer la Turquie moderne sans citer deux noms de vieux diplomates occidentaux, l'un français, Georges-Picot, l'autre anglais, Sykes. Ou plutôt ce que Karim Emil Bitar, dans « De la Grande Guerre au Grand-Liban » appelle le « syndrome Sykes-Picot ». Derrière ces deux noms se cache en effet, pour les Arabes et les Turcs, la quintessence du mal occidental. L'Occident se serait partagé, via les

accords secrets que ces deux diplomates ont signés il y a un siècle, en mai 1916, le Proche et le Moyen-Orient sur le dos d'un Empire ottoman en déréliction d'où est issue la Turquie de Mustafa Kemal Atatürk et d'Erdogan. Il est frappant de constater la simultanéité entre la déstabilisation actuelle d'Ankara et le chaos dans lequel est plongé le Moyen-Orient arabe depuis l'offensive de Daech. Les deux phénomènes sont liés, en effet, dans ces mondes issus de la même ligne de fracture apparue en 1914. Preuve une fois encore que nous vivons sur la « planète 14 ».

Il faut donc en revenir au début de la Première Guerre mondiale, lorsque l'Occident joua les Arabes contre les Turcs, avant de décevoir les premiers au profit de leurs propres intérêts. Le déséquilibre découla de cette lente agonie de l'Empire ottoman, le grand homme malade de l'Orient. Au XIX^e siècle,



MARK SYKES (1879-1919) Militaire au Moyen-Orient et conseiller diplomatique britannique.

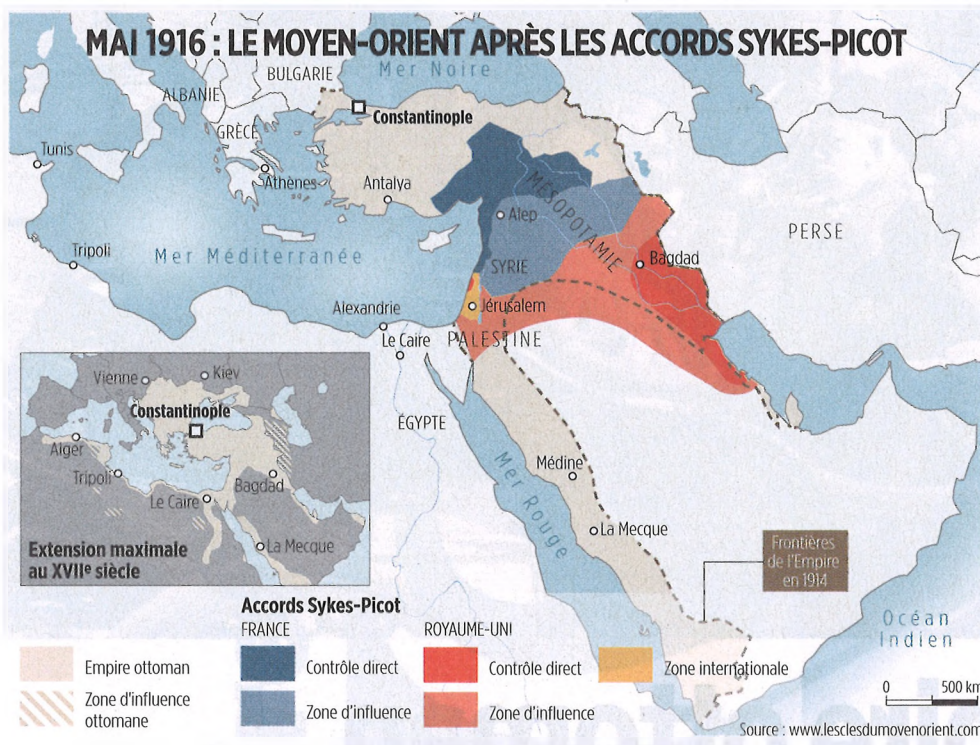


FRANÇOIS GEORGES-PICOT (1870-1951) Diplomate français, consul à Beyrouth avant la Première Guerre mondiale.

celui-ci n'avait cessé de reculer sur le continent européen. Mais, lors du déclenchement du conflit mondial, l'Entente franco-anglaise ne tenait pas à sa disparition, pour des raisons stratégiques et économiques. Car Constantinople avait de nombreux prêts à rembourser à ces deux pays, qui disposaient aussi dans l'Empire de privilèges économiques exorbitants, les capitulations, auxquels ils n'étaient pas prêts à renoncer. Du côté des Anglais, on craignait par ailleurs, en cas d'écroulement ottoman, que le rival historique russe n'en profite pour s'engouffrer dans le Caucase et se ruier en Perse. Le tournant eut lieu lorsque Constantinople, après bien des hésitations, pencha du côté de Berlin, obligeant l'Entente, le 9 novembre 1914, à lui déclarer la guerre.

Dès lors, un des enjeux va être la manipulation de ces populations arabes soumises à ■■■

EN COUVERTURE



Edward Lawrence et Gertrude Bell, appelés à connaître la gloire. Une correspondance s'établit entre McMahon et Hussein, qui revendique la quasi-totalité de l'Asie arabe, ainsi que le califat. Ce dernier est en position de force : au printemps 1915, les Alliés ont essuyé un échec sanglant contre l'Empire ottoman à Gallipoli, dans les Dardanelles. Mais, comme l'analyse Henry Laurens dans « La question de Palestine », un malentendu se glisse dans ces échanges : Hussein croit qu'il recevra aussi la Palestine, un débouché sur la Méditerranée, alors que les Anglais se la réservent. Il s'agit en effet pour eux d'assurer leurs voies de communication entre la mer et la Mésopotamie, où ils ont découvert du pétrole (en Perse) dès 1908, puis sur le territoire de l'Irak, et d'établir une continuité jusqu'à leur Empire des Indes. Tel est l'enjeu britannique.

■ ■ ■ l'Empire ottoman. D'un côté, le sultan Mehmed V déclenche un appel à la guerre sainte, avec pour objectif de provoquer une révolte des populations au sein de ces deux grands empires musulmans que sont la France – avec l'Afrique du Nord – et l'Angleterre – avec les Indes. Il s'agit aussi pour le sultan d'entraîner ses territoires arabes dans la guerre. Pourquoi ne pas rêver ? Depuis quelques décennies, l'Empire ottoman s'était islamisé, le plus beau symbole en étant l'achèvement en 1908 de la ligne ferroviaire du Hedjaz, qui reliait Damas à Médine par Amman pour favoriser le pèlerinage des musulmans. Désormais, le vendredi, les fidèles priaient pour le sultan, qui, rappelons-le, était également calife. C'est compter sans des tendances nationalistes arabes qui se font jour face au raidissement nationaliste des Jeunes-Turcs, qui se sont emparés du pouvoir à Constantinople. En juin 1913, des sociétés arabes secrètes se réunissent à Paris lors d'un premier Congrès général arabe. On y formalise des demandes d'autonomie. De fait, leur réponse au djihad du sultan est très molle. Et après les défaites dans le Caucase et vers le canal de Suez, à l'hiver 1914,

l'Empire, qui se « turquifie », finit par se retourner contre les Arabes. Les Arméniens sont les principales victimes de ce raidissement paranoïaque, mais en août 1915 des nationalistes arabes sont également pendus en Syrie, au Liban, en Palestine... L'Empire ottoman a joué aux apprentis sorciers.

Du côté anglais, on applique le vieux principe : diviser pour mieux régner. On retourne donc l'arme de l'appel à la révolte contre Constantinople. Dès la fin de 1914, des négociations débutent entre Henry McMahon, haut-commissaire anglais au Caire, et le chérif Hussein, gouverneur de La Mecque. L'objectif, comme le rappelle Jacques Frémeaux dans « La question d'Orient », est « de soulever le monde arabe contre les Turcs et de s'appuyer sur le chérif de La Mecque pour constituer, sous sa domination, une souveraineté indépendante dans la péninsule Arabique ». L'initiative vient du bureau arabe des Anglais au Caire, où travaillent Thomas

Realpolitik. Informés des négociations, qui les inquiètent, les alliés français ne sont pas écartés. On leur promet la Syrie et le Liban, qui depuis des décennies sont sous l'influence de la culture française et comportent d'importantes communautés chrétiennes – en particulier les maronites – dont Paris se veut le protecteur. Pour leur faire accepter l'idée d'une Arabie indépendante, les Anglais font pression sur les Français en exagérant le danger d'un djihad. Il faut calmer les Arabes. En novembre 1915, Paris désigne l'ancien consul à Beyrouth, François Georges-Picot, grand-oncle de Valéry Giscard d'Estaing, pour négocier avec les Britanniques l'avenir de la Syrie. Des désaccords naissent entre Picot et Sykes, son interlocuteur anglais. Celui-ci finit par imposer ses vues, alors que Picot avait déclaré : « Promettre aux Arabes de constituer un grand Etat, c'est leur jeter de la poudre aux yeux. Jamais celui-ci ne prendrait corps. » Ils

« L'objectif : soulever les Arabes contre les Turcs et constituer une souveraineté indépendante dans la péninsule Arabique. » Jacques Frémeaux, historien

s'accordent aussi sur un partage en zones d'influence, dans la droite ligne de l'esprit du congrès de Berlin (1878), où l'Occident s'était réparti l'Afrique. Mais ces zones, faut-il le souligner ? recouvrent souvent des délimitations administratives en cours sous l'Empire ottoman. Si Picot et Sykes sont les négociateurs des accords de 1916, les signataires en sont des personnages plus considérables, Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, et Edward Grey, ministre des Affaires étrangères britannique. C'est par la suite qu'on les baptisera accords Sykes-Picot, pour en minimiser l'importance. La Russie, l'autre alliée, n'est pas exclue de ces accords secrets, puisque les deux plénipotentiaires vont à Petrograd promettre aux Russes Constantinople et les Dardanelles. «*La guerre n'est pas finie*, rappelle Frémeaux. *Les Allemands, en mai 1916, sont loin d'être battus et personne n'a une vision très précise de la suite. Les Anglais sont en difficulté en Irak, tous ces territoires ne sont pas encore occupés. Il faut trouver des alliés et avoir l'appui du maximum d'Arabes.* » Ceux-ci, sous la bannière de Hussein, se révoltent et s'emparent de La Mecque et de Djedda en juin 1916. Dans le contexte de la Grande Guerre, chacun a besoin de l'autre, et les Arabes ne sont pas les derniers à pratiquer la realpolitik.

Mollesse. Pour le partage de la région et la promesse faite aux aspirations arabes, il serait facile de lancer la pierre à Londres. Ce serait oublier que c'est Paris qui va faire capoter l'idée du grand royaume arabe. Clemenceau, pour ne pas froisser ses alliés anglais, dont il avait besoin après 1918, ne s'y était pas opposé, mais au début de 1920 il est remplacé par Millerand, plus intransigeant sur le Moyen-Orient, les élections de novembre 1919 ayant porté au pouvoir la fameuse Chambre bleu horizon, qui représente le parti colonialiste. A Paris, il n'est plus question d'accepter un Etat arabe qui remplacerait l'Empire ottoman et se concentrerait autour de Damas, Alep, Oms, sur la zone française. Les Arabes ne



En 1923, le traité de Lausanne annule celui de Sèvres. Plus de Kurdistan, plus d'Arménie. Et un leadership turc réaffirmé par rapport aux Arabes.

Unité nationale.

Mustafa Kemal Atatürk à Mersin, en mars 1923. Indigné par le traité de Sèvres, le chef militaire s'est mué en homme politique. Il transforme l'Empire ottoman disloqué en une république laïque, dont il est élu président en octobre 1923.

croient pas à l'intervention militaire française. Ils se trompent. Le général Gouraud, nommé haut-commissaire, débarque avec les troupes d'Orient et, après un ultimatum lancé le 14 juillet 1920, écrase à Khan Maysaloun la petite armée du ministre de la Guerre du roi Fayçal. Dans la foulée, Gouraud proclame la naissance d'un Etat du Grand-Liban, qui réunit le littoral sunnite, les maronites chrétiens du mont Liban et les chiites de la plaine de la Bekaa. Après un excès d'interventionnisme, les Anglais lâchent du lest à l'égard de leurs alliés français et ne font rien pour défendre l'idée de l'Etat arabe qu'ils avaient soutenue.

Devant Mustafa Kemal, ils vont faire preuve de la même mollesse. Mais il faut comprendre la situation de la Grande-Bretagne en 1920. Destabilisés par une situation révolutionnaire en Egypte, une révolte en Irak, en Irlande, une Inde qui s'agite, les Britanniques font face à un déficit considérable. La défense de la livre sterling les oblige à réduire leurs dépenses militaires. En mars 1921, à la conférence du

Caire, organisée par Winston Churchill, ils se contentent de mettre en place un royaume de Transjordanie qui établit la continuité géographique entre la Palestine, où les Anglais imposent l'idée d'un foyer juif, et l'Irak, où ils placent sur le trône Fayçal, délogé de Syrie. Face à Kemal, qui en Turquie reconquiert de nombreux territoires, les Anglais, épuisés, refusent l'affrontement, après avoir subi une première défaite près d'Istanbul : sans demander son reste, le haut commandement britannique rembarque ses troupes hors du pays. Après quelques revers face aux Turcs, la France, pareillement lasse, leur cède pour sa part la Cilicie (la Petite Arménie, au nord de la Syrie), avant de finir par leur vendre des armes. Plus tard, en 1938, pour les dissuader de rallier l'Allemagne nazie, elle lâchera même la région d'Alexandrette, source depuis longtemps de nombreuses tensions entre la Turquie et la Syrie. N'oublions pas que Mustafa Kemal est né d'abord de l'indignation provoquée par le traité de Sèvres d'août 1920, qui réduisait son pays ■■■

EN COUVERTURE

■■■ à un Etat croupion. Britanniques, Français, Italiens aussi, puis Grecs, lorsque ceux-ci, dans leur rêve nostalgique de reconstituer la Grande Grèce, vont prendre leur place et débarquer en Turquie: tous ces alliés, éreintés par la Première Guerre mondiale, vont être défaits par Mustafa Kemal, financé par la Russie bolchevique, qui sera dès lors en position de déclarer le traité caduc. Ce désengagement de l'Occident marque aussi la fin de l'éphémère Kurdistan et de l'Arménie, créés par ce même traité. Comme le rappelait un récent article du *New York Times*, on ne soulignera jamais assez l'impact actuel du traité de Lausanne (1923), imposé par les Turcs aux Occidentaux et qui annulait Sèvres. Plus de Kurdistan, plus d'Arménie. Et un leadership turc réaffirmé par rapport aux Arabes.

Néo-impérialisme. En résumé, il est clair que les Occidentaux, une fois admis le principe de la dislocation de l'Empire ottoman, ont imposé une logique néo-impérialiste. Ils ont trouvé un terrain d'entente avec les Arabes, qui cherchaient à se débarrasser de la tutelle des Turcs. Que les Anglais aient fait preuve d'inconséquence, nul doute. Prétendre qu'ils aient sciemment promis un royaume arabe en sachant qu'ils ne pourraient tenir leur parole serait récrire l'Histoire en la prenant par son dénouement. Ne négligeons pas le rôle de la France, très opposée à toute perspective d'un royaume arabe, qui a repris la main après guerre et imposé ses vues à l'allié britannique. Du moins ces deux pays se rejoignirent-ils sur l'ampleur de leurs engagements: ne pas négocier avec les Arabes sur leurs propres intérêts dans des zones prédélimitées, mais aussi tolérer et ménager une Turquie laïque et revigorée, dont on pourrait avoir besoin – l'avenir le dirait – face à l'Allemagne, qui était alors encore le principal épouvantail. Imposée par et sur les ruines de la guerre, cette double volonté est l'héritage actuel de cette vaste région ■

Que reste-t-il d'Atatürk ?

Mustapha Kemal doit s'en retourner dans son mausolée. Le Pacha qui, quinze ans durant, dans l'entre-deux-guerres, s'efforça d'occidentaliser la Turquie, le laïcard qui mourut d'une cirrhose, ne reconnaîtrait pas son pays. Premier ministre puis président, Recep Tayyip Erdogan a, en l'espace d'une décennie, replacé l'islam au centre de la vie politique et de la société, au point d'être aujourd'hui surnommé le Sultan. « Il a joué assez habilement, constate l'historien Faruk Bilici. Faute de pouvoir attaquer directement Atatürk et son héritage, il s'en prend au parti qui se réclame de lui. De même, il s'est bien gardé de remettre en question la république, mais a entrepris un travail de sape contre la laïcité. » En fait, l'érosion des principes kémalistes a commencé dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans un monde devenu bipolaire, l'adhésion de la Turquie à l'Otan, en 1952, s'est accompagnée d'une lutte contre le communisme dans le cadre de laquelle les gouvernements successifs ont su se constituer de précieux alliés: les confréries musulmanes. Bektachisme, nakshibendiyya, mevlevisme, pour ne citer que les plus importants, ces ordres religieux d'inspiration soufie sont implantés de longue date dans une Anatolie rurale et arriérée. Ils professent une vision plus ou moins ouverte de l'islam, mais ont tous en commun un anticommunisme qui, dans le contexte géopolitique de l'époque, en fait d'indispensables alliés pour le régime. En échange de ce soutien idéologique, les cheikhs qui dirigent les confréries obtiennent que l'Etat leur laisse toute latitude dans le domaine spirituel. « On a alors assisté à un retour en force de ces groupes sur lesquels Atatürk s'était initialement appuyé avant de les combattre, les accusant de vouloir se substituer à l'Etat et qui vivaient depuis dans une semi-clandestinité », souligne Fabrice Monnier, auteur d'une biographie de Mustapha Kemal (1). A partir des années 70, cette convergence d'intérêts va même inciter certaines de ces confréries à frayer avec l'armée au nom de la lutte contre un autre ennemi commun: l'extrême gauche marxiste et antireligieuse.

C'est à cette époque que le mouvement Hizmet (« le service ») se développe. Son fondateur, Fethullah Gülen (dont Erdogan réclame aujourd'hui l'extradition des Etats-Unis), réfute les appellations de confrérie et de cheikh, revendiquant seulement, à titre personnel, la fonction d'imam, ce qui en fait une exception dans le paysage politico-spirituel turc. « C'est une communauté qui emprunte aux jésuites élitisme et opacité, au calvinisme son encouragement à l'entreprise et l'accent porté sur l'éducation et le travail, et aux francs-maçons la solidarité entre adeptes », résume Fabrice Monnier. Et aux trotskistes un sens aigu de l'entrisme, pourrait-on ajouter. Au fil des ans, les « gülenistes »



s'implantent dans la haute administration, l'armée, la police, la justice, sans que les analystes parviennent à définir la vraie nature de leur islam ou à mettre au jour un projet caché derrière cet activisme. Erdogan n'en a cure. En 2002, il accède au pouvoir en s'appuyant sur son parti, l'AKP, mais aussi sur le puissant réseau Gülen, avec lequel il partage une même vision de la Turquie. Dix ans plus tard, le divorce est consommé; comme si les confréries étaient condamnées à servir de marchepied aux ambitions des autres. S'il existe un seul point commun entre Atatürk le Pacha et Erdogan le Sultan, c'est bien celui-là ■ **YVES CORNU**

1. « Atatürk, naissance de la Turquie moderne », de Fabrice Monnier (CNRS Editions, 350 p., 22,50 €).